

COMMANDANT JEAN-GABRIEL GRESLÉ

EXTRATERRESTRES, SECRET D'ÉTAT

L'affaire Roswell



Ramsay

DU MEME AUTEUR

Guy Trédaniel Éditeur

Les Objets volants non identifiés un pilote de ligne parle, 1993

Hypothèse extraterrestre, 1994

Réflexions sur l'aïkido, 1995

Jean-Gabriel Greslé

OceanofPDF.com

EXTRATERRESTRES, SECRET D'ÉTAT

L'affaire Roswell

© Éditions Ramsay, Paris, 1997

OceanofPDF.com

Que s'est-il réellement passé au nord de Roswell, Nouveau-Mexique, en juillet 1947 ? Un demi-siècle de secret d'État et de désinformation n'a toujours pas levé le voile sur l'énigme extraterrestre la plus inquiétante de cette fin de millénaire.

Un rappel des faits... Roswell, juillet 1947, un aéronef d'origine inconnue s'écrase sur le sol, à proximité d'installations secrètes américaines. Des témoins décrivent l'objet et mentionnent l'existence d'humanoïdes victimes du crash. L'un d'eux est encore en vie. Les descriptions sont précises et dépassent l'entendement. L'US Air Force débarrasse le site sans attendre et embarque les débris récupérés dans des camions pour une destination inconnue. Des communiqués à la presse font état du crash, mais établissent ensuite qu'il s'agit de ballons météo.

Aux États-Unis, en 1947, on est en pleine guerre froide et au top des expérimentations nucléaires. Toute intrusion d'appareils, « quels qu'ils soient », dans le ciel des USA pouvait être un démenti grave à l'efficacité de la défense antiaérienne.

Cette enquête méthodique et passionnante, établie sur des documents déclassifiés du FBI et de la CIA - témoignages signés, comptes rendus d'agents des renseignements et du contre-espionnage - démontre irréfutablement que des incursions répétées se produisaient alors au-dessus des installations atomiques les plus secrètes des États-Unis. Des engins d'une maniabilité exceptionnelle et des manifestations lumineuses inconnues défiaient, parfois à basse altitude, toutes les tentatives d'interception par les avions de chasse américains.

Il est impossible aujourd'hui d'attribuer à une nation terrestre la paternité de ces incursions...

jean-Cabriel Greslé a reçu une formation de pilote de chasse aux États-Unis, au sein de la prestigieuse US Air Force. Affecté en escadre de chasse dans l'armée de l'air, il a poursuivi sa carrière à Air France, où il fut commandant de bord pendant vingt ans.

OceanofPDF.com

Avant-propos

Quand je suis arrivé aux États-Unis à la fin d'avril 1952, j'étais élève-pilote français affecté pour deux ans dans l'US Air Force. Ma seule préoccupation était de réussir à suivre un programme de formation que l'on disait redoutable. Je n'avais jamais entendu parler d'extraterrestres, sinon dans La Guerre des mondes de H.G. Wells. C'est par un soir d'été, en Caroline du Nord, le 19 juillet de la même année, que j'eus mon premier contact, très indirect, avec le phénomène ovni.

Vers dix heures du soir, ce samedi-là, nous étions un petit groupe d'élèves trop fatigués pour sortir de la base aérienne. Enfoncés dans les fauteuils du Cadet Club, stratégiquement placés devant des ventilateurs, nous écoutions à la radio un concert, classique. Il nous fallut quelques instants pour réaliser que la musique s'était arrêtée et qu'une voix anonyme nous annonçait une interruption des programmes. Des échos radars non identifiés venaient semble-t-il d'apparaître au-dessus du Pentagone et de la Maison Blanche, en plein centre d'une zone interdite à la circulation aérienne. L'inquiétude du commentateur inconnu était évidente ; trop peut-être car nous avons imaginé tout d'abord un montage adroit pour présenter une émission de science-fiction. Il n'en était rien. Après une demi-heure environ d'attente et de musique d'ambiance, la même voix, cette fois embarrassée, nous annonça sans explication que le programme prévu allait reprendre. Le lendemain et le surlendemain, radios et journaux ne parlaient que du survol de Washington par des « échos radar » qui manifestaient des performances « impossibles » comme des arrêts sur place et des demi-tours en épingle à cheveux, effectués à des vitesses irréalisables à l'époque.

Incroyable mais vrai, le samedi suivant, à peu près à la même heure, le scénario se reproduisit de manière absolument identique.

Nous avons, bien entendu, fait le siège de nos instructeurs militaires pour en savoir plus. Nous avons appris quelques détails supplémentaires, le fait par exemple que les intercepteurs chargés

de protéger cette région particulièrement sensible avaient décollé avec un retard de seize minutes, au lieu des deux minutes prévues. Pour ce seul motif le commandant du groupe de chasse avait été muté, mais ce genre d'information nous intéressait peu.

Pendant un vol de nuit, un instructeur et son élève avaient fait une bien curieuse rencontre : une sorte de fuselage sans ailes, bizarrement éclairé, qui avait croisé leur avion. Le silence s'était fait très vite sur cet incident mais, à vrai dire, nous étions au cœur d'une vague de chaleur telle que toute notre énergie se concentrait sur les vols et les cours au sol. Nous n'avions même plus la force de rêver. Curieusement, le sujet des incursions d'appareils inconnus, pourtant très largement évoqué par la presse, n'est jamais apparu dans les conférences auxquelles nous assistions et n'a jamais fait l'objet de commentaires officiels de la part de nos instructeurs.

Les années d'Escadres de Chasse qui suivirent l'obtention de mes « ailes d'argent » de l'US Air Force et de mon brevet de pilote militaire ne comportent aucun épisode évoquant les ovnis, sinon quelques erreurs d'identification vite corrigées. Néanmoins, mon intérêt pour le sujet était vif et j'ai lu, peu après leur parution, la plupart des ouvrages disponibles. Ceux qui avaient de l'importance seront repris en détail dans l'étude qui va suivre.

C'est en 1966, alors que j'étais copilote à Air France, que j'ai enfin pu vérifier que des choses étranges se déroulaient parfois dans le ciel. Au cours d'un vol sans histoire, de Rio de Janeiro à Sao Paulo, alors que nous survolions l'Atlantique Sud vers Florianopolis, sur la côte brésilienne, un écho surprenant apparut sur l'écran de notre radar météo. Il allait à peu près dans la même direction que nous, mais nous dépassait avec une rapidité incroyable. Nous avions à ce moment une vitesse de 890 kilomètres à l'heure et pourtant, l'engin inconnu, qui avait à peu près le même type d'écho qu'un Boeing 707, nous dépassa très vite. Nous avons pu vérifier qu'il parcourait dix milles nautiques en quinze secondes, soit 74 kilomètres à la minute, par rapport à notre avion. Le calcul montre qu'il se déplaçait à plus de 5 300 kilomètres à l'heure ou si l'on préfère environ Mach 4,8 !

Hélas, nous n'avons rien vu et pourtant nous étions cinq personnes au poste de pilotage à ce moment-là : le commandant de bord, le second-pilote, l'officier mécanicien, un radionavigant, car les communications en Amérique du Sud étaient parfois exécrables, et un visiteur. Nous volions au-dessus d'une couche continue d'altostratus, à l'altitude de 10 800 mètres. L'engin qui nous dépassait devait avoir une altitude plus faible, ce que confirmait la légère inclinaison de l'antenne radar vers le bas. Il devait voler dans la couche de nuages ou au-dessous, sinon nous l'aurions vu... à moins qu'une technique originale ne lui ait permis de se rendre invisible. En tout cas, aucun avion ni aucune fusée de construction humaine ne peut se déplacer à une telle vitesse à une altitude aussi basse, car la densité de l'air est beaucoup trop forte. Même une structure en acier inoxydable n'y résisterait pas !

Le commandant de bord, rencontré quelques jours après notre retour en France devait me confier qu'un de ses amis du Deuxième Bureau lui avait demandé quelques détails supplémentaires sur notre observation, mais avait refusé toute discussion générale sur le sujet. Ce vol eut lieu vers la fin des années soixante. Cette imprécision permet de maintenir l'anonymat du reste de l'équipage.

Le mystère demeure quant à ce que nous avons brièvement rencontré ce jour-là. Je ne crois guère à l'hypothèse d'un Bell X-6 qui aurait fait une incursion au Brésil ou à celle d'un prototype américain ou russe capable, avant les premières missions Apollo, de battre de tels records de vitesse à moins de dix mille mètres d'altitude. Ces possibilités éliminées, il ne reste plus beaucoup de candidats humains. J'ai quitté ce jour-là le domaine des spéculations théoriques pour entrer dans celui de l'expérience personnelle. Un pas avait été franchi, mais l'énigme restait entière.

Presque vingt ans plus tard, dans la nuit du 26 au 27 juillet 1984, se produisit un incident assez semblable. Nous étions cette fois en vol de nuit, dans la région de Détroit, à la frontière du Michigan et du Canada et nous n'étions que trois au poste de pilotage. Le ciel était complètement dégagé et la visibilité parfaite. La croisière du vol Air France 6842, de Los Angeles à Montréal, touchait à sa fin. J'allais commencer les préparatifs de procédure de descente quand je vis

clairement, derrière la tête du copilote, légèrement au-dessus de l'horizon, une ligne lumineuse horizontale, bien distincte, qui paraissait attachée à un groupe serré de sphères métalliques luisantes. Cette traînée était très dense, comme éclairée de l'intérieur, et avait une structure grumeleuse, différente d'une traînée de condensation mais aussi de celle d'une fusée au décollage. Sa couleur, d'un blanc laiteux, avait des tonalités roses. J'ai eu le réflexe de tendre le bras et de comparer la longueur de la structure éclairée et son épaisseur à ma main ouverte afin de pouvoir évaluer ses dimensions angulaires. Le second pilote, quant à lui, chronométra son déplacement entre le passage à notre travers droit et un gisement de 45 degrés : il dura quinze secondes. Bien entendu, l'officier mécanicien participa à l'observation ainsi qu'un steward qui était entré au poste.

Le mobile continua dans la même direction, parallèle à la nôtre, jusqu'à n'être plus qu'un point lumineux qui se perdit vers l'horizon dans le ciel étoilé.

J'avais déjà décroché mon micro pour demander des explications au contrôleur de la navigation aérienne qui suivait notre vol quand celui-ci nous appela pour nous demander ce que nous avions vu à notre droite. Après une description succincte, nous avons eu la surprise d'entendre sur la fréquence deux avions de ligne qui confirmaient notre observation : un Olympic Airways et un Lufthansa. Je sautai sur l'occasion et demandai au responsable du contrôle aérien pourquoi il nous avait interrogés plutôt que l'un des deux autres appareils. Il nous répondit que nous étions les mieux placés pour observer l'intrus. C'était la preuve que ce dernier apparaissait, lui aussi, sur les écrans radar au sol, ce qui posait un petit problème technique. En effet, les contrôleurs civils ne voient sur leurs larges écrans que les six à dix avions qu'ils ont en compte et dont les transpondeurs émettent sur le même code. Si le transpondeur est en panne ou qu'un mauvais code est affiché, l'avion devient invisible !

De deux choses l'une, ou l'engin que nous avions observé transmettait sur le code approprié - c'était donc un avion expérimental américain, mais de conception particulièrement révolutionnaire, il n'avait certainement rien à faire à proximité des

voies aériennes civiles - ou bien il n'était ni contrôlé ni identifié et le mystère s'épaississait. Le contrôleur, interrogé sur ce point, affirma que des shérifs avaient été alertés par des coups de téléphone et qu'il était passé sur «radar-primaire», ce qui lui permettait de détecter tous les avions, même ceux qui n'avaient pas de transpondeur. Il avait ainsi été en mesure d'observer le passage de l'appareil inconnu. À la réflexion, cette explication n'était pas très crédible. Il est infiniment plus probable que ce sont les radars de la défense aérienne commune du Canada et du nord des États-Unis, le NORAD, qui l'avaient averti du fait qu'un engin très rapide et non identifié allait interférer avec l'espace aérien civil dont il avait la charge.

Un dernier détail allait nous permettre d'évaluer la vitesse du mobile inconnu : le contrôleur nous affirma qu'il n'y avait pas eu risque de collision car nous n'étions jamais passés à moins de dix milles nautiques l'un de l'autre. Cette distance, environ dix-huit kilomètres, correspondait bien à notre propre impression.

Laissons de côté les démonstrations géométriques. Nous avons calculé que le déplacement de l'appareil inconnu était au moins aussi rapide que celui de l'écho non identifié détecté précédemment au-dessus du Brésil. En tenant compte du fait que l'altitude du bolide était légèrement supérieure à la nôtre, il est probable qu'il se déplaçait à Mach 5 ou plus !

Le surlendemain j'étais de retour à Los Angeles et je fis prévenir les autorités américaines, par les « opérations » d'Air France, que je me tenais à leur disposition pour leur donner plus de détails sur notre observation. J'attends toujours une réaction de leur part ! Inutile de dire qu'un rapport complet fut rédigé et transmis à mon employeur par la voie hiérarchique. Il ne provoqua pas non plus la moindre interrogation ultérieure.

Cette introduction un peu longue permet déjà de comprendre pourquoi, professionnellement, j'avais toutes les raisons d'être intrigué par la présence d'engins ou de prototypes inconnus qui, de temps à autre, dérangent la bonne ordonnance de nos vols, ne serait-ce qu'en entraînant des communications radio

supplémentaires. Au-dessus de Détroit, la perte de temps entraînée par notre brève rencontre avait bien été de dix minutes et avait failli retarder le début de notre descente vers Montréal. Quelques confrères avaient effectué des rencontres beaucoup plus rapprochées et tout aussi inexplicables que les miennes. Nous en parlions peu, pour des raisons évidentes, et jamais en dehors du cadre de notre profession.

Si j'ai décidé, après ma retraite, de rompre le silence, c'est que j'ai découvert sur le problème qui nous intéresse quelques aspects inquiétants qui apparaîtront dans ce livre. Disons simplement, pour ne pas mettre la charrue avant les bœufs, que l'histoire de la seconde partie du XXe siècle n'est peut-être pas aussi bien connue que l'on pourrait le croire. Il se passe et il s'est passé, dans le ciel et sur la Terre, un certain nombre d'événements dont on ne parle pas encore à l'école. De nombreux documents militaires, mis récemment à la disposition des chercheurs, en attestent pourtant la réalité.

C'est à une véritable enquête, n'exigeant rien d'autre qu'une attention soutenue, que ce livre vous convie. Toutes ses conclusions reposent sur des preuves écrites, sur des témoignages de professionnels de l'observation et sur des règlements officiels restés trop longtemps inconnus. Il ne sera jamais fait appel à la crédulité du lecteur mais au contraire à son discernement. Dans la mesure où des recherches longues et patientes, s'étendant sur plusieurs années, sont ici concentrées en un livre qui sera lu en quelques heures, qu'il me soit permis de dire une fois encore :

«Mesdames et Messieurs, vous êtes priés d'attacher vos ceintures car nous allons traverser quelques zones de turbulence ! »

J.-G. GRESLE

Préface

Pour de nombreuses personnes, les « soucoupes volantes » sont un sujet peu sérieux, qui prête à sourire. Si l'on y ajoute la moindre hypothèse sur une éventuelle présence «extraterrestre » à proximité de la Terre ou dans le système solaire, l'incrédulité la plus totale s'affiche. Dans notre pays cartésien, il ne fait pas bon s'écarter du conformisme scientifique si l'on est chercheur ou technicien, du solide bon sens dans les autres cas. Il est vrai que le sujet évoqué semble bien relever, faute d'informations concrètes, de la conviction personnelle ou de la préférence philosophique.

Il est raisonnable de penser qu'une invasion du système solaire et de nos espaces aériens ne passerait pas inaperçue. Elle serait détectée par nos moyens sophistiqués de protection, radars, radiotélescopes ou autres. Les observateurs professionnels que sont les astronomes, les pilotes de ligne, les météorologistes, les officiers de quart sur les navires de haute mer et les contrôleurs de la navigation aérienne observeraient bien vite les signes d'une telle présence. Or l'on répète et l'on imprime, depuis bientôt un demi-siècle, que les radars ne détectent pas et que les observateurs professionnels ne voient jamais le moindre «objet volant non-identifié» réel. Les mêmes « autorités » affirment que les observations rapportées par de braves gens sans qualification peuvent toujours s'expliquer par des erreurs d'interprétation, des illusions d'optique ou la recherche obsessionnelle de notoriété.

Cependant, depuis le milieu des années soixante, à peu près un Américain sur deux croyait à la réalité des ovnis et dix pour cent pensaient en avoir observé un. Ces proportions sont restées à peu près constantes depuis cette époque et de nombreux sondages d'opinion les ont confirmées. Certes les États-Unis ne sont pas la France, certes René Descartes et Pascal sont nés dans l'Hexagone et les particularités de nos voisins d'outre-Atlantique ne nous concernent pas directement. Toutefois, de telles proportions donnent à réfléchir. Elles pourraient bien entendu refléter un malaise moderne général et avoir des explications psychologiques ou sociales ; néanmoins, elles poseraient déjà un vrai problème, même

si elles étaient la seule manifestation de ce qu'il est convenu d'appeler le « phénomène ovni ». Ce n'est pas le cas.

Il est maintenant bien connu que certaines observations ont été réalisées par des techniciens qualifiés. Il est arrivé très souvent que plusieurs témoins aient suivi ensemble les évolutions d'engins qui ressemblaient à des avions, ou à des disques volants, mais possédaient encore d'autres caractéristiques inhabituelles, ou réalisaient des manœuvres impossibles, comme des accélérations énormes après une phase de vol stationnaire. De tels événements sont rares mais les journaux locaux les rapportent parfois, tandis que les grandes agences comme Associated Press, France-Presse ou Reuter semblent le plus souvent s'en désintéresser.

Quelques apparitions d'engins inhabituels dans le ciel, ou la confirmation de certaines performances aériennes inexplicables, si elles avaient été effectivement vérifiées, auraient dû suffire à provoquer des études poussées de la part des autorités et tout particulièrement des autorités militaires. En effet, dans le monde où nous avons vécu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les menaces d'agression entre les deux blocs rivaux, soviétique et américain, ont été constantes. La présence de n'importe quel phénomène inconnu dans les espaces aériens des pays impliqués risquait, au minimum, de gêner les moyens de protection mis en œuvre. N'importe quel objet, ou interférence donnant l'illusion d'un objet, risquait en apparaissant sur les radars d'être interprété comme une attaque adverse et de provoquer le déclenchement intempestif d'une riposte nucléaire. Il est donc certain que les États-Unis, et très probablement l'Union soviétique, ne pouvaient pas faire l'économie d'un examen poussé de tous les événements anormaux qui pouvaient survenir au-dessus de leurs territoires respectifs.

Les traces de cette préoccupation légitime des pouvoirs publics existent. Il est possible en particulier de vérifier que des phénomènes inconnus, qui ressemblaient fort aux insaisissables «soucoupes volantes» décrites par les témoins civils, inquiétaient, dès la fin des années quarante, les responsables de la protection des installations de recherche nucléaire, pourtant situées au cœur du Nouveau-Mexique.

L'un des aspects les plus étranges du problème qui nous occupe est confirmé par deux messages de l'Agence France-Presse, datés respectivement du 8 et du 9 juillet 1947. Ils mentionnent la récupération d'une « soucoupe volante » par la 509e escadre de bombardement de l'aviation américaine, stationnée sur une base aérienne proche de la ville de Roswell, toujours au Nouveau-Mexique. Cette unité d'élite était connue pour avoir réalisé le lancement des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. L'année précédente, elle avait participé à la campagne d'essais nucléaires sur l'atoll de Bikini. Le Roswell Army Air Field abritait, en 1947, six engins opérationnels prêts à être lancés par ses quadrimoteurs B-29.

Après une conférence de presse, tenue le soir même à Fort Worth (Texas) par le général commandant la région aérienne, la « soucoupe » s'était transformée en un simple ballon météo. Les débris avaient été incorrectement attribués à un engin exotique par le major Jesse Marcel, officier de renseignement de la base aérienne, qui avait d'ailleurs publiquement reconnu son erreur. La méprise était peu vraisemblable mais l'explication officielle devait tenir pendant plus de trente ans, jusqu'en 1978, malgré des rumeurs récurrentes concernant la récupération dans cette région d'une épave d'origine inconnue.

L'affaire devait prendre à cette date un tour très différent. Le major Marcel, devenu lieutenant-colonel en retraite, fit à un chercheur américain, Staunton Friedman, un certain nombre de confidences. L'histoire du ballon avait été inventée par les militaires pour cacher la découverte, dans les pâturages d'un éleveur de moutons local, de débris informes et nombreux. Certains possédaient des caractéristiques mécaniques inexplicables. Ils ne semblaient pas, en tout cas, avoir eu pour origine une technologie terrestre.

Une émission télévisée relança le débat. Des enquêtes furent effectuées sur place par des journalistes. Peu après, des écrivains comme Charles Berlitz et Kevin Randle retrouvèrent de nombreux témoins^[1], les interrogèrent longuement et publièrent, vers la fin des années quatre-vingt, des tentatives intéressantes de reconstitution des faits^[2].

Il semble clair, à la réflexion, que l'ensemble du problème constitué par les incursions de mystérieux « objets volants non-identifiés » dans l'espace aérien d'un pays concerne d'abord et surtout la défense nationale. Dans la plupart des nations européennes, les services chargés de la protection opérationnelle du territoire opèrent dans un secret aussi total que possible afin de ne pas donner le moindre avantage aux ennemis potentiels. Ce fonctionnement discret est normal et parfaitement légal. Il ne facilite pas le travail des historiens, mais il reste soumis aux autorités civiles qui en contrôlent à la fois les méthodes et les résultats.

Aux États-Unis, en 1947, les responsables intéressés au premier chef par les apparitions d'engins inconnus furent tout naturellement les chefs d'état-major et les généraux commandant les régions les plus concernées.

Rien ne justifierait l'évocation d'un «secret d'État » si les militaires s'étaient contentés de faire discrètement leur travail, sous le contrôle des représentants élus des citoyens. Or, une anomalie devient évidente au cours des années. Les responsables de la Défense déniaient toute réalité aux cibles non contrôlées qui évoluent parfois sans la moindre discrétion au-dessus du territoire qu'ils ont la charge de protéger. Ils affirment à plusieurs reprises que leurs efforts de recherche dans ce domaine n'ont jamais abouti au moindre résultat concret et qu'en fait, malgré tous leurs efforts, ils n'ont jamais rien trouvé qui pourrait ressembler à un véhicule matériel, moins encore manufacturé, d'origine inconnue.

Soit. Dans ce cas les ovnis quittaient le domaine de la défense nationale, auquel ils n'avaient jamais véritablement appartenu. Ils entraient dans celui des problèmes de société, de la psychologie des foules, de la sociologie et, pourquoi pas, de la superstition, des modes ou des religions modernes. Roswell, malgré le nombre et la qualité des témoins, devenait une curiosité de plus dans un monde où elles abondent et les gens sérieux pouvaient s'occuper d'autre chose.

Ce scénario rassurant est désormais compromis car des documents incontournables prouvent que des survols d'aéronefs inconnus ont

constitué, dès 1946, un problème particulièrement épineux pour les responsables de la défense. D'autres éléments démontrent que les services techniques de l'US Air Force avaient tiré dès le 23 septembre 1947 des conclusions précises quant à la matérialité des engins observés. Ils confirment que leurs performances étaient parfaitement mesurables. Tous reflètent une inquiétude légitime, mais une donnée nouvelle vient troubler l'image, somme toute normale, que certaines pièces d'archives permettent de reconstituer.

Dans la mesure où la preuve est faite que le problème concernait bien la défense aérienne et par là-même les autorités militaires et leur chef suprême, le Président des États-Unis, il concernait aussi, ipso facto, les électeurs et leurs représentants qui sont la partie essentielle de toute nation. Ce sont eux et eux seuls qui doivent décider dans le cas d'une invasion, identifiée ou non, du degré de la riposte qui peut aller jusqu'à une déclaration de guerre et la mobilisation générale. C'est précisément en cela que l'évocation d'un secret d'État devient inévitable car il apparaît que le processus démocratique normal s'est interrompu quelque part. En effet, il n'existe aucune trace de la moindre déclaration officielle concernant ces incursions aériennes incontrôlées, parfois au-dessus de sites stratégiques importants, alors que leur réalité était établie. Ce dysfonctionnement est étrange, tout comme le sont les contre-vérités flagrantes que les autorités accumulent depuis bientôt un demi-siècle.

C'est avec une certaine inquiétude que la rédaction de ce livre a été entreprise. J'ai commencé aux États-Unis une formation de pilote de chasse au sein de l'US Air Force en avril 1952 alors que je n'avais pas vingt ans. J'ai reçu mes ailes d'argent en juin 1953 avant de terminer ma formation sur chasseur-bombardier F-84 Thunderjet à la fin de la même année. J'ai gardé de cette époque une connaissance correcte du fonctionnement de cette organisation et le plus profond respect pour la qualité des hommes qui assuraient sa bonne marche. C'est pourquoi je pouvais difficilement accepter les thèses en vogue selon lesquelles le faux-pas de Roswell était une illustration de l'incompétence des officiers qui en avaient été les acteurs.

Tout semble indiquer, au contraire, que le comportement de tous les participants a été celui de professionnels hautement qualifiés. Pour le reste, si des actions discutables ont été conduites, si des décisions politiques ont enfreint certaines règles constitutionnelles, l'Air Force ne doit pas endosser une responsabilité qui n'était pas la sienne.

L'étude qui va suivre s'appuie autant que possible sur des documents officiels et sur des déclarations écrites, faites sous serment, ou « affidavits ». Cette forme de témoignage, particulière au droit anglo-saxon, peut être utilisée par un tribunal et possède la même valeur de preuve qu'une déposition faite devant un juge ou un jury. De ce fait elle expose son signataire, en cas d'affirmations inexactes, à des peines graves punissant les faux, usages de faux, et insultes à magistrat. Ces pièces du dossier seront de première importance dans notre reconstitution des faits.

En ce qui concerne Roswell, certains affirment que la moindre activité militaire génère toujours des documents nombreux. Si une activité liée au secret que nous évoquons avait effectivement eu lieu, disent-ils, elle aurait laissé derrière elle une piste indélébile de feuilles dactylographiées, pour traduire à peu près l'expression américaine de paper trail. Ils se hâtent de conclure que rien ne s'est passé à Roswell car ils n'ont trouvé aucune documentation militaire qui concernerait cet événement. Faute de découvrir de telles traces, qui semblent en effet ne plus exister, il est presque aussi intéressant de vérifier si les archives qui devraient couvrir cette période n'ont pas été censurées ou modifiées. Une enquête récente d'un service officiel de contrôle de l'administration fédérale, le General Accounting Office, équivalent américain de notre Cour des comptes, révèle que certains documents historiques, couvrant très largement la période cruciale de juillet 1947, semblent avoir disparu. Ou bien ils ont été purement et simplement détruits, illégalement et sans ordre par une agence inconnue, ou bien ils sont considérés comme trop sensibles et ont été transférés en lieu sûr. Le détail de ces disparitions sera étudié au chapitre 10.

Les éléments concernant l'énigme de Roswell peuvent être classés sous trois rubriques différentes. Ils forment en réalité trois faisceaux convergents d'indices et de preuves.

Des documents officiels, détenus par différentes archives fédérales, ont été déclassifiés^[3], soit en 1968 pour apparaître en annexe du rapport Condon^[4], soit à partir de 1978 en application de la loi Freedom of Information and Privacy Act^[5]. Ils établissent que des incursions répétées d'engins volants inconnus se produisaient au-dessus des installations de recherche nucléaire des États-Unis dès 1947, et qu'ils se poursuivirent au cours des années cinquante.

Des règlements et des lois démontrent que les rapports concernant ces engins, appelés successivement « aéronefs non-conventionnels », « disques volants », puis « objets volants non-identifiés », étaient considérés comme intéressant la défense nationale des États-Unis, puis du Canada. Toute divulgation d'informations à leur sujet tombait sous le coup des lois réprimant l'espionnage.

Des affidavits, complétés par des interviews publiées ou télévisées des principaux témoins, permettent de reconstituer, en partie, les événements importants qui se sont déroulés au Nouveau-Mexique au début du mois de juillet 1947.

Il n'est plus nécessaire de construire une thèse purement théorique. Des documents, qui seront pour la plupart reproduits et traduits dans le présent ouvrage, donnent désormais des jalons précis et permettent d'établir certains faits déterminants. Dans un domaine où les certitudes sont rares, où la désinformation est de rigueur, il existe, grâce au Département de la Justice des États-Unis, une masse d'éléments incontournables, garantis en quelque sorte par l'Attorney General qui a pris la responsabilité d'autoriser leur déclassification. Des textes déjà connus, comme par exemple les annexes du rapport Condon ou les mémoires du capitaine Ruppelt, premier directeur du « Projet Blue Book » seront également utilisés ici.

OceanofPDF.com

1 Premiers éléments

La fin de la Deuxième Guerre mondiale marquait aussi l'entrée de l'humanité dans l'ère atomique. Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, en termes de capacité de destruction, n'avaient aucune commune mesure avec les moyens utilisés jusqu'alors. La victoire si chèrement acquise des Alliés, loin de marquer l'abandon de la course aux armements nucléaires, débouchait sur la production industrielle d'uranium à usage militaire.

La menace potentielle que représentait la mise en œuvre de cette nouvelle forme d'énergie ne doit pas être sous-estimée. Quinze ans plus tard, en 1960, les États-Unis possédaient 50 missiles à longue et moyenne portée et 1 735 bombardiers stratégiques, tous dotés de charges nucléaires dont la puissance avait décuplé depuis Hiroshima. L'Union soviétique, quant à elle, ne possédait que 35 missiles et 145 bombardiers intercontinentaux. En 1970, les États-Unis pouvaient mettre en œuvre 1 054 fusées balistiques intercontinentales et 656 vecteurs de portée intermédiaire, tous pointés sur la Russie, tandis que pour cette dernière, les chiffres étaient respectivement de 1 299 et 304. L'importance de l'aviation de bombardement classique était déjà devenue très secondaire. Ce redoutable arsenal devait finalement se stabiliser à un niveau incroyablement dangereux. Les accords SALT-1 du 26 mai 1972 limitaient le nombre de lanceurs nucléaires à 2 250 pour chacun des deux blocs, dont 1 320 seulement pouvaient être équipés de têtes multiples !

Le 16 octobre 1945, en recevant de l'armée au nom de l'équipe de Los Alamos un « certificat d'appréciation », Robert Oppenheimer déclara :

« Si les bombes atomiques viennent grossir les arsenaux d'un monde en guerre perpétuelle, ou ceux des nations qui la préparent activement, alors, le temps viendra où l'humanité maudira les noms de Los Alamos et d'Hiroshima.

« Les peuples doivent s'unir ou périr. Cette guerre qui a déjà tant ravagé le monde vient d'écrire ces mots. La bombe atomique les

épelle afin que tous les hommes puissent enfin les comprendre. »

La même année, Bertrand Russel écrivait dans le Glasgow Forward : « Une chose et une seule peut sauver le monde, et c'est une chose que je n'imagine pas pouvoir proposer. C'est que l'Amérique entre en guerre contre la Russie dans les deux années qui viennent, puis établisse un empire mondial en utilisant la bombe atomique. Elle ne le fera pas^[6]. »

Le 28 novembre 1945, dans un discours à la Chambre des Lords, le philosophe évoqua la destruction de Londres au cours d'une future guerre mondiale. Il prévoyait que les bombes nucléaires deviendraient meilleur marché et que des engins utilisant la fusion verraient le jour.

En mai 1946, John von Neuman et le physicien Ralph Sawyer affirmaient que des essais nucléaires étaient indispensables afin d'assurer la protection des unités de l'US Navy. Les 1er et 25 juillet, sur l'atoll de Bikini, au cours de l'opération Crossroads, des bombes atomiques furent lancées devant 40 000 spectateurs sur une impressionnante flotille de vaisseaux militaires réformés, peuplés de poules, de chèvres, de cochons et de rats.

En 1947, les États-Unis d'Amérique étaient fermement engagés dans une politique de surarmement d'autant plus inquiétante que personne, parmi les plus grands spécialistes, ne prévoyait que l'Union soviétique puisse mettre au point sa propre bombe atomique en moins de dix ans. L'idée d'un gouvernement mondial, imposé par la force et sous la menace de l'arme suprême, qu'un seul pays au monde possédait, avait été plusieurs fois évoquée^[7].

L'expansion industrielle qui allait marquer la seconde moitié du XXe siècle était parfaitement prévisible. L'économie dans son ensemble tablait d'ailleurs, pour un fonctionnement harmonieux du système de libre entreprise, sur une augmentation de 6 % l'an de la masse monétaire et de la production industrielle. Une telle progression géométrique entraînait un doublement tous les douze ans de la consommation d'énergie et portait en elle, à court terme, les germes d'une crise de surproduction. Elle pouvait laisser prévoir un niveau de pollution jamais atteint, des effets à long terme sur

l'environnement et des catastrophes écologiques. La disparition de la mer d'Aral et la destruction de Tchernobyl ont confirmé ces craintes.

Incursions en Scandinavie

Dès le début du mois de juillet 1946, des aéronefs d'origine inconnue commencent à hanter l'espace aérien suédois. Ils ressemblent à des avions sans ailes ou à des « fusées ». Ils sont observés par plusieurs centaines de témoins, le plus souvent à des altitudes comprises entre 300 et 1000 mètres. Les manœuvres, parfois violentes, comprennent des piqués ou des cabrés impressionnants. Détectés par les radars militaires, leurs vitesses mesurées sont souvent proches de 800 kilomètres à l'heure, toutefois il leur arrive de se déplacer beaucoup plus lentement. La situation, qui pourrait avoir été créée par des journalistes en mal de copie, prend un tour beaucoup plus intéressant dans la mesure où les autorités militaires interviennent.

Le 11 juillet, un message secret de l'ambassade des États-Unis à Stockholm est adressé au Département d'État. (Il a été déclassifié en application du Freedom of Information and Privacy Act.)

Depuis plusieurs semaines, de nombreux rapports font état d'étranges missiles ressemblant à des fusées, observés dans les deux de la Suède et de la Finlande [...] Des membres de la légation en ont vu un mardi après-midi. L'un de ces objets s'est posé sur la plage près de Stockholm ce même après-midi sans causer de dommages, et des fragments, à en croire la presse, sont étudiés par les autorités militaires [...] La nuit dernière, l'état-major a publié un communiqué donnant la liste des différents endroits où ces engins ont été observés et incitant le public à rédiger des rapports sur tout phénomène sonore ou lumineux sortant de l'ordinaire [...] Notre attaché militaire poursuit ses investigations [...] Six unités de la flotte Atlantique sous le commandement de l'amiral Hewitt sont arrivées à Stockholm ce matin. Si les missiles sont d'origine soviétique [...] leur but peut être politique, soit en rapport avec d'actuelles négociations

monétaires [...] soit pour contrebalancer le prestige que nous retirons de nos récents essais à Bikini.

Le 30 juillet, six cents rapports sont déjà parvenus aux autorités.

Le 13 août, le New York Times précise que l'état-major général suédois décrit la situation comme « extrêmement dangereuse » et ne pourra tolérer plus longtemps de telles violations de son territoire.

Le général James Doolittle, pour les États-Unis, et le général David Sarnhoff, pour le Royaume-Uni, sont envoyés en mission auprès de leurs collègues suédois. Le premier est un expert réputé en matière de bombardement stratégique à longue distance, le second en combat aérien. Ils travaillent en liaison avec le colonel C. R. Kempf, chef de la Défense suédoise. Le résultat ne se fait pas attendre et le secret va bloquer une partie des informations civiles.

Le Daily Telegraph du 22 août 1946 précise :

L'état-major général de Norvège vient de publier un mémorandum à la presse lui demandant de ne plus mentionner les apparitions de fusées au-dessus du territoire norvégien mais de transmettre tous les rapports qu'elle pourrait recevoir au Département du Renseignement du Haut Commandement... En Suède, l'interdiction se limite aux mentions des lieux où les fusées ont été observées en train de se poser^[8] ou d'exploser.

Le 23 août 1946, le Foreign Office déclare que des experts anglais de la détection aérienne par radar reviennent de Suède et ont soumis au gouvernement britannique un rapport sur l'origine des « fusées ». L'hypothèse que les techniciens russes aient pu mettre au point de tels engins est rejetée par le conseiller scientifique de la section IV du MI-6, service du renseignement militaire. Ces surprenants « missiles » manifestent en effet des caractéristiques « impossibles » en termes d'aérodynamique classique. S'ils semblent dotés d'une sorte de moteur de fusée pour la propulsion, ils sont cependant dépourvus de tout moyen visible de sustentation. Toutes les fusées connues luttent contre la pesanteur en envoyant vers le

bas, à très grande vitesse, une masse de gaz importante. Un vol prolongé à l'horizontale est à la rigueur possible, mais à condition que le corps de la fusée reste à peu près vertical pour que la poussée soit opposée au poids. Certains se souviendront de l'ATAR volant présenté au salon du Bourget. Les intrus qui envahissent le ciel de Suède, puis de Norvège, ne semblent pas utiliser cette technique, reprise par les Hawkers Siddeley « Harrier » anglais.

Quelques-uns des témoins, et tous ceux qui étudient les rapports, sont des techniciens de l'aéronautique. Les engins qui sont observés en Scandinavie utilisent à l'évidence une technologie totalement inconnue en 1946. La situation reste d'ailleurs inchangée près d'un demi-siècle plus tard, et ni la NASA, ni les meilleurs spécialistes du monde ne savent à ce jour mettre en œuvre des fuselages sans ailes capables d'évoluer à faible vitesse et de manœuvrer comme des avions classiques à relativement basse altitude.

Ce détail ne semble pas avoir beaucoup préoccupé les scientifiques civils, pourtant il prouve que les engins responsables de la vague d'observations scandinaves utilisaient des principes originaux. Les généraux envoyés par Washington et Londres, spécialistes réputés en aéronautique, ne pouvaient pas avoir tiré d'autres conclusions.

Au début de septembre, la vague d'observations se déplace vers le Portugal, le Maroc puis oblique vers la Grèce.

Le 5 septembre 1946, le Premier ministre grec, M. Tsaldaris, confie dans une interview à un journal londonien que, le 1er septembre, un certain nombre de « projectiles volants » ont été observés au-dessus de la Macédoine et de Salonique.

L'année suivante, le professeur Paul Santorini, élève d'Albert Einstein et spécialiste des systèmes de guidage des missiles, sera chargé, avec une équipe d'ingénieurs, d'enquêter sur cette affaire. Vingt ans plus tard, le 24 février 1967, deux ans après avoir quitté le laboratoire de physique expérimentale de l'institut polytechnique d'Athènes dont il était le directeur, Paul Santorini précisera au cours d'une interview accordée à Radio Athènes :

Nous avons rapidement établi qu'il ne s'agissait pas de missiles. Cependant, avant que nous puissions en savoir plus, l'armée, après avoir conféré avec des officiels étrangers, nous donna l'ordre d'interrompre nos investigations. Des scientifiques étrangers vinrent en Grèce par avion afin d'avoir avec moi des entretiens secrets.

L'auteur de cette déclaration devait confier quelques années plus tard à Raymond Fowler^[9] cette révélation :

Une couverture mondiale de secret entourait la question des ovnis car, entre autres raisons, les autorités hésitaient à révéler l'existence d'une puissance contre laquelle il n'existait aucune possibilité de défense.

Conséquences immédiates

En 1946, il n'est pas certain que les spécialistes du renseignement militaire aient effectivement tiré des conclusions définitives en se fondant sur les événements de Scandinavie. Toutefois, si aucune explication satisfaisante ne pouvait rendre compte des faits incriminés, il fallait bien en imaginer d'autres. Les énormes problèmes posés par les séquelles de la Seconde Guerre mondiale peuvent expliquer le peu d'intérêt porté à des phénomènes énigmatiques, mais sans conséquences immédiates.

Les mémoires du Président Truman ne mentionnent à aucun moment les incursions d'objets volants non-identifiés en Scandinavie ou ailleurs, ce qui est un peu surprenant. En effet, dès le mois de juin 1947, les États-Unis vont commencer à se passionner pour d'étranges engins vite surnommés « soucoupes volantes » par les journalistes.

Le chef de l'État reste muet sur la création du projet Blue Book, pourtant bien connue du public, sur les incursions d'échos radars inexpliqués au-dessus de la Maison Blanche en juillet 1952 et sur la vague d'observations qui se produisit cette même année.

Le général Marshall, les chefs d'état-major et le Président des États-Unis avaient pourtant dû prendre connaissance des résultats de l'enquête menée sur place par le général Doolittle dès les premières semaines d'octobre 1946. Ni le chef de l'exécutif américain ni ses

conseillers militaires ne pouvaient ignorer les faits que nous venons d'évoquer.

Un plan de réforme complet des forces armées des États-Unis avait été demandé par le Président Truman au contre-amiral Sidney Souers et soumis à l'avis de différents experts. Il devait déboucher sur un projet législatif très important, le National Security Act, qui modifiait considérablement l'organisation de l'exécutif et lui donnait une efficacité nouvelle. Il est évident que le Président des États-Unis semblait se préparer, dès 1946, à un affrontement militaire plutôt qu'à la paix.

Il est toutefois impossible de savoir, aujourd'hui, si la menace représentée par la présence inconnue qui s'était manifestée en 1946 avait modifié ou accéléré le calendrier d'une réforme qui était, de l'avis de tous les experts, tout à fait indispensable.

Dès 1947, l'exécutif se dote d'un organisme centralisé de conseillers très performants, le National Security Council, ou Conseil national de sécurité qui comprend à l'origine : le général George Marshall, secrétaire d'État ; l'amiral James Forrestal, secrétaire à la Défense ; les secrétaires de l'US Army, de l'US Navy et de l'US Air Force ; le directeur du National Security Research Board, Arthur Hill.

Cet organisme s'adjoindra bientôt un «état-major permanent» dont les membres «hautement compétents » ne sont pas cités, mais sont choisis pour «leur objectivité et leur absence d'affiliation politique ». Dans les termes mêmes du président Truman, son intention était « que cet état-major serve d'organisation permanente, quelle que soit l'administration en place, car il [était] d'une importance vitale pour le programme de sécurité nationale qu'une continuité existe dans son fonctionnement ».

Dans la suite des mémoires du président Truman^{[\[10\]](#)}, cet « état-major permanent » apparaît sous le nom de « comité spécial » du Conseil national de sécurité. L'année 1947 voit la création de la Central Intelligence Agency, ou « Agence centrale du renseignement », la fameuse CIA.

Le général Hoyt Vandenberg remplace le premier directeur central du Renseignement ou DCI, le contre-amiral Souers, qui souhaite « se consacrer à des activités civiles », si l'on en croit l'ouvrage cité. En réalité, celui-ci est nommé Acting Secretary du Conseil national de sécurité, c'est-à-dire chef du « comité spécial permanent » de cet organisme, poste qu'il occupera d'août 1947 à janvier 1950. À cette date, il deviendra « consultant spécial » du Président^[11]. Il est bien difficile de croire que les souvenirs de Harry Truman étaient défaillants, d'autant que son livre fut publié dès 1956.

Le silence total du chef de l'État, dix ans après le début des faits, sur une situation préoccupante touchant la défense nationale, ne peut se justifier que si le problème posé par des incursions d'engins inconnus présentait encore, au moment où il rédigeait ses mémoires, une importance stratégique considérable. Un autre détail confirme cette supposition. Un seul organisme, parmi tous ceux qui furent créés au moment de la réorganisation des forces armées, fait l'objet d'une autocensure : le comité permanent que va diriger en secret l'amiral Souers. Les membres de tous les autres, y compris ceux qui supervisent les activités militaires dans le domaine du nucléaire, sont clairement identifiés.

Sans entrer dans des détails qui font depuis des années partie de l'histoire, il suffit de dire que la refonte complète des forces armées, engagée pendant le premier mandat du Président Truman, a doté son pays d'une structure très centralisée et beaucoup plus performante que la précédente. En particulier, les services du renseignement des trois armes^[12] transmettent à l'Agence centrale du renseignement, toutes les données importantes qu'ils collectent. Pendant les périodes de crise, le directeur de la CIA siège avec les membres du Conseil national de sécurité et ses services fournissent, en temps réel, une synthèse de toutes les informations qui lui parviennent.

L'efficacité de ce système tient aussi dans l'intégration, l'imbrication, des industries de pointe, aéronautique et électronique par exemple, dans un ensemble cohérent où la recherche fondamentale et le développement ne sont jamais séparés, où les civils trouvent leur

place auprès des militaires, comme le montrent un certain nombre de documents qui seront étudiés par la suite.

Il est possible que cette introduction surprenne des lecteurs déjà familiarisés avec le sujet des « objets volants non-identifiés ».

Habitué à des enquêtes sur le terrain, à des récits d'apparitions dans le ciel et à des réflexions sur leur signification, ils sont généralement peu enclins à considérer ce sujet comme relevant d'emblée de la défense nationale. C'est pourtant le cas.

Il est évident que le problème posé par la présence d'engins aériens inconnus au-dessus du territoire des Etats-Unis était bien du ressort du Département de la Défense. Ce problème est devenu par la suite tellement complexe que des scientifiques de valeur, dotés des habilitations du plus haut niveau, ont participé à son étude. Il est facile de vérifier que le public et ses représentants élus, à l'exception du président Truman et de son successeur le général Dwight Eisenhower, en ont été pratiquement exclus. La plupart des documents qui seront présentés confirment cet état de choses.

Il faudra comprendre quand et comment le secret légitime couvrant des activités normales de défense nationale a pu se transformer en un véritable complot du silence. Les raisons politiques et les moyens pratiques de sa mise en œuvre posent un intéressant problème qui sera étudié au chapitre 10.

Dans la mesure où l'essentiel de la reconstitution qui va suivre se déroule dans les sphères du pouvoir, il était indispensable de préciser dans quel contexte les événements s'étaient effectivement déroulés. Les acteurs principaux étaient sous-secrétaires d'État, ministres,, généraux d'état-major ou directeurs des services de renseignement. Les seuls civils, si l'on peut dire, à être intervenus étaient des physiciens, des*, anciens des études stratégiques ou des membres du Commissariat à l'énergie atomique^[13]. Les noms de Vannevar Bush, de Robert Oppenheimer, d'Edward Teller, de Theodor von Karman, de John von Neuman et du docteur Condon apparaissent en effet dans certains documents. La portée réelle de leur action ne peut toujours pas être établie avec certitude.

OceanofPDF.com

2 Nouveau-Mexique, 1947

L'un des États les moins peuplés et les plus pauvres de l'Union, le Nouveau-Mexique, doit probablement à son isolement le discutable privilège d'avoir abrité les installations les plus secrètes de l'après-guerre. Après avoir dissimulé le Manhattan Project à Los Alamos et servi de zone d'essais à la première bombe nucléaire de l'histoire, à « Trinity Site », ses collines arides servaient encore de champ de tir pour les fusées V-2 et d'autres projets aussi secrets. Le polygone île tir de White Sands est un énorme rectangle île 190 kilomètres sur 45, bordé au sud par la zone militaire de Fort Bliss. Il allait permettre la mise au point d'un certain nombre d'armes stratégiques. L'entrée de cet espace étant totalement interdite au public, nul ne pouvait savoir exactement ce qui s'y déroulait ni quelles armes nouvelles y étaient perfectionnées.

Sur sa bordure orientale, Alamogordo et la base aérienne de Holloman, réputée la plus secrète des États-Unis, semblaient monter la garde.

Plus à l'est, près de la frontière du Texas, le terrain d'aviation militaire de Roswell abritait l'unique escadre de bombardement atomique du monde, le 509e Bomb Group, équipée de quadrimoteurs B-29.

Au nord, près d'Albuquerque, s'étendaient le centre de recherche de Sandia, qui abritait le Armed Services Spécial Weapons Project, et la base aérienne de Kirtland où se trouvait le Spécial Weapon Command. Los Alamos, plus proche de Santa Fe, faisait déjà figure de haut-lieu historique, mais des recherches nucléaires se poursuivaient dans ses installations.

Cette contrée ingrate, difficile d'accès, parsemée de réserves indiennes, était surtout connue en 1947 pour son élevage et ses étendues semi-désertiques, écrasées de chaleur pendant plus de six mois par an. Paradis des archéologues amateurs, le Nouveau-Mexique recélait encore de nombreux artefacts anciens, des poteries par exemple, remarquablement bien conservées grâce à la sécheresse endémique.

La région qui s'étend du nord-ouest au nord de Roswell allait connaître, si les témoignages dont nous disposons sont exacts, une série d'événements inattendus.

La reconstitution qui va suivre est, pour l'instant, la plus probable. Elle s'appuie, pour les événements censés s'être déroulés à White Sands, sur les seules interviews de Mr. Kaufman et sur ses déclarations télévisées. Pour tout le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, la reconstitution des faits apparaît comme particulièrement solide car elle repose sur un nombre considérable de témoignages convergents.

White Sands Proving Ground

Le 1er juillet 1947, un écho non identifié apparaît sur les écrans radar de la base aérienne d'Holloman, proche d'Alamogordo. Un engin d'origine indéterminée semble évoluer au-dessus de la région où, deux ans plus tôt, les premiers essais nucléaires avaient été réalisés. S'il s'agit d'un avion, il se trouve au beau milieu d'une zone interdite et dangereuse. Il doit être intercepté au plus tôt, secouru s'il est perdu et guidé de toute façon vers un terrain d'aviation autorisé. Il est établi que le premier réflexe des opérateurs du radar consista à demander aux installations couvrant la même zone de confirmer leur observation. La possibilité d'un fonctionnement défectueux fut ainsi rapidement éliminée.

Le lendemain 2 juillet, l'intrus est toujours là. Sans le moindre doute possible, il est maintenant identifié comme un véhicule aérien ne correspondant à aucun type connu. Il se peut que des témoins au sol ou une mission aérienne de reconnaissance aient pu l'approcher et en donner une description précise. Ses performances, observées sur les écrans cathodiques, permettent en tout cas de conclure qu'il ne peut s'agir d'un avion ou d'un hélicoptère conventionnel. Cette conclusion est renforcée par plusieurs témoignages. Un opérateur de confiance, Frank Kaufman, est spécialement déplacé par le général Martin Scanlon depuis la base de Roswell, qui se trouve à environ 160 kilomètres de là. Il assurera une veille pratiquement permanente pendant plus de vingt-quatre heures d'affilée. Ce témoin semble avoir eu toute la confiance de ses chefs car il participera aux

opérations de récupération après être retourné à sa base aérienne d'origine.

Pendant ce temps, une équipe de spécialistes se prépare à Washington. Le warrant officer⁽¹⁴⁾ qui l'organise, Robert Thomas, reste en contact avec Frank Kaufman qui lui recommande d'être patient. L'aéronef mystérieux apparaît et disparaît, semble « voler d'un endroit à l'autre » pour reprendre l'expression imagée d'un observateur, mais rien d'important ne se passe.

Prémonition ou ordres supérieurs, l'équipe constituée décolle de la côte est, avec un important matériel, le 4 juillet vers trois heures du matin, et se pose sur la base aérienne de Roswell en début d'après-midi. Après une conférence rapide avec les responsables locaux, chacun se prépare à une attente d'une durée indéterminée. Elle sera brève.

Trois stations radar indépendantes suivent les évolutions de l'appareil. Au nord, celle de Kirtland, près d'Albuquerque, protège le centre de recherches atomiques de Sandia ; au sud, celle de Holloman défend le polygone d'essais de White Sands ; plus à l'est, celle de la base de Roswell garde les seules bombes nucléaires du monde et leurs bombardiers.

L'importance stratégique des sites qui abritent ces installations est telle que les équipements les plus sophistiqués de l'époque y sont implantés. Le principe même du radar et la présence des montagnes du Capitan rendent difficile un suivi permanent. Les échos du sol masquent parfois le visiteur mais il réapparaît toujours. Brusquement, à 23 heures 20, l'écho radar commence à fluctuer puis semble éclater.

Cette manifestation est parfaitement inhabituelle. Avant qu'un avion ne s'écrase au sol, sa trace disparaît des écrans quand il passe en-dessous de l'horizon du radar. C'est tout. Les variations observées impliquent, sur la fréquence de détection, une émission parasite qui aurait renforcé les ondes réfléchies par la cellule de l'engin, comme le ferait un transpondeur moderne. Toutefois, ce dispositif n'était pas encore inventé en 1947. La première fois que je l'ai utilisé, en école de pilotage, c'était en avril 1953, au cours de manœuvres avec

l'armée auxquelles participaient nos T-33. Un très petit nombre de nos avions étaient équipés de cet appareil d'identification. L'IFF⁽¹⁵⁾, comme il s'appelait alors, était tellement secret que nous devions impérativement le détruire en vol, dans le cas d'une éjection ou d'un atterrissage forcé, au-dessus du territoire des États-Unis !

Pouvait-il s'agir d'un signal de détresse ou du dysfonctionnement d'un mode inconnu de propulsion ? Était-ce un moyen d'attirer l'attention ? En tout cas, il semble que la possibilité d'un « crash » - un écrasement de l'engin au sol - ait été immédiatement évoquée. Un impressionnant dispositif de récupération fut aussitôt mis en œuvre par la base aérienne de Roswell.

Dans cette même soirée du 4 juillet, deux jeunes gens, James Ragsdale et Trudy Truelove, s'apprêtaient à profiter pleinement de ce week-end prolongé de fête nationale. Voyageant à bord d'une Jeep, parfaitement adaptée à la conduite tout-terrain, ils avaient établi leur campement à une soixantaine de kilomètres au nord de Roswell.

La nuit était agitée d'averses brutales, vite évaporées dans ce climat désertique, et de rafales de vent. Une activité orageuse intermittente ponctuait d'éclairs l'obscurité ambiante. Dans un grondement de tonnerre, un objet lumineux, éblouissant comme un arc de soudeur, survola leur campement à très basse altitude et leur parut s'écraser au sol un kilomètre plus loin, en direction du sud-est. Très courageusement, ils sautèrent dans leur voiture et se mirent en route vers ce qu'ils croyaient être un accident d'avion.

À la même heure, plusieurs témoins, dont un groupe d'archéologues amateurs, se souviennent d'avoir observé la chute d'un objet lumineux dans cette même région. Les déclarations de certains d'entre eux ont été recueillies par Kevin Randle et sont détaillées dans son ouvrage déjà cité.

Dans les minutes qui suivirent, les jeunes gens commencèrent à prendre conscience de la difficulté de leur entreprise. Aucune piste n'existait et le terrain devenait de plus en plus accidenté. Leurs phares n'avaient qu'une portée limitée et, quand ils découvrirent finalement des morceaux de ferraille et la silhouette d'un objet

indistinct enfoncé dans un talus, ils se trouvaient sur la crête d'une sorte de falaise. Ils décidèrent d'arrêter leur véhicule et de continuer à pied mais leur lampe torche dispensait un éclairage insuffisant pour leur permettre de descendre en toute sécurité. Ils écoutèrent longuement et, n'entendant aucun appel ou gémissement, ils décidèrent d'attendre que le jour se lève avant de continuer leur exploration.

Nul ne sait si leur nuit fut calme, mais au petit matin ils décidèrent de lever le camp et de retourner sur les lieux. Un aéronef de forme insolite ressemblant à un fuselage sans ailes, large et aplati, s'était fiché au pied d'une falaise et des débris de toute sorte jonchaient les environs. Une déchirure était bien visible dans la partie gauche de l'appareil et des corps semblaient avoir été projetés par le choc à l'extérieur de l'engin. La partie avant, enfoncée dans le sol, était détériorée. L'arrière, soulevé de plusieurs mètres, ressemblait un peu au bord de fuite d'une aile de chauve-souris. Rien n'évoquait vraiment les fameuses soucoupes volantes popularisées par la presse depuis le 24 juin, car la forme générale n'était pas circulaire mais allongée. Figée en position assise, une silhouette gracile, d'apparence vaguement humaine, semblait aussi morte que celles qui gisaient sur le sol.

Jim Ragsdale menait prudemment sa Jeep sur le plateau qui surplombait le lieu de l'accident. Il ramassait en chemin, malgré les protestations de sa compagne, des débris d'apparence inhabituelle⁽¹⁶⁾ et les entassait à l'arrière de son véhicule. Tous deux décelèrent très tôt, depuis leur position élevée, l'approche d'un impressionnant convoi militaire. Ils eurent tout juste le temps de voir l'épave plantée dans le sol et de noter la présence de corps qu'ils prirent pour des cadavres de nains.

Trudy était de plus en plus inquiète et craignait d'être arrêtée en possession illégale de débris ramassés sur la scène d'une catastrophe aérienne. Elle n'avait certainement pas envie non plus d'être surprise avec un garçon en flagrant délit de... camping sauvage. Les couples illégitimes étaient fort mal vus par la société puritaine de l'époque. Une arrestation ou un simple interrogatoire aurait donné à leur escapade une publicité peu enviable.

Avec des ruses d'Apache et beaucoup de chance, les deux amis réussirent à quitter les lieux sans être vus, à se débarrasser de leurs encombrants souvenirs et à rester inconnus pendant plus de quarante ans. Seules leurs familles avaient entendu parler de leurs aventures.

L'opération militaire

Dès que l'accident est suspecté, dans la nuit du 4 au 5 juillet, la procédure classique de secours en cas de catastrophe aérienne est mise en œuvre. Elle comprend l'utilisation d'engins de levage, de véhicules de transport lourd et d'ambulances. Le départ du convoi routier s'est effectué de nuit afin de permettre une intervention dès le lever du jour. Des témoins ont noté que des avions de reconnaissance étaient arrivés sur les lieux après les camions.

Le voyage se déroule sans encombre par l'ancienne route principale 285 puis hors-piste. Dès leur arrivée sur la zone du sinistre, les membres de la police militaire, sous le commandement du major Easley, bouclent la région, rassemblent les archéologues et ne laissent passer dans les mailles de leur filet que James Ragsdale et son amie Trudy. Très rapidement, les chemins d'accès sont condamnés par des barrages et un cordon de soldats entoure les abords immédiats de l'aéronef accidenté. Les civils ont déjà été escortés à l'écart. Ils seront ensuite acheminés vers la base de Roswell, interrogés pendant plusieurs heures, puis liés par serment, menacés, et finalement relâchés. Le chef de l'équipe d'archéologues, Curry Holden, jadis directeur de l'institut d'anthropologie de l'université du Texas, à Lubbock, fut retrouvé alors qu'il avait quatre-vingt seize ans, juste à temps pour confirmer les faits.

Les soldats de garde reçoivent l'ordre de tourner le dos à l'appareil et aux corps. Seul un petit groupe formé de spécialistes et de neuf officiers pourra approcher. Pour plus de sûreté, les camions et les voitures sont placés en demi-cercle et interdisent l'accès du site. L'examen de l'épave commence, tandis que d'autres militaires rôdissent les abords. En certains endroits, des aspirateurs industriels

sont utilisés. Deux sous-officiers venus spécialement de Washington par le même vol que le warrant officer Thomas photographient les moindres débris et repèrent leur position par rapport à une grille de référence formée de cordons tendus. Ce sont de vrais professionnels qui ne se contentent pas de prendre des photos ; ils filment la scène, les alentours et le déroulement de toutes les opérations.

Un soldat revêtu d'une lourde combinaison antiradiation et tenant un compteur Geiger s'approche le premier de l'engin. Il effectue des mesures à l'extérieur et à l'intérieur pendant quinze longues minutes avant de céder la place. Aucune radiation nocive n'est détectée car les officiers s'approchent des corps et de la carlingue sans revêtir de tenue spéciale. Kaufman, le radariste dont nous avons déjà parlé, est là. Il accompagne, semble-t-il, le warrant officer Thomas. Il se souvient d'avoir été très impressionné par l'un des humanoïdes qui était en position assise, un peu à l'écart, tellement immobile qu'il semblait mort. Il est possible que cette créature ait été bien vivante, peut-être simplement en état de choc.

Les neuf officiers ont certainement conscience de vivre un moment historique. Pendant toute la durée des mesures de radiations, ils attendent, tournés vers l'engin et les corps, visiblement impressionnés par ce qu'ils voient. L'atmosphère est tendue. Les rares paroles qu'ils échangent montrent bien qu'ils se savent confrontés à une situation totalement nouvelle, sans aucun précédent. Chacun, dans son for intérieur, sent confusément qu'ils ne ressortira pas indemne de cette expérience^{17}.

Les affectations d'origine sont variées. Le warrant officer Thomas, Howard Fletcher et un troisième homme, dont on sait peu de chose sinon qu'il s'appelle Lucas, sont arrivés la veille de Washington DC. Adair et Harris viennent de la côte ouest tandis que le lieutenant-colonel Lovejoy fait partie d'une unité spéciale de White Sands. Trois officiers appartiennent à la base aérienne de Roswell : le colonel William Blanchard, commandant de la base, le major Easley, commandant de la police militaire, et O. W. Henderson, surnommé « Pappy », qui assurera en tant que commandant de bord le transport vers Washington, puis vers la base aérienne de Wright dans l'Ohio,

d'une partie des débris et des corps. Frank Kaufman, bien qu'attaché à l'état-major de la 509e escadre de bombardement, n'a pas un grade suffisant pour être considéré comme faisant partie du groupe des responsables.

Les vérifications enfin terminées, les officiers s'approchent de l'engin accidenté. La carlingue n'est pas énorme et ses dimensions sont évaluées à moins de dix mètres de long sur quatre de large. Sa forme générale est celle d'un trapèze allongé, renforcé de trois nervures longitudinales. L'engin ressemble à une sorte de planeur hypersonique ou aux premières versions de la navette spatiale, beaucoup plus qu'à un avion classique. Devenue familière depuis avec les avions à ailes delta, cette forme particulière n'avait pratiquement jamais été utilisée en 1947.

Sans aller jusqu'à démontrer une origine exotique, l'aspect de l'engin devait être assez surprenant pour troubler des spécialistes de l'aéronautique ou du renseignement scientifique. Pratiquement rien n'est connu des instruments, de la propulsion ou d'éventuelles réserves embarquées de vivres ou d'eau. Aucun des spécialistes présents n'en a jamais parlé, à l'exception de « Pappy » Henderson. Il n'est pas certain qu'il ait été autorisé à étudier en détail l'intérieur du véhicule.

Un major venu de Washington s'occupe tout spécialement des cadavres. Les spécialistes qui les manipulent portent des combinaisons protectrices et des gants de caoutchouc.

Cinq membres d'équipage sont découverts, le dernier enfoui dans les profondeurs du vaisseau. Quatre cadavres seront placés sur les ordres du major dans des sacs spéciaux doublés de plomb puis chargés à l'arrière de plusieurs ambulances. Le sergent Melvin Brown reçoit l'ordre de monter dans l'une d'elles avec, bien entendu, l'interdiction formelle d'ouvrir les sacs. Le mode de transport du survivant n'est pas connu mais ne doit pas avoir posé de problème car un témoin, Roy Musser, affirme l'avoir vu marcher sur la base par ses propres moyens.

La noria des avions de reconnaissance avait commencé. Les observateurs recherchaient probablement des indices

supplémentaires et prenaient, en attendant, des photos et des films de la zone d'impact.

Les premiers civils alertés furent certainement les pompiers de la ville. Ils furent réquisitionnés et se joignirent au convoi. L'un d'eux, Dan Dwyer, raconta en détail à sa fille, Frankie Rowe, sa participation aux événements relatés. Il mentionna la présence de deux sacs contenant des corps et d'un être vivant, chauve, vêtu d'une combinaison collante, qu'il décrivit comme ayant la taille d'un enfant de dix ans. Ce dernier fut emmené à bord d'un véhicule indéterminé.

Au cours de ses confidences, Dan Dwyer, affirma que des officiers de la police de Roswell qu'il connaissait avaient été réquisitionnés ainsi que des membres de la police de l'État. Leur présence était tout à fait logique et même indispensable, car les militaires n'ont en principe aucune autorité sur les civils.

Un témoignage annexe, celui de Mr. William M. Woody, confirme la présence de l'armée sur les lieux. Le témoin et son père avaient observé la chute d'une « météorite » suivie d'une traînée lumineuse longue « comme dix fois le diamètre de la lune ». Ils avaient essayé deux ou trois jours plus tard de découvrir le point de chute. Ses souvenirs font l'objet d'un affidavit signé le 28 septembre 1993 :

[..]Nous avons traversé Roswell vers le nord par la route nationale 285. À environ trente kilomètres au nord de la ville [...] nous avons vu au moins un soldat en uniforme, en faction au bord de la route. En continuant, nous avons vu d'autres sentinelles et des véhicules de l'armée. Ils stationnaient aux pistes d'accès des ranchs, aux croisements, etc., partout où il aurait été possible de quitter la route principale pour aller vers l'est ou vers l'ouest, et ils étaient armés, certains avec des fusils et d'autres avec des armes de poing [...]. J Nous nous sommes arrêtés à un poste de garde et mon père a demandé à un soldat ce qui se passait. Celui-ci s'est montré très gentil et a dit qu'il avait l'ordre de ne laisser personne quitter la route 285 et s'engager dans la campagne.

En continuant vers le nord, nous avons vu que la route 247, qui mène vers l'ouest à Corona était bloquée par la troupe [...] je me

souviens de mon père disant que l'armée recherchait quelque chose qui avait été suivi pendant sa descente. Il est possible qu'il ait appris cela du soldat avec lequel il avait parlé, mais je n'en suis pas certain.

L'affidavit signé par Jim Ragsdale est bref :

Une nuit de juillet 1947, je soussigné famés Ragsgale, me trouvais en compagnie d'une femme dans une zone située approximativement à quarante miles^[18] au nord-ouest de Roswell, Nouveau-Mexique, pendant un très fort orage avec de nombreux éclairs. Moi et ma compagne avons observé un flash intense et ce qui nous est apparu comme une source lumineuse brillante se dirigeant vers le sud-est. Plus tard, au lever du jour, en conduisant dans cette direction, moi et ma compagne sommes arrivés devant un ravin, près d'une falaise, qui était couvert des débris d'une épave inhabituelle : il y avait là les restes d'un aéronef endommagé et un certain nombre d'êtres de petite taille en dehors du véhicule. Tandis que nous observions la scène, moi et ma compagne avons vu arriver un convoi militaire qui a pris possession de la zone. Suite à l'arrivée du convoi, nous nous sommes rapidement éloignés de l'endroit, je jure par la présente que le rapport fait ci-dessus est précis et véridique et représente au mieux ce que je sais et ce dont je me souviens.

Suite de la récupération

La principale difficulté concernait les corps. Contrairement à ce qui se passe dans un accident aérien normal, il était primordial de préserver les cadavres de telle façon qu'un examen complet de leur anatomie et de leur métabolisme puisse avoir lieu. Même s'ils étaient seulement soupçonnés d'appartenir à une espèce inconnue, il importait de ne pas modifier leurs fluides corporels afin de ne pas compromettre une étude ultérieure. Impossible donc de les embaumer en injectant un produit chimique.

Dès le début de l'après-midi du 5 juillet, l'entreprise de pompes funèbres Ballard, à Roswell, commence à recevoir des appels téléphoniques d'un officier de la base aérienne. Le jeune employé,

Glenn Dennis, doit répondre à une première série de questions sur la disponibilité immédiate de cercueils de petites dimensions qui pourraient néanmoins être scellés hermétiquement. L'intérêt de son correspondant se porte ensuite sur le traitement de corps brûlés ou ayant été exposés aux éléments. Existait-il à sa connaissance un produit chimique protecteur qui ne modifierait pas la composition sanguine ? Le jeune homme répond de son mieux, suggère l'emploi de neige carbonique pour conserver les corps et imagine qu'une ou plusieurs personnalités importantes sont mortes accidentellement sur la base.

L'occasion lui est offerte en fin d'après-midi d'aller se renseigner directement. Son activité habituelle se double en effet d'un emploi occasionnel de conducteur d'ambulance. Devant emmener à l'infirmerie de la base un aviateur victime d'une chute en moto, il entend bien, par la même occasion, en apprendre plus. Au volant de son ambulance, il accède sans difficulté avec son blessé au service des urgences, puis, comme les lieux lui sont familiers, il se dirige vers le distributeur de boissons fraîches. Il remarque au passage des ambulances arrêtées près de l'entrée principale. Elles sont gardées, mais il aperçoit par les portes ouvertes des caisses contenant des débris d'apparence métallique, ce qui le conforte dans son idée première. Certains morceaux ont un aspect bizarre ; l'un d'eux, en particulier, est couvert d'inscriptions qu'il prend pour des hiéroglyphes.

Il croise dans le couloir une jeune femme qu'il connaît bien. Celle-ci, au lieu de le saluer comme d'habitude, semble très effrayée par sa présence et lui conseille de partir au plus vite. Son avertissement arrive un peu trop tard.

Il est aperçu par un officier grisonnant à qui il demande en toute innocence si un accident n'a pas eu lieu. Dès qu'il mentionne les caisses qu'il a remarquées, celui-ci, sans répondre, donne l'ordre à deux policiers militaires de le mettre dehors au plus vite. Un troisième larron, un capitaine aux cheveux roux, le traite de « fils de chienne », le fait entrer dans un bureau et commence à le menacer grossièrement. Le jeune homme fait alors preuve d'un grand sang-froid. Au lieu de s'excuser, il précise à ses interlocuteurs qu'il est civil

et n'a aucun compte à leur rendre, ce qui est parfaitement exact. Ceux-ci, un peu désarçonnés, le relâchent après une simple vérification d'identité. Ils profèrent toutefois des menaces de mort imaginées mais précises pour le persuader d'oublier ce qu'il a vu. Le lendemain, le shérif du comté, George Wilcox, viendra raconter au père du jeune Glenn que son fils s'est mis dans une mauvaise situation sur la base aérienne et qu'il devrait lui conseiller d'oublier ce qu'il avait vu.

Malgré toutes les précautions prises, la sécurité n'est pas parfaite. Un entrepreneur, Roy Musser, perché sur un échafaudage et occupé à repeindre l'arrière de l'hôpital de la base aérienne, aperçoit un être bizarre, mince, chauve, de la taille d'un enfant, sortir d'une voiture et entrer sous bonne garde dans un édifice proche.

Deux chirurgiens étrangers à Roswell demandent à une infirmière, restée malheureusement anonyme⁽¹⁹⁾, de les assister dans l'autopsie d'un des corps récupérés. La chaleur et une odeur épouvantable les empêchent de terminer et ils sortent tous trois au bout de dix minutes. Cette jeune femme est bien celle qui avait essayé de faire sortir Glenn Dennis de l'infirmerie sans être vu. Elle accepte de dîner le soir même avec le jeune homme, au mess de la base, mais sera incapable de toucher à sa nourriture ou à sa boisson. Elle est bouleversée par ce qu'elle a vécu mais elle donne à son ami un certain nombre de précisions concernant les cadavres.

Les proportions du bras et de l'avant-bras des créatures examinées sont différentes des nôtres. Les mains sont étroites, dépourvues de pouce et les quatre doigts portent comme de petites ventouses à leur extrémité. La tête est proportionnellement plus grande que celle des êtres humains et les os sont souples comme ceux d'un bébé. Les yeux sont grands mais enfoncés dans les orbites, le nez est à peine marqué, la bouche, réduite à une simple fente sans lèvres, porte à l'intérieur deux plaques rugueuses très dures à la place des dents. Les oreilles n'ont aucun pavillon et les orifices sont à peine protégés par un léger bourrelet de chair.

La jeune femme glisse à son compagnon des croquis dessinés de mémoire qui donnent quelques détails sur les créatures. Elle

disparaîtra, dès le lendemain, vers une affectation aussi secrète qu'inattendue.

Glenn Dennis recevra d'elle une lettre mentionnant un code postal militaire. Sa propre réponse lui sera retournée d'Angleterre avec la mention : « Décédée dans un accident aérien ».

Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Mexique, Joseph Montoya, second personnage de l'État, sera amené à Roswell depuis la base aérienne de Kirtland près d'Albuquerque afin d'examiner les corps et quelques échantillons des débris. Très affecté par cette expérience, il se reposera quelques heures au domicile d'un ami, Ruben Anaya.

À cette époque, les liens ethniques entre personnes d'origine mexicaine étaient forts. Un réflexe de protection et de discrétion vis-à-vis des anglophones permettait de se confier les secrets les plus graves sans risque d'indiscrétion. Trois hommes, Pete et Ruben Anaya ainsi que Moses Burola, connaîtront pendant des années une partie du secret de Roswell sans jamais en parler en dehors de leur petit groupe. Beaucoup plus tard, longtemps après la mort du lieutenant-gouverneur, ils donneront à quelques enquêteurs des précisions qui concordent en tout point avec les autres témoignages.

3 L'incident imprévu

Dès le 6 juillet au matin, la réussite de l'opération militaire, accomplie dans la plus grande discrétion, était pratiquement assurée. Les corps, une partie des matériaux et le survivant avaient quitté Roswell sans encombre. La presse locale était passée à côté de l'événement ou avait accepté de se taire.

Tous les témoins directs s'étaient, sous serment, engagés à garder le silence sur ce qu'ils avaient vu. Selon toute probabilité, ils étaient persuadés de la nécessité du secret militaire en cette période d'après-guerre déjà troublée par les premiers signes de la guerre froide. Ils se considéraient certainement comme des citoyens loyaux et responsables. Dans leur immense majorité, ils allaient rester fidèles au serment qu'ils avaient prêté, effrayés peut-être pour certains des conséquences d'une indiscretion. Les lois qui réprimaient l'espionnage et la trahison prévoyaient la peine de mort dans les cas les plus graves ; les époux Rosenberg allaient en être, quelques années plus tard, la triste illustration.

Les aventures de « Mac » Brazel

Un cow-boy efflanqué, aux bottes éculées, surnommé « Mac » Brazel, allait troubler ce calme apparent. Il se présente dans la matinée du 6 juillet au bureau du shérif Wilcox. Celui-ci sait, bien évidemment, qu'un engin d'origine inconnue a été récupéré la veille. Il était peut-être même, avec ses adjoints, sur le terrain. Il est en tout cas impossible que des policiers civils, placés sous sa juridiction, aient été engagés dans une quelconque opération sans que leur chef, responsable élu aux Etats-Unis, en ait été informé.

Le fermier raconte qu'il a trouvé sur son ranch, situé au sud-est de Corona, une grande quantité de matériaux endommagés et de débris ne ressemblant à rien de connu. Il en a rempli ses poches et pose quelques échantillons sur le bureau du shérif. Celui-ci adopte alors une attitude ambiguë : il est obligé de prévenir l'armée mais il avise aussi Frank Joyce, un journaliste de la station de radio voisine, KGFL, du témoignage de « Mac » Brazel. Il serait difficile d'accuser

George Wilcox d'avoir commis une indiscretion car le lieu de cette nouvelle découverte est situé à plus de cinquante kilomètres à l'ouest de celui de la récupération terminée la veille par l'armée. Rien n'indiquait, à priori, que les deux affaires soient liées. Il pouvait en tout cas prétendre ne pas avoir établi le lien entre elles.

C'est de toute évidence grâce à ce fonctionnaire de police que l'armée sera empêchée d'occulter totalement la vérité. Sans son indiscretion, les événements qui se sont déroulés dans la région Roswell n'auraient peut-être jamais été connus.

L'officier de renseignement attaché à la 509e escadre de bombardement, le major Jesse Marcel, reçoit l'appel téléphonique du shérif et se rend en personne au bureau de ce dernier. Il est accompagné par un officier du contre-espionnage, le capitaine Sheridan Cavitt. Les deux hommes examinent les débris et décident de se rendre sur les lieux en se faisant accompagner par le propriétaire. Rien de plus difficile en effet que de trouver un endroit déterminé dans ce paysage dénudé où les routes secondaires sont des chemins à peine carrossables, sans le moindre poteau indicateur.

Marcel suit le camion du fermier dans sa voiture de service tandis que Cavitt conduit une Jeep Cargo. Le trajet se termine hors-piste et les trois hommes arrivent à la tombée de la nuit. Ils décident d'attendre le jour dans la cabane rustique et inconfortable de « Mac » Brazel. Dans une interview recueillie en 1978 par Léonard Stringfield, Jesse Marcel précisera que le fermier avait tiré jusqu'à sa cabane un morceau de « près de dix pieds de diamètre ». Cet élément, examiné le soir même avec un compteur Geiger, ne présentait aucune trace de radioactivité^[20].

Le lendemain matin, 7 juillet 1947, ils découvrent enfin à quelques kilomètres de là, dans un pâturage, une étendue d'environ « trois quarts de mile sur deux à trois cents pieds de large^[21] », parsemée de débris très légers, pour la plupart gris terne. La radioactivité est une fois de plus mesurée et se révèle normale. Le major Marcel et son adjoint passent la matinée à examiner le site, à chercher des morceaux cachés par la végétation, essentiellement des yucas et

une herbe très drue, et à examiner le terrain rocailleux. Sur place, les trois hommes n'auront pas le loisir d'effectuer de tests bien scientifiques mais ils pourront juger de la résistance exceptionnelle de certains matériaux.

Les uns ressemblaient vaguement à de la feuille d'aluminium, d'autres à de petits longerons en balsa, et tous présentaient des caractéristiques surprenantes : la flamme d'un briquet ne suffisait pas à les brûler et la lame d'un canif ne parvenait pas à les entamer.

La seconde récupération

Jusqu'à la tombée de la nuit, les deux officiers remplissent leurs voitures, une Buick 1942 et une Jeep « pick-up », d'un maximum de débris. Ils décident d'effectuer un premier voyage vers la base de Roswell.

«Mac» Brazel, qui était libre de ses mouvements, disparaît alors pendant près de vingt- quatre heures et son absence a dû inquiéter considérablement les autorités militaires. Il risquait de parler à des journalistes, de faire des déclarations intempestives sur les ondes de n'importe quelle station radio ou même d'aller se confier au rédacteur en chef d'une publication internationale. Le colonel Blanchard, commandant de la base aérienne, devait être très conscient du fait que la moindre erreur pouvait compromettre la sécurité de la première opération, qui venait d'être réalisée dans le plus grand secret. Il décida, probablement après avoir consulté Washington, de faire la part du feu.

Son officier des relations publiques, le lieutenant Walter Haut, est alors chargé de rédiger un communiqué inexact, mentionnant la récupération d'un disque volant par le fermier, alors que les débris, d'après tous les témoignages, ne suggéraient aucune forme particulière. Ce document est envoyé aux médias.

En pleine vague d'observations de disques volants aux États-Unis, la nouvelle fait l'effet d'une bombe. Le lieutenant Haut se souvient encore du nombre considérable de coups de téléphone qui inondèrent le central de la base aérienne. Reprise par de nombreux

journaux, l'information parvient à l'Agence France-Presse le 8 juillet au matin.

Le même jour, « Mac » Brazel est retrouvé. Il est immédiatement arrêté, le plus illégalement du monde, par la police militaire. Il sera brièvement présenté sous bonne garde à la presse, fera une déclaration inepte concernant la découverte d'un ballon météo au mois de juin, et sera séquestré sur la base aérienne pendant une semaine entière. Il en ressortira furieux mais possesseur d'un camion flambant neuf. Il n'a plus de dettes et son compte en banque présente pour la première fois de sa vie un solde positif confortable. Il cessera de parler directement de sa découverte, sinon pour affirmer qu'il ne donnera plus jamais, volontairement, d'informations aux autorités militaires !

L'éleveur une fois sous contrôle, la récupération du 5 juillet peut être considérée comme définitivement réglée. Elle sera par la suite littéralement oblitérée et les archives qui la mentionnaient disparaîtront.

ET R A N G E R

N° 11

-A.F.P.-A.F.P.-A
S A G E N C E F R A N C E P R E S S E A G E N C E F R A N C E P R E S S E A G E N

ET R A N G E R

N° 214

8 JUILLET 1947

23 H.55

UNE " SOUCOUPE VOLANTE " TOMBE ENTRE LES MAINS
DES AUTORITÉS MILITAIRES AMÉRICAINES

A) ROSWELL (NEW MEXICO) 8 JUILLET 47
LE 509ÈME GROUPE DE BOMBARDIEMENT DE
L'AVIATION AMÉRICAINNE ANNONCE QU'IL A SAISI UNE
" SOUCOUPE VOLANTE " QUI SERA IMMÉDIATEMENT TRANSMISE
AUX AUTORITÉS SUPÉRIEURES.

(A.F.P.) ML

(A.F.P.) AD

-1-1-1-1-1-1-1-

P.A.F.P.-A.F.P.
P R E S S E A G E N C E F R A N C E P R E S S E A G E N C E F R A N C E P R E

N° 7.

E T R A N G E R

9 JUILLET.
N. 10.

LE MYSTÈRE DES "SOUCOUPES VOLANTES".

N/

ROSWELL (NEW MEXICO), 8 JUILLET. 47

LE LIEUTENANT WARREN HAUGHT, OFFICIER DE LA
BA SE AÉRIENNE, CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LA PRESSE,
A FAIT UNE BRÈVE DÉCLARATION APRÈS LA DÉCOUVERTE
D'UNE SOUCOUBE VOLANTE, PAR LE COMMANDANT J. A.
MARCEL, DANS UN RANCH SITUÉ PRÈS DE CORONA.

LE LIEUTENANT HAUGHT A PRÉCISÉ QUE LES OFFI-
CIERS DU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS DU 509ÈME GROUPE
DE LA 8ÈME ARMÉE DE L'AIR SONT ENTRÉS EN POSSESSION
D'UNE "SOUCOUBE VOLANTE" GRÂCE À L'AIDE DU PROPRIÉ-
TAIRE DU RANCH DU COMTÉ DE CHAVEZ ET DU SHERIFF
LOCAL.

(A.F.P.)

EN.

-1-1-1-1-1-1-

Les débris récupérés par la 509e escadre de bombardement ont été emportés vers des destinations secrètes. Les témoins militaires ont disparu, pour certains grâce à des modifications de numéros matricules et à des changements d'affectation. Plusieurs semblent avoir bénéficié de promotions appréciables. D'autres, bien que surveillés jusqu'à la fin de leur vie, n'ont jamais posé, semble-t-il, de bien graves problèmes à leurs supérieurs.

Quelques officiers de haut rang comme le général Exon ont finalement accepté de parler. Ils ajoutent, aujourd'hui, leurs témoignages à la masse des informations récentes dont disposent désormais les chercheurs, mais les souvenirs des protagonistes civils, bien que plus modestes, sont peut-être les plus intéressants. Tous confirment la reconstitution des faits qui vient d'être présentée.

Dans la pratique, cette seconde récupération n'entraînait pas de difficultés supplémentaires bien graves pour les responsables, en particulier pour le colonel Blanchard qui semble avoir été le maître d'œuvre d'une partie de l'opération. Bien au contraire, elle arrivait à point pour détourner l'attention de la première.

Le 8 juillet, ces nouveaux débris sont chargés dans une « Superforteresse » B-29 qu'ils remplissent à moitié. Quatre boîtes très légères contenant des échantillons et une pièce détachée de forme triangulaire, longue d'un peu plus d'un mètre, destinées au général Ramey, sont débarquées à Fort Worth (Texas). Dans le premier livre sur ce sujet, *The Roswell Incident*^[22] le major Marcel raconte :

De toute façon, l'après-midi suivant [le 8 juillet], nous avons chargé l'ensemble dans un B-29 sur l'ordre du colonel Blanchard et nous avons tout transporté à Fort Worth par voie aérienne. Il était prévu que je vole jusqu'au terrain de Wright dans l'Ohio, mais quand nous sommes arrivés sur la base de Carswell à Fort Worth, le général [Ramey] s'y est opposé. Il a pris les choses en main, a dit à la presse que cela n'était qu'un ballon météo et m'a donné l'ordre de ne parler aux journalistes sous aucun prétexte, j'ai été retiré du vol et quelqu'un d'autre a été désigné à ma place pour convoier les matériaux à Wright Field. Tout a été envoyé à Wright-Patterson pour analyse.

Les débris récupérés ne pouvaient pas être ceux d'un ballon météo car ils n'auraient certainement pas « rempli à moitié » un avion aussi énorme qu'une « Superforteresse » B-29. De même, il aurait été absurde de transporter par avion à l'autre bout des États-Unis les quelques dizaines de kilos d'un banal engin civil parfaitement identifié.

Les déclarations du major Marcel confirment la manipulation :

Juste après notre arrivée à Carstuell, Fort Worth, on nous a dit d'apporter une partie de ces débris dans le bureau du général, parce qu'il voulait y jeter un coup d'œil. C'est ce que nous avons fait et nous les avons étalés par terre sur du papier craft.

Ce que nous avons apporté n'était qu'une petite partie des débris. Il y en avait bien davantage. Ils emplissaient la moitié du B-29 qui était dehors. Le général Ramey a autorisé quelques journalistes à prendre une photo de ces objets. Ils ont pris une photo de moi accroupi, tenant un des morceaux les moins intéressants de ceux qui avaient été récupérés. La presse a pu prendre ce cliché sans avoir pour autant la permission de s'approcher assez près pour toucher les matériaux. Mais il s'agissait bien des morceaux authentiques. Ce n'était pas une photo truquée. Ensuite, ils ont enlevé tous les débris de notre épave et lui ont substitué des morceaux d'une autre provenance. Ils ont alors autorisé d'autres photos. Elles ont été prises tandis que la véritable épave était déjà en route vers Wright Field.

Les seules photos disponibles et parues dans différents ouvrages montrent toutes les mêmes débris. Si l'un des clichés pris par la presse, comme semble l'indiquer le troisième paragraphe de cette déclaration, montrait effectivement des échantillons authentiques, il a disparu.

Bien que risquée, la manœuvre du général Ramey allait jeter un discrédit durable sur la récupération à Roswell d'un « disque volant » ou de toute autre machine inconnue. Le communiqué remis la veille à la presse par le lieutenant Haut allait ainsi être, pendant plus de trente ans, balayé des mémoires.

Pourtant, que d'invraisemblances dans ce scénario !

Comment l'officier de renseignement de la seule escadre de bombardement atomique du monde aurait-il été incapable d'identifier des débris d'un simple ballon-sonde de type Rawin ? De nombreux

éleveurs en avaient trouvé dans leur pacages, au Nouveau-Mexique ou ailleurs, et ne s'étaient jamais trompés.

Comment croire un instant qu'un rancher comme «Mac» Brazel et deux officiers spécialistes du renseignement et du contre-espionnage aient pu prêter des propriétés inexplicables à de vulgaires morceaux de plastique, de bois et de ruban adhésif ? A-t-on jamais vu du balsa ou de la feuille d'aluminium résister à la lame d'un canif ou à la flamme d'un briquet ?

Si, par une aberration surprenante, le major Marcel avait pu se méprendre complètement sur les débris qu'il avait manipulés, comment aurait-il convaincu le commandant de la base aérienne de Roswell que les éléments récupérés étaient d'origine totalement inconnue ? Par quel miracle aurait-il réussi à faire partager son erreur d'appréciation à l'officier du contre-espionnage Cavitt qui l'accompagnait ?

Cette thèse est absurde. Il est choquant de la voir présenter sans rire par le général Ramey en 1947, puis près d'un demi-siècle plus tard, par le colonel Weaver, représentant officiel de l'US Air Force. Comment les journalistes du Washington Post, d'ordinaire moins crédules, ont-ils pu l'accepter aussi facilement ?

Curieusement, la première déception passée, le public semble plutôt soulagé. Les agences de presse n'insistent pas et le silence durera plus d'un quart de siècle. C'est l'officier de renseignement Jesse Marcel qui permettra par son témoignage, tout incomplet qu'il soit, de reconstituer en partie, trente et un ans plus tard, les événements de cette seconde opération et de créer une brèche dans la dissimulation officielle.

Six mois après le fiasco que nous venons de décrire, il recevait le grade de lieutenant-colonel.

Il fut alors affecté au Pentagone, où il participa à la détection des futures explosions atomiques russes. Une telle responsabilité ne pouvait pas avoir été la récompense d'une bétise. Il est plus probable que, pour les besoins du service, il avait été contraint de jouer un rôle peu glorieux.

Son témoignage tardif est confirmé par le colonel Thomas J. Du Bose, qui était en juillet 1947 chef d'état-major du général Ramey, commandant de la VIIIe Air Force. Celui-ci devait décrire, au cours d'interviews filmées, la supercherie réalisée par son supérieur hiérarchique. Ses déclarations sont complétées par une déposition sous serment signée en 1993.

Beaucoup moins importante que l'autre, plus facile à faire passer pour des débris de ballons météo ou des morceaux de réflecteurs, la découverte de « Mac » Brazel n'avait qu'une importance secondaire. Connue depuis plus de quinze ans, elle n'a toujours pas réussi à prouver que les matériaux recueillis avaient une origine inconnue. Comme ils ont depuis longtemps disparu, ils ne peuvent plus constituer de preuve matérielle. En concentrant ses tentatives d'explications sur la seule récupération effectuée sur le terrain proche de Corona, l'Air Force détournait une fois de plus l'attention des enquêteurs de la découverte la plus difficile à expliquer.

Cette stratégie présentait un inconvénient. Quand, au début des années quatre-vingt-dix, l'affaire de Roswell quitta le domaine de la légende pour entrer dans celui des spéculations raisonnables, grâce aux témoignages et aux affidavits, les autorités furent incapables de présenter la moindre explication alternative crédible à la plus importante des deux récupérations.

L'histoire du ballon pouvait à la rigueur expliquer la découverte faite par « Mac » Brazel, mais ne s'appliquait en aucune manière à celle du vaisseau et de son équipage. L'officier de renseignement de la base aérienne de Roswell pouvait-il ignorer son existence, lui dont le métier était de savoir ? C'est bien improbable.

L'éleveur n'était pas seul quand il avait découvert le champ aux débris. Le fils de ses voisins, le jeune Proctor, chevauchait avec lui. Celui-ci avait, lui aussi, ramassé des échantillons variés et les militaires n'en savaient rien. De même, l'une des filles de Brazel avait aidé son père à remplir plusieurs sacs à grains vides de ces débris encombrants.

D'autre part, les parents du jeune Proctor, Floyd et Loretta, avaient reçu la visite de leur fils et de « Mac » Brazel le jour même de leur

découverte. Ils avaient eux aussi manipulé quelques morceaux aux caractéristiques hors du commun. Très au courant, comme tout le monde dans la région, du bouclage de la propriété de leur voisin par l'armée et des incroyables précautions prises par les autorités, ils ne crurent évidemment pas aux explications officielles.

Il n'a jamais été possible de savoir ce que « Mac » Brazel avait révélé aux officiers qui le retenaient sur la base de Roswell. Après avoir été relâché par les militaires, il fut, jusqu'à la fin de sa vie, d'une discrétion exemplaire. Il est possible que ses déclarations n'aient rien apporté de nouveau à ses geôliers. Sa collaboration avec les deux officiers qu'il avait accompagnés sur ses pâturages avait été initialement désintéressée. Sa bonne volonté évidente ne suggérait en tout cas aucune arrière-pensée. Pendant sa détention, le souci primordial des autorités militaires fut sans doute de le persuader de se taire et d'accepter de se dédire, moyennant de substantielles compensations. Dans la mesure où, dès le 6 juillet au soir, il n'était plus seul sur sa propriété mais accompagné de Jesse Marcel et de son adjoint, ses faits et gestes avaient été observés en permanence. Il suffisait aux autorités de lire le rapport de l'officier de renseignement pour les connaître dans le détail.

Choqué, nous le savons, par l'attitude des autorités à son égard, « Mac » Brazel a dû minimiser, sinon cacher, ce qu'il avait dit aux journalistes de la station de radio KGFL. Peut-être même a-t-il réussi à dissimuler le fait qu'il avait été invité par son directeur, Walt Whitmore senior, à passer la nuit dans la propriété de celui-ci et qu'il lui avait accordé une interview complète. Les deux hommes avaient longuement parlé et des déclarations détaillées avaient été enregistrées à cette occasion. Walt Whitmore junior se souvient parfaitement des déclarations de son père à ce sujet.

Le transport des débris découverts par « Mac » Brazel

Plusieurs témoignages sous serment établissent les modalités du transport des matériaux récupérés sur les terres de « Mac » Brazel. Sur l'ordre du commandant de la base aérienne, le colonel Blanchard, une « Superforteresse » B-29 les avait acheminés de

Roswell à Fort Worth (Texas). Elle avait à son bord cinq passagers dont certains avaient manipulé les matériaux. Un des morceaux aperçus par un témoin, Robert Shirkey, ressemblait à de l'acier inoxydable mat et mesurait à peu près 45 centimètres sur 60.

Robert Porter, qui était à l'époque sergent-chef et affecté à Roswell comme mécanicien navigant, témoigne dans un affidavit du 7 juin 1991 :

À cette occasion, j'étais membre de l'équipage qui transportait vers Fort Worth des morceaux de ce qui nous avait été présenté comme une soucoupe volante. Parmi les personnes à bord se trouvaient le lieutenant-colonel Payne Jennings, commandant en second de la base aérienne, le lieutenant-colonel Robert I. Barrowclough, le major Herb Wunderlich et le major Jesse Marcel. Le capitaine William E. Anderson nous a dit que ces débris provenaient d'une soucoupe volante. Après notre arrivée, le chargement a été transféré dans un B-25. On m'a dit que les matériaux allaient être acheminés vers Wright Field à Dayton dans l'Ohio.

Un autre affidavit, signé par Robert A. Slusher, confirme et complète celui-ci. Il précise qu'un entrepreneur des pompes funèbres était venu prendre en charge une partie de la cargaison. Il avait été reconnu par l'un des membres de l'équipage. Que venait faire ce spécialiste, sinon superviser un transport de cadavres ? La présence à bord du major Marcel pendant les vols aller et retour est elle aussi confirmée :

J'ai été affecté à Roswell Army Air Field de 1946 à 1952. Le 9 juillet 1947, j'ai embarqué sur un B-29 qui a roulé au sol jusqu'à la zone de la base où se trouvaient les munitions pour prendre une caisse que nous avons chargée dans la soute à bombes de l'avant. Quatre MP^[23] armés gardaient cette caisse qui avait approximativement quatre pieds de haut, cinq pieds de large et douze pieds de long^[24]. Nous avons quitté Roswell vers seize heures. L'officier des opérations aériennes de ce vol était le major Edgar Shelley. Le vol vers Fort Worth s'est déroulé à basse altitude, environ 4 000 ou 5 000 pieds^[25]. Nous volions d'habitude à 25 000 pieds^[26] avec la

pressurisation. Nous étions obligés de voler plus bas à cause des MP voyageant dans la soute à bombes.

En arrivant à Fort Worth, nous avons été accueillis par six personnes dont trois MP. Elles ont pris la caisse en charge. La caisse a été mise sur un tracteur plat à munitions et emportée sous la garde de leurs MP. L'un des officiers présents était un major, l'autre un lieutenant. La sixième personne était un employé des pompes funèbres qui avait été en classe avec l'un des membres de l'équipage, le lieutenant Félix Martucci. Le major Marcel est arrivé à l'avion en Jeep et est monté à bord. Nous sommes restés environ trente minutes à Fort Worth avant de rentrer à Roswell.

Le vol de retour se déroula à plus de 20 000 pieds et la cabine fut pressurisée. Après être rentrés à Roswell, nous nous sommes aperçus que le contenu de la caisse était classifié. Des rumeurs ont couru que nous avions transporté des débris provenant d'un accident aérien. Je ne sais pas s'il y avait ou non des corps. La caisse avait été faite sur mesure ; elle ne portait aucune inscription.

Nous avons ramené le major Jesse Marcel sur ce vol. Le pilote était le capitaine Frederick Ewing ; le copilote était le lieutenant Edgar Lzard. Le sergent David Tyner* était mécanicien navigant ; le navigateur était James Eubanks ; étaient aussi présents le technical sergeant Arthur Osepchook et le caporal Thaddeus Love. Les MP sont aussi revenus avec nous, [surcharge manuscrite]* Le lieutenant Elmer Landry (?) participait au vol comme assistant du mécanicien navigant^[27].

Ce vol était inhabituel dans la mesure où nous sommes rentrés immédiatement après avoir déchargé notre cargaison. C'était un vol non programmé ; normalement, nous étions prévenus la veille avant un vol. Le retour nous a pris environ trois heures et quart. Il faisait encore jour quand nous sommes arrivés à Roswell. Le lieutenant Martucci nous a dit que nous avions fait « un vol historique ».

Ces témoignages contredisent complètement la version officielle. S'ils ne constituent pas, à eux seuls, une preuve absolue, ils

suggèrent fortement que des événements exceptionnels s'étaient bien déroulés au Nouveau-Mexique en ce début de juillet 1947.

OceanofPDF.com

4 Les éléments matériels

Le nettoyage de la principale zone d'impact, celle que les témoignages les plus récents situent à cinquante kilomètres environ au nord de Roswell, semble avoir été mené à bien dans des délais très brefs. La première destination des débris et des corps ne fait aucun doute : ce fut la base aérienne de Roswell. L'aéronef presque intact, dont la forme est suffisamment originale pour avoir été remarquée, peut difficilement avoir été transporté dans une caisse, même de grandes dimensions. Aucun témoignage ne le décrit sur la base, pourtant très fréquentée, et son transport près de la ville ne serait certainement pas passé inaperçu. Sa destination est donc, à ce jour, inconnue. L'engin peut, théoriquement avoir été démonté, mais c'est peu vraisemblable car il apparaît comme assez massif. De plus, nul témoignage ne décrit cette opération. Comme aucun hélicoptère de transport lourd n'existait à cette époque, c'est probablement par la route et de nuit qu'il a été déplacé vers l'une des bases secrètes de l'État du Nouveau-Mexique.

La plus proche, White Sands près d'Alamogordo, constitue une bonne hypothèse. Elle est gigantesque, cent cinquante kilomètres du nord au sud et plus de soixante kilomètres de large. Elle abritait en outre un terrain d'aviation tellement secret que son nom, Holloman Air Force Base, n'était jamais mentionné à l'époque.

La base de recherche atomique de Sandia, près d'Albuquerque, possédait elle aussi un terrain d'aviation militaire très bien équipé, Kirtland Air Force Base.

Reste la plus éloignée, Los Alamos, berceau du Manhattan Project, qui avait permis la mise au point des premières bombes atomiques. Située au nord-est de Santa Fe, elle était encore active à cette époque et toujours aussi bien protégée.

Quant aux morceaux de l'épave et aux débris divers recueillis sur la propriété de « Mac » Brazel, tous les témoignages semblent confirmer que leur destination avait été, après quelques détours pour certains, la base aérienne de Wright, près de Dayton dans l'Ohio. Ce qui allait devenir le gigantesque complexe de Wright-Patterson

abritait alors l'Air Institute of Technology et l'Air Matériel Command, dirigé par le général Nathan Twining. Ce service comprenait entre autres un organisme du renseignement, le T-2, nommé un peu plus tard l'Air Technical Intelligence Center, ainsi que l'Engineering Division T-3. Ces deux organismes allaient participer aux premières analyses.

Le brigadier-général Thomas Jefferson Du Bose a consigné dans un affidavit des éléments importants concernant la destination des matériaux récupérés^[28] :

En juillet 1947, j'étais affecté à la base aérienne de Fort Worth, Texas^[29]. J'étais chef d'état-major du général Roger Ramey, commandant la VIII Air Force. J'avais le grade de colonel.

Au début de juillet, j'ai reçu un appel téléphonique du major-général Clements McMullen, commandant en second du Strategic Air Command. Il m'a demandé ce que je savais de l'objet récupéré à proximité de Roswell, Nouveau-Mexique, dont la presse avait parlé. J'ai appelé le colonel Blanchard, commandant la base aérienne de Roswell et lui ai demandé de m'envoyer les matériaux à Fort Worth, dans un conteneur scellé. J'en ai informé le major-général McMullen.

Après l'arrivée de l'avion avec les matériaux, j'ai demandé au commandant de la base aérienne, le colonel Al Clark, de prendre en charge les matériaux et d'en assurer personnellement le transport par B-26 pour le major-général McMullen à Washington DC[.] Le matériel montré sur la photo prise dans le bureau du major-général Ramey est un ballon météo [..] destiné à détourner l'attention de la presse.

Une interview de cet officier fut diffusée en 1995 par Channel 4 en Angleterre. Il y confirme publiquement la substance de ce document. Nous savons ainsi que la destination d'une partie au moins des débris fut bien l'Air Matériel Command à Wright Field. Les matériaux transportés avaient une grande importance du fait de leur origine, qui était déjà connue de l'état-major du Strategic Air Command. La presse avait bien été trompée par le général Ramey et le major Marcel avait été contraint de jouer la comédie.

L'étude des matériaux

Le témoignage du général Arthur E. Exon est important pour plusieurs raisons. Vétéran de 135 missions de combat comme pilote pendant la Seconde Guerre mondiale, il totalisa plus de trois cents heures de vol en théâtre d'opérations. Obligé de sauter en parachute au-dessus de l'Allemagne en 1944, il passa un an dans un camp de prisonniers avant d'être libéré en avril 1945. Après la guerre, il effectua un complément d'études à l'Air Institute of Technology et se trouva affecté au quartier général de l'Air Materiel Command, à Wright Army Air Field^[30], sous les ordres du général Twining. Il resta sur cette base, où il occupa différents postes, jusqu'à son affectation au Pentagone, en 1955, avec le grade de colonel. Quelques années plus tard, en 1964, il prendra le commandement de la base de Wright-Patterson et sera promu brigadier-général

le 20 août 1965.

Alors qu'il avait encore le grade de major, équivalent de commandant dans l'armée française, et qu'il suivait un stage de formation, il apprit l'arrivée dans les laboratoires de la base d'échantillons de matériaux aux caractéristiques surprenantes. Il déclara en mai 1990 à Kevin Randle :

Nous avons appris que des matériaux arrivaient au terrain de Wright [...] De nombreux échantillons furent apportés dans notre laboratoire sans que leur origine soit connue.

D'après le général Exon, les chefs des laboratoires de la base mirent sur pied un projet spécial d'étude approfondie de ces matériaux. Nul ne connaissait leur origine. Certains optaient pour l'Union soviétique, mais la plupart pensaient à une origine extraterrestre. Le futur général, qui terminait à l'époque un stage à l'Air Institute of Technology, n'eut jamais accès aux résultats.

Les différents témoignages concernant les échantillons étudiés se recoupent assez bien et font état de quatre types principaux de débris^[31] :

- Une sorte de plastique d'apparence métallisée qui se froissait facilement mais reprenait seul sa forme originale de surface plate,

très lisse et sans la moindre trace de pliure.

- Une matière très mince, extrêmement légère et très résistante dont la couleur évoquait de la feuille de plomb ou d'étain. Beaucoup plus sombre que du papier d'aluminium, elle réfléchissait peu la lumière. Elle dissipait très rapidement la chaleur d'un chalumeau oxyacétylénique sans brûler ni se déformer et se révélait d'une solidité extrême. Rien ne semblait pouvoir tordre, couper ou casser cette matière qui aurait résisté aux chocs répétés d'une masse de huit kilos au cours d'essais, assez peu scientifiques, effectués sur le ranch même de Brazel. Ce dernier témoignage provient du major Marcel lui-même.

- Des barres de section en I, très légères et résistantes. De couleur claire, elles évoquaient un peu le balsa, mais seulement par leur faible densité. Elles portaient pour certaines des inscriptions en relief, colorées en rose pâle ou parme. Décrits par le fils du major Marcel, les caractères ou symboles inconnus qui les décoraient n'étaient ni du russe ni du japonais.

- Des fils épais qui ressemblaient à du nylon, les plus longs ne dépassant pas quelques centimètres. Un témoignage non confirmé leur attribue les caractéristiques des faisceaux de fibres optiques modernes.

D'autres matériaux sont mentionnés, comme par exemple « du parchemin qui ne brûlait pas » et quelque chose ressemblant à de la bakélite ou à du plastique.

Les matières dont étaient faits ces échantillons présenteraient, si elles étaient disponibles sur le marché mondial, un intérêt considérable. Le plastique autolissant qui efface de lui-même ses plis les plus marqués révolutionnerait à lui seul une partie de la technique spatiale. Des matériaux comme le mylar aluminisé possèdent bien une certaine mémoire moléculaire, mais ils conservent après pliage des marques impossibles à éliminer, ce qui diminue leur pouvoir réfléchissant, dans un collecteur d'ondes électromagnétiques par exemple. Une récente mission russe a partiellement échoué car un important panneau de ce type ne s'est pas déplié correctement après avoir été stocké à l'avant d'une fusée.

Le seul métal qui soit léger et plus résistant que l'acier, le titane, est loin d'avoir les caractéristiques des éléments récupérés sur le terrain de « Mac » Brazel. Une feuille mince de titane serait brisée par un coup de masse et, surtout, elle prendrait feu très rapidement si elle était chauffée par un chalumeau.

Le polycarbonate est bien un plastique très résistant aux chocs mais sous une forte épaisseur. Il brûle très bien et le rayonnement solaire finit par le dégrader. En dehors des faisceaux de fibres optiques, il n'existe toujours pas de matériaux qui présentent des caractéristiques semblables à celles qui avaient été remarquées à Roswell.

La destination des corps et autopsies

« Pappy » Henderson était pilote, commandant de bord, et responsable d'une escadrille, le premier Air Transport Unit, utilisant des avions-cargo C-54. C'est lui qui assura le convoyage, entre la base aérienne de Roswell et celle de Wright, d'une caisse de grandes dimensions : vingt et un pieds, soit plus de six mètres de long. Elle aurait pu, à la rigueur, contenir une partie du « fuselage » récupéré à condition que celui-ci ait pu être découpé. Il semble plus raisonnable de penser qu'elle ne contenait que des débris et peut-être une partie des corps. C'est grâce au témoignage de son épouse Sappho Henderson, de sa fille Mary Kathryn Goode et de l'un de ses amis, M. Kromschroeder, que l'on a pu connaître la participation de O.W. Henderson à la première récupération, aux côtés du colonel Blanchard, et au transport des matériaux vers l'Air Matériel Command. On lui doit une description sommaire des « étrangers » qu'il fit à sa fille et à son épouse. Cette dernière déclara dans un affidavit :

En 1980 ou 1981, il prit un journal dans une épicerie de San Diego, où nous vivions. L'un des articles décrivait le crash d'un ovni dans la région de Roswell avec des corps non-humains découverts à côté du vaisseau. Il me montra l'article et me dit : « Je veux que tu lises cet article, car c'est une histoire vraie. Je suis le pilote qui a transporté l'épave de l'ovni à Dayton dans l'Ohio. J'imagine que je peux t'en parler dans la mesure où ils le mettent dans le journal.

Cela fait des années que j'aurais voulu te le raconter». «Pappy» ne parlait jamais de son travail à cause de son habilitation.

Il décrivit les êtres comme étant petits avec des têtes [trop] grosses pour leur taille. Il me dit que le matériau dont était fait leurs costumes était différent de tout ce qu'il avait vu auparavant. Il me dit qu'ils avaient une apparence étrange. Je crois qu'il a mentionné que les corps avaient été mis dans de la neige carbonique pour les préserver? À l'époque où il m'a dit cela, il n'avait pas connaissance du livre [The Roswell Incident] qui avait été publié au sujet de cet incident.

Le transport initial des corps vers la base de Roswell est bien attesté. Plusieurs témoignages le certifient, depuis leur découverte près du véhicule « étranger » jusqu'à leur arrivée à la base militaire.

Les déclarations de l'employé des pompes funèbres Glenn Dennis sont de première importance car elles confirment d'autres observations plus fragmentaires. C'est grâce à lui que l'on possède quelques informations sur l'autopsie interrompue de l'un des cadavres, car il avait recueilli les confidences de la jeune infirmière disparue^[32]. La présence de deux chirurgiens ou médecins légistes étrangers à la base est, elle aussi, attestée. Les éléments qui suivent sont tirés d'un affidavit signé le 8 juillet 1991 par Glenn Dennis, et contresigné par Walter G. Haut^[33].

D'après Glenn Dennis, la jeune fille était entrée pendant son service dans la salle où l'autopsie était en cours, pour y chercher des médicaments. Les deux médecins lui avaient demandé de rester pour prendre des notes sous leur dictée. Les seuls détails connus de cet événement proviennent des souvenirs du jeune homme et son affidavit comprend des croquis, réalisés au moment des faits sur les indications de la jeune infirmière. Ils représentent la face et le profil d'une tête, un bras et deux vues différentes d'une main droite et d'une main gauche. L'un des docteurs aurait dit : « Nous n'avons jamais rien vu de semblable ; il n'y a rien dans les livres de médecine qui ressemble à ça. »

La climatisation avait été coupée pour empêcher que la puanteur se répande dans tout l'hôpital et l'atmosphère était irrespirable. Ils décidèrent donc de faire transporter les corps dans l'un des hangars.

Les corps décrits et dessinés par Glenn Dennis ne ressemblent en rien au cadavre de l'inconnue qui a défrayé la chronique pendant l'été 1995 et dont la télévision nous a obligeamment montré l'autopsie. Cette péripétie doit être considérée, jusqu'à preuve du contraire, comme n'ayant aucun rapport avec Roswell.

Selon un affidavit signé par le lieutenant Robert Shirkley, qui était au moment des faits officier de sécurité au service des opérations aériennes de la 509e escadre de bombardement, les corps avaient été disposés dans le hangar 84. Une partie du personnel qui avait participé à la récupération, à la garde ou au transport des débris et des corps, avait été muté et dispersé dans différentes bases en moins de quinze jours.

Le seul nom connu qui puisse être associé à une autopsie des cadavres est celui du médecin légiste de la base aérienne, le Dr Jesse B. Johnson Jr, mais il décéda avant d'avoir pu être interrogé par les enquêteurs.

Il existe peu de certitudes concernant la structure anatomique des êtres inconnus sinon les détails qui précèdent. Des témoignages recueillis par un chercheur américain, Léonard Stringfield auprès de deux médecins donnent quelques précisions qui semblent recouper le témoignage de la jeune infirmière. Ils doivent cependant être pris avec beaucoup de réserve car ils ne sont attestés par aucun document. Ils pourraient même concerner des événements autres que ceux de Roswell.

Les êtres étaient humanoïdes et leurs tailles s'échelonnaient entre trois pieds et demi et quatre pieds et demi^[34]. Leur poids était proche de quarante livres^[35].

La tête était plus grande qu'une tête humaine et possédait deux grands yeux ronds (bien qu'une source décrive des yeux orientaux ou mongols, enfoncés et très écartés). Le nez, peu défini, n'était qu'une simple protubérance. La bouche était une petite fente

débouchant sur une cavité fermée de faibles dimensions. Elle ne semblait pas fonctionnelle pour l'ingestion de nourriture ou comme moyen de communication et ne possédait pas de dents. Les oreilles ne comportaient ni lobes, ni protubérances de chair, seulement des ouvertures de chaque côté de la tête.

La pilosité était presque complètement absente, hormis un léger duvet noté par l'un des témoins. Le cou, ainsi que le corps, était mince. Les bras, longs et maigres, atteignaient pratiquement le genou. Les mains avaient quatre doigts sans pouce opposable avec une légère palme entre les doigts.

La couleur de la peau allait du beige, légèrement hâlé ou brun, à une sorte de rose grisâtre et même de gris-bleu pour les corps conservés à très basse température. La texture était décrite comme reptilienne, la peau était souple, extensible et mobile sur les tissus musculaires ou osseux. Il n'existait aucun muscle strié, aucune odeur¹ ou trace de transpiration.

L'examen microscopique des tissus révélait une structure présentant comme une trame de lignes perpendiculaires. La peau était granulée comme celle de certains lézards tels que l'iguane ou le caméléon.

Aucun organe de reproduction ou de parties génitales. Volume et structure cérébrales inconnus. Le fluide corporel était incolore et ne contenait ni globules rouges, ni lymphocytes, ni transporteur d'oxygène. Aucun tube digestif, aucun canal digestif ou intestinal, aucune zone rectale ne sont décrits.

Une confirmation de l'existence de cadavres non-humains détenus par les autorités provient du docteur La June Foster^[36], spécialiste réputée de la structure des os et principalement des colonnes vertébrales. Elle était titulaire d'une habilitation élevée car elle avait souvent travaillé pour le FBI. C'est à Washington DC qu'elle fut convoquée pour l'examen anatomique de corps humanoïdes.

Elle croit possible que l'un des êtres ait été vivant et ne soit mort que peu de temps avant l'examen qu'elle effectua. Le séjour de la spécialiste dans la capitale dura un mois. Elle en revint très affectée, d'autant qu'on lui avait fait savoir qu'en cas d'indiscrétion de sa part

elle risquait de perdre sa clientèle ou même sa vie. En ce qui concerne les corps dont elle étudia la colonne vertébrale, elle confirme les dimensions anormales de la tête, l'étrangeté des yeux et le fait qu'il ne s'agissait pas de représentants de l'espèce humaine.

Croquis provenant de l'affidavit de Glenn Dennis

Un témoignage de seconde main est fourni par Mary Kathryn Goode, fille de «Pappy» Henderson. Il n'est pas très détaillé mais recoupe les autres. Il fut signé le 14 août 1991 :

Mon père était Oliver W. Henderson. Pendant mon enfance, il nous arrivait souvent de passer la soirée à regarder les étoiles. Une fois, je lui ai demandé ce qu'il cherchait. Il me dit: «Je cherche des soucoupes volantes. Elles sont réelles, tu sais.»

En 1981, pendant une visite chez mes parents, mon père me montra un article de journal décrivant l'écrasement au sol d'un objet volant non-identifié et la récupération de corps étrangers [à la Terre] près de Roswell au Nouveau-Mexique. Il m'a dit qu'il avait vu le vaisseau détruit et les corps décrits dans cet article, et qu'il avait transporté les débris dans son avion vers l'Ohio. Il décrit les « étrangers » comme étant petits et pâles, avec des yeux en amande et de grosses têtes. Il dit qu'ils avaient une apparence humanoïde mais qu'ils étaient différents de nous. Il pensait qu'il y avait trois cadavres.

Il me dit que le sujet avait été top secret et qu'il lui était interdit d'en discuter avec qui que ce soit, mais qu'il considérait avoir le droit de m'en parler dans la mesure où tout avait été publié dans un journal.

La disparition de l'aéronef et du survivant

Les seuls témoignages concernant ces événements, sur la base aérienne de Roswell, proviennent des gardes, des officiers et de

quelques employés administratifs civils.

Rien pour l'instant ne permet de savoir comment ou vers quelle destination l'aéronef endommagé fut initialement transporté. Le témoignage de Robert E. Smith, un aviateur de la première « unité de transport » de Roswell, confirme l'importance des débris récupérés et la participation de « Pappy » Henderson à leur transport. Il décrit le plus grand morceau qu'il ait manipulé comme ayant une longueur de près de sept mètres. De nombreuses caisses furent chargées à bord de plusieurs avions cargo C-54 et les opérations de manutention prirent entre six et huit heures. Ce témoin ne croit pas, pour plusieurs raisons, à l'explication d'un accident survenu à un avion, même expérimental. Il a brièvement touché un morceau d'une substance inconnue qui reprenait sa forme initiale après avoir été froissée ; il se souvient avoir rempli plusieurs caisses de terre récupérée sur les lieux du sinistre ; les restes d'une épave d'avion, en cas d'accident, n'étaient jamais transportés par avion vers une destination inconnue mais tout simplement jetés au rebus.

De plus, Robert Smith avait noté des convois de camions arrivant à la base et de curieux « inspecteurs » en civil qui montraient des cartes d'identité non-militaires, d'un type inconnu, quand ils étaient arrêtés par une sentinelle. Il apporte un élément nouveau, le fait que la base aérienne de Wright était en chantier et partiellement fermée en juillet 1947. Il pensait que la destination la plus sûre pour les matériaux aurait été les installations du Manhattan Project à Los Alamos. Ce n'est qu'une supposition.

Aucun témoignage sérieux ne permet de savoir dans quelles conditions et par qui le survivant, s'il a jamais été autre chose qu'un fantôme, fut hébergé. Son hypothétique survie dura-t-elle quelques heures, quelques jours ou quelques mois ? Fut-il rendu à ses semblables ou retenu comme otage ? Nul, à vrai dire, ne le sait et les bruits qui courent à son sujet n'ont pour l'instant aucune base sérieuse.

Plusieurs témoignages supplémentaires font état d'un être vivant. À deux reprises, au cours de l'émission de Channel 4, des témoins confirmeront son existence. La fille de Dan Dwyer affirma : « L'un

d'eux était encore vivant et marchait« There was one that was still alive and was walking around. » Phyllis Mac Guire, fille du shérif Wilcox, déclara que sa mère lui avait souvent parlé de corps et d'un survivant^[37].

OceanofPDF.com

5 Les suites de Roswell (1947-1948)

Des événements aussi importants que les récupérations effectuées par l'armée dans la région de Roswell ont nécessairement laissé des traces. Le seul moyen de les occulter complètement aurait été d'enterrer dans le désert l'épave découverte ainsi que tous les débris et de faire disparaître tous les témoins. Cette solution radicale n'a pas été celle que les responsables ont choisie, pour au moins une excellente raison : ils espéraient retirer des études de ce véhicule et des matériaux qui auraient dû le composer des connaissances originales qui leur permettraient d'atteindre, sans coup férir, une supériorité technologique absolue sur le reste du monde.

Certains éléments ont été masqués depuis près d'un demi-siècle pour des raisons qu'il est possible d'imaginer. La grande difficulté vient de ce que de nombreux documents semblent s'être volatilisés, lors même qu'ils étaient mentionnés par exemple dans certaines archives.

L'inaction du FBI

A priori, le FBI ou les autorités aéronautiques civiles étaient aussi compétents que les militaires pour s'occuper d'une catastrophe survenue à un aéronef d'origine indéterminée. Qu'il n'ait pas été immatriculé aux USA ne changeait rien à l'affaire. Si une activité d'espionnage était suspectée, le FBI était compétent de plein droit. Que l'armée ait damé le pion au Département de la Justice posait au pire un problème de compétence. Il pouvait être résolu à l'amiable car la séparation des trois pouvoirs, en principe mieux garantie aux États-Unis qu'en France, ne change rien au fait que le pouvoir judiciaire, le législatif et l'exécutif sont tous des composantes d'un même gouvernement.

Le désengagement apparent du FBI du problème causé par de nombreux rapports concernant les ovnis tient en une phrase malheureuse et en trois documents.

Le 19 septembre, Harry Kimball, agent spécial, prévient son directeur, le redoutable Edgar Hoover, d'une maladresse d'un responsable du renseignement militaire qui souhaiterait que le Bureau fédéral participe à la collecte des informations concernant les « disques volants » mais seulement de ceux qui sont des erreurs flagrantes d'appréciation. Sa lettre contient la phrase suivante : « Les services du FBI seront retenus pour rechercher tout ce qui s'avère être, dans de nombreux cas, des couvercles de poubelles, des lunettes de cabinet et autres détritiques. »

Il n'en fallait pas plus pour provoquer les foudres du directeur de l'agence fédérale. Dans une réponse cinglante, envoyée le 27 septembre 1947, au général George McDonald, chef adjoint d'état-major de PAir, Edgar Hoover annonce à son correspondant qu'il interdit à ses agents de gaspiller leur temps à la poursuite des objets en question.

Le dernier document est un ordre formel envoyé à tous les agents régionaux. Il est brutal :

Disques volants - Effet immédiat. Le Bureau a interrompu toutes ses activités d'investigation telles qu'elles étaient définies dans la section B du bulletin officiel du Bureau [...] en date du 30 juillet 1947.

L'enchaînement de cet échange de correspondance semble, à la réflexion, assez peu convaincant. S'il avait voulu continuer à faire participer le Bureau fédéral d'enquêtes à la collecte des données concernant les « disques volants », tout laisse à penser qu'Edgar Hoover aurait demandé et obtenu des excuses. Il avait disposé au minimum d'un mois et demi, entre la fin juillet et la mi-septembre, pour réfléchir aux difficiles problèmes que n'allaient pas manquer de poser les intrusions aériennes « étrangères ». Si l'on y ajoute la décision, peut-être illégale mais inévitable, prise par le Président et ses conseillers de verrouiller l'ensemble du sujet vis-à-vis du public, le directeur dut percevoir clairement qu'il n'avait rien à gagner en s'engageant dans ce domaine particulièrement difficile.

L'implication de l'Air Matériel Command

Si, pour des raisons de sécurité, le Président en exercice a préféré laisser à l'armée le soin de protéger le pactole qu'elle avait récupéré, c'est probablement à des établissements de recherche de haut niveau scientifique que l'étude a été finalement confiée. Les témoignages déjà étudiés montrent clairement que les laboratoires d'aéronautique de Wright-Patterson ont été mis à contribution. Malgré leur maîtrise en aéronautique, ils n'ont certainement pas été les seuls. Les centres de recherche secrets de Los Alamos, de Sandia à Albuquerque mais aussi celui de Brook-haven ont pu participer à des études ponctuelles de certaines parties de l'engin récupéré. Les services du renseignement scientifique, le G-2 de l'armée, la CIA et les plus hauts responsables de la sécurité des États-Unis ont toujours, comme le démontrent des documents écrits qui seront présentés, participé à la collecte des informations et à leur protection.

L'ouvrage du capitaine Edward Ruppelt^[38], premier directeur du «projet Blue Book^[39]», mentionne l'intense activité qui régnait sur la base de Wright-Patterson, dès le mois de juillet 1947. Il écrit page 22 :

Vers la fin juillet 1947, le couvercle de la sécurité militaire était solidement fermé sur ce qui concernait les ovnis. Les rares membres de la presse qui osaient demander ce que l'Air Force faisait à ce sujet recevaient le même traitement que celui auquel vous auriez droit aujourd'hui [en 1955] si vous demandiez le nombre des engins thermo-nucléaires stockés dans les arsenaux des États-Unis. Personne, en dehors de quelques officiers supérieurs venant du Pentagone, ne pouvait savoir ce que faisaient ou pensaient les gens de l'Air Technical Intelligence Center^[40], enfermés dans leurs baraquements préfabriqués entourés de barbelés.

Les rapports décrivant des engins aériens inconnus devaient recevoir toute leur attention car certains provenaient d'observateurs professionnels, pilotes de chasse, contrôleurs aériens et radaristes.

Commencée en avril 1947, une véritable « vague » d'observations atteignit des proportions inquiétantes au milieu de l'été. Elle allait connaître une publicité mal venue quand l'expression « soucoupe

volante » fut inventée par la presse, à la suite de la rencontre inattendue vécue par un homme d'affaires, Kenneth Arnold, aux commandes de son avion privé. Il avait vu des engins qui ressemblaient à des disques échancrés ou à des ailes volantes en forme de croissant. C'est leur déplacement rapide et bizarre qu'il avait comparé aux ricochets d'une soucoupe sur une surface d'eau. Quoi qu'il en soit, cette expression allait permettre de ridiculiser aux yeux du public un sujet qui risquait fort de provoquer la panique s'il se révélait réel.

Le premier résultat tangible des efforts de l'ATIC fut une étude fondée sur des observations réalisées par du personnel militaire. Elle est connue grâce à un mémorandum adressé le 23 septembre 1947 par le général Nathan Twining, commandant l'Air Matériel Command, à son supérieur le général Schulgen. Cette synthèse concernant les «disques volants^[41]» est tombée dans le domaine public depuis 1969.

Ce document est d'une importance considérable, non seulement par ses conclusions mais aussi par ses recommandations.

Dès son second paragraphe, il affirme que le phénomène décrit n'est ni une fiction ni le résultat d'hallucinations, mais bien réel et qu'il existe des objets aériens ayant à peu près la forme de disques et des dimensions comparables à celles des avions de l'époque ! Il précise que les performances de ces engins, en particulier une extrême maniabilité et des taux de montée exceptionnels, s'accompagnent d'une capacité d'évasion quand des appareils américains les approchent.

Ce n'est pas tout. La description de ces mystérieux aéronefs est précise. Ils ont une apparence métallique, leur forme générale est circulaire ou elliptique, à fond plat, ils ne laissent derrière eux aucune trace de gaz d'échappement ou de traînées de condensation, leurs vitesses sont le plus souvent supérieures à cinq cent cinquante kilomètres à l'heure (300 nœuds) et ils évoluent, sauf en trois occasions, dans le plus complet silence. Pour clore ce catalogue, il leur arrive de se déplacer en formation « bien tenue » de trois à neuf appareils.

Cette synthèse est encore trop peu connue alors qu'elle a été publiée il y a plus de vingt-cinq ans et qu'elle représente l'opinion professionnelle de spécialistes de l'aéronautique. Pour eux les « disques volants » étaient bien réels. Les documents qui étayaient leur conviction ont été, pour certains, divulgués depuis des décennies.

Sans fournir à proprement parler une preuve des récupérations de Roswell, les recommandations faites à la fin du texte sembleraient quelque peu exagérées si elles n'étaient fondées que sur de simples observations, même confirmées, pour certaines d'entre elles, par des radars militaires. Les renseignements dont disposait le général Twining devaient être suffisamment probants puisqu'il demande que des dossiers complets concernant les disques volants soient transmis aux services suivants : l'armée de terre et la marine nationale, la Commission de l'énergie atomique, la Commission nationale de recherche et de développement^[42], le conseil scientifique de l'Air Force, la NACA, administration de l'aéronautique civile, l'organisation RAND et la NEPA, organisme de recherche sur la propulsion atomique des avions.

De plus, le général Twining voudrait que les commentaires et les recommandations des différents organismes lui soient envoyés dans un délai de quinze jours et que, par la suite, des rapports détaillés lui soient expédiés chaque mois au fur et à mesure de l'avancement des investigations. Ce texte de deux pages communique une impression d'urgence qui frise la panique. Le fait que son rédacteur, loin d'avoir été sanctionné pour excès d'imagination, soit devenu à brève échéance chef d'état-major de l'armée de l'air confirmerait, s'il en était besoin, l'importance et l'exactitude des conclusions de son auteur.

Ce document ne doit pas être considéré comme la totalité des connaissances du général Twining en la matière, ni, probablement, de certains de ses destinataires. Son niveau de classification, SECRET, est relativement bas. Il autorisait tout officier à en prendre connaissance. De plus, s'il a été déclassifié pour être joint à un rapport officiel destiné au public, c'est qu'il ne révélait pas ce que

l'on voulait à tout prix dissimuler, c'est-à-dire la récupération par l'armée d'un des engins observés.

Finalement, la seule réaction officielle connue du public sera la création, le 30 décembre 1947, du projet Sign, un organisme chargé d'étudier « les observations et les phénomènes atmosphériques qui pourraient être supposés constituer un danger pour la sécurité nationale ».

Ce style alambiqué et prudent ne laisse pas présager des révélations très spectaculaires. Il est d'ailleurs précisé qu'une priorité moyenne (2A) est assignée à ce projet ainsi que la classification **DIFFUSION RESTREINTE**.

Une étude menée par G.E. Valley, conseiller scientifique de PAir Force, dans le cadre de ce projet^[43] confirme les conclusions du général Twining. Ce membre du prestigieux Massachusetts Institute of Technology précise la forme de certains appareils volants observés et quelques-unes de leurs particularités. Ces éléments sont pour la plupart déjà connus, mais leur confirmation dans un document officiel du projet Sign n'est pas sans intérêt.

Les « objets volants » sont classés en trois groupes :

Groupe 1

Les rapports les plus nombreux indiquent l'observation diurne d'objets métalliques en forme de disques dont le diamètre est approximativement égal à dix fois leur épaisseur. Certaines indications suggèrent que leur coupe pourrait ne pas être symétrique mais ressembler plutôt à une coquille de tortue.

Les rapports s'accordent sur le fait que ces objets sont capables de grandes vitesses et d'accélération importantes ; ils sont souvent observés en groupe, parfois en formation. Il leur arrive aussi d'osciller.

Groupe 2

Le second ensemble de rapports fait état de lumières observées de nuit. Elles sont, elles aussi, capables de fortes vitesses et

accélérations. Elles sont plus rarement observées en groupe. Elles apparaissent généralement comme des objets lumineux bien définis.

Groupe 3

Les rapports [...] concernent des objets qui ressemblent à diverses sortes de fusées assez semblables, dans le plus grand nombre de cas, à des V-2.

Il est important de préciser que cette étude, de même que celle du général Twining, n'a rien à voir, à priori, avec les « soucoupes volantes » dont parlent les journaux à sensation ou qui constituent l'essentiel de la littérature dite « ufologique », mais s'appuient sur des observations militaires.

Ce sont des synthèses effectuées par des spécialistes du renseignement ou des sciences physiques pour les services de la défense nationale. Leur qualité et leur rigueur sont indiscutables. Leurs conclusions sont destinées aux chefs d'état-major et aux responsables de la sécurité d'établissements stratégiques comme l'Atomic Energy Commission.

Néanmoins, dans nombre de cas, les conclusions des ufologues ou les descriptions des témoins civils concordent parfaitement avec celles des spécialistes. Possédant des moyens de recherche limités, avec des formations techniques souvent insuffisantes mais avec beaucoup de patience, ces « amateurs » ont réussi à produire, parfois très tôt, des ouvrages de qualité. Dans ce domaine, plusieurs journalistes d'enquête ont permis au public américain, dès le début des années soixante, de prendre conscience de l'ampleur du problème posé par les ovnis.

6 Premières difficultés

Dès 1948, les responsables de la défense des Etats-Unis se retrouvent dans une situation inextricable. En décidant de cacher au public une situation qu'ils ne maîtrisaient pas, ils se sont imprudemment engagés dans une sorte de piège infernal. Ils avaient, bien entendu, les meilleures justifications du monde. La découverte d'une technologie inconnue, exotique au sens fort du terme, leur permettait d'espérer des retombées scientifiques et militaires importantes. Il était raisonnable de compter sur la découverte de procédés originaux de propulsion et de sustentation qui leur permettraient peut-être un jour de combler le retard évident de l'aéronautique « made in USA » sur celle des visiteurs. D'autre part, le secret le plus absolu s'imposait pour éviter une levée de boucliers de la part du reste du monde, alliés et ennemis potentiels confondus, anxieux d'avoir accès au pactole.

Même si l'épave retrouvée était d'origine « extraterrestre », la catastrophe aérienne de Roswell pouvait avoir été accidentelle. Un véhicule étranger, de passage dans le système solaire, pouvait avoir été victime d'une panne ou s'être perdu dans l'immensité de l'espace avant de s'écraser sur Terre.

La vague d'observations de 1947 rendait intenable ce scénario rassurant. Succédant à celle de 1946, elle prouvait que le vaisseau découvert n'était pas seul. Ses « compagnons » n'étaient que trop visibles et donnaient lieu journallement à des témoignages civils. Très rapidement, l'augmentation de rapports inexplicables, provenant des bases atomiques et stratégiques du sud-ouest des Etats-Unis, allait donner une dimension nouvelle au problème. Il fallait bien conclure que les visiteurs connaissaient l'existence des bases de recherche les mieux dissimulées et cette découverte avait de quoi inquiéter les responsables de la défense nationale. Certes, les incursions étranges ne s'accompagnaient d'aucune action agressive, mais pour combien de temps ?

L'invasion, pacifique tant qu'elle s'était déroulée en Scandinavie puis près de la Méditerranée, changeait de signification en paraissant

s'intéresser aux activités américaines dans le domaine nucléaire. Le choix de Roswell, par exemple, pouvait-il sérieusement avoir été un effet du hasard ? Cette base abritait l'escadre de bombardement qui avait pulvérisé successivement Hiroshima et Nagasaki, celle qui venait en 1946 de participer aux essais nucléaires de Bikini et qui possédait les seules bombes atomiques opérationnelles au monde ainsi que des vecteurs capables de les délivrer à peu près n'importe où sur notre planète. Aucun stratège n'aurait accepté de croire à une telle accumulation de coïncidences.

Grâce à la déclassification par le FBI d'une partie de ses archives, il est possible aujourd'hui de reconstituer le dilemme auquel se sont trouvés confrontés les spécialistes de la défense nationale des USA. Un rapport de quarante-trois pages, destiné aux responsables du renseignement et de la protection des installations de la Commission à l'énergie atomique, détaille les apparitions d'aéronefs non-conventionnels sur quatre sites stratégiques et sur la base aérienne de Roswell, de 1947 à 1950. D'autres installations, comme Oak Ridge où la production d'uranium enrichi battait son plein, étaient survolées par des engins semblables.

Si la dissimulation des récupérations du Nouveau-Mexique n'avait pas eu lieu, une étude mondiale de ces faits aurait peut-être été concevable. N'ayant rien à cacher, les États-Unis auraient pu décider que le problème concernait le monde entier et que l'Organisation des Nations-Unies allait trouver, dans cette situation imprévue, l'occasion de faire ses preuves. La prudence, une évidente volonté de suprématie mondiale, ou toute autre raison, semblent avoir fait écarter cette solution.

Certaines conséquences furent immédiates.

Le maintien d'un très haut niveau de secret imposa un cloisonnement radical de l'information. En dehors d'un «noyau dur» aussi réduit que possible, nul ne devait connaître la vérité sur Roswell, pas plus les officiers du renseignement que la plupart des généraux. Le «besoin de savoir » s'étendait sans aucun doute à un certain nombre de scientifiques, mais les informations qui leur

étaient communiquées pouvaient sans inconvénient rester limitées. Il est parfaitement possible d'étudier une cellule ou d'analyser un échantillon sans savoir d'où ils proviennent. Il est à peu près certain que les membres initiaux du Conseil national de sécurité, le directeur de la CIA et bien entendu le Président Truman et ses conseillers militaires immédiats devaient connaître l'indicible secret. Le général Twining et quelques pontifes de l'Atomic Energy Commission comme Teller, peut-être Oppenheimer et Condon, devaient être dans la confidence. Vannevar Bush, président du Joint Research and Development Board, était nécessairement impliqué. L'identité de tous les autres demeure au stade des conjectures.

Les conséquences d'un tel secret sur le fonctionnement des services du renseignement et sur les prévisions stratégiques à long terme ont été certainement considérables. On ne néglige pas impunément une inconnue de cette importance sans obérer gravement la valeur des résultats. En tout cas, si le Président Truman avait eu la moindre tentation de domination mondiale, il aurait certainement dû la réviser à la baisse. Tout projet inconsidéré risquait de provoquer une réaction imprévue des visiteurs. Ils pouvaient fort bien descendre à très basse altitude au-dessus des principales capitales du monde ou se poser sur le bâtiment des Nations-Unies à New York afin de présenter leurs lettres de créance. En outre, ils avaient certainement les moyens d'utiliser la force si la persuasion échouait.

Les conclusions interdites

Un exemple de dysfonctionnement des services du renseignement, provoqué par le compartimentage de l'information, est bien connu. Il se produisit au sein même de l'Air Technical Intelligence Center et il confirme en partie ce qui précède. Des analystes qui avaient en charge le dossier des observations de « disques volants » et autres « aéronefs non-conventionnels », comme les désignaient les documents de cette époque, décidèrent qu'ils avaient assez d'éléments pour effectuer une synthèse. Leur raisonnement était rigoureusement identique à celui que ferait n'importe quelle personne sensée.

Puisque la matérialité des engins observés était établie, en particulier par des observations visuelles confirmées par des radars, mais aussi par des calculs permettant d'établir des corrélations et de démontrer que les phénomènes incriminés n'étaient jamais aléatoires, trois possibilités existaient en théorie :

- Les engins pouvaient être des prototypes secrets américains, mais cette éventualité improbable n'en était pas une pour les services de PATIC qui connaissaient tous les projets en cours.
- Ils auraient pu, en principe, être des armes secrètes mises au point par des ingénieurs allemands faits prisonniers par l'Union soviétique. Cependant, les évaluations des services du renseignement opérant en Russie montraient à l'évidence que ce pays avait un important retard technologique et industriel.
- Aucun autre candidat terrestre n'étant sur les rangs, l'hypothèse d'une intervention extraterrestre était la seule envisageable.

Ces officiers rédigèrent un rapport en ce sens et le transmirent par la voie hiérarchique. Le capitaine Ruppelt décrit l'affaire en ces termes :

[..] Les gens de l'ATIC décidèrent que le moment était venu de rédiger une « estimation de la situation ». La situation était les ovnis (sic), l'estimation qu'ils étaient extraterrestres. C'était un document plutôt épais, relié d'une couverture noire, imprimé sur du papier de format standard. Estampillés sur le devant se trouvaient les mots TOP SECRET.

Il contenait l'analyse des cas dont je vous ai parlé et de beaucoup d'autres similaires. Tous les rapports émanaient de scientifiques, de pilotes et d'observateurs également crédibles et chacun était de la catégorie inconnu.

Le rapport Condon, dans sa partie historique^{44}, affirme que le général Hoyt Vandenberg, chef d'état-major, donc membre du Conseil national de sécurité et faisant nécessairement partie du petit groupe des initiés, refusa les conclusions de ses propres experts. Il ordonna la destruction de tous les exemplaires du rapport et fit

savoir que la thèse extraterrestre était inacceptable car ses auteurs n'apportaient pas la preuve matérielle de leurs affirmations ! Pour mieux marquer le changement de politique, le projet Sign disparut et céda la place au projet Grudge, un mot qui signifie rancœur et rancune à la fois.

Créé par une décision du 11 février 1949, le nouveau projet semblait destiné à enterrer définitivement le sujet des ovnis. Les incursions sur les installations de recherche continuaient, mais l'état-major espérait peut-être que cet aspect inévitable du problème, s'il se cantonnait à des zones interdites au public, pouvait être tenu secret.

Il est possible d'imaginer une autre raison à ce changement de politique. Le 30 janvier 1949, un engin était apparu à 17 heures 54 au-dessus d'El Paso (Texas) où il avait été observé par environ deux cents personnes. À 17 heures 55, un autre engin, ou le même, était vu à Roswell (Nouveau-Mexique) par au moins deux cents personnes. Il se déplaçait d'ouest en est à l'altitude de 600 mètres (deux mille pieds). À 18 heures, il était au-dessus d'Alamogordo, où plusieurs centaines de personnes purent observer son passage du nord au sud. Le document, de 1950, n'est pas en assez bon état pour que l'altitude ou les autres caractéristiques de cette dernière observation soient lisibles.

Cette parade, s'il s'agissait bien de cela, avait été observée par de trop nombreux témoins et avait pu provoquer chez les responsables un réflexe de dissimulation à tout prix d'une situation potentiellement explosive.

Un rapport du FBI, transmis le 31 janvier 1949 au directeur par l'agent spécial en poste à San Antonio (Texas), se réfère à une conférence hebdomadaire à laquelle participaient les représentants des services de renseignement de l'armée, le G-2, de la marine, de l'Air Force et du FBI. Les officiers de renseignement de la IVe armée avaient abordé le sujet des « aéronefs non-identifiés » ou « phénomènes aériens non-identifiés » connus sous les noms de « boules de feu » ou « disques volants ».

Ce document précise que « ce sujet est considéré comme Top Secret par les officiers de renseignement de l'armée de terre et de

l'Air Force ». Le dernier paragraphe est le plus significatif :

Ces deux derniers mois, divers phénomènes inexplicables ont été observés à proximité de l'installation de l'AEC^[45] à Los Alamos, où ces phénomènes semblent à présent se concentrer. Les 5, 6, 7, 8, 11, 13, 14, 20 et 25 décembre 1948, des observations ont été faites par des agents spéciaux de l'Office of Special Investigation^[46], des pilotes de ligne, des pilotes militaires, des inspecteurs de la sécurité de Los Alamos et des citoyens privés. Le 6 janvier, un objet similaire a été observé dans la même région.

L'inquiétude officielle est parfaitement compréhensible et facile à établir. Un mémorandum est publié par le directeur du renseignement au quartier général de l'US Air Force, le 15 février 1949. Il concerne les « aéronefs non-conventionnels » et remplace deux documents de l'armée qui étaient en vigueur précédemment^[47].

L'Air Intelligence Requirements Memorandum numéro 4 énonce les procédures à suivre pour transmettre les rapports concernant les mystérieux engins volants.

Nous avons là le premier exemple d'un règlement interne à l'Air Force qui concerne spécifiquement la collecte d'informations sur les appareils inconnus observés sélectivement dans le voisinage des zones de recherche atomique. Ce ne sera pas le dernier mais, en 1949, les autorités hésitent visiblement à promulguer des textes qui démontrent exactement le contraire de ce qu'elles affirment publiquement. Cette première version sera réservée aux commandants des régions militaires mais n'atteindra pas les échelons inférieurs.

La suivante, accompagnée d'une lettre adressée à Edgar Hoover, est plus concise et sa diffusion plus restreinte encore. Signée par le directeur du renseignement de l'Air Force, le major-général Cabell, elle ne compte que six destinataires : les directeurs du renseignement de l'armée de terre, de la marine et des gardes-côtes, l'assistant du secrétaire d'État à la recherche scientifique et au renseignement, le directeur du FBI et celui de la CIA.

Personne d'autre !

Ces deux réglementations sont en fait des projets qui déboucheront, trois ans plus tard, sur un ensemble juridique complet. Celui-ci s'appliquait encore à l'ensemble des forces armées et à certains civils en janvier 1994^{48}.

En 1950, seuls les plus hauts échelons du renseignement militaire et les chefs d'états-majors y ont accès^{49}.

Est-il possible de conclure, contrairement à ce que pensaient les premiers scientifiques consultés, que le déchiffrement de l'épave et des débris se révélait beaucoup plus ardu que prévu ? La science moderne n'est en aucune manière achevée. Les moyens techniques réduits dont dispose l'humanité, principalement en astronautique, ne permettent même pas de quitter le système solaire. Les rares sondes qui tentent de le faire, comme Galilée, emploient un système trop long et trop compliqué pour être utilisable par des explorateurs humains. Mais la physique n'a qu'un peu plus de trois siècles et ni Pascal, ni Lavoisier, n'auraient pu comprendre, à leur époque, le fonctionnement d'un transistor ou d'une calculette. Reconstituer et maîtriser une technologie qui risque d'avoir une avance considérable sur la nôtre peut s'avérer très difficile.

Quoi qu'il en soit, en 1950, trois ans après les récupérations de Roswell, les règlements secrets qui ont été présentés montrent deux points : les spécialistes manifestaient un besoin d'en savoir plus sur les descriptions et les performances des engins en question et l'étude des éléments obtenus près de Roswell ne donnait pas les résultats escomptés.

Ce raisonnement simple est confirmé par le rapport d'un scientifique canadien, envoyé de Washington DC à son directeur.

Le rapport de Wilbur Smith

Le Dr Smith était un spécialiste du magnétisme qui travaillait pour le gouvernement canadien. Il semble bien qu'il participait aussi à un projet discret d'étude des ovnis.

Lors de sa rencontre à l'ambassade du Canada avec un scientifique ayant des activités dans le domaine de la défense nationale, Wilbur Smith, après avoir évoqué ses propres recherches théoriques, interrogea son vis-à-vis sur le sujet très à la mode des « soucoupes volantes » et sur un livre très controversé qui parlait de l'écrasement sur le sol américain d'un de ces engins. Les réponses à ses questions, qui sont reprises dans son rapport, sont surprenantes :

- Ce sujet a reçu la plus haute classification de la part du gouvernement des États-Unis, d'un niveau supérieur à celui de la bombe à hydrogène.
- Les « soucoupes volantes » existent.
- Leur *modus operandi* est inconnu mais un effort important est poursuivi par un petit groupe dirigé par le Dr Vannevar Bush.
- L'ensemble du sujet est considéré par les autorités américaines comme étant de la plus extrême importance.

La persévérance d'un chercheur américain, William Steinman, a permis de retrouver dans le journal personnel manuscrit de W. Smith^[50] le nom du scientifique américain qu'il avait interrogé. Il s'agit du Dr Sarbacher, ancien directeur du Washington Institute of Technology. Dans une lettre du 29 novembre 1983, ce dernier devait confirmer la substance des souvenirs de son interlocuteur en ajoutant quelques détails inédits. Il mentionne aussi le peu de résultats, en 1950, des études menées par le groupe que dirigeait Vannevar Bush.

À la question du principe de fonctionnement des disques, la seule réponse avait été : « Nous n'avons pas été capables de reproduire leurs performances. » En ce qui concernait leur origine : « Tout ce que nous savons, c'est que nous ne les avons pas fabriqués nous-mêmes et qu'il est très probable que leur origine ne soit pas terrestre. » Finalement, le professeur Sarbacher avait affirmé que le sujet était classifié « deux points plus haut » que la bombe à hydrogène et qu'à cette date il avait sans doute reçu la plus haute classification jamais attribuée par le gouvernement des États-Unis.

Cette partie du dossier permet de conclure à la réalité, sinon de Roswell, dont le nom n'est pas prononcé, mais d'un nombre indéterminé de récupérations de véhicules «extraterrestres» et de corps non-humains. Dans sa réponse à William Steinman, le Dr Sarbacher précise que certains des êtres découverts avaient une structure corporelle qui rappelait celle des insectes. Faute de recoupements indiscutables, cette dernière précision doit être prise avec une certaine réserve.

L'étude menée par Lincoln LaPaz

L'étude du Dr LaPaz est un ensemble de quarante-trois pages d'une importance considérable^[51]. Elle couvre la période qui va de décembre 1947 à mai 1950 et concerne en grande partie des rapports d'observations choisis pour le nombre d'éléments qu'ils contiennent. Il est précisé que « parmi les témoins de ces phénomènes se trouvent des scientifiques, des agents spéciaux, des pilotes de ligne, des pilotes militaires, des inspecteurs de la sécurité des installations de Los Alamos et de nombreuses personnes dont la compétence ne peut pas être mise en doute ».

Datée du 25 mai 1950, cette étude, destinée à l'état-major de la IVe armée et à divers spécialistes du renseignement, est à ce jour la plus complète qui ait été déclassifiée. Elle décrit et analyse deux cent neuf cas de phénomènes anormaux ou d'engins volants, observés pendant la période considérée au voisinage de bases de recherche atomique, d'installations militaires comme Camp Hood au Texas et du centre d'essai de fusées de White Sands^[52]. Le document est accompagné d'une lettre rédigée par le lieutenant-colonel Doyle Rees, commandant le 17e district de l'Office of Spécial Investigations, organisation du renseignement scientifique et technique de PUS Air Force. Elle est destinée à son directeur, le général de brigade Joseph F. Carroll, et contient plusieurs informations importantes.

Dès le premier paragraphe, il est précisé que «la fréquence des phénomènes aériens inexpliqués dans la région du Nouveau-Mexique était telle que l'organisation d'un plan de collecte des

informations les concernant devait être entreprise ». Tous les rapports concernés avaient été communiqués à l'Air Matériel Command, en application des Air Intelligence Requirements numéro 41, ainsi qu'à d'autres agences militaires et gouvernementales intéressées.

Les qualifications exactes du Dr Lincoln LaPaz sont précisées par la suite. Il était à cette époque directeur de l'institut d'étude des météorites et chef du département de mathématiques et d'astronomie à l'université du Nouveau-Mexique. En tant que mathématicien, il avait été chargé de recherche au polygone d'essai du Nouveau-Mexique, en 1943 et 1944. Il avait été par la suite directeur technique des opérations, section analyse, au quartier général de la 11e Air Force de 1944 à 1945.

Ces précisions ne sont pas inutiles car elles permettent de restituer les titres et les qualifications exactes de Lincoln LaPaz, que certains auteurs, mais aussi quelques documents déclassifiés, font passer pour un simple météorologiste^[53].

Un autre passage donne une idée de la situation et restitue un peu l'ambiance tendue qui devait présider aux réunions consacrées à ce sujet :

Le 17 février 1949, et de nouveau le 14 octobre 1949, des conférences ont eu lieu à Los Alamos, Nouveau-Mexique, afin de discuter du phénomène des boules de feu vertes. Les organismes suivants étaient représentés à ces réunions : la 11e armée, le service des armements spéciaux des forces armées, l'université du Nouveau-Mexique, le FBI, l'Atomic Energy Commission, l'université de Californie, l'US Air Force Scientific and Advisory Board, la division de recherche géophysique de l'Air Matériel Command de l'US Air Force, et l'Office of Special Investigations (IG) de l'US Air Force. Aucune explication logique n'a pu être fournie. Nous avons cependant conclu, d'une façon générale, que le phénomène était réel et qu'il devrait être étudié scientifiquement.

Le dernier paragraphe est particulièrement instructif :

Ce résumé d'observations de phénomènes aériens a été préparé dans le but d'insister sur le fait que ces manifestations se sont produites de façon continue dans le ciel du Nouveau-Mexique pendant les dix-huit mois qui viennent de s'écouler et qu'elles se poursuivent. En outre, ces phénomènes ont lieu au voisinage d'installations militaires et gouvernementales sensibles.

Le document est daté du 25 mai 1950. Il a donc été rédigé moins d'un mois avant le début de la guerre de Corée. La tension internationale est considérable car l'Union soviétique possède désormais la bombe atomique. La guerre froide se met en place et un climat d'incertitude règne au niveau de l'état-major. Des incursions incontrôlées d'engins inconnus au-dessus des centres de recherche nucléaire du Nouveau-Mexique représentent, dans cette situation dangereuse, des faits d'une exceptionnelle gravité dont l'état-major se passerait bien. Il importe en tout cas de dissimuler coûte que coûte ces violations du territoire des États-Unis, car l'image que le Président Truman veut donner de son pays exclut toute faiblesse.

Le FBI est intégré, qu'il le veuille ou non, dans le dispositif militaire. Il fait en effet partie, depuis l'année précédente, de l'intelligence Advisory Committee, qui est la plus haute instance de supervision du renseignement aux États-Unis^[54]. Dans cette période de crise, son appartenance au Département de la Justice n'a qu'une importance relative. Cet organisme fédéral va devenir destinataire de certaines informations secrètes.

Les documents confidentiels que cette agence a déclassifiés, et qui sont utilisés ici, proviennent de cette troisième composante du gouvernement^[55].

L'interprétation que le Dr. LaPaz donne des phénomènes qu'il étudie est intéressante et prouve de surcroît qu'il n'est pas au courant de la situation réelle et des découvertes faites à Roswell, à moins qu'il ne

puisse pas les mentionner dans le document qu'il rédige. Ses conclusions bizarres sont parfaitement logiques :

À mon avis, les preuves accumulées démontrent sans le moindre doute possible que les boules de feu ayant fait l'objet des rapports appartiennent à deux catégories distinctes. Celles de la première catégorie (la majorité) sont des chutes de météorites inhabituelles, mais certainement pas impossibles, en dépit de leur dimension apparente, de leur vitesse et d'autres caractéristiques ; celles de la seconde catégorie (la minorité) sont des missiles téléguidés américains en période d'essai qui évoluent au voisinage des installations qu'ils sont destinés à défendre...

L'idée que le premier groupe puisse être constitué de météorites véritables est peu crédible, malgré les qualifications du rédacteur, car il donne par ailleurs une liste de onze caractéristiques anormales qui démontrent exactement le contraire. Le second groupe décrit en fait des « aéronefs non-conventionnels », tels que les documents secrets de cette époque les présentent. Les détails des 209 observations répertoriées dans la suite du rapport confirment cette hypothèse. Le Dr LaPaz est certainement prudent, mais il n'est pas dupe. Il précise dans la suite de ses conclusions :

L'interprétation que je donne de la seconde catégorie est celle que j'ai déjà proposée en réponse à une objection soulevée par le Dr Teller au cours de sa première conférence à Los Alamos, le 17 janvier 1949. Elle n'a pas été prise au sérieux à cette occasion et je doute qu'elle le soit aujourd'hui...

Je dois insister sur un seul autre point, c'est que, si je me trompe en pensant que ces engins téléguidés ont pour origine les USA, alors il est certain qu'une étude intensive systématique de ces objets ne devrait pas être retardée jusqu'au début de la prochaine année universitaire.

Un bon nombre des interlocuteurs du Dr LaPaz devait savoir, sans le moindre doute possible, que les aéronefs observés n'étaient pas d'origine américaine.

Il y avait peu de chance pour qu'ils aient été conçus en Union soviétique. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et grâce à la mission ALSOS dirigée par Samuel Goodsmi, le mythe de la supériorité scientifique allemande s'était écroulé. Heidenberg n'avait même pas réussi à faire fonctionner un embryon de pile atomique alors que les États-Unis maîtrisaient la fabrication industrielle de l'uranium, du plutonium et possédaient deux modèles opérationnels de bombe atomique. Les « armes secrètes allemandes » découvertes à Peenemünde, malgré leur originalité, n'avaient rien de scientifiquement nouveau.

Les réussites soviétiques incontestables dans quelques domaines technologiques ne leur auraient certainement pas permis de faire évoluer à basse altitude des « missiles » aussi révolutionnaires que ceux qui étaient observés au Nouveau-Mexique. Même en négligeant les autres facteurs, la distance était beaucoup trop considérable. Le document TOP SECRET ORE 32 du 9 juin 1950, « Estimation des effets de la possession de bombes atomiques par les Soviets sur la sécurité des États-Unis^[56] » ne mentionne nulle part la possibilité que l'URSS possède autre chose que des bombardiers ou des sous-marins à long rayon d'action pour acheminer des engins nucléaires vers les USA.

Puisque les appareils qui survolaient les installations américaines ne pouvaient pas avoir été mis en œuvre par l'Union soviétique, il était logique d'évoquer une origine étrangère, au sens fort du terme, c'est-à-dire non-humaine ou, si l'on préfère, « extraterrestre ».

Si les militaires n'avaient rien récupéré d'extraordinaire à Roswell, il est certain que les recommandations du Dr LaPaz auraient été suivies d'effets et qu'un programme d'étude « intensive et systématique » aurait été lancé. Il est aujourd'hui établi que jamais une étude globale du phénomène relaté ici n'a été publiquement entreprise. Avec de très rares exceptions, les recherches scientifiques sérieuses, comme celle qui vient d'être évoquée, n'ont jamais été publiées et leur portée a toujours été minimisée. Certains projets raisonnables, comme celui d'équiper les installations militaires sensibles de caméras automatiques équipées de filtres et

de quelques instruments de mesure, comme des magnétomètres et des compteurs Geiger, ont toujours été refusés sans explication.

Cet ensemble d'éléments suggère fortement, à lui seul, que les responsables disposaient d'une source d'informations précises de bien meilleure qualité que de simples témoignages. Ce raisonnement n'est pas nouveau. Un exemple ancien apparaît dans un autre mémorandum du FBI intitulé Flying Discs et daté du 19 août 1947.

Dans ce document, un lieutenant-colonel se confie à un agent spécial de la section de liaison du FBI avec les forces armées. Il manifeste les doutes que provoquent les actions récentes de ses supérieurs et de l'état-major en ce qui concerne les « objets volants ». On y lit :

Le colonel X affirma qu'il fondait son raisonnement sur ce qui suit : il fit remarquer que, quand des objets volants avaient été observés au-dessus de la Suède, les « hauts gradés » du ministère de la Guerre avaient exercé une pression considérable sur les services du renseignement de l'Air Force pour qu'ils effectuent des recherches et recueillent des données, afin de pouvoir identifier les intrus. Le colonel X affirma que, au contraire, alors que nous avons fait des rapports sur des objets inconnus survolant les États-Unis, les « hauts gradés » n'avaient même pas semblé concernés... Il affirma que ce qui précède l'avait amené à la conclusion que ces objets existaient bien et qu'il y avait quelqu'un au gouvernement qui savait tout sur eux.

Lincoln LaPaz fondait sa conviction qu'une partie des engins observés étaient d'origine américaine sur le même type de raisonnement.

L'étude conduite par ce scientifique est d'une importance considérable. Tous les cas répertoriés ont été choisis parce qu'ils comportaient assez d'éléments précis et qu'ils avaient comme origine des témoins qualifiés. La caractéristique la plus inquiétante des observations est leur concentration sur des sites atomiques. Les documents militaires actuellement déclassifiés montrent que, pendant la même période, l'usine de séparation d'isotopes d'Oak

Ridge, dans le Tennessee, là où se fabriquait l'uranium enrichi des bombes nucléaires, recevait le même type de visites qui provoquaient les mêmes réactions d'inquiétude chez les responsables.

La concentration sur les centres stratégiques^[57] et dans leur proximité immédiate est impressionnante. Elle suffirait à écarter définitivement, à elle seule, toute explication rassurante faisant appel à des phénomènes naturels mal connus. Compte tenu de trois observations importantes^[58] réalisées à Roswell, on peut se demander si les incursions observées n'étaient pas le fait d'une intelligence qui connaissait la position des centres d'étude militaire les plus secrets et s'intéressait à tous les aspects de la recherche nucléaire américaine.

Étaient en effet régulièrement survolés par des engins aériens inconnus :

- Los Alamos et ses laboratoires où la première bombe nucléaire avait été mise au point par l'équipe de Robert Oppenheimer. Les études préliminaires de la bombe thermo-nucléaire s'y déroulaient pendant la période considérée ;
- Oak Ridge où la production industrielle d'uranium enrichi augmentait d'année en année ;
- Sandia, près d'Albuquerque, où les ogives nucléaires et les bombes atomiques étaient assemblées ;
- Fort Hood, au Texas, qui était le premier centre de stockage des ogives opérationnelles ;
- Roswell où était stationnée la seule escadre de bombardement au monde qui ait été dotée de l'arme atomique ;
- le polygone d'essais de White Sands. Dans sa zone nord, se trouvait Trinity Site, où avait eu lieu l'explosion de la première bombe atomique. Plus au Sud, Werner von Braun procédait à la mise au point des futures fusées ballistiques intercontinentales.

Les implications stratégiques d'une telle situation étaient d'autant plus graves que les performances des aéronefs inconnus étaient, à la fin des années quarante, hors de portée des technologies humaines les plus performantes. Des engins observés en vol stationnaire silencieux accéléraient ensuite pour acquérir des vitesses supérieures à celle d'un avion de chasse, toujours sans le moindre bruit. Des mobiles lumineux étaient vus parfois à faible distance et à basse altitude. De ce fait, leurs dimensions apparentes étaient considérables. Un poing fermé, une balle de tennis ou une tasse à café, tenus à bout de bras, sont des images souvent utilisées. Elles correspondent, en gros, à une voiture de tourisme regardée à une cinquantaine de mètres !

La plupart des caractéristiques notées dans les rapports sont encore aujourd'hui impossibles à réaliser avec les moyens techniques les plus modernes. Un disque léger, gonflé à l'hélium, pourrait probablement simuler une « soucoupe volante » et impressionner les témoins par des lumières adroitement placées. Il serait bien incapable de basculer sur place puis d'accélérer assez vite pour disparaître à l'horizon en quelques secondes, le tout confirmé par une observation radar.

La propulsion MHD, c'est-à-dire « magnétohydrodynamique », dont on parle tant, ne serait probablement pas capable de maintenir un disque en vol stationnaire à très basse altitude sans soulever un énorme nuage de poussière. Cette forme de propulsion, dont la possibilité théorique est connue depuis longtemps, ne viole pas le principe de la réaction. Elle devrait donc accélérer l'air ambiant autour du véhicule et le projeter vers le sol pour assurer la sustentation, exactement comme dans le cas d'une fusée ou d'un hélicoptère quand ils résistent à l'attraction terrestre.

Les prouesses techniques des « avions non-conventionnels » observés au-dessus des bases atomiques du Nouveau-Mexique, du Texas ou du Tennessee rendent très improbable la thèse d'une construction terrestre, fut-elle inspirée par d'hypothétiques « armes secrètes » allemandes. Cette conviction devait s'accompagner, pour les responsables de la défense en 1950, d'une totale incapacité à

prévoir ce que voulaient et ce qu’allaient faire ceux qui les mettaient en œuvre.

Survenant après la vague d’observations de 1947, alors que les spécialistes essayaient certainement encore de décrypter ce qu’ils avaient trouvé au nord et au nord-ouest de Roswell, les incursions qui avaient lieu au-dessus de bases militaires secrètes et des villes voisines étaient des plus inquiétantes et furent, très logiquement, cachées au public. La réalité de leur existence n’était connue que de quelques initiés, comme le confirment les listes de destinataires très restreintes sur les documents qui ont été présentés.

L’implication directe, dans le problème posé par les aéronefs non-conventionnels, d’un scientifique comme Edward Teller, « père de la bombe à hydrogène » est démontrée par le second passage cité page 72. D’autres noms apparaissent dans ce document : celui du Dr F. N. Wyckoff, directeur de la recherche géophysique, celui du Dr Theodor von Karman, directeur du conseil scientifique de PAir Force, et celui d’un autre membre de cet organisme, le Dr Joseph Kaplan. Le Dr H. E. Landsberg, directeur exécutif du comité de géophysique, apparaît lui aussi dans le texte du rapport^[59]. De par leur fonction, Vannevar Bush, président du Joint Research and Development Board, ainsi que le Dr Lloyd Berkner, secrétaire général de cet organisme, étaient forcément eux aussi au courant de la situation.

Bien que la liaison entre ces manifestations et les récupérations de Roswell ne soit pas complètement établie, ces deux ensembles d’événements étaient de toute évidence liés aux activités des États-Unis dans le domaine nucléaire.

Il est facile d’imaginer la perplexité des autorités. C’est la source même de leur supériorité sur le reste du monde, largement illustrée par Hiroshima, Nagasaki, les essais de Bikini et la mise au point de la bombe à hydrogène, qui semblait attirer l’attention d’une agence inconnue, disposant de moyens techniques extraordinaires. L’US Air Force se révélait bien incapable d’assurer la protection des installations stratégiques situées aux États-Unis et la maîtrise de l’espace aérien national. Cette situation sans précédent devait être à

tout prix dissimulée, à la fois au public et aux ennemis potentiels des États-Unis.

OceanofPDF.com

7 La protection du secret

Les incursions d'aéronefs non-conventionnels ne se produisaient pas toutes dans les zones contrôlées par l'armée. Les observations civiles, après la vague de 1947, avaient diminué et n'avaient pas posé de problème majeur ; cependant, des groupes plus ou moins bien organisés de citoyens inquiets désiraient aller au fond des choses. Par ailleurs, alors que les agences de presse censuraient d'elles-mêmes la plupart des messages concernant les « soucoupes volantes », les journaux locaux s'en donnaient à cœur joie. Certains amateurs organisaient des réseaux qui leur permettaient de collecter les nouvelles concernant ces phénomènes. Cet état de choses inquiétait fort justement les responsables. Le public risquait en effet de constituer une troisième force qui aurait considérablement compliqué la confrontation déjà difficile entre les militaires et les visiteurs.

Les intrus et leurs aéronefs non-conventionnels semblaient disposer, quand ils le désiraient, d'une technologie furtive presque parfaite. Ils étaient en particulier capables d'apparaître et de disparaître sur place et ce fait avait été plusieurs fois confirmé par radar. Le corollaire de cette remarque est que leurs apparitions publiques étaient probablement, dans la plupart des cas, délibérées. Le but véritable de certains carrousels aériens, très bien documentés, ayant eu des centaines ou des milliers de témoins, pouvait être de faire connaître publiquement la réalité de leur présence. Cette ostentation du phénomène inquiétait les responsables et leur faisait craindre qu'une divulgation complète puisse intervenir inopinément.

Le moyen le plus simple de diminuer le risque constitué par les observations faites ailleurs que sur des bases militaires était de les expliquer par des phénomènes naturels, des observations d'objets astronomiques, météores ou planètes, ou de prototypes d'avions très secrets. Les explications devaient surtout être présentées avec sérieux, par des autorités reconnues, scientifiques de préférence. De 1947 à 1952, les déclarations officielles fournies par l'Air Force étaient encore acceptées sans difficulté. Elles reprennent à peu près toutes la même antienne et cherchent à noyer statistiquement les

observations les plus intéressantes dans une masse d'erreurs d'interprétation.

Un parfait exemple en est le rapport officiel du projet Grudge^[60]. Initialement classé SECRET, ce document est une excellente illustration des affirmations inexactes dont l'US Air Force abreuve le public depuis près d'un demi-siècle. Il contient cependant un élément surprenant : malgré un recours abusif aux «explications» d'origine astronomique^[61], 23 % des rapports sont encore classés « inconnu ». En voici la partie la plus typique :

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Il n'existe aucune preuve que les objets décrits soient le résultat d'un développement scientifique avancé ; et de ce fait ils ne constituent pas une menace directe pour la sécurité nationale. En conséquence, il est recommandé que l'ampleur des investigations et de l'étude des objets volants non-identifiés soit réduite. Le quartier général de l'AMC continuera à enquêter sur les rapports dans lesquels des applications techniques réalistes sont clairement indiquées...

B. Toutes les preuves et leur analyse montrent que les rapports concernant les objets volants non-identifiés sont le résultat :

- d'une interprétation erronée de différents objets conventionnels ;
- d'une forme atténuée d'hystérie collective et de guerre des nerfs ;
- de la fabrication individuelle de tels rapports dans le but de tromper ou d'obtenir une publicité personnelle ;
- d'affabulations de personnes psychopathes.

C. Il est prouvé que la mise en œuvre programmée d'objets aériens suffisamment inhabituels jointe à la diffusion de propagande psychologique causerait une forme d'hystérie collective. L'utilisation de ces méthodes contre un ennemi donnerait des résultats identiques.

L'entreprise de désinformation est engagée. Ce galimatias dit exactement le contraire de ce que révèlent les documents qui ont été présentés. Il affirme contre toute évidence, au paragraphe A, que les objets décrits ne sont pas le résultat d'un développement scientifique avancé et qu'ils ne menacent pas la sécurité nationale. Ces contrevérités furent publiées au moment même où l'Air Intelligence Requirement numéro 4 venait d'être promulgué.

Le 27 décembre 1949, l'Air Force allait encore un peu plus loin dans la désinformation en faisant savoir par son bureau de relations publiques, dans un document portant la mention « diffusion immédiate^[62] », que l'Air Force interrompait son projet « soucoupes volantes » :

L'Air Force a interrompu son projet spécial d'enquête et d'évaluation des rapports de « soucoupes volantes » sur la base de l'absence de preuve (sic) montrant que ces observations soient autre chose que celles de phénomènes naturels. L'abandon de ce projet, qui était mis en œuvre par l'Air Force, a reçu l'accord des Départements de l'armée de terre et de la marine.

[..]

Ce projet avait été initié il y a deux ans sur la base aérienne de Wright-Patterson, Ohio, au quartier général de l'Air Matériel Command. Depuis janvier 1948, quelque 375 incidents avaient fait l'objet de rapports et d'investigations. Des consultants scientifiques venant d'universités et d'autres agences gouvernementales (sic) assistaient les enquêteurs spéciaux.

L'Air Force a déclaré que la poursuite de ce projet ne se justifiait pas dans la mesure où les incidents ultérieurs [...] confirment simplement les conclusions déjà tirées.

Six mois plus tard, le 8 septembre 1950, les directeurs du renseignement recevaient la nouvelle version des procédures de collecte et de transmission d'informations sur les « aéronefs non-conventionnels^[63] ». Elle était destinée aux commandants des principales unités opérationnelles de l'Air Force et aux attachés militaires des ambassades.

Malgré les dénégations officielles, les observations se poursuivaient et ne laissaient pas de répit à l'armée de l'air. Changeant d'avis une fois de plus, elle devait publier le 3 avril 1952 cette piteuse mise au point, toujours avec la mention « diffusion immédiate » :

L'Air Force n'a pas interrompu son étude des objets non-identifiés (popularisés sous le nom de « soucoupes volantes »). Il est vrai que cette étude n'est plus un projet spécial mais a pris un caractère général (sic). Cela signifie que l'Air Force utilise les voies hiérarchiques normales pour effectuer l'évaluation de ces observations.

Les plus grands efforts sont faits pour enquêter sur les observations rapportées à l'Air Force. Dans la plupart des cas, il a été démontré que ces observations n'étaient que celles de ballons météo et de phénomènes naturels...

Le public devait continuer à croire que les rapports, envoyés de bonne foi aux bases aériennes les plus proches, étaient pris en considération et soigneusement étudiés. Dans le cas contraire, il aurait fallu expliquer aux témoins pourquoi leurs observations, qui auraient été considérées comme éléments de preuve valides dans un procès, étaient rejetées sans justification par les militaires.

Sous la pression de l'opinion, qui commençait à mettre en doute les explications officielles rassurantes, le projet Grudge, pratiquement mis en sommeil depuis 1949, allait renaître de ses cendres en changeant de nom.

Le projet Blue Book

Blue Book arriva à point nommé au tout début d'une énorme vague d'observations qui commença au printemps de 1952. Cet organisme fut créé par l'Air Force Letter 200-5 du 29 avril 1952, peut-être à la suite d'observations particulièrement inquiétantes. Les événements étudiés par Lincoln LaPaz, s'étaient produits en majorité à proximité de bases de recherche militaires. Ils avaient certainement incité les responsables de la sécurité à une vigilance accrue dans tous les domaines.

Au grand dam des autorités, les engins qui apparaissaient inopinément sur les écrans radar et disparaissaient après quelques manœuvres « impossibles », ou ceux qui étaient vus en plein jour par des dizaines de témoins devenaient trop voyants. Les observations, faites par de trop nombreux civils, étaient reprises par les journaux locaux, difficiles à museler discrètement. Même gardées secrètes, ces incursions posaient un problème grave à la défense aérienne, car ils risquaient à tout moment d'être confondus avec une formation de bombardiers soviétiques.

Il est probable que Blue Book avait surtout pour fonction de rassurer le public et de lui donner l'impression que l'Air Force, considérée comme la grande spécialiste du sujet, étudiait avec intérêt les éléments que les témoins lui envoyaient. Pour la plus grande partie d'entre eux, il n'en était rien. Tout d'abord, certains témoignages étaient tellement imprécis qu'il était impossible d'en tirer la moindre donnée utile. D'autres étaient plus fondés mais Blue Book ne disposait pas des moyens nécessaires à la réalisation d'enquêtes convenables. Bien entendu, les cas les plus intéressants parvenaient aux autorités habilitées, mais les témoins ne recevaient jamais la moindre confirmation en retour.

L'ouvrage du capitaine Ruppelt, déjà mentionné, fournit quelques indices intéressants ; cependant, le choix même de ce premier responsable est surprenant. Ses capacités personnelles et son talent d'organisateur ne sont pas en cause, mais il était absent de l'US Air Force pendant la période cruciale de 1947 à 1950. Il était retourné à l'école, comme de nombreux soldats à la fin de la guerre, pour terminer ses études grâce au « GI Bill^[64] ». Sa seule activité en dehors des cours, avait consisté en quelques vols effectués comme navigateur réserviste. Il avait obtenu un diplôme d'ingénieur mais ne connaissait rigoureusement rien aux problèmes posés par les ovnis.

À son retour dans l'armée, affecté à l'Air Technical Intelligence Center, à Wright-Patterson, il avait rassemblé, à la demande du général Cabell, directeur des services de renseignement, une série de témoignages anciens sur les «disques volants ». Le capitaine Ruppelt est-il naïf ou ironique quand il déclare : « Comme j'avais effectué le classement des anciens rapports sur les ovnis, j'étais

l'expert (sic) et j'héritai donc du job. Il reçut le nom de "Project Blue Book" et j'en fus responsable jusqu'à la fin de l'année 1953. »

Le nouveau directeur ne dispose que de dix hommes pour étudier des milliers de rapports anciens, effectuer sur le terrain « plusieurs douzaines d'enquêtes » et classer chaque compte rendu envoyé à l'une des innombrables bases aériennes des États-Unis par des témoins civils. Son service doit encore gérer les observations visuelles transmises par le Ground Observers Corps, qui complétait le maillage trop lâche des radars de la défense aérienne. Blue Book arrive tout juste à classer la plupart des observations qui lui parviennent et à effectuer des études sur quelques cas intéressants. Cet organisme n'a tout simplement pas les moyens, ni la mission, de réaliser la moindre synthèse générale. Son chef se fait d'ailleurs peu d'illusions :

Hormis cette avalanche de textes imprimés et de mots, l'histoire complète, factuelle et exacte des ovnis n'a vraiment jamais émergé qu'en de rares occasions. En retour de son intérêt pour les ovnis, le public dans son ensemble n'a eu droit qu'à de la désinformation.

[..] J'ai reçu des douzaines de demandes de conférences sur les ovnis. Il m'était impossible d'y répondre favorablement à cause des règlements de la Défense nationale. J'ai certes effectué de nombreux briefings officiels, mais seulement en comité restreint pour des groupes associés au gouvernement et après autorisation spéciale...

J'ai donné des conférences spéciales destinées aux techniciens supérieurs des laboratoires de Los Alamos, appartenant à l'Atomic Energy Commission, là où la première bombe atomique avait été mise au point [..] La même chose se produisit sur la base de Sandia, près d'Albuquerque, qui appartenait elle-aussi à l'AEC.

À cette époque, les règlements officiels de l'US Air Force ne mentionnaient ni « disques volants », ni « aéronefs non-conventionnels », ni « ovnis ». La simple connaissance de leur existence était réservée aux officiers supérieurs, aux élèves des

écoles du renseignement et à quelques privilégiés. Le sujet des ovnis fut seulement ajouté aux cycles des cours sur le renseignement programmés par l'École de commandement et d'état-major de l'Air Force ainsi qu'aux classes de l'Ecole du renseignement. Il ne faudrait cependant pas croire que les conférences organisées par le directeur de Blue Book ou les cours donnés aux écoles d'officiers supérieurs mentionnaient Roswell ou une possible origine extraterrestre des engins. Il est possible néanmoins que le directeur du projet Blue Book en ait su un peu plus que ce qu'il mentionne dans ses mémoires. Le livre d'où sont tirés ces passages^[65] connaîtra une seconde version où l'auteur affirme que, tout compte fait, en y réfléchissant bien, il ne croit pas personnellement à la réalité des ovnis.

Après son départ, l'organisation qu'il avait dirigée va se trouver progressivement vidée de sa substance. Elle ne comptera plus, au cours des années soixante, qu'un officier et un sous-officier chargé de l'administration. Un astronome connu, Allan Hynek, servira de caution pendant plus de seize ans aux mensonges et à la désinformation la plus évidente.

La situation se dégradera tellement vers la fin de cette période que Gerald Ford, futur président des États-Unis, accusera l'Air Force d'incompétence dans le traitement du problème posé par les ovnis. Il demandera la constitution d'un comité d'investigation du Congrès mais n'obtiendra en retour qu'une étude civile. Devenu président des États-Unis, il fera voter, en 1974, une loi sur l'accès aux informations confidentielles qui permet depuis aux chercheurs d'avoir accès à ce type de documents militaires.

La Commission Robertson : de la physique à l'action psychologique

L'US Air Force n'avait évidemment pas le moindre pouvoir décisionnel dans la politique suivie en matière d'ovnis. Les

mémoires du Président Truman ne laissent aucune illusion à ce sujet.

Du 14 au 18 janvier 1953 se déroulent au Pentagone, officiellement à l'initiative de la CIA, les travaux d'une commission d'experts scientifiques dirigée par le Dr Robertson. L'identité de ses membres civils était encore tenue secrète dans l'ouvrage de Ruppelt, paru en 1956 ; celle des militaires était toujours censurée quinze ans plus tard, en 1969, lors de la parution des minutes de ce comité en annexe du rapport Condon^[66]. Ce fait est surprenant mais la raison de cette discrétion apparaîtra clairement par la suite. Les résumés qui suivent sont, pour l'essentiel, tirés de cet ouvrage.

Le Dr H.P. Robertson, président de la commission, membre du California Institute of Technology, avait été membre du département de mathématiques à l'université de Princeton de 1928 à 1947, date à laquelle il avait rejoint « Cal. Tech. ». Il s'était distingué par ses recherches en cosmologie et sur la relativité. Pendant la guerre, il avait été connu pour ses importantes contributions à la recherche opérationnelle des forces alliées à Londres. Après la guerre, de 1947 à 1952, il fut directeur de recherche du groupe d'évaluation des systèmes d'armes pour le compte du Secrétariat d'État à la Défense, puis de 1954 à 1956 conseiller scientifique du Haut Commandement allié en Europe.

Le Dr Samuel A. Goudsmit, alors qu'il était encore étudiant à Leiden, en Hollande, avait découvert avec son condisciple George Uhlenbeck le spin de l'électron. Admis tous deux à l'université du Michigan, ils avaient mis sur pied une école de recherche théorique fondamentale en physique. Samuel Goudsmit était particulièrement connu dans les milieux du renseignement comme ayant été le chef scientifique de la mission ALSOS, qui avait accompagné en Allemagne l'avance des troupes alliées vers la fin des hostilités pour déterminer si les scientifiques allemands avaient progressé dans la mise au point d'une bombe atomique. Après la guerre, il était resté membre de l'encadrement de la section de physique avancée du laboratoire national de Brookhaven à Long Island. Il fut très proche d'Albert Einstein jusqu'à la mort de celui-ci.

Luis Alvarez, prix Nobel de physique en 1968, était professeur de physique à l'université de Berkeley et vice-président de l'American Physical Society. Pendant la guerre, il avait été membre du laboratoire des radiations du Massachusetts Institute of Technology et contribué à la mise au point du radar d'approche connu sous le nom de GCA. Vers la fin des hostilités, il avait travaillé à Los Alamos sous la direction de Robert Oppenheimer à la mise au point de la première bombe atomique. Après la guerre, il réalisa des découvertes importantes dans le domaine des hautes énergies.

Très jeune ingénieur, le Dr Lloyd Berkner avait participé à l'expédition de l'amiral Byrd dans l'Antarctique. Avant la Seconde Guerre mondiale, il était physicien dans le groupe de recherche sur le magnétisme terrestre de l'institut Carnegie à Washington. Chef de la section radar du Bureau de l'aéronautique de l'US Navy au début de la guerre, il était devenu vers la fin des hostilités « secrétaire exécutif » du Research and Development Board, dirigé par Vannevar Bush au Département de la Défense. En 1949, il était assistant spécial du secrétaire d'État à la Guerre et directeur du programme d'assistance militaire à l'étranger. C'est lui qui décida de placer un conseiller scientifique dans chaque ambassade américaine. Il fut le concepteur de l'année géophysique internationale. Bien qu'ayant effectué l'essentiel de sa carrière dans la réserve, il atteignit le grade incroyable de vice-amiral.

Le Dr Thomson Page avait participé pendant la guerre à des études d'armement et de recherche opérationnelle au sein du Naval Ordnance Laboratory de l'US Navy, principalement pour les sous-marins. Professeur d'astronomie à la Wesleyan University à Middletown, Connecticut, à partir de 1958, il devint en 1968 vice-président pour l'astronomie de l'American Association for the Advancement of Science. Il était spécialiste de l'étude des nébuleuses planétaires.

Les plus hauts responsables du renseignement^[67], pour la plupart des conseillers scientifiques de la CIA, ainsi que le général de brigade William Garland, commandant de l'ATIC, viennent présenter à ces chercheurs les observations d'ovnis les plus intéressantes et quelques films d'amateurs.

D'après Ruppelt, les travaux commencent le 12, et non pas le 14, par un résumé des études menées par Blue Book sur 1 593 rapports dont les premiers datent de 1947. Ces cas, triés sur le volet, ont été retenus parmi 4 400 dossiers constitués par l'ATIC. Le pourcentage de cas inexplicables, après élimination de toutes les identifications, certaines, probables ou simplement possibles, reste élevé. Il est de 26,94 pour 100, ce qui est considérable^[68].

Pendant les jours suivants, les physiciens et les spécialistes du renseignement vont regarder quatre films. Deux ont été pris dans la zone d'essais de White Sands en avril et mai 1950 et proviennent de cinéthéodolites. Leur origine est donc indiscutable. Un autre a été tourné au Montana le 15 août 1950 par Nick Mariana, manager de l'équipe de base-ball de Great Falls. Il montre des lumières traversant le ciel en vol de formation. Le dernier, celui de Tremonton, a été fourni par un photographe professionnel de la marine, le warrant officer Delbert C. Newhouse. il a été filmé près de Salt Lake City, pendant un voyage familial.

Contre l'avis des experts militaires qui viennent présenter les pièces du dossier, les membres de la Commission Robertson vont tirer des conclusions surprenantes :

En tant que groupe, nous ne croyons pas impossible que des corps célestes soient habités par d'autres créatures intelligentes. Il n'est pas non plus impossible que ces créatures aient pu atteindre un niveau de développement leur permettant de visiter la Terre. Néanmoins, il n'existe rien dans les rapports que nous venons de lire qui indique qu'une telle éventualité soit en train de se produire.

Il est tout à fait surprenant qu'un groupe de cinq scientifiques croie unanimement possible, en 1954, que des corps planétaires soient habités par des espèces intelligentes capables de nous rendre visite. Il est dommage que l'origine de leur conviction ne soit pas précisée. Leurs conclusions officielles et leurs recommandations sont beaucoup plus discutables :

1. [...] Les soussignés membres de la Commission de consultants scientifiques se sont rassemblés pour évaluer toute menace que pourraient poser les objets volants non-identifiés (soucoupes volantes) à la sécurité nationale, et faire des recommandations à ce sujet. La Commission a reçu de plusieurs agences de renseignement et principalement de l'Air Technical Intelligence Center des éléments de preuve, et a passé en revue une sélection des incidents les mieux documentés.

2. Suite à ses études, la Commission conclut : Que les éléments présentés, concernant les objets volants non-identifiés ne fournissent aucune preuve que ces phénomènes puissent constituer une menace physique directe à la sécurité nationale.

Nous croyons fermement qu'il n'existe aucun résidu de cas mettant en évidence des phénomènes attribuables à des objets de fabrication étrangère capables d'actes hostiles, et il n'existe aucune preuve indiquant une nécessité de réviser les concepts scientifiques actuels.

Les termes sont pratiquement les mêmes que ceux du rapport technique du projet Grudge présenté page 82 : les objets observés ne représentent pas de menace physique directe et ne suggèrent aucun concept scientifique original. Aucun « objet de fabrication étrangère » n'a été découvert.

Le paragraphe suivant développe une thèse originale car il affirme que les rapports eux-mêmes constituent une menace au bon fonctionnement des institutions :

3- Que l'accent mis continuellement sur les rapports concernant ces phénomènes constitue, en ces temps incertains, une menace directe au bon fonctionnement des organismes chargés de la protection de l'État.

Nous citerons comme exemples [...] l'entretien d'une psychologie nationale morbide dans laquelle une adroite propagande hostile pourrait induire un comportement hystérique et une méfiance néfaste à l'égard des autorités dûment constituées.

4– Afin de renforcer de manière effective les moyens nationaux permettant de reconnaître rapidement des indices véritables d'une action hostile, et d'y réagir de manière appropriée, et afin de diminuer les dangers concomitants auxquels nous avons fait allusion ci-dessus, la Commission recommande :

Que les agences de défense nationale prennent des mesures immédiates pour dépouiller les objets volants non-identifiés du statut spécial qui leur a été conféré, et de l'aura de mystère qu'ils ont malheureusement acquise ;

Que les agences de défense nationale mettent en œuvre, en matière de renseignement, de formation et d'éducation publique, une politique destinée à préparer les défenses matérielles et morales de la nation de façon à ce qu'elle puisse reconnaître promptement de véritables indices d'intention ou d'action hostile et y réagisse le plus efficacement possible.

Nous suggérons que ces buts peuvent être atteints grâce à un programme intégré destiné à rassurer le public quant à l'absence complète de forces inamicales derrière le phénomène, à entraîner le personnel [militaire] à identifier et à rejeter les indications fausses d'une manière rapide et effective, et à renforcer les moyens établis d'évaluation et de réaction rapides aux véritables indices d'une action hostile.

Signé :

H.P. ROBERTSON, Chairman California Institute of Technology

Lloyd V. BERKNER Associated Universities

Luis ALVAREZ University of California

S. A. GOUDSMIT Brookhaven National Laboratories

Thornton PAGE John Hopkins University

Il semble bien que la Commission Robertson ait été tout autre chose qu'une revue objective du sujet concerné. L'ambiguïté de ses conclusions n'est pas acceptable de la part d'un groupe de personnes habituées à une grande rigueur scientifique. Des expressions comme « l'absence de menace physique directe à la sécurité nationale », par exemple, en disent trop ou pas assez. S'il existait une menace physique indirecte; quelle était sa nature? D'autre part, à aucun moment la question primordiale de la réalité concrète des ovnis n'est abordée. Quelle était donc la fonction véritable de cet aréopage ?

Affirmer, en janvier 1953, qu'il n'existait aucune preuve indiquant une nécessité de « réviser les concepts scientifiques actuels », revenait à rejeter, sans la moindre justification, tous les témoignages solides sur lesquels se fondaient les conclusions du Dr LaPaz, ainsi que toutes les observations réalisées au-dessus des sites stratégiques. En fait, ces éléments importants ne semblent pas avoir fait partie des données présentées aux membres de la Commission Robertson. Il est donc raisonnable d'imaginer que les éminents docteurs en science n'étaient pas venus au Pentagone pour étudier et pour comprendre, mais pour impressionner le public par leurs titres universitaires. Peut-être même avaient-ils reçu l'autorité nécessaire pour imposer une politique déterminée.

Malgré leurs implications dans des programmes de recherche militaires secrets, aucun des membres civils de la Commission n'avait une qualification suffisante en matière de renseignement pour contredire les experts de la CIA ou de l'ATIC. Or, si l'on en croit le rapport officiel, ils tranchent à plusieurs reprises contre l'avis des experts. Le major Fournet, par exemple, présente des cas très solides et montre qu'il a pu éliminer toutes les explications sauf celle d'une origine extraterrestre. L'ensemble de sa présentation est froidement rejetée. Des films que les services d'analyse de l'US Navy ont déclarés authentiques sont considérés comme irrecevables.

Il est très probable que l'ensemble de cette manifestation n'était qu'une entreprise de désinformation de plus, mise en œuvre par la CIA, agissant sur ordre supérieur. L'année 1952 avait vu se dérouler

une vague mondiale d'observations d'une ampleur jamais atteinte. Aux États-Unis même, la presse et la radio avaient fait une large publicité aux incursions d'échos non-identifiés au-dessus de Washington. Il fallait à tout prix rassurer l'opinion publique sans donner l'impression d'en savoir trop.

Au cours de l'année 1953, de nouveaux moyens de collationnement des rapports militaires vont voir le jour. De plus, toute indiscretion au sujet des ovnis devient une infraction aux lois punissant les activités d'espionnage. Certains civils occupant des fonctions sensibles, comme les commandants de bord des compagnies de transport aérien ou les commandants de la marine marchande, seront eux aussi concernés. Aux États-Unis et au Canada, des règlements très précis et très contraignants les obligeront à transmettre les détails de chaque rencontre d'un phénomène aérien non-identifié en suivant une procédure spéciale. Tous les éléments de ces messages étant considérés comme vitaux pour la sécurité nationale, leur communication à des tiers tombait sous le coup des lois réprimant l'espionnage.

Le projet Blue Book perdra bien vite le peu d'importance qu'il avait. Le capitaine Ruppelt demandera et obtiendra sa mutation. Il sera remplacé par le lieutenant Bob Olsson, secondé par un simple aviateur, pas même un sous-officier, le première-classe Max Futch !

Les points saillants de ces règlements particuliers, très mal connus, doivent être soigneusement étudiés. Il serait inutile, pour l'instant, d'en tirer des conclusions définitives.

Les règlements secrets des années cinquante

Deux règlements vont permettre d'organiser une collecte des données en provenance du personnel de l'US Air Force, mais ils fonctionneront toujours à sens unique. Les informations seront recueillies grâce à des procédures détaillées reprenant les éléments des instructions secrètes, réservées aux commandants de régions militaires, qui ont été présentées précédemment^[69]. Ces règlements resteront en vigueur, sans grand changement, jusqu'à la fin des années soixante.

Le premier concerne exclusivement le personnel de l'US Air Force. C'est le règlement interne AFR 200-2. Il est très important, car il prouve que les forces armées ont recueilli pendant plus de seize ans, en dehors du cadre fixé pour Blue Book, des informations qui concernaient les objets volants non-identifiés. Pour certains spécialistes, ce texte démontrerait à lui seul la réalité matérielle du phénomène ovni. Aucun législateur, en effet, n'aurait accepté de le promulguer sans vérifier que le sujet intéressait bien la défense nationale. Une nouvelle version, AFR 81-17, sera publiée le 19 septembre 1966 pour autoriser la transmission, pendant six mois, de quelques informations en provenance des forces aériennes à la Commission Condon.

Dans la version de ce document signé par le chef d'état-major de l'US Air Force, le général Curtis E. Le May, le préambule affirme que les ovnis présentent, pour ses services, un intérêt «intense et légitime». L'ensemble est dans la droite ligne du mémorandum du 23 septembre 1947 signé par le général Twining¹ et de la version secrète du 8 septembre 1950, transmise par le général Cabell au directeur du FBI.

Dans cette mise en œuvre des recommandations de la Commission Robertson, interdiction est faite aux commandants des bases aériennes militaires de donner au public la moindre explication sincère concernant les ovnis. La confidentialité du sujet concerne non seulement les civils, mais encore tous les militaires n'ayant pas un « besoin de savoir ». La réalité de la politique de silence imposée à l'US Air Force est ainsi établie. Les informations officielles destinées à la presse ne peuvent provenir que du bureau du secrétaire général de l'Air Force, et d'aucun autre.

Les commandants des bases aériennes ne sont autorisés à donner des informations aux témoins que quand elles sont négatives. Si une explication banale peut être trouvée, passage d'un avion ou confusion avec une étoile, par exemple, le responsable local est alors autorisé à rassurer le public, sans révéler les noms des témoins qui étaient à l'origine du rapport.

L'analyse complète de ce document est passionnante car elle permet des recoupements très instructifs. Elle serait longue et superflue dans le cadre de ce travail. La liste des destinataires révèle l'existence de services hautement spécialisés comme PAir Force System Command, Foreign Technology Division^[70], sur la base aérienne de Wright-Patterson.

Le quartier général de PUS Air Force à Washington reçoit une copie de toutes les informations. Le dernier paragraphe du document détaille les procédures de transmission des éléments les plus importants, les preuves physiques (photographiques ou matérielles). Celles-ci doivent être expédiées au Département des technologies étrangères à l'attention de l'Aerial Phenomena Branch, ou «section des phénomènes aériens»^[71], qui s'occupe de toutes les manifestations liées aux ovnis et de l'analyse des épaves. Le même passage précise :

Tout échelon de l'Air Force recevant des matériaux provenant d'un ovni de façon supposée ou certaine les protégera de manière à les préserver de toute dégradation ou altération de surface qui pourrait diminuer leur valeur au cours d'un examen ou d'une analyse effectuée par un service de renseignement.

Le second document montre que les législateurs avaient jugé nécessaire de donner aux autorités les moyens légaux d'imposer le silence, aux États-Unis et au Canada, non seulement aux militaires mais aussi à certains civils, ceux précisément qui étaient le mieux placés pour observer en vol des manifestations inconnues ou des aéronefs non-conventionnels.

La réglementation internationale JANAP-146^[72] s'adresse aux pilotes de ligne et aux commandants de la marine marchande des deux pays et complète les collectes purement militaires des informations. Adressée aux Départements de l'armée de terre, de la marine et de l'Air Force, la lettre de promulgation de ce règlement précise que cette publication, non-classifiée, a été rédigée conjointement avec les autorités canadiennes. Les instructions qu'elle contient

concernent la communication et la rédaction des rapports « d'observations vitales pour le renseignement. »

Ce document existe en plusieurs versions^[73]. La plus récente, JANAP 146 (E) est désormais disponible dans son intégralité. Promulguée en mars 1966, elle a fait l'objet d'une modification le 17 mai 1977. Une directive du secrétaire de PAir Force, du 7 janvier 1994, cite cette « instruction » parmi les textes législatifs ou réglementaires en vigueur à cette date. Ce point est très important car il permet de démontrer que la disparition du projet Blue Book n'a pas modifié les procédures de collecte d'informations sensibles sur les « objets volants non-identifiés » et les « aéronefs non-conventionnels » par PAir Force et que celles-ci étaient toujours en vigueur en 1994.

Curieusement, toute personne s'adressant aux autorités afin de savoir si une étude des ovnis est toujours en cours au sein de PAir Force reçoit un document intitulé UFO FACT SHEET, OU « faits concernant les ovnis ». On y lit ces affirmations surprenantes :

Avec la suppression du Projet Blue Book, les règlements de l'US Air Force établissant et contrôlant le programme d'investigation et d'analyse des ovnis ont été abolis...

Depuis l'abandon du Projet Blue Book, aucune preuve n'a été présentée qui pourrait justifier une investigation supplémentaire des ovnis par l'US Air Force...

La pérennité de la réglementation JANAP 146 (E) et la comparaison de ses versions anciennes et récentes prouvent exactement le contraire. Par exemple, les décrets de promulgation du 31 mars 1966 et du 17 mai 1977 qui présentent le texte original et sa modification sont rédigés exactement dans les mêmes termes :

1. JANAP 146 (E), « Instructions pour la rédaction de rapports concernant des observations vitales pour le renseignement militaire du Canada et des États-Unis »^[74] (CIRVIS-MERINT), est une publication NON-CLASSIFIEE rédigée sous la direction de l'état-major de Défense Canadien et des chefs d'états-major généraux des États-Unis^[75]. Cette publication est promulguée pour guider et

informer les membres des Forces Armées du Canada et des États-Unis ainsi que tout autre utilisateur des moyens de transmission militaires de ces deux pays.

Le chapitre 1 précise que la publication concerne exclusivement les données d'importances vitales (et ces deux mots sont soulignés) pour la sécurité des États-Unis et du Canada. De plus, elles doivent correspondre pour les forces armées à un besoin « très urgent » d'action défensive ou d'enquête.

Ce document s'applique expressément à certains civils, comme les commandants de bord des avions de ligne ou les commandants de navires de la marine marchande, qui pouvaient être amenés à observer des mouvements d'avions ennemis, de fusées, de sous-marins, ou d'ovnis. Au chapitre 2 sont détaillées les informations justifiant de la procédure prévue. En premier lieu viennent les avions hostiles ou non-identifiés, isolés ou en formation, puis les missiles. En troisième position se trouvent les objets volants non-identifiés. En sixième position ils sont de nouveau mentionnés sous la dénomination ancienne d'aéronefs de conception non-conventionnelle^[76]. Cette référence aux désignations antérieures à 1952 n'est probablement pas un effet du hasard. Elle est en effet beaucoup plus précise que celle assez vague d'« ovni ».

Les procédures prévues dans cette publication ne concernaient que les équipages de l'aéronautique ou de la marine marchande des États-Unis et du Canada. Il n'en existe aucune trace dans les réglementations spécifiques à Air France. Pourtant, tout additif aux règles internationales doit être porté à la connaissance des commandants de bord survolant la région où ces particularités sont en vigueur. Des messages utilisant le nom de code « CIRVIS » sont parfois entendus sur les fréquences du contrôle de la navigation aérienne. Les équipages pensent qu'il s'agit de « service » et que ces transmissions concernent l'entretien des moyens de navigation.

Une telle extension de la collecte des données avait besoin d'une base juridique solide. Elle existait dans les lois réprimant l'espionnage. Celles-ci sont rappelées à la Section III, pages 3 à 7 :

208. Militaires et civils. La transmission des rapports CIRVIS est définie par le US Communication Act de 1934, tel qu'amendé, et par le Canadian Radio Act de 1938, tel qu'amendé. Toute personne violant les provisions de ces textes de loi peut être poursuivie de ce fait. Ces rapports contiennent des informations affectant la défense nationale des États-Unis et du Canada. Toute personne effectuant une transmission ou une divulgation non autorisée d'un tel rapport s'expose à des poursuites au titre 18, chapitre 37 du Code pénal américain, ou à l'application du Canadian Official Secret Act de 1939, tel qu'amendé.

Avec le recul du temps, il est clair que ce sont les autres catégories qui n'ont jamais servi, sauf peut-être celle qui concerne les sous-marins. En effet, les territoires des États-Unis et du Canada n'ont jamais, fort heureusement, été survolés par des escadres de bombardiers hostiles ou par des missiles !

Les autorités accordaient une telle importance aux incursions incontrôlées visées par ce décret, qu'un pilote qui ne serait pas arrivé à transmettre assez vite un message CIRVIS, du fait d'un encombrement de la fréquence sur laquelle il travaillait, avait le droit d'utiliser frauduleusement le code PAN-PAN-PAN, (prononcé « panne-panne-panne ») qui est normalement réservé aux situations d'urgence. Pire encore, dans un des exemples donnés, il apparaît même que le mot « emergency », ou le terme MAYDAY, équivalent parlé de s-o-s, pouvaient être utilisés pour obtenir le silence radio, au mépris complet des règles internationales qui réservent cette expression aux situations de détresse les plus graves.

Le règlement JANAP 146 viole donc une coutume qui date de la marine à voile et est encore bien vivante dans le monde. Cette entorse aux usages établis montre que le problème posé par les ovnis était peut-être considéré comme encore plus crucial que ne semblent l'indiquer les documents présentés.

Les adresses où les messages CIRVIS devaient être envoyés étaient, pour les États-Unis, à peu de chose près les mêmes que celles prévues par AFR 200-2, ce qui confirme la complémentarité

des deux règlements étudiés. Après la création du NORAD^[77], qui regroupait au sein d'une entité commune une partie des moyens de détection et de défense des États-Unis et du Canada, le commandement de la défense aérienne, resté sur la base d'Ent dans le Colorado, était destinataire de tous les messages concernés par JANAP-146 et par AFR 200-2.

La modification de 1977^[78] comporte quelques nouveautés et précisions intéressantes. Les photographies doivent être envoyées au directeur de la Defense Intelligence Agency, agence du renseignement militaire ne dépendant pas de l'Air Force, pour les États-Unis, au National Defense headquarters, à Ottawa, pour le Canada.

Dans les rapports concernant des objets non-identifiables, et non pas non-identifiés, de très nombreux détails sont demandés quant à la description et le nombre des engins, leur trajectoire et leur mode de disparition ainsi que les moyens utilisés pour l'observation^[79].

Les textes législatifs démontrent à eux seuls la réalité d'une présence inconnue dont les autorités ont toujours nié l'existence. Les experts s'accordent au moins sur un point, aucun responsable n'accepterait de légiférer sur des éléments dont la réalité ne serait pas établie.

8 Le rapport Condon et la fin de Blue Book

Depuis juillet 1947, de nombreux documents attestent la volonté du gouvernement américain de dissimuler les événements qui se sont déroulés à cette époque dans la région de Roswell. Les méthodes utilisées sont allées de la suppression pure et simple de l'information aux faux témoignages. Alors que des alertes répétées survenaient sur les bases stratégiques^[80], des déclarations officielles assuraient que les ovnis étaient des produits de l'imagination populaire ou des erreurs de perception. Les réglementations militaires et civiles, ainsi que les documents officiels que nous avons étudiés prouvent tous la même chose : d'une part, des engins d'origine totalement inconnue fréquentaient trop assidûment l'espace aérien des États-Unis ; d'autre part, les responsables de la sécurité nationale cherchaient à comprendre ce qui se passait ; ils essayaient même, probablement, de concevoir sans grand succès, une parade à ces incursions.

En attendant d'y parvenir, ils faisaient de leur mieux pour que leur impuissance totale reste ignorée des contribuables qui continuaient de payer fort cher des systèmes de défense inadéquats. Dans les documents gardés secrets^[81], des analystes tiraient toujours la même conclusion : puisque les engins mystérieux n'étaient pas construits aux États-Unis, ni en Union soviétique, alors il fallait bien leur imaginer une origine étrangère à l'humanité. Jusqu'à la fin des années soixante, le public dans son ensemble, et ses représentants élus dans leur immense majorité, ignoraient tout de la dissimulation de ces faits importants.

Loin d'avouer que la collecte des informations sur les « aéronefs non-conventionnels » représentait pour elle une préoccupation majeure et une activité importante, l'US Air Force entretenait l'illusion que le projet Blue Book, avec ses maigres dotations en personnel et en moyens, était la somme totale des efforts qu'elle avait engagés dans ce domaine. Un astronome connu, le Dr Allen Hynek, attribuait contre toute évidence à des corps célestes variés, comme Vénus, ou à des phénomènes naturels comme les gaz des marais ou des vols d'oiseaux migrateurs, l'origine des témoignages les plus détaillés. Ses explications inacceptables sont

indissolublement associées, dans l'esprit du public, au projet Blue Book et à l'US Air Force, dont l'image commençait à souffrir. Certains parlaient même d'incompétence.

Les observations de véhicules inconnus, de lumières et plus rarement de quelques occupants connaissaient en 1965 une nette recrudescence. En juin et juillet les bases chilienne et anglaise de l'Antarctique avaient observé des aéronefs de forme et de performances inconnues et les avaient photographiés. Une énorme formation de lumières avait balayé le ciel des États-Unis, du nord au sud, dans la nuit du 2 au 3 août de la même année. Elle avait été suivie par des milliers de témoins.

Cinq pannes d'électricité importantes, dont les causes réelles ne furent jamais déterminées, frappèrent l'Amérique du Nord. Elles commencèrent à Cuemava, au Mexique, le 23 septembre

5 et se poursuivirent le 9 novembré par le gigantesque black out de New York, qui affecta trente millions de personnes jusqu'au Maine et à la frontière canadienne. D'autres pannes inexplicées touchèrent ensuite, le 26 du même mois, Saint Paul dans l'Indiana, puis, les 2 et 5 décembre, le Texas, le Nouveau-Mexique et le nord du Mexique. Le 2 décembre 1965, Holloman Air Force Base, les installations du centre d'essai de White Sands, le centre d'entraînement de l'US Army à Fort Bliss, plusieurs aéroports civils dont celui d'El Paso et la villa du Président Lyndon Johnson furent privés d'électricité pendant plusieurs heures. Aucun des systèmes de sécurité ou des groupes électrogènes de secours ne fonctionnèrent. La lecture des journaux de l'époque démontre l'inquiétude du public et la gêne des responsables.

Quelques scientifiques, comme le Dr James McDonald, physicien à l'université d'Arizona, commencèrent à critiquer ouvertement le traitement par les autorités des témoins qui pensaient avoir vu, souvent à courte distance, des engins étranges. Le désintérêt affiché de l'Air Force pour un problème qui passionnait et inquiétait à la fois le public avait déjà provoqué des remous à la Chambre des Représentants.

Une intervention de Gerald Ford, alors simple député, avait fait planer la menace de la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. L'Histoire a montré, au cours du « Watergate » et de « l'Irangate » le pouvoir dont disposent, aux États-Unis, ce genre d'organismes. Afin d'éviter d'être publiquement mise en accusation pour incompétence dans l'étude des ovnis, l'Air Force proposa la constitution d'un groupe d'universitaires civils, au sein d'une université irréprochable, à seule fin de réaliser, aux frais des contribuables, une analyse globale de ce sujet.

L'université de l'État du Colorado accepta d'abriter une commission dirigée par le Dr Edward U. Condon, un physicien dont les compétences scientifiques ne faisaient aucun doute. Cette annonce fit naître dans le public un espoir énorme et certains pensèrent que le mur du silence allait enfin, se fissurer.

Si les compétences en physique du directeur de ce projet étaient indiscutables, son manque de motivation ne l'était pas moins. Dès son entrée en fonction, il ne dissimula pas son dédain amusé pour le sujet qu'il était censé étudier en toute objectivité. Il préférait, en général, interroger des témoins marginaux plutôt que des techniciens ou des scientifiques. Il consulta bien des « spécialistes » du sujet, comme le Dr Hynek et son ami Jacques Vallée, mais l'association du premier avec les pires mensonges de l'US Air Force et du second avec des projets militaires de haut niveau, pouvaient légitimement les rendre suspects de partialité en faveur des thèses officielles. Par contre, le Dr Condon n'hésita pas à récuser l'astrophysicien John McDonald sous le prétexte incroyable que ce scientifique avait déjà une opinion sur les ovnis. La seule association « civile » qui participa aux études de la commission Condon fut NICAP (National investigation committee on aerial phenomena), qui comptait parmi les membres de son comité directeur l'amiral Hillenkoeter, ancien directeur de la CIA.

Un mémorandum de Robert Low, administrateur du projet, provoqua la démission d'un membre de l'équipe, le Dr David Saunders, outré par ce qu'il avait découvert^[82]. Ce document précise :

L'astuce consisterait, je crois, à décrire le projet de telle façon qu'il apparaisse au public comme une étude totalement objective, mais présente à la communauté scientifique l'image d'un groupe d'incrédules essayant d'être objectifs mais ayant un espoir pratiquement nul de trouver un jour une soucoupe [volante].

Le curriculum vitae du Dr Condon montre à l'évidence qu'il était un membre éminent de l'establishment militaro-industriel. Il évoque sans la moindre réserve ceux des membres de la Commission Robertson. Il est aujourd'hui probable que sa véritable mission était surtout d'empêcher toute révélation intempestive.

Ancien élève de l'université de Göttingen où il avait cotoyé David Hilbert, Max Born et James Franck, il avait avec ce dernier donné son nom à un principe de physique moléculaire. Il avait été consultant pour le National Defense Research Committee, organisme chargé de projets militaires, avant d'organiser le Laboratoire des radiations au Massachusetts Institute of Technology. Au début de la guerre, il avait aidé le physicien hongrois Szilard à convaincre le président Roosevelt d'accélérer les travaux de mise au point de la première bombe atomique. Condon avait même, à partir d'avril 1943, assuré la fonction de directeur-délégué de la dernière phase du Manhattan Project, à Los Alamos, auprès du Dr Oppenheimer. Après la guerre, il avait été nommé par le Président Truman directeur du Bureau of Standards, équivalent en France du Bureau international des poids et mesures.

Il existe une autre raison, tout aussi convaincante, de ne pas croire au sérieux de l'étude entreprise sous sa direction. Un rapport spécial de l'USAF Scientific Advisory Board^[83] de mars 1965 donne les conclusions d'un comité de cet organisme. Elles sont, avec deux ans d'avance, identiques à celles que tirera, en 1968, le Dr Condon.

Le rédacteur du rapport affirme par exemple que, pendant les 19 ans qui se sont écoulés depuis l'observation du premier ovni, « il n'y a eu aucune preuve que les objets volants non-identifiés aient représenté une menace pour la sécurité nationale ». Il précise au paragraphe suivant : « En 19 ans et plus de 10 000 observations enregistrées et classées, il apparaît qu'il n'existe aucun cas certifié et acceptable qui

sorte clairement du cadre actuellement connu de la science et de la technologie. »

Pourtant, les membres du comité recommandent qu'une étude scientifique plus poussée soit menée par une université indépendante. Une phrase précise que cette entreprise sera aussi une évaluation du projet Blue Book.

La manœuvre qui va se dérouler est une forme particulièrement adroite de désinformation, destinée à la fois au public, aux députés et aux sénateurs. Dans un premier temps, le projet en question va se trouver doté d'un statut qu'il n'a jamais eu : celui d'entreprise sérieuse, mais unique, d'étude officielle des ovnis. Il faut pour cela le faire connaître :

Les rapports du « projet Blue Book » doivent être très largement diffusés parmi les membres éminents du Congrès et d'autres personnes privées, sans qu'ils aient à en faire la demande, afin d'aider un peu plus le public à comprendre l'approche scientifique qui a été suivie par l'Air Force dans son traitement du problème des ovnis.

Le rapport spécial des conseillers scientifiques de l'Air Force⁽⁸⁴⁾ confirme la pauvreté des moyens dont disposait le projet Blue Book et précise que « le présent programme de l'Air Force a été correctement organisé en dépit du fait que les moyens qui lui étaient affectés ont été tout à fait limités ».

Un document d'accompagnement destiné au directeur militaire du conseil scientifique de l'Air Force recèle un certain nombre d'erreurs flagrantes. Il affirme par exemple que la réglementation AFR 200-2, que nous avons étudiée au chapitre 6, est destinée au projet Blue Book ; or, nous avons vu que cet organisme n'était pas destinataire des messages. Le troisième paragraphe tente de donner l'illusion que tous les services de l'état-major étaient, en quelque sorte, à la disposition de ce service :

Il a été déterminé par l'assistant du chef d'état-major adjoint des Plans et Opérations, que le projet Blue Book est un programme utile qui mérite d'être soutenu par toutes les agences d'état-major et par

tous les principaux commandements, et que l'Air Force doit continuer à enquêter sur tous les rapports d'ovnis et à les analyser afin de s'assurer que de tels objets ne représentent pas une menace à notre sécurité nationale. L'assistant du chef d'état-major adjoint des Plans et Opérations a conclu que la Foreign Technology Division (FTD)⁽⁸⁵⁾ de la base aérienne de Wright-Patterson doit continuer à exercer les responsabilités qui lui sont actuellement assignées en ce qui concerne les ovnis.

La première phrase de ce paragraphe n'est confirmée par aucun document. Elle ne peut être que totalement fausse. La dernière phrase est ambiguë car elle donne vaguement l'impression que le FTD travaille pour Blue Book tout en affirmant que ce service a des responsabilités (non précisées) en ce qui concerne les ovnis et qu'il doit continuer à les exercer.

Le rapport de la Commission Condon fut remis le 31 octobre 1968 au secrétaire général de l'Air Force par le président de l'université du Colorado. Un autre exemplaire fut transmis le 15 novembre 1968 à l'Académie nationale des sciences. Cette assemblée approuva, après quelques hésitations quant à la méthode suivie, cet ouvrage imposant dont l'élaboration avait coûté un peu plus d'un demi-million de dollars aux contribuables américains.

En janvier 1969, une version intégrale du rapport Condon destinée au public fut publiée par Bantam Books, à New York.

Peu avant la publication de ce rapport, à partir du 28 juillet 1968, un comité permanent du Congrès, le House Committee on Science and Astronautics, écouta le témoignage d'un certain nombre d'hommes de science réputés, dont le Dr James McDonald. Leurs réserves concernant le travail de l'équipe de l'université du Colorado, la critique explicite des conclusions de son directeur et l'affirmation que l'hypothèse extraterrestre ne pouvait pas être rejetée, passèrent totalement inaperçues.

Les conclusions du Dr Condon reçurent au contraire toute la publicité nécessaire. Présentées au début de l'ouvrage pour que nul ne puisse les manquer, elles ne s'écartent jamais de la thèse officielle. Elles reprennent les affirmations habituelles et les demi-

vérités qui ont déjà été notées auparavant. Elles recommandent surtout la suppression pure et simple du projet Blue Book^{86}.

En voici quelques extraits, de la plume du Dr Condon :

Notre conclusion générale est que l'étude des ovnis, pendant les vingt et une dernières années, n'a apporté aucun enrichissement aux connaissances scientifiques. Un examen attentif des résultats connus, tels qu'ils nous ont été présentés, nous amène à conclure qu'une étude intensive prolongée des ovnis ne se justifie pas par l'espoir que la science pourrait y gagner. L'histoire des vingt et une dernières années a régulièrement amené des officiers de l'US Air Force à conclure qu'aucun des objets aperçus, ni aucune des prétendues observations connues sous le nom de rapports d'observation d'ovnis, ne dénote le moindre danger ni la moindre menace à la sécurité nationale [...] Nous n'avons aucune raison de mettre en doute les conclusions de l'Air Force, affirmant que l'ensemble des rapports étudiés à ce jour ne pose pas le moindre problème de défense nationale.

On a prétendu que le sujet avait été étouffé par l'institution d'un secret officiel. Nos conclusions sont tout autres. Nous n'avons trouvé aucune preuve d'un secret concernant les rapports d'ovnis [...] Ce qui a été incorrectement appelé secret n'est rien de plus qu'une politique intelligente de délais dans la divulgation des documents, de telle façon que le public ne soit pas troublé par la publication prématurée d'études incomplètes des rapports.

Le sujet des ovnis a été présenté au public de façon malhonnête par un petit nombre d'individus qui lui ont donné, par écrit ou au cours de conférences publiques, un caractère sensationnel.

Jusqu'ici, autant que nous ayons pu en juger, peu de personnes ont été abusées par un comportement aussi irresponsable, mais quel qu'ait pu être l'effet produit, il a été entièrement néfaste.

La désinformation risquant d'être dévoilée par une étude objective des faits, il importait de décourager par avance d'éventuels étudiants et leurs directeurs de thèse d'aborder le sujet des ovnis.

Curieusement, les recommandations qui suivent semblent avoir été suivies avec zèle, même dans notre pays, où elles furent pourtant très peu connues :

[..] Nous recommandons fortement aux éducateurs de s'abstenir d'inciter leurs étudiants à produire des travaux scolaires fondés sur des livres ou des magazines consacrés aux ovnis. Les professeurs dont les étudiants sont fortement motivés dans ce domaine devraient essayer de réorienter leur intérêt vers des études plus sérieuses, comme l'astronomie ou la météorologie, et vers une analyse critique des arguments aboutissant à des hypothèses fantaisistes, sur la base de raisonnements fallacieux ou d'informations erronées. Nous espérons que les résultats de notre étude seront utiles aux scientifiques et aux personnes responsables de la définition d'une politique générale vis-à-vis du public et de la façon d'aborder ce problème, avec lequel nous vivons depuis vingt et un ans.

Cet appel au conservatisme et à la prudence ne pouvait manquer d'être entendu et suivi. Il reste que les annexes de ce rapport contenaient des documents accablants et que certains des cas étudiés sont, encore aujourd'hui, passionnants.

La controverse déclenchée par la publication du rapport Condon sera de courte durée. L'accélération des missions spatiales, l'enthousiasme provoqué par les missions Apollo et la conquête définitive, - croyait-on - de notre satellite naturel vont totalement occulter cet événement. Le projet Blue Book sera abandonné, en décembre 1969, dans l'indifférence générale. Ses archives, soigneusement aseptisées, iront dormir à Washington où chacun peut vérifier que Roswell n'y est même pas mentionné.

La manœuvre de désinformation évoquée plus haut avait été couronnée de succès. Le Département de la Défense se débarrassait d'un service trop voyant qui avait fini par cristalliser l'espoir qu'avait le public de connaître un jour la vérité sur les incursions d'engins inconnus qui se manifestaient trop souvent. Les conclusions du rapport Condon, entièrement négatives aux yeux de la plupart de ses lecteurs, justifiaient l'abandon de Blue Book et allaient permettre aux autorités d'affirmer qu'elles avaient cessé

toute implication dans l'étude des ovnis depuis la suppression de ce service. Officiellement, jusqu'en 1992, aucun service dépendant du Département de la Défense ne prit la moindre part à une quelconque étude des objets volants non-identifiés.

Les apparitions de véhicules inconnus et de lumières bizarres connaîtront une interruption notable aux États-Unis pendant la durée des missions Apollo. Dès septembre 1973, avant même l'ultime retour des derniers équipages de Sky Lab, elles reprendront de plus belle.

La promulgation de la loi Freedom of Information and Privacy Act, en autorisant la déclassification de nombreux documents, a permis de découvrir que des «aéronefs non-conventionnels » et des « disques volants » manifestaient une préférence marquée pour les bases de missiles intercontinentaux et les zones de stockage d'ogives nucléaires^[87]. Cette même période verra l'astronome Allan Hynek, libéré par la disparition de Blue Book, s'intéresser enfin, jusqu'à sa mort en 1986, aux apparitions d'ovnis au-dessus de l'Amérique du Nord.

9 La thèse de l'US Air Force

En ce qui concerne Roswell, la thèse officielle défendue par l'Air Force pourrait se résumer très simplement : « Il ne s'est jamais rien passé sur cette base aérienne en juillet 1947, sinon peut-être la récupération de morceaux de ballons en néoprène. » De nombreux documents contredisent cette affirmation. Elle était pourtant soutenue en juillet 1994, dans un document officiel qui se voulait la réponse définitive à une enquête diligentée contre le Département de la Défense par le General Accounting Office, équivalent de notre Cour des comptes.

Le titre de ce document, qui compte plus de mille pages, est: REPORT OF AIR FORCE RESEARCH REGARDING THE » ROSWELL INCIDENT».

Le rapport de l'US Air Force, ou rapport Weaver

Les autorités militaires étaient en effet soupçonnées de n'avoir pas suivi, à l'occasion des événements survenus à Roswell au début du mois de juillet 1947, les procédures administratives habituelles. Il s'agissait donc, en quelque sorte, d'un « audit opérationnel ».

Les témoignages montraient, par exemple, que la récupération d'une épave d'origine incertaine et de matériaux divers avait entraîné la mise en œuvre d'une « Superfortress »B-29 pour en transporter une partie vers la base aérienne de Fort Worth au Texas. La seconde récupération, qui n'était niée par personne, aurait dû entraîner des dépenses supplémentaires en carburant et en heures de vol ; elles devraient apparaître sur des documents comptables. Chaque déplacement aérien fait l'objet d'un plan de vol et implique l'envoi de messages de départ et d'arrivée. Des traces écrites de ces opérations devraient exister dans les archives. Par ailleurs, si les témoins ne s'étaient pas trompés, le transport des matériaux mais aussi du personnel entre Washington, Roswell, Fort Worth et la base de Wright dans l'Ohio avait dû s'accompagner de la délivrance d'ordres de mission et d'envois de messages.

Ayant été éconduits sans ménagement par les responsables de l'Air Force, certains chercheurs américains comme Staunton Friedman, physicien réputé, réussirent à intéresser un député de l'État du Nouveau-Mexique au problème posé par les actions contradictoires des autorités à Roswell. Celui-ci, le député Schiff, demanda au Secrétariat à la Défense, comme il en avait le droit, de lui donner des éclaircissements à ce sujet. On lui conseilla de consulter les archives de Blue Book qui, nous le savons, ne recèlent pas la moindre référence à Roswell. Très mécontent, il se tourna alors vers le General Accounting Office, espérant obtenir de façon détournée un accès aux archives militaires qu'il supposait exister. Loin d'avoir un avis personnel sur la question, le député souhaitait disposer d'éléments objectifs qui lui permettraient de répondre sans détour à ses électeurs quand ce sujet serait évoqué.

À la suite de son intervention, le GAO porta à l'attention du secrétaire d'État à la Défense William Perry, le 15 février 1994, le fait que ses services entamaient un audit général « de la doctrine et des procédures du Département de la Défense (DoD) en matière d'acquisition, de classement, d'archivage et de destination de tout document gouvernemental officiel concernant un ballon météo, un avion et tout accident aérien similaire ».

Le 23 février 1994, cette notification fut transmise à l'inspecteur général du Département de la Défense qui avertit à son tour les services concernés par l'enquête. Le mémorandum précisait : « Le GAO souhaite répondre dans les plus brefs délais à la demande du député Schiff afin de dissiper toute inquiétude quant à une réticence du Département de la Défense. » A cet effet, il désirait passer en revue tous les incidents aériens impliquant des ballons météo et des aéronefs inconnus, tels que, « ovnis ou avions étrangers, ainsi que les faits impliquant l'écrasement au sol d'un ovni en 1949 [il s'agit bien entendu de 1947] à Roswell, Nouveau-Mexique [...] ainsi qu'une dissimulation éventuelle de ces faits par le Département de la Défense ».

Au cours d'une réunion tenue dans les bureaux de l'inspecteur général le 28 février 1994, il fut précisé que l'audit concernerait des documents du Département de la Défense et, le cas échéant,

d'autres entités de l'exécutif. Toutefois, la plus grosse partie de l'effort porterait sur les archives et les systèmes de classement de l'US Air Force. L'enquête fut officiellement diligentée, à partir de cette date, sous le numéro GAO code 701034. Ce titre assez vague ne doit pas masquer le but exact des recherches. L'incident visé par le biais de l'audit est précisé dans un document remis aux autorités par le GAO. Il s'agit bien de la récupération supposée par les US Army Air Forces d'une soucoupe volante et, ou de ses occupants non-humains à la suite d'un accident aérien dans la région de Roswell en juillet 1947.

Le rapport de l'US Air Force ou « rapport Weaver », du nom de son signataire, présente ainsi l'historique des faits :

Quand les US Army Air Forces devinrent finalement l'US Air Force, en septembre 1947, elles héritèrent de l'équipement, du personnel, de la doctrine et des procédures, de l'USAAF. En l'occurrence, l'Air Force hérita aussi de l'allégation qu'elle avait dissimulé l'« incident de Roswell » et avait continué de le faire pendant 47 ans^[88].

Cette remarque, vaguement humoristique, est inexacte. Nulle allégation de ce genre ne subsistait en septembre 1947 quand l'Air Force obtint son autonomie par rapport à l'armée de terre. Après les déclarations du général Ramey à la presse, l'affaire avait été définitivement classée, dans l'esprit du public, comme ayant été le résultat d'une erreur commise de bonne foi par un officier. L'explication du « ballon météo » avait été acceptée sans difficulté, les témoins concernés se taisaient et rien ne devait filtrer de cette affaire jusqu'au témoignage du Major Marcel en 1978. Avant cette date, Roswell était un non-événement.

Le « rapport Weaver » nous donne une chronologie et des détails qui paraissent surprenants.

Le 14 janvier 1994, l'US Air Force apprend par un article du Washington Post qu'une enquête du GAO va être diligentée contre elle. Un mois plus tard, le 15 février 1994, cet organisme fait savoir officiellement au secrétaire de la Défense qu'il entreprend l'audit dont nous avons parlé. Le 23 février, la notification d'enquête est transmise aux services intéressés par l'inspecteur général du

Département de la Défense. Le 28 février, une réunion préliminaire a lieu dans son bureau.

Officiellement, c'est au cours de cette réunion que les parties intéressées apprendront la raison de l'information ouverte contre elles.

Cette affirmation est contredite par le fait que, dès le mois de janvier, l'organisme compétent de l'US Air Force^[89] avait lancé une enquête de grande envergure dans plusieurs systèmes d'archives.

Portée du rapport de l'US Air Force

Malgré son titre, le rapport Weaver n'est évidemment pas destiné au General Accounting Office mais plutôt au public et à la presse. Son style ironique serait inacceptable dans une communication adressée à un service officiel. Des témoignages importants comme celui du général Exon sont passés sous silence. Des citations tronquées sont utilisées pour soutenir la thèse qui innocent l'Air Force. Ces procédés seraient très mal acceptés par un juge fédéral.

De plus, la méthode choisie par le rédacteur est risquée. Elle consiste à prétendre que les seules informations dont dispose le Département de la Défense, au sujet de Roswell, ne proviennent que des journaux et de quelques livres écrits par des amateurs de sensation. Le dernier paragraphe de la page 3, intitulé L'« incident de Roswell » : ce qui fut originellement rapporté en 1947, ne dit finalement rien d'autre :

Selon la première histoire (parue dans un journal) un officier du renseignement de la 509e escadre de bombardement stationnée sur la base aérienne de Roswell, le major fesse A. Marcel, aurait récupéré un «disque volant» dans les pâturages d'un éleveur non-identifié du voisinage, et ce disque aurait été transporté par voie aérienne vers « l'état-major général^[90] ».

L'auteur oublie simplement de mentionner que ces informations fausses avaient été transmises aux journalistes par le lieutenant Haut, responsable des relations publiques de la base de Roswell, sur les ordres de son commandant, le colonel Blanchard. Ce détail

change tout. Faute de pouvoir expliquer, ou justifier ce faux-pas, le colonel Weaver préfère le taire. S'il donne, par la suite, une description correcte des débris présentés à la presse par le général Ramey, il omet les témoignages décrivant une substitution et affirmant que les véritables spécimens avaient déjà quitté Fort Worth au moment de la présentation aux journalistes.

A plusieurs reprises, l'auteur censure les parties des témoignages qui le dérangent et ne fait dire au témoin que ce qui conforte sa thèse.

Il serait fastidieux de recenser toutes les lacunes et les incohérences du document tant elles sont nombreuses. Les déclarations capitales de Glenn Dennis, ainsi que celles de Walther Haut lui-même, sont passées sous silence. Ils étaient pourtant tous les deux bien vivants en 1994, et tout à fait accessibles. Ils se sont toujours prêtés de bonne grâce aux questions des enquêteurs. Le rapport Weaver ne mentionne pas non plus les déclarations du général de brigade Thomas Jefferson Du Bose^[91] probablement parce qu'elles confirment la substitution des faux débris aux vrais. Celui-ci affirme en effet, à la fin de son affidavit :

Après l'arrivée des matériaux par avion en provenance de Roswell, j'ai demandé au commandant de la base, le colonel Al Clark, d'en prendre possession et de les emmener personnellement, dans un B-26, au général McMullen à Washington, DC. J'ai averti le général McMullen et il m'a dit qu'il ferait parvenir ces matériaux par courrier personnel à Benjamin Chidlaw, général commandant en chef de l'Air Matériel Command sur la base de Wright^[92]. L'ensemble de cette opération a été conduit dans le secret le plus strict.

Il semblerait qu'aucun journaliste n'ait interrogé l'Air Force pour lui demander pourquoi ce témoignage n'avait pas été utilisé, ou au minimum discuté, alors que son existence était bien connue. Le rapport de l'Air Force aurait dû au moins préciser les raisons de son exclusion.

L'affidavit du 14 mai 1993 de Walther Haut, ancien officier des relations publiques de Roswell, établit la totale responsabilité du

colonel Blanchard dans le communiqué si controversé qu'il avait transmis à la presse. Il donne en outre plusieurs détails inédits :

En juillet 1947, j'étais affecté à Roswell Army Air Base, au titre d'officier des relations publiques. À environ 9 heures du matin, le 8 juillet, j'ai reçu un appel du colonel William Blanchard, commandant de la base, me disant qu'il était en possession d'une soucoupe volante ou tout au moins de pièces détachées d'un tel engin. Il déclara qu'elles provenaient d'un ranch situé au nord-ouest de Roswell et que l'officier de renseignement de la base, le major fesse Marcel, allait convoier les matériaux à Fort Worth.

Le colonel Blanchard me dit d'écrire un communiqué à la presse au sujet de cette opération et d'en donner une copie aux deux journaux et aux deux stations de radio de Roswell.

Il considérait que les médias locaux devaient avoir la primeur de cette information. Je suis allé d'abord à KGFL, puis à KSWS, puis au Daily Record et finalement au Morning Dispatch. Le lendemain, j'ai lu dans les journaux que le général Roger Ramey avait déclaré que l'objet était un ballon météo.

Je crois que le colonel Blanchard avait vu les matériaux car il était très affirmatif quant à leur provenance. Il n'y a pas la moindre chance pour qu'il les ait confondus avec un ballon météo. Il n'y a pas non plus la moindre chance pour que le major Marcel se soit lui-aussi trompé...

Ces deux documents sont tout simplement censurés par le colonel Weaver. Il va tenter de persuader ses lecteurs que les matériaux récupérés dans les champs de «Mac» Brazel avaient une origine connue, sans être nécessairement celle que le général Ramey avait initialement présentée aux journalistes. Il lui faut pour ce faire discréditer le major Jesse Marcel et aller glaner dans les témoignages les plus vagues des éléments qui pourraient conforter cette nouvelle thèse de l'Air Force.

Comment discréditer le témoin principal ?

En 1978, la découverte de l'importance des incidents de Roswell semblait reposer sur le témoignage du major Jesse Marcel, très détaillé en ce qui concerne les caractéristiques exotiques des spécimens récupérés. Ces éléments, et eux seuls, suggèrent qu'ils pouvaient provenir d'une technologie inconnue. Il fallait donc accréditer la thèse, jadis présentée aux journalistes par le général Ramey, selon laquelle l'officier de renseignement de la base aérienne s'était trompé.

Brazel se rendit ensuite à Roswell le 7 juillet et contacta le shérif, qui apparemment mit le major Marcel au courant. Le major Marcel et un homme en civil accompagnèrent Brazel chez lui pour ramasser le reste des morceaux.

L'« homme en civil » n'était autre que le capitaine Sheridan Cavitt, agent du contre-espionnage. Il avait assisté Marcel dans la récupération des débris. Weaver précise, quelques pages plus loin : « Sheridan Cavitt, lieutenant-colonel de l'US Air Force, en retraite, est le dernier membre survivant des trois personnes ayant notoirement récupéré les matériaux au ranch Foster^[93]. » Cette affirmation sert de caution à la suite, qui est beaucoup plus discutable :

Le lieutenant-colonel Cavitt, seul témoin vivant qui ait vu le vrai terrain aux débris et les matériaux découverts [...] décrivit une petite zone de débris qui ressemblaient à des tiges carrées comme du bambou (sic), d'une section d'un quart à un demi pouce^[94], qui paraissaient très légères, ainsi qu'une sorte de matériau métallique qui réfléchissait la lumière et qui était aussi très léger [...] [Il déclara :] « Je me souviens d'avoir identifié cette matière comme pouvant être celle d'un ballon météo. »

Ce témoignage tardif est très surprenant. Si cet officier du contre-espionnage avait formellement identifié les débris comme provenant d'un ballon, il aurait commis une faute grave en laissant volontairement, comme il le prétend, non seulement son collègue Marcel mais aussi tout l'état-major de la base aérienne de Roswell, son commandant en tête, s'enfermer sans intervenir dans une

énorme erreur d'identification. En l'absence d'éléments autrement plus convaincants, cette déclaration tardive n'est pas acceptable.

Pour étayer cet aveu trop récent, il fallait que l'Air Force établisse le caractère banal des matériaux. Pour ce faire, le colonel Weaver utilise des citations incomplètes, mais la manœuvre n'est pas très adroite. Ces déclarations contiennent en effet, dans les parties qu'il oublie de présenter, des éléments incompatibles avec les technologies aéronautiques de l'époque. Les affidavits sur lesquels s'appuie l'Air Force étant des documents publics, facilement accessibles, il est possible de rétablir l'intégralité des citations tronquées.

Témoignage de Jesse A. Marcel, médecin, (fils du major Marcel).

Onze ans au moment des faits. Affidavit daté du 6 mai 1991.

Passage cité par le rapport Weaver, page 14 : Il y avait trois catégories de débris : une substance ressemblant à de la feuille mince, épaisse et gris métallique ; un matériau cassant brun-noir ressemblant à une matière plastique, comme de la bakélite^[95] ; il y avait aussi des fragments qui ressemblaient à des membrures en I. Sur la surface intérieure des membrures en I se trouvait comme une sorte d'écriture. Cette écriture était d'un ton magenta-violet et semblait en relief. Les signes étaient composés de courbes et déformés géométriques.

Ils ne ressemblaient pas du tout ni à du russe, ni du japonais ni à aucun autre langage (sic) étranger. Ils ressemblaient à des hiéroglyphes mais n'avaient aucune lettre en forme d'animaux [..]

Cette partie du témoignage pourrait s'appliquer à des matériaux relativement ordinaires, en tout cas elle ne suggère rien d'inconnu à l'époque de l'observation. Elle sera réutilisée ultérieurement pour accréditer la thèse selon laquelle les symboles gravés sur les membrures n'étaient rien d'autre que des dessins décoratifs à demi-effacés sur du ruban plastique adhésif. Il manque à cette citation le paragraphe précédent :

(5) Une nuit, j'ai été réveillé par mon père au milieu de la nuit^[96]. Il était très excité par des débris qu'il avait ramassés dans le désert. Les matériaux remplissaient sa Buick 1942. Il en apporta quelques morceaux qu'il étala sur le plancher de la cuisine.

(6) et (7) sont identiques au fragment cité par l'Air Force

(8) Mon père me dit que ces débris avaient été ramassés sur les lieux d'un accident aérien au nord-ouest de Roswell. Il avait le sentiment qu'ils étaient très étranges et il est possible qu'il ait utilisé l'expression «soucoupe volante» en liaison avec ces matériaux. Il était certain qu'ils ne provenaient pas d'un ballon météo.

Témoignage de Loretta Proctor (ancienne voisine de W. W. Brazel).

Affidavit du 5 mai 1991.

Passage cité par le rapport Weaver (page 14) : [...] Brazel vint dans notre ranch et nous montra, à mon mari et à moi, un morceau de matériau qui, selon lui, provenait d'un grand amoncellement de débris sur la propriété qu'il exploitait. Le morceau qu'il nous apporta était de couleur brune et ressemblait à du plastique... « Mac » nous dit que l'autre matériau ressemblait à du papier d'aluminium. Il était très flexible et ne pouvait être ni froissé ni brûlé. Il y avait aussi quelque chose qu'il décrivit comme du ruban adhésif imprimé. La couleur de l'impression était une sorte de violet [...]

Voici le reste de la déclaration sous serment :

Le morceau qu'il nous apporta était de couleur brune et ressemblait à du plastique. Lui et mon mari essayèrent de couper et de brûler cet objet mais ils n'y arrivèrent pas.

Il était extrêmement léger, je n'avais jamais rien vu de semblable auparavant.

La suite de cette citation est correctement transcrite, mais nous découvrons que les propriétés inhabituelles de cette matière «qui ne pouvait être ni coupée ni brûlée» avaient été vérifiées par le mari de

Loretta Proctor et « Mac » Brazel agissant ensemble. Ce détail est soigneusement caché dans la version de l'Air Force. Ce n'est pas le seul. Les passages suivants sont censurés :

(6) Quelque temps après, mon mari, mon frère et l'un de ses amis virent «Mac» à Roswell, entouré par des soldats. Il passa devant eux sans leur adresser la parole. L'armée le garda cinq ou six jours. Quand il rentra, il déclara que l'armée lui avait dit que l'objet qu'il avait trouvé était un ballon météo. « Si j'en vois un autre, dit-il, je ne le dirai pas. » Il était furieux d'avoir été tenu éloigné de chez lui pendant aussi longtemps. Après son retour, il refusa d'aborder ce sujet.

(8) Le morceau de matériau que j'ai vu ne ressemblait en rien à un débris de ballon météo. J'ai déjà vu des ballons météo. Je n'avais jamais rien vu de semblable.

Le fait que le rancher avait déjà trouvé sur ses terres des ballons météo rend une méprise encore plus invraisemblable. Un morceau de ballon en néoprène peut être facilement coupé par un couteau de poche et calciné par la flamme d'un briquet. À cette époque, les réflecteurs radar, faits de papier à chocolat collé sur des membrures en bois, n'avaient rien d'exotique.

Témoignage de Bessie Brazel Schreiber (fille de W. W. Brazel).

Quatorze ans au moment des faits. Affidavit daté du 22 septembre 1993-

Ce témoignage tel qu'il apparaît dans le document de l'Air Force est transcrit sans modification, probablement parce qu'il ne contredit pas vraiment la thèse du ballon-sonde et n'introduit pas, comme les précédents, d'éléments inexplicables. Il est toutefois important de noter qu'il ne contredit pas non plus les observations plus surprenantes des autres témoins. La jeune fille avait chevauché avec son père et son frère Vernon sur le terrain aux débris. Tous trois avaient rempli des sacs à aliments pour bestiaux avec les morceaux récupérés.

Témoignage de Sally Strickland Tadolini (voisine de W. W. Brazel).

Neuf ans au moment des faits. Affidavit du 27 Septembre 1993-

Le document de l'Air Force rapporte ses déclarations en ces termes :

[..] Ce que Bill nous a montré était un morceau de ce que je pense encore aujourd'hui avoir été du tissu. Cela ressemblait à du papier d'aluminium, à une sorte de satin, à quelque chose de solide comme du cuir bien tanné, et pourtant ce n'était en fait ni l'un ni l'autre de ces matériaux [...] Cela avait à peu près l'épaisseur d'un gant de peau très mince et une teinte métallique d'un argent-grisâtre mat, l'une des faces [étant] un peu plus sombre que l'autre. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu dessus des dessins ou des inscriptions en relief [...]

Ce passage est la retranscription fidèle (et partielle) du paragraphe 7 de l'affidavit. La suite, censurée par l'Air Force, est beaucoup moins banale :

(8) Bill fit passer à la ronde [ce morceau de dix centimètres sur vingt centimètres environ] et nous l'avons tous touché. Je faisais beaucoup de couture et, pour cette raison, il me fit une grosse impression. Il ne ressemblait à aucun tissu que j'aie touché auparavant ni depuis. Il était très soyeux ou satiné, avec la même texture sur les deux faces. Pourtant, lorsque je le froissais dans mes mains, je ressentais la même impression qu'en froissant un gant de cuir. Quand on le relâchait, il reprenait instantanément sa forme initiale, s'aplatissant très vite sans garder la moindre trace de pli. J'ai fait cela plusieurs fois et les autres aussi. Je me souviens que certains l'ont étiré entre leurs mains en le faisant claquer, mais je ne crois pas que quiconque ait essayé de le couper ou de le déchirer.

(9) Bien que je n'aie rien vu d'autre qu'un morceau de tissu, je me souviens d'avoir entendu des discussions concernant ce qui devait être une partie de la carlingue, que l'on disait très différente. Je me souviens aussi d'avoir entendu «Mac» Brazel faire référence à (ce

sont ses propres termes) «toutes ces saloperies qu'il y a partout là-bas ». Ces souvenirs me laissent à penser qu'il y avait là bien autre chose qu'une grande quantité de tissu.

Ce témoignage est précis. Il n'évoque pas du plastique ordinaire car nos scientifiques n'ont toujours pas réussi à mettre au point des matériaux possédant ces propriétés.

Les recherches entreprises par l'Air Force

Le rapport de l'US Air Force décrit en détail les efforts déployés par ses services dans leur recherche d'indices concernant une éventuelle opération secrète déclenchée à Roswell en juillet 1947. Il est affirmé en particulier qu'aucune recherche secrète destinée à exploiter un type quelconque de vaisseau spatial extraterrestre récupéré par l'Air Force ne pourrait avoir lieu sans qu'un Spécial Access Program ne le mentionne. Cette affirmation n'est pas exacte. Valable pour les programmes de l'Air Force, cette affirmation ne l'est pas nécessairement pour les autres. L'US Navy, l'US Army, l'Atomic Energy Commission et la NASA, pour ne citer que ces organismes, peuvent avoir leurs propres systèmes de classement sans que le colonel Weaver le sache ou le mentionne. De plus, un sujet aussi sensible que l'étude d'un véhicule n'appartenant pas à une technologie humaine justifierait de toute façon d'un traitement particulier. En fait, les moyens de dissimuler une entreprise très secrète, comme celle qu'a certainement dû nécessiter l'étude de l'épave récupérée au nord de Roswell, sont multiples.

Quant aux recherches infructueuses effectuées dans les archives, elles sont minutieusement détaillées^[97]. Elles permettent à l'Air Force d'affirmer avec autorité ce que n'était pas Roswell :

Ce n'était pas un accident d'avion car, entre le 24 juin et le 28 juillet, cinq avions se sont écrasés au Nouveau-Mexique et ces dossiers-là étaient parfaitement à jour.

Ce n'était pas un accident de missile car les seuls essais en cours concernaient des fusées de même type que les V-2 allemandes et ils se déroulaient dans l'immense polygone de White Sands.

Ce n'était pas un accident nucléaire mettant en cause l'une des bombes, six en tout, que possédait à cette époque la 509e escadre de bombardement atomique de Roswell. Le Fédéral Record Center de Saint Louis avait été consulté à ce sujet. Reste que les archives de Pex-Atomic Energy Commission n'avaient pas pu être examinées car elles contenaient des informations secrètes de très haut niveau et, bien entendu, l'Air Force n'avait pas à se substituer au GAO pour les parties de l'enquête qui ne la concernaient pas directement.

Ce n'était pas un vaisseau extraterrestre^[98]:

La recherche de l'Air Force n'a mis en évidence absolument aucun indice que ce qui s'est passé près de Roswell en 1947 ait concerné un type quelconque de vaisseau extraterrestre. C'est là que se situe, bien entendu, le cœur du débat. Les tenants de l'hypothèse «ovni» qui obtiendront une copie de ce rapport prétendront que le « secret est toujours en place ». Néanmoins, nos recherches ne donnent aucune preuve **d'aucune sorte**^[99], qu'un vaisseau extraterrestre se soit écrasé près de Roswell ou que des occupants non-humains en aient été retirés, au cours d'une opération militaire secrète ou de toute autre nature. Cela ne signifie toutefois pas que, au début, l'Air Force n'ait pas été concernée par les ovnis. Cependant, à cette époque, ovni signifiait « objets volants non-identifiés », ce qui, pris dans son sens littéral, désigne simplement un objet aérien qui n'est pas immédiatement identifiable. Ce terme ne faisait pas référence, comme c'est le cas de nos jours, à l'équivalent de vaisseaux spatiaux extraterrestres.

À ses débuts, l'Air Force n'avait pas encore inventé le sigle « ovni ». Les services du renseignement militaire et l'état-major ne parlaient jusqu'en 1950, comme le montrent les documents présentés, que de « disques volants » et d'aéronefs, ou d'avions, «non-conventionnels^[100]». La définition que donne de ces objets le paragraphe de la directive du général Cabell, déjà citée, est « aéronef ou objet en vol qui, par ses performances, ses caractéristiques aérodynamiques ou des éléments inhabituels, ne se conforme à aucun type d'avion connu à notre époque. » Cette

définition n'a aucun rapport avec ce que prétend Weaver. Le terme « ovni » n'a jamais signifié « vaisseau spatial extraterrestre », sinon dans la littérature de science-fiction. La suite de l'exposé est intéressante car elle confirme l'intérêt des responsables de la défense nationale pour les « objets volants inconnus » qui hantaient l'espace aérien :

Des archives de cette époque ré-examinées par les enquêteurs de l'Air Force, ainsi que les documents cités par les auteurs déjà mentionnés, indiquent, par contre, que l'Air Force s'inquiétait sérieusement de son incapacité à identifier de façon adéquate des objets volants inconnus observés dans l'espace aérien américain. Cependant, tous les documents anciens montrent que cette inquiétude n'avait pas trait à des étrangers à la Terre, hostiles ou non, mais à l'Union soviétique. De nombreux documents de cette époque évoquent la possibilité que des prototypes d'avions secrets soviétiques aient évolué dans l'espace aérien des États-Unis. C'était cela, bien entendu, le souci majeur de la toute nouvelle Air Force dont la mission était de protéger ces mêmes deux.

Ce passage est exact dans sa lettre. Son rédacteur oublie simplement de dire que l'hypothèse d'une origine russe avait été depuis longtemps abandonnée et que personne, en 1994, ne lui accordait plus le moindre crédit. La CIA l'avait déjà réfutée en 1949. En outre, et contrairement aux affirmations du colonel Weaver, plusieurs documents internes à l'Air Force, comme par exemple le mémorandum du général Twining, envisageaient que les disques volants puissent appartenir à une technologie étrangère à la Terre. En annexe D du rapport Condon¹, une étude adressée au général de brigade Putt, chef d'état-major adjoint et directeur du Bureau de recherche et de développement de l'air, envisage aussi cette possibilité :

La présente lettre donne^{[101](#)} en termes très généraux, une description de la probabilité d'une visite en provenance d'autres mondes, en tant que problème technique, ainsi que des remarques concernant l'emploi de véhicules spatiaux comparés aux

descriptions des objets volants. Mr Collbohm en remettra des copies au colonel McCoy à Wright-Patterson lors du briefing de la RAND qui doit s'y tenir dans quelques jours.

Le rapport de l'Air Force ne se contente pas d'affirmer qu'il ne s'est rien passé à Roswell au début de juillet 1947 ; il cherche, de surcroît, à donner l'impression d'un vide, d'une absence totale de tout indice permettant d'accuser l'Air Force d'avoir dissimulé au public l'ampleur de son implication dans le problème des ovnis. Il affirme, dans le paragraphe suivant, que la seule activité inhabituelle dont les archives de l'Air Force aient gardé la trace est, pendant un mois, un grand nombre d'appels téléphoniques de personnes intéressées par le fameux disque volant dont les journaux avaient parlé. « L'objet s'était révélé être un ballon-cible. »

Cette information aurait été découverte dans le July Historical Report for the 509th Bomb Group^[102] du mois de juillet 1947. Pourquoi faire appel à ce journal de l'escadron ? Pourquoi ne pas utiliser les archives officielles qui concernent le fonctionnement de la base ? Rien ne peut remplacer, comme preuves irréfutables, les listes des plans de vol, la main courante des officiers de permanence, les messages envoyés par le service des opérations aériennes, les rapports mensuels ou les pièces administratives et comptables ; or, aucune mention n'est faite de ces documents. C'est l'enquête du GAO qui apportera, un an plus tard, une réponse à cette question troublante : toutes ces archives ont disparu^[103]. Mais le colonel Weaver se garde bien de mentionner ce détail. Il préfère parler du départ en permission du colonel Blanchard.

Le rédacteur du document de l'Air Force semble en effet faire grand cas de la disparition du commandant de la base de Roswell, parti en permission, paraît-il, le 8 juillet 1947. Si une chose aussi importante que la récupération d'un vaisseau extraterrestre s'était produite près de la base qu'il commandait, il aurait repoussé ses congés. Il est cependant noté que ce départ est un peu surprenant et que des détracteurs affirment que le colonel Blanchard utilisa cette excuse pour fausser compagnie aux journalistes et se rendre sur place afin

de diriger les opérations de récupération. Pourquoi des «détracteurs» ?

L'affidavit, signé le 7 juin 1991 par le master sergent Robert R. Porter, jette un éclairage différent sur ce départ inopiné :

J'étais membre de l'équipage qui convoya des morceaux de ce qu'on nous avait dit être une soucoupe volante vers Fort Worth. Le personnel de bord comprenait : le colonel Payne Jennings, commandant en second de la base, le lieutenant-colonel Robert E. Barrowclough, le major Herb Wunderlich et le major Jesse Marcel. Le capitaine William E. Anderson a dit que ça provenait d'une soucoupe volante. Après notre arrivée, les matériaux ont été transférés dans un B-25.

Après notre atterrissage à Fort Worth, le colonel Jennings nous a dit de nous occuper de l'entretien de l'avion, après quoi nous pourrions aller prendre notre déjeuner après avoir posté un garde. Quand nous sommes revenus de déjeuner, on nous a dit que les matériaux avaient été transportés vers un B-25 [..]

La présence à bord du lieutenant-colonel Payne Jennings, commandant en second de la base de Roswell, remet en cause la thèse d'un départ en permission de son supérieur. Si le colonel Blanchard avait été effectivement absent de la base, son second aurait automatiquement pris sa place. C'est donc en sa qualité de commandant de la base de Roswell qu'il aurait quitté son poste, le jour même de sa prise de fonction, pour accompagner à Fort Worth les échantillons suspects. Cet abandon de poste est encore plus improbable que le départ en permission du colonel Blanchard au moment d'une crise. À moins, bien entendu, que ces matériaux aient eu une telle importance que le plus haut responsable disponible ait été tenu de les acheminer en personne. Nous sommes donc ramenés au problème précédent et Weaver n'a rien démontré.

En tout cas, et contrairement à ses déclarations, c'était le lieutenant-colonel Payne Jennings, et non le major Marcel, qui convoyait les

précieux débris. Ce dernier allait simplement jouer, sur ordre, le rôle que l'on sait auprès des journalistes.

Rien dans tout cela n'accrédite vraiment la thèse d'un ballon mais suggère, bien au contraire, que des événements d'une extrême importance étaient effectivement survenus à Roswell.

La nouvelle thèse de l'US Air Force

Dans un chapitre intitulé « Ce que fut l'incident de Roswell », une nouvelle thèse est proposée par l'US Air Force pour rendre compte des débris récupérés par « Mac » Brazel sur son ranch. Il est affirmé que, très probablement, ils provenaient d'un train de ballons appartenant à un projet ultra-secret qui se déroulait alors à White Sands, près d'Alamogordo au Nouveau-Mexique. Le colonel Weaver précise, sous la rubrique Balloon Research^{104} :

Dès le 28 février 1994, l'équipe de recherche de l'AAZD découvre des références à des essais de ballons qui se déroulaient à Alamogordo AAF^{105} (actuellement Holloman AFB) et White Sands en juin et juillet 1947, ainsi qu'à des tests de mise au point de « ballons à altitude constante » [...] Un mémorandum du quartier général de l'AMC^{106}, de 1946, fut retrouvé. Il décrivait un projet de ballon à altitude constante et spécifiait que les éléments scientifiques recueillis devaient être classifiés TOP SECRET priorité 1 A. Son nom était "Projet Mogul" (annexe 19). Le projet Mogul était alors un projet sensible, classifié, dont le but était de déterminer l'état d'avancement de la recherche soviétique en matière d'armement nucléaire. Puisque les frontières de l'Union soviétique étaient fermées, le gouvernement des États-Unis avait tenté de mettre au point une méthode de détection à grande distance d'explosions nucléaires. Un moyen de détection acoustique à long rayon d'action, porté par ballons, avait été proposé en 1945 au général Spaatz par le Dr Maurice Ewing, de l'université de Columbia, comme solution possible (le guidage atmosphérique d'ondes de pression de basse fréquence a été étudié dès 1900).

Le document de l'Air Force affirme que des survivants de ce projet ont été retrouvés après une longue enquête. Des déclarations signées ont été obtenues et font l'objet d'annexes détaillées. Noyée dans de longues considérations techniques, une phrase affirme que le projet Mogul était une recherche « sensible et compartimentée^[107] ».

Ce détail, s'il devait être confirmé, serait de la plus haute importance. Il pourrait expliquer, au moins pendant que ces recherches étaient activement poursuivies, les contre-vérités transmises à la presse par le général Ramey et le mensonge sur ordre du major Marcel. Les projets « compartimentés » sont en effet les plus secrets qui soient. Ils portent en général la mention TOP SECRET suivie d'un signe qui explicite leur nature^[108]. Les conclusions du document de l'Air Force reprennent pour l'essentiel cette thèse nouvelle :

Les recherches de l'Air Force n'ont pas permis de localiser ou de développer le moindre indice permettant de dire que l'« Incident de Roswell » a été un événement OVNI (sic). Tous les éléments matériels disponibles, bien que ne concernant pas directement Roswell par lui-même, indiquent comme source la plus probable des morceaux d'épave récupérés sur le ranch Brazel l'un des trains de ballons du projet Mogul. Bien que ce projet ait été TOP SECRET à l'époque, aucun indice précis ne suggère qu'une histoire ait été inventée par les services officiels pour servir de couverture afin d'expliquer un événement tel que celui qui s'est effectivement déroulé.

Il semble que l'identification de cette épave comme étant les éléments d'un ballon météorologique, ainsi que les journaux l'ont écrit à l'époque, se fondait sur le fait que rien ne différenciait physiquement (en dehors de leur nombre et de leur configuration) les ballons Mogul des ballons météo ordinaires. De plus, il semble qu'il y ait eu, de la part du colonel Blanchard et du major Marcel, une réaction exagérée qui leur a fait parler de la récupération d'un « disque volant », alors qu'à cette époque personne ne savait avec certitude ce que ce terme signifiait dans la mesure où il n'était employé que depuis deux semaines environ.

De même, aucun indice, dans les archives officielles de cette période, ne suggère la moindre augmentation d'activité opérationnelle ou de sécurité militaire, ce qui n'aurait pas manqué de se produire si, nous avions réellement eu affaire à la première récupération de matériaux et, ou de personnes venant d'un autre monde. L'armée des États-Unis d'après-guerre (comme celle d'aujourd'hui, d'ailleurs) n'avait pas la capacité de rapidement identifier, récupérer, coordonner, dissimuler et déjouer l'attention du public pour un tel événement. L'affirmation qu'elle ait pu réaliser un pareil exploit sans en laisser subsister la moindre trace écrite suspecte pendant 47 ans est incroyable.

Une partie de l'argumentation de l'Air Force s'articule sur ce point précis : le projet Mogul était d'une importance stratégique telle qu'il pouvait justifier le niveau de confidentialité qui recouvre tout ce qui touche à l'incident de Roswell. Cette affirmation ne peut pas être exacte, et ce pour plusieurs raisons.

La première vient du fait que les ballons utilisés par ce nouveau projet étaient, jusqu'au 2 juillet 1947, du même modèle que ceux utilisés pour les sondages météorologiques^[109]. Tout ce qui a déjà été dit, quant à l'impossibilité d'attribuer des caractéristiques extraordinaires à des débris de néoprène, reste donc valable pour Mogul.

La seconde est beaucoup plus grave, car il semble que le niveau de confidentialité de Mogul ait été très exagéré par l'Air Force. Tout d'abord, aucun document ne vient démontrer que le projet ait été effectivement « compartimenté. » S'il avait été vraiment « sensible » et secret entre 1946 et 1947, il ne l'était plus en 1949, puisque la détection de la première bombe atomique soviétique ne fut pas réalisée par un engin de ce type mais plus simplement en recueillant, grâce à des avions volant à haute altitude, les substances radioactives produites par l'explosion nucléaire.

Deux documents^[110] fournis par le FBI contredisent les affirmations du colonel Weaver et montrent à l'évidence que le nom du « projet » en question était déjà bien connu en août et septembre 1947. L'anecdote qu'ils permettent de reconstituer est très explicite.

Une dame, ayant trouvé dans son jardin un fragment d'appareil d'origine inconnue, le porte au bureau local du FBI. Celui-ci consulte une certaine Mrs. Whodon qui appartient au corps des ingénieurs de l'armée. Cette personne lui suggère que l'instrument pourrait appartenir à l'opération Mogul. La pièce est transmise à l'Air Matériel Command qui l'examine et précise dans un document seulement classé CONFIDENTIEL que l'objet en question n'a rien à voir avec Mogul mais ressemble plutôt à un fragment détérioré de haut-parleur.

Sur trois pages dactylographiées, dont l'une est un mémorandum non-classifié du FBI, il est fait cinq fois mention de l'opération Mogul. De plus, un tampon parfaitement lisible porté sur le document confidentiel montre qu'il est passé dans le domaine public depuis le 6 novembre 1978.

Aucun projet TOP SECRET « compartimenté » n'aurait fait l'objet d'un traitement aussi cavalier. Son sigle aurait été tout aussi soigneusement caché que son activité principale. Seules quelques rares personnes ayant « besoin de savoir » auraient été dans la confidence. Jamais l'AMC ne l'aurait mentionné dans un document destiné à être lu, les signatures qu'il porte en témoignent, par de nombreux agents du FBI.

Cette seconde raison de mettre en doute la nouvelle explication proposée par le colonel Weaver est probablement la plus convaincante. Puisque l'existence de l'opération Mogul était très largement connue⁽¹¹¹⁾ dès 1947, pourquoi tant de mystère ? Pourquoi n'avoir pas avoué depuis longtemps au public une supercherie encore justifiable à cette époque, mais n'ayant plus la moindre raison d'être dès le début des années cinquante, quand cette méthode de détection des explosions atomiques fut définitivement abandonnée ?

Dans la suite de ses conclusions, le représentant de l'Air Force semble seulement s'attacher à brouiller les cartes et ses arguments spécieux deviennent franchement inacceptables :

Il faut noter ici qu'il y a peu de références dans ce rapport à la récupération de supposés « corps non-humains ». Il y a, à cela,

plusieurs raisons. Premièrement, l'épave récupérée provient d'un des ballons du projet Mogul^[112]. Il ne contenait pas de passagers extraterrestres. Deuxièmement, les groupes pro-ovnis qui optent pour la théorie des corps non-humains ne peuvent même pas se mettre d'accord entre eux quant à l'aspect, au nombre et à l'emplacement des corps censés avoir été récupérés. De plus, il a été prouvé, et même par des ufologues, que certaines de ces affirmations sont fausses. Troisièmement, quand de telles allégations sont faites, elles sont souvent attribuées à des personnes utilisant des pseudonymes ou désireuses de ne pas être identifiées publiquement, probablement pour éviter d'éventuelles rétorsions (bien qu'il n'ait jamais été prouvé que quiconque soit mort, ait disparu, ou ait de quelque manière souffert du fait du gouvernement durant les 47 années qui viennent de s'écouler^[113]).

Quatrièmement, nombre d'auteurs des allégations les plus énormes concernant des «corps non-humains » vivent de l'« incident de Roswell ». Bien que le fait d'avoir un intérêt commercial dans un sujet ne rende pas une personne automatiquement suspecte, il n'en soulève pas moins d'intéressantes questions sur l'authenticité de son témoignage [..]

Enfin, les personnes qui se sont présentées et qui ont donné leur nom ont pu, de bonne foi, « dans le brouillard du temps^[114] », interpréter incorrectement des événements passés. La révision des archives de l'Air Force n'a pas permis de localiser un seul élément de preuve indiquant que l'armée de l'air ait pu prendre une part quelconque à une opération de récupération de corps "non-humains" ou à une dissimulation prolongée.

[..] Ce rapport est conçu comme une réponse officielle au GAO, et comme une preuve de l'effort considérable déployé par l'Air Force pour aider les fonctionnaires de cette administration. Ils demanderont sans doute une copie de ce rapport comme base pour formuler le rapport officiel de leurs efforts. Il est recommandé que ce document serve de rapport définitif de l'Air Force en ce qui concerne le sujet de Roswell, non seulement pour le GAO mais aussi pour toute demande ultérieure de renseignements.

RICHARD L. WEAVER, Col., USAF, Directeur du contrôle de la Sécurité et des Programmes spéciaux

Peu de commentaires sont nécessaires. L'ironie qui imprègne cette conclusion serait particulièrement mal venue si ce document était, comme son rédacteur le prétend, une réponse définitive à l'enquête du General Accounting Office. Personne, par exemple, n'a jamais imaginé que les ballons du projet Mogul aient pu abriter des cadavres d'extraterrestres. Que dire de l'argument selon lequel les «groupes pro-ovnis ne peuvent se mettre d'accord entre eux quant à l'aspect, au nombre et à l'emplacement des corps » sinon qu'il n'a pas sa place dans une étude qui se veut officielle ? Il est parfaitement inexact d'affirmer que « quand de telles allégations sont faites elles sont souvent attribuées à des personnes utilisant des pseudonymes ». Le seul cas de ce genre est celui de F. Kaufman qui avait effectivement souhaité garder l'anonymat, au début de ses confidences, en utilisant un pseudonyme. Il l'a abandonné depuis et apparaît sous son vrai nom, à visage découvert, dans les interviews qu'il a accordées par la suite. Les autres personnes, dont les affidavits ont été présentés ici, n'avaient pas cette latitude et devaient faire la preuve de leur identité, devant témoin, avant de signer leurs déclarations.

En dernier lieu, il est maladroit de la part de Weaver de récuser « les personnes qui ont donné leur nom » en suggérant qu'elles ont pu « de bonne foi, dans le brouillard du temps, interpréter incorrectement des événements passés ». C'est oublier un peu vite qu'il utilise lui-même leurs témoignages à plusieurs reprises dans le document qu'il a rédigé.

Il est impossible de prendre à la légère un document de plus de mille pages, quand il émane du représentant officiel d'un service aussi prestigieux que l'US Air Force et qu'il utilise des arguments aussi discutables.

Sa parution intervint peu de temps avant celle du compte rendu d'une enquête diligentée contre le Département de la Défense et l'armée de l'air par le General Accounting Office. Cette enquête, dont la genèse a été présentée au début de ce chapitre, avait une

cause extrêmement grave : des responsables de l'armée avaient trompé un député en lui affirmant que les archives du projet Blue Book contenaient les réponses aux questions que celui-ci avaient posées sur Roswell. Or, aucune référence de ce genre n'existait. Jamais une telle entorse au principe de la séparation des pouvoirs n'aurait été autorisée sans une raison déterminante.

Cette action surprenante donnait l'impression que le Département de la Défense avait cherché à dissimuler, une fois de plus, un secret inavouable. C'est bien lui et ses actions en relation avec les événements réputés s'être déroulés à Roswell qui était directement visé par l'enquête du General Accounting Office.

10 Critique de la thèse officielle

La parution du document adressé au sénateur Schiff par le General Accounting Office est un événement majeur dans l'étude de Roswell. Cette fois, c'est un service fédéral officiel qui mène une enquête approfondie sur ce sujet, à la demande d'un membre du Congrès américain agissant en sa qualité de représentant élu des citoyens du Nouveau-Mexique. Les éléments qui se trouvent dans cette étude résultent d'un « audit » administratif mené par des spécialistes qui ont compulsé des monceaux d'archives couvrant plusieurs années, afin de trouver les traces écrites des opérations conduites à Roswell. Celles-ci étaient authentifiées par des affidavits et divers témoignages qui ont été présentés dans les premiers chapitres de cet ouvrage.

Le bilan des recherches effectuées par les enquêteurs du GAO est relaté sans la moindre ambiguïté dans les extraits qui vont suivre :

UNITED STATES

GENERAL ACCOUNTING OFFICE WASHINGTON, D.C. 205-48

NATIONAL SECURITY AND INTERNAL AFFAIRS DIVISION

B-262046

27 Juillet 1995

The Honorable Steven H. Schiff House of Representatives

Cher Monsieur Schiff

Le 8 juillet 1947, le bureau des relations publiques de la base aérienne militaire de Roswell, Nouveau-Mexique, communiqua la nouvelle de l'accident et de la récupération d'un « disque volant ». Le personnel des forces aériennes de la 509e escadre de bombardement de Roswell (RAAF) fut félicité pour cette récupération. Le lendemain, la presse annonça que le général commandant la VIIIe Air Force à Fort Worth, Texas, avait fait savoir

que le personnel de la RAAF n'avait pas récupéré un «disque volant » mais un ballon météo endommagé.

Après bientôt 50 ans, les suppositions continuent au sujet de ce qui a été accidenté à Roswell. Certains observateurs croient que l'objet était d'origine extraterrestre. Dans le « Rapport des recherches de l'Air Force concernant l'incident de Roswell », l'Air Force ne nie pas que quelque chose se soit produit près de Roswell, mais affirme que l'origine la plus probable de l'épave provenait du lancement d'un ballon appartenant à un projet gouvernemental classifié destiné à déterminer l'avancement de la recherche soviétique en matière d'armement nucléaire. Le débat sur ce qui s'est écrasé à Roswell continue [...]

Résumé des résultats

Inquiet de la possibilité que le Département de la Défense (DoD) ait pu ne pas vous communiquer toutes les informations disponibles sur cet accident, vous nous avez demandé de déterminer quelles étaient les obligations légales liées aux rapports d'accidents aériens similaires et d'identifier toute archive gouvernementale concernant l'accident aérien de Roswell.

En 1947, les règlements de l'armée exigeaient que tous les rapports d'accidents aériens soient conservés de façon permanente. Nous avons identifié quatre accidents aériens ayant fait l'objet de rapports par les Forces aériennes en juillet 1947. Tous ceux concernant des appareils militaires se sont produits après le 8 juillet... La marine n'a trouvé la trace d'aucun accident aérien survenu au Nouveau-Mexique en juillet 1947 (à cette époque, les accidents concernant les ballons n'étaient pas archivés).

Dans notre recherche de documents concernant l'accident de Roswell, nous avons appris que certaines archives gouvernementales couvrant les activités de la base aérienne de Roswell avaient été détruites et d'autres non. Par exemple, les archives administratives de la base de mars

1945 à décembre 1949 ont été détruites, ainsi que les messages envoyés depuis Roswell d'octobre 1946 à décembre 1949. Les

bordereaux de destruction de documents n'indiquent ni l'organisation ou personne qui a détruit ces archives, ni la date, ni l'identité de l'autorité ayant donné l'ordre de procéder à cette destruction.

Les autres archives gouvernementales que nous avons passées au crible, y compris celles qui avaient été antérieurement interdites au public à cause d'une classification^[115], ainsi que les observations d'objets volants non-identifiés de 1946 à 1953 (rapport spécial numéro 14 du projet Blue Book) ne mentionnent pas d'accident aérien ou de récupération d'un objet aérien près de Roswell en juillet 1947. De même, les réponses des différents services de l'exécutif à nos demandes d'informations n'ont produit aucun autre document gouvernemental sur l'accident de Roswell.

Recherche des archives

Dans nos recherches de documents gouvernementaux sur l'accident de Roswell, nous sommes intéressés tout particulièrement à l'identification et à la révision des archives provenant des unités militaires affectées à la RAAF^[116] en 1947. Elles comprennent la 509e escadre de bombardement, la 427e unité des bases aériennes de l'Air Force et la 1395e compagnie de la police militaire (aviation).

Des imprimés de suivi des documents, obtenus grâce au Centre national des archives du personnel à Saint Louis, Missouri, montrent que l'archiviste de la base aérienne de Walker (anciennement RAAF) a transféré en 1953 au conservatoire de l'armée à Kansas City les historiques des unités stationnées à Walker Air Force Base. Ces historiques comprennent ceux de la 509e escadre de bombardement et de la RAAF de février 1947 à octobre 1947 inclus; celui de la 1m unité de transport aérien^[117] de juillet

1946 jusqu'à juin 1947; et celui de la 427e unité des bases aériennes militaires de juin 1946 à février 1947. Nous n'avons pas pu localiser la moindre documentation montrant que les archives de la 1395e compagnie de police militaire (aviation) aient jamais été transférées au conservatoire du Centre national des archives du personnel ou vers l'un de ses prédécesseurs. En dehors des

historiques des différents groupes, nous avons effectué des recherches sur l'« accident de Roswell » dans d'autres archives gouvernementales.

Dans cette optique, l'archiviste en chef du Centre national des archives du personnel nous a procuré de la documentation montrant que les archives suivantes ont été détruites : (1) tous les documents concernant les finances, la comptabilité, les fournitures, les bâtiments et leurs abords, ainsi que tous les domaines administratifs sans exception de mars 1945 jusqu'à décembre 1949 et (2) tous les messages en provenance de la base aérienne de Roswell sans exception d'octobre 1946 jusqu'en décembre 1949. D'après ce responsable, les bordereaux de destruction n'indiquent pas, comme ils le devraient, l'identité de l'autorité ayant donné l'ordre d'effectuer cette destruction. L'archiviste en chef du Centre nous a déclaré que son expérience personnelle lui a montré que de nombreux documents administratifs couvrant cette période ont été détruits sans aucune mention de l'autorité responsable...

Au cours de notre recherche de documents d'archives au quartier général du FBI, nous avons trouvé un message par télétype, du 8 juillet 1947, provenant de l'antenne du FBI à Dallas, Texas, à destination du quartier général et de l'antenne de Cincinnati dans l'Ohio. Un représentant du FBI a confirmé l'authenticité de ce message.

D'après ce document, un responsable du quartier général de la VIIP Air Force avait informé par téléphone l'antenne du FBI à Dallas de la récupération près de Roswell d'un disque de forme hexagonale suspendu par un câble à un ballon de grande taille. Le message affirmait de plus que le disque et le ballon étaient en cours de transfert, pour examen, vers le terrain d'aviation de Wright (actuellement Wright-Patterson Air Force Base). D'après le responsable de la VIIIe Air Force, l'objet récupéré ressemblait à un ballon météo de haute altitude muni d'un réflecteur radar. Le message précisait qu'aucune enquête supplémentaire n'était diligentée par le FBI. (Une copie du télétype est jointe en annexe II.) Comme suivi du message du 8 juillet, nous avons examiné les résumés microfilmés des antennes du FBI de Dallas et de

Cincinnati. Un résumé du bureau du FBI à Dallas, rédigé le 12 juillet 1947, donne les éléments essentiels du message du 8 juillet. Aucune mention de l'accident ou de la découverte d'un objet aérien à Roswell n'apparaît dans le résumé du bureau de Cincinnati.

Puisque le message du FBI faisait état du transport pour examen des débris de l'accident aérien de Roswell vers le terrain de Wright, nous avons tenté de déterminer si des règlements définissant les procédures de manutention pour de tels débris existaient. Nous n'avons pas réussi à localiser la moindre réglementation applicable. En dernier lieu, nous avons examiné les archives de l'Air Matériel Command (Wright Field) de 1945 à 1950 pour trouver des preuves que des officiers responsables avaient été impliqués dans cette affaire. Nous n'avons trouvé aucun document mentionnant l'accident de Roswell ou l'étude par du personnel de l'Air Matériel Command de débris récupérés à la suite d'un accident aérien. [..]

Demandes d'informations aux agences fédérales Nous avons envoyé des lettres à plusieurs agences fédérales, leur demandant de nous faire parvenir tout document gouvernemental qui pourrait avoir un rapport avec l'accident de Roswell. Dans cette optique, nous avons pris contact avec le Département de la Défense, le National Security Council, l'Office of Science and Technology Policy de la Maison-Blanche, la CIA, le FBI, et le Département de l'Énergie^{118} [..]

Notre recherche des archives gouvernementales fut compliquée par le fait que certaines de celles que nous souhaitions consulter manquaient, sans qu'une explication soit toujours offerte. De plus, les règlements régissant la conservation des archives ou leur destination n'étaient pas clairs ou avaient changé pendant la période étudiée. Nous avons aussi interrogé le National Security Council, le bureau des Sciences et Technologies de la Maison-Blanche, le Département de l'Énergie, le FBI, le DoD^{119} et la CIA afin de déterminer quels types de documents ces agences possédaient sur l'accident de Roswell. Nous n'avons pas été en mesure de vérifier par nous-mêmes les renseignements qu'ils nous ont fournis dans leurs réponses écrites...

Sincèrement vôtre,

RICHARD DAVIS Directeur,
National Security Analysis

En annexe du document présenté ci-dessus se trouvent les réponses des différentes agences Gouvernementales interrogées par le General Accounting Office. Elles sont toutes négatives. Aucune trace d'aucune sorte n'a pu être trouvée concernant Roswell, à l'exception d'un message du FBI prévenant Washington que des morceaux d'un ballon-sonde allaient être expédiés vers la base aérienne de Wright.

Dans les termes mêmes du rédacteur, «les réponses des différents services de l'exécutif n'ont produit aucun document gouvernemental sur l'accident de Roswell ». L'ampleur et la minutie des recherches menées directement par le GAO montrent qu'il est inutile d'espérer trouver dans les documents accessibles au public la moindre information concernant les récupérations intervenues en juillet 1947 au Nouveau-Mexique. Cette certitude est cependant tempérée par deux éléments.

Tout d'abord, l'impossibilité pour les enquêteurs du GAO d'avoir pu accéder à certaines archives laisse ouverte la possibilité qu'elles puissent contenir effectivement les éléments qui semblent avoir disparu. Cette éventualité est notée dans le dernier paragraphe du rapport.

Par ailleurs, l'importance sans précédent des destructions constatées, qui englobent sur une période de trois ans au moins des pans entiers de l'histoire de la base de Roswell, laisse espérer qu'elles sont pour l'instant inaccessibles mais qu'elles ont été simplement déplacées plutôt que détruites. L'existence de bordereaux de destruction d'archives vierges, trouvés en leur lieu et place, renforce un peu cette hypothèse. Il est souhaitable qu'elle soit exacte, car les pièces concernées appartenaient aux archives permanentes des États-Unis. Elles ne devraient en aucun cas

disparaître, car elles contiennent des documents historiques irremplaçables.

Le détail des disparitions illégales de pièces officielles, précisé par le rapport du GAO au premier paragraphe de la page précédente, est tout à fait clair. Le dossier concernant la 1395e compagnie de police militaire, celle qui avait participé sous les ordres du major Easley à la plus importante des deux récupérations, a bien entendu disparu. Il devait contenir des éléments trop explicites.

Les déclarations de l'archiviste en chef aux enquêteurs du General Accounting Office ne manquent pas d'intérêt et s'intègrent parfaitement dans l'hypothèse d'une « stérilisation » des archives destinée à occulter la moindre trace de Roswell. Ce responsable déclare en effet que, d'après son expérience personnelle, de nombreux documents administratifs couvrant cette période ont été détruits dans les mêmes conditions que les autres. À bien y réfléchir, les incidents survenus à Roswell avaient, de toute façon, momentanément provoqué un très vif intérêt dans les médias. Celui-ci avait dû se répercuter dans les forces armées. Chaque officier qui avait un collègue dans la région pouvait lui avoir demandé des explications, parfois sous forme de message très explicite. Certains devaient connaître des détails inédits ou le nom des participants. Or, il ne fallait pas que la moindre mention de Roswell vienne mettre en défaut la thèse officielle.

Qui veut trop prouver ne prouve rien. L'ensemble des destructions d'archives découvertes par le GAO est beaucoup trop spécifique pour être l'effet du hasard ou d'un laisser-aller général de l'administration. En fait, c'est le bon fonctionnement du système d'archivage fédéral qui a permis de déterminer avec précision l'ampleur de ces disparitions inexplicables et illégales.

Loin d'exonérer l'Air Force ou de confirmer la thèse défendue par le colonel Weaver, les anomalies constatées par le GAO affaiblissent considérablement deux de ses arguments. Le premier, selon lequel la dissimulation d'un vaisseau extraterrestre par l'administration fédérale et le Département de la Défense aurait laissé des traces écrites ne tient plus, puisque les documents concernant le

fonctionnement de la base de Roswell pendant la période cruciale, et au-delà, ont disparu.

Le second, selon lequel « Mogul » explique les actions de l'Air Force ne tient pas non plus. Il est inconcevable que des dégradations d'une telle ampleur aient pu être perpétrées pour protéger le secret d'un projet dont le nom était déjà bien connu dès l'été 1947 et qui était abandonné dès 1949.

Le ton général et la concision du rapport présenté ne doivent pas surprendre. Le but du General Accounting Office n'était pas de dénoncer le Département de la Défense ou toute autre partie de l'administration, mais de faire à un député en exercice un rapport objectif de ses recherches. La réserve dont il fait preuve rend plus frappante encore l'énormité de ce qu'il décrit.

Deux éléments plaident en faveur d'un véritable secret d'Etat couvrant les événements survenus à Roswell en juillet 1947 : l'étendue des disparitions d'archives et la durée d'un secret qui se prolonge depuis près d'un demi-siècle.

Les faiblesses de la thèse officielle

Au cours du chapitre précédent, ce sont surtout les erreurs de méthodologie, comme par exemple les citations tronquées des témoignages ou les oublis, qui ont été relevées dans l'ouvrage du colonel Weaver. Il faut cependant noter que les faiblesses du document publié par l'Air Force en juillet 1994 ne s'arrêtent pas là. Ce rapport de plus de mille pages, en apparence adressé au General Accounting Office, mais en réalité largement diffusé dans la presse, se présente comme une thèse officielle. Si les faiblesses qu'il comporte sont démontrées, elles renforceront l'idée que le Département de la Défense continue son œuvre de désinformation. Ce point à lui seul serait une indication supplémentaire de l'existence d'un véritable secret d'État.

Le colonel Weaver s'appuie sur des suppositions non démontrées et donne des protagonistes, en particulier du major Marcel et du colonel Blanchard, une image caricaturale et inacceptable. Le

premier est accusé d'incompétence car il n'aurait pas été capable de reconnaître les débris d'un ballon-sonde et aurait inventé de toutes pièces un disque volant inexistant. Le second, faisant preuve d'un « enthousiasme » exagéré, aurait accrédité cette thèse sans la vérifier. Oubliant toute discrétion et son devoir de réserve en tant que commandant d'une base aérienne stratégique, il aurait prévenu la presse sans en avertir ses supérieurs.

Si cette thèse était fondée, il faudrait considérer le major Marcel comme un affabulateur et le colonel Blanchard comme un officier irresponsable, recherchant la publicité, coupable de mensonges inutiles à destination du public et trahissant allègrement son devoir de réserve. Or, il est inconcevable que deux officiers exerçant les fonctions importantes de commandement et de renseignement dans l'une des bases aériennes les plus sensibles du monde aient pu présenter de telles faiblesses. Si par extraordinaire les faits incriminés avaient été démontrés, le général Ramey et ses supérieurs auraient relevé le colonel de son commandement et muté l'officier de renseignement. La base aérienne de Roswell recélait six bombes atomiques opérationnelles. En laisser la charge à des incapables aurait été inadmissible.

Cette partie fondamentale de la thèse officielle est donc inacceptable. Il convient de lui substituer une hypothèse plus plausible et plus simple : les militaires impliqués dans les événements de Roswell étaient tous compétents. Cette évidence est amplement confirmée par les faits. Nommé au Pentagone à un poste de très haute responsabilité, le major Marcel fut promu six mois plus tard au grade de lieutenant-colonel^[120]. Le colonel Blanchard, quant à lui, fut rapidement promu au grade de général et sa carrière, par la suite, peut être considérée comme brillante.

La thèse officielle de l'US Air Force est nécessairement inexacte. La réalité est bien celle que confirme le général DuBose dans son témoignage. Le major Jesse Marcel ne s'est jamais trompé sur la nature exceptionnelle des débris qu'il avait recueillis sur le ranch de « Mac » Brazel. Ceux-ci ne pouvaient pas provenir d'un ballon météo et de ses réflecteurs, car ils auraient été immédiatement reconnus par tous les protagonistes et en particulier par l'intéressé.

L'histoire du « projet Mogul », en se fondant sur le même type de ballons que la précédente, est donc, finalement, une invention tout aussi maladroite que la première.

Les matériaux découverts avaient donc bien des propriétés inconnues et leur analyse pouvait présenter un intérêt scientifique et technologique considérable. Néanmoins, Marcel et Cavitt auraient-ils envisagé pour ces débris une origine « étrangère » ou « extraterrestre », s'ils n'en avaient pas déjà rencontré lors d'une précédente récupération ? C'est très peu probable car bien d'autres possibilités théoriques existaient ; celle, par exemple, de leur appartenance à un prototype américain accidenté. N'étant ni des ingénieurs, ni des scientifiques, leur première réaction en découvrant des éléments qu'ils ne connaissaient pas aurait été, très probablement, d'en faire vérifier la provenance par des spécialistes compétents.

Les deux officiers n'auraient jamais envisagé, pour des débris informes, une origine aussi incongrue qu'une « soucoupe volante », objet dont on commençait à peine à parler, avant d'avoir exploré toutes les autres hypothèses. Par contre, s'ils avaient déjà rencontré des matériaux similaires, quelques jours auparavant, dans des circonstances qui ne pouvaient leur laisser aucun doute quant à leur origine, leur certitude s'explique aisément.

Le major Marcel était présent sur la base aérienne le 6 juillet, puisqu'il y reçut l'appel du shérif de Chavez County. En tant qu'officier de renseignement, il avait forcément eu connaissance de la première récupération, celle dont il n'a jamais parlé. Il est plus que probable qu'il y avait participé en sa qualité d'officier de renseignement de la base. Les policiers de l'air, sous le commandement du provost marshall Easley, avaient été utilisés, le shérif Wilcox avait prêté ses adjoints pour garder les routes et les pompiers de la ville de Roswell faisaient partie du convoi qui s'était rendu sur les lieux. Des spécialistes étaient arrivés de Washington le 4 juillet dans l'après-midi, en civil pour certains, créant un remue-ménage évident. Mais surtout, et ce point est fondamental, tous les participants avaient été interrogés sur ce qu'ils avaient vu puis liés par serment dans les heures qui avaient suivi leur intervention. Ces

tâches considérables, surtout la première, étaient du ressort de l'officier de renseignement attaché à la base de Roswell.

Il n'existait aucune raison au monde pour que le colonel Blanchard, commandant de l'escadre, se soit privé des services de son officier le plus spécialisé dans des circonstances aussi exceptionnelles. Même si des agents de plus haut niveau, arrivés de Washington, avaient pris en charge l'ensemble des opérations, l'agent en poste, précisément parce qu'il connaissait l'environnement au sein duquel il exerçait, devait obligatoirement être utilisé, au moins comme adjoint^[121]. Les « révélations » tardives de l'intéressé, en 1978, n'étaient donc ni complètes, ni sincères, car il n'a jamais mentionné sa participation à l'événement le plus important, la première récupération. De ce fait, toutes ses déclarations doivent être utilisées avec circonspection. Sa description des débris n'est pas remise en cause, mais seulement dans la mesure où elle est confirmée par des témoins indépendants.

En résumé, puisqu'il était présent sur la base aérienne de Roswell pendant la période cruciale, Jesse Marcel était forcément au courant de l'importante récupération qui venait d'avoir lieu. Le même raisonnement s'applique sans aucune réserve au capitaine Cavitt. Membre du Counter Intelligence Corps, service de contre-espionnage de l'armée, il a dû participer, lui aussi, à la protection du secret. Il n'existe aucune raison de penser qu'il ait pu en avoir été exclu.

Dans cette optique, l'apparente indiscretion du major Marcel en 1978 semble bien avoir été une seconde manœuvre de diversion, très peu différente de celle dont il avait été l'élément central en juillet 1947. En y regardant de plus près, les « révélations » de l'intéressé commencent alors que des enquêteurs entraînés, comme Léonard Stringfield et Staunton Friedman, s'approchent un peu trop près de l'intolérable secret.

L'idée d'un accident aérien et de la récupération d'un aéronef étranger par l'armée dans la région de Roswell retrouvait des défenseurs. En détournant une fois de plus l'attention du public et des chercheurs vers le champ aux débris dont on connaissait de

toute façon l'existence, la possibilité d'une récupération antérieure passait au second plan. Puisqu'elle n'était fondée, au début des années quatre-vingt, sur aucun élément solide, il paraissait logique de s'attacher à la récupération indiscutable, celle qui avait été effectuée chez « Mac » Brazel. En décrivant avec une apparente sincérité ses actions dans la région de Corona, Jesse Marcel dissimulait une fois de plus la découverte la plus importante.

Il semble donc probable que non seulement le major Marcel ne s'est jamais trompé sur la nature exotique des débris dont il a parlé, mais encore qu'il n'a jamais violé son obligation de réserve, même en 1978. Il a, en effet, toujours dissimulé sa connaissance de la première récupération, celle du vaisseau et des corps. Il a donc, très certainement, agi une fois de plus sur ordre^[122] et ses confidences récentes sont incomplètes. Les tardives déclarations sous serment du capitaine Cavitt, devenu colonel, représentent très probablement l'autre face de la manipulation. Jesse Marcel attirait l'attention sur le terrain aux débris pour protéger la découverte principale ; son collègue et ami Cavitt affaiblissait son témoignage ou l'annulait dans l'esprit du public.

Plusieurs témoins « placent » le colonel Blanchard parmi les premiers officiers s'approchant de l'épave. Ces témoignages sont presque superflus. Par courtoisie professionnelle et pour des raisons pratiques, le responsable local est toujours associé aux interventions qui se déroulent dans les zones voisines de son commandement. Il est celui qui connaît le mieux l'environnement physique, humain et même politique dans lequel il exerce sa fonction. Il aurait été inconcevable que le commandant de la base de Roswell ne se trouve pas au centre de la récupération effectuée par du personnel placé sous ses ordres.

À moins qu'il n'ait été relevé de ses fonctions, la « chaîne de commandement » passait obligatoirement par lui.

Il est possible que les témoignages tardifs des généraux DuBose et Exxon soient du même ordre que ceux de Marcel et Cavitt. Le second ne parle que de l'existence des matériaux, sans nous livrer la moindre information précise à leur sujet. Le témoignage du premier,

bien que probablement véridique est, lui aussi, délibérément incomplet. Comme celui de Marcel, il ne mentionne que des éléments notoirement découverts dans le ranch de « Mac » Brazel. Il ne suggère à aucun moment qu'il puisse en exister d'autres. DuBose, chef d'état-major du général Ramey, commandant de la VIIIe Air Force dont dépendait Roswell, ne pouvait évidemment rien ignorer de la plus importante des deux récupérations.

Il est donc probable que tous les officiers, sans exception, ont participé à la protection du secret, même pendant les années quatre-vingt, quand ils donnaient l'impression, par leurs déclarations aux chercheurs civils, d'être pris d'un tardif accès de franchise.

Quant à «Pappy» Henderson, il avait certainement une appréciation claire de Pénormité de la découverte à laquelle ils avaient participé, mais il n'en a parlé qu'après avoir lu dans la presse les informations qu'il dissimulait à ses proches depuis plus de trente ans.

En définitive, les développements récents que représentent l'enquête du General Accounting Office et le plaidoyer pro domo de l'Air Force sous la signature du colonel Weaver confirment une fois de plus l'existence d'une désinformation active du public, mais cette fois près de cinquante ans après les faits. Les anomalies constatées par l'enquête du GAO fournissent un élément nouveau en confirmant la disparition pure et simple des documents que l'Air Force prétend avoir étudiés. Le colonel Weaver caït preuve d'un certain cynisme quand il affirme dans sa conclusion : « La révision des archives de l'Air Force n'a pas permis de localiser un seul élément de preuve indiquant que l'armée de l'air ait pu prendre part à une quelconque récupération de corps "non-humains" ou à une dissimulation prolongée. » Comment aurait-il pu « réviser » des archives qui avaient disparu ?

11 Récapitulation

L'ensemble des éléments qui viennent d'être présentés forme un tout cohérent. Il a simplement besoin d'être perçu dans une perspective correcte pour donner une image suffisamment précise de ce qui s'est effectivement passé à Roswell, des décisions qui ont été prises à cette occasion et des suites inéluctables qui en découlent. Les événements qui se sont déroulés dans les étendues semi-désertiques du Nouveau-Mexique, en juillet 1947, ne forment pas un assemblage de faits historiques bizarres, incompréhensibles et sans grandes conséquences actuelles. Bien au contraire, ils représentent encore aujourd'hui un problème majeur pour l'exécutif des Etats-Unis, pour le Département de la Défense, ainsi que pour les historiens et pour les citoyens qui cherchent à les comprendre.

Les deux récupérations de Roswell

La partie essentielle des événements survenus dans la région de Roswell est, sans conteste possible, la découverte d'un vaisseau d'origine inconnue et de corps humanoïdes n'appartenant à aucune espèce terrestre. Des affidavits en nombre suffisant, des témoignages enregistrés et des mois de recherche ont permis d'éliminer les failles, les contradictions et les incohérences. Des recoupements multiples établissent la réalité de ce qui est décrit dans les premiers chapitres de ce livre.

Il est inutile de revenir sur le détail de ce qui a déjà fait l'objet d'un développement suffisant. Les éléments originaux de la thèse défendue ici permettent une interprétation nouvelle des actions des officiers Marcel et Cavitt. Les importantes fonctions qu'ils occupaient sur la base aérienne de Roswell et au sein de la 509e escadre de bombardement impliquent sans restriction qu'ils étaient compétents. La conséquence de cette hypothèse est qu'ils ont probablement tous deux participé à la désinformation du public et de la presse, particulièrement dans leurs déclarations récentes.

Tout ce qui touche aux deux récupérations de Roswell, mais surtout à la plus importante d'entre elles, la première, fut occulté aussi

complètement que possible, à tel point que personne ou presque n'imagina, entre 1947 et le début des années quatre-vingt, que les forces armées américaines avaient pu s'approprier un véhicule aérien n'appartenant à aucune nation terrestre. Il faut bien noter que le nombre de personnes indispensables à l'étude de cet engin et à la protection du secret fut certainement très limité. Les membres du groupe restreint qu'ils ont formé ne sont pas tous connus. Les rares identités établies sont celles des officiers ayant participé aux opérations initiales de récupération sur le site de l'accident et, bien entendu, leurs supérieurs hiérarchiques jusqu'au chef d'état-major général.

Il est certain que la décision originelle de protéger les découvertes effectuées au Nouveau-Mexique en juillet 1947 ne pouvait venir que du Président des États-Unis. Harry Truman prenait en effet très au sérieux les responsabilités attachées à sa haute fonction. Il ne laissait à personne, et surtout pas à ses conseillers militaires, le soin de décider à sa place. Il y avait même une divergence de vues, notée dans ses mémoires^[123], entre son secrétaire à la Défense, l'amiral Forrestal, et lui-même quant aux attributions du Conseil national de sécurité. Le Président rejetait catégoriquement l'idée que cet organisme puisse fonctionner de manière autonome, comme une sorte de « cabinet ministériel » inspiré du modèle britannique. Pour lui, la présidence était la seule source de décision et de responsabilité. Ses conseillers, même les plus prestigieux, n'étaient là que pour lui en faciliter l'exercice.

Vannevar Bush est dit avoir dirigé l'étude scientifique de l'épave. Il occupait des fonctions importantes, était un homme de science exceptionnel et un organisateur hors pair, ce qui rendait logique sa désignation comme directeur du groupe initial. Son nom a, de surcroît, été mentionné par le Dr Sarbacher dans sa conversation avec le physicien canadien Wilbur Smith. Bien entendu, aucun document officiel ne confirme ce fait, puisque les archives sont totalement vides de toute référence à Roswell.

Le général Nathan Twining, rédacteur du mémorandum du 23 septembre 1947 dont de larges extraits ont été étudiés^[124], ne pouvait pas manquer d'être dans le secret. Il exerçait un

commandement au sein de l'Air Matériel Command et se trouvait dans la région, à Alamogordo Army Air Field, à partir du 8 juillet. Sa connaissance du secret rend beaucoup plus compréhensible l'urgence de ses recommandations.

Certains membres du Scientific Advisory Board, comme Joseph Kaplan et un physicien, le Dr E. Teller, sont mentionnés par Lincoln LaPaz.

John Von Neuman avait participé au Manhattan Project dès la fin de 1943 à la demande de Robert Oppenheimer et il devint l'un des premiers hauts-commissaires de l'Atomic Energy Commission, le 23 octobre 1954. Sa participation avait été cruciale dans la conception de l'implosion des bombes atomiques. Sa réputation de mathématicien et de théoricien des jeux était à nulle autre pareille et il formait avec Edward Teller, Theodore von Karman, Léo Szilard et Eugene Wigner un groupe très soudé de physiciens d'origine hongroise. Ils étaient surnommés «les Martiens⁽¹²⁵⁾». Il est très possible qu'ils aient tous connu le secret de Roswell.

Les premières autopsies ainsi que les analyses biologiques, furent effectuées par des chirurgiens et des pathologistes assermentés, ce qui augmente un peu le nombre de personnes ayant eu accès aux informations interdites.

La gestion du secret

La décision de maintenir le secret le plus absolu sur cette affaire fut sans doute prise sans la moindre hésitation. Dans les domaines affectant la défense nationale, la Constitution laisse en effet au Président, qui est aussi le chef suprême des armées, une très grande latitude.

Le 26 juillet, Harry Truman signe le National Security Act qui crée le Conseil national de sécurité et le Secrétariat à la Défense. Une anomalie relevée dans ses mémoires donne peut-être des indications précieuses sur l'organisme qui fut le premier gestionnaire des problèmes posés par les récupérations de Roswell. Page 58, il déclare en effet :

L'amiral Souers souhaitait retourner à la vie civile et je lui avais promis de le laisser libre de le faire dès que l'armée de terre, la marine et le Département d'État se seraient mis d'accord pour lui trouver un remplaçant. Environ six mois plus tard, le général Hoyt Vandenberg fut unanimement recommandé et je le nommai directeur permanent. Je fus heureux, cependant, que l'amiral Souers accepte de rester consultant de Vandenberg.

Dans l'ouvrage publié par la CLA en 1994, *The CIA under Harry Truman*, la version proposée est très différente. Il est indiqué que le contre-amiral Sidney Souers fut nommé, dès le mois d'août 1947, à la tête d'un comité permanent du Conseil national de sécurité en tant que secrétaire général, ou Executive Secretary. Il restera à ce poste jusqu'en janvier 1950.

Le 18 septembre 1947, le Central Intelligence Group devient la Central Intelligence Agency^[126]. La très célèbre CIA se trouvait ainsi placée à la disposition du secrétaire général de la NSC.

Loin d'être un simple « consultant » du directeur de la CIA, comme l'affirme l'autobiographie du Président Truman, Sidney Souers était donc, en pratique, son supérieur hiérarchique. Il est hautement probable que c'est lui qui coordonna, jusqu'en 1950, les recherches initiales sur les éléments récupérés à Roswell ainsi que les modalités de maintien du secret. Il était idéalement placé pour que rien ne lui échappe. En cas de zèle d'un service ou d'un individu, il pouvait intervenir au nom du Conseil et prendre toutes les dispositions nécessaires pour supprimer ou contenir le danger. Les réunions plénières de cet organisme étaient espacées en dehors des périodes de crise. C'est donc son «état-major permanent» qui gérât l'essentiel des affaires, courantes ou non, et son secrétaire général qui détenait le véritable pouvoir.

Le 23 septembre 1947, le général Twining transmet son mémorandum sur les «disques volants » au général Schulgen. Le 17 décembre, une décision du Conseil national de sécurité, la NSC 4-A, autorise la CIA à conduire des opérations clandestines de « guerre psychologique ». Le 12 février 1948, une autre directive autorise la CIA à collecter directement des informations auprès de citoyens

américains ayant des contacts à l'étranger. En pratique, cela revient à donner à cet organisme, créé initialement pour centraliser le renseignement, l'autorisation de créer ses propres réseaux de renseignement.

Le 18 juin 1948, une directive renforce considérablement l'autorité de la CIA dans la conduite des actions subversives^[127]. L'Agence n'est plus supervisée, de très loin, que par le Département d'Etat, celui de la Défense, ainsi que par les Joint Chiefs of Staff^[128].

Pendant toute la présidence de Harry Truman, le système resta sous le contrôle du Président, qui était un responsable élu. La discrétion qui entourait les activités du comité permanent du Conseil national de sécurité ne violait probablement pas l'esprit de la Constitution. Les règles constitutionnelles exigeaient cependant qu'un petit nombre de députés et de sénateurs soient mis au courant d'une version expurgée de la situation. Il est possible que l'exécutif se soit acquitté de cette obligation.

Le responsable du Département de la Justice, l'Attomey General, ainsi que le directeur du FBI, Edgar Hoover, devaient être avisés, au moins partiellement, de la situation. Le 2 novembre 1948, le Président Truman est réélu avec une large majorité et les démocrates contrôlent les deux chambres, ce qui facilite, s'il en est besoin, la tâche de l'exécutif.

Une organisation civile capable de compléter le savoir-faire des services spécialisés de l'Air Force est créée. Il s'agit de l'organisation RAND, assistée dans ses débuts par John von Neuman^[129].

Le 20 juin 1949, le Président signe le Central Intelligence Agency Act, loi qui confirme l'étendue des pouvoirs du Director of Central Intelligence, ou DCI. Ce poste revient désormais de droit au directeur de la CIA qui coiffe toutes les autres agences de renseignement, militaires et civiles. Le 10 août 1949, un décret augmente considérablement les pouvoirs du secrétaire d'État à la Défense.

Le 23 septembre 1949, le Président Truman annonce officiellement que les Russes viennent d'essayer avec succès leur première bombe atomique, très en avance sur les prévisions de la CIA. C'est l'un des avions du Long Range Détection System, parfaitement au point depuis le début de l'année, qui a permis le 3 septembre de recueillir de l'air chargé de radioactivité⁽¹³⁰⁾.

En janvier 1950, James S. Lay, assistant du contre-amiral Sidney Souers depuis septembre 1947, le remplace à la tête de la commission permanente du Conseil national de sécurité et prend la fonction d'Executive Secretary. C'est probablement lui qui assurera dorénavant la gestion du dossier de Roswell et de ses ramifications.

En 1950, le FBI devient membre de l'intelligence Advisory Committee, c'est-à-dire d'un groupe de conseil et de supervision de la CIA en matière de renseignement. À ce titre, son directeur, Edgar Hoover, est tenu informé de tous les développements importants concernant les « disques volants », ce qui explique en partie la richesse de la documentation que possède aujourd'hui l'Agence fédérale. C'est grâce à elle que les documents présentés au cours des précédents chapitres ont été obtenus. Le directeur du FBI n'était pas pour autant nécessairement au courant de la nature exacte des récupérations effectuées en 1947 au Nouveau-Mexique.

Le général George Marshall, secrétaire d'Etat de janvier 1947 à janvier 1949, devient secrétaire d'État à la Défense le 21 septembre 1950. Il fait nécessairement partie, lui aussi, des personnes qui sont au courant de l'indicible secret. Le 7 octobre 1950, le lieutenant-général Walter Bedell Smith devient le quatrième Director of Central Intelligence.

À ce poste, il est sans aucun doute mis au courant de la situation constituée par les récupérations de Roswell, leurs séquelles et les faits nouveaux que constituent les survols d'Oak Ridge (Tennessee) et des installations nucléaires du Nouveau-Mexique.

Fin 1950, si l'on en croit les déclarations du Dr. Sarbacher, l'engin venu d'ailleurs n'avait toujours pas livré ses secrets.

Le 23 octobre 1951, la directive NSC 10/5 augmente encore les pouvoirs de la CIA dans la conduite des actions clandestines.

Le problème de défense nationale

Survenant immédiatement après la vague d'observations de l'été 1947 et les récupérations de Roswell, les apparitions de boules de feu vertes, de météores atypiques, de disques volants et d'aéronefs non-conventionnels au-dessus des bases de recherches atomiques oblige les autorités, sans la moindre alternative, à classer l'ensemble du problème constitué par ce que la population civile continue de nommer « soucoupes volantes » dans la catégorie « Secret Défense ». Les règles normales du code militaire interdisent donc leur divulgation.

L'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord le 25 juin 1950, la constitution d'un arsenal atomique et la mise au point de la première bombe thermonucléaire font peut-être passer au second plan les problèmes posés par la présence dans l'environnement terrestre de visiteurs inconnus. Loin de les résoudre, cependant, le risque d'un conflit mondial les complique considérablement. Les engins encombrants continuent leurs survols des installations de recherche et des bases militaires des États-Unis. Ils utilisent une technologie très supérieure à celle que possèdent alors les nations les plus avancées du globe. Les unités chargées de la défense aérienne sont, de ce fait, totalement impuissantes devant des disques volants qui semblent parfois les narguer. Si cette situation venait à être révélée, soit aux citoyens américains, soit aux alliés des États-Unis, les conséquences pourraient devenir dramatiques. Par ailleurs, la tension internationale rend possible, à tout moment, une attaque du continent américain par les forces aériennes de l'Union soviétique. Même si les probabilités sont faibles, elles ne sont pas nulles. La présence d'engins insolites, qui risquent d'être confondus avec des bombardiers ennemis, complique la tâche des unités de défense aérienne.

Ces considérations montrent, sans la moindre ambiguïté, que les dirigeants des États-Unis ne pouvaient pas, même s'ils le

souhaitaient, révéler au public la véritable nature du problème. Les documents présentés ci-dessous confirment cette situation sans précédent. Ainsi, la fonction principale des forces de défense aérienne est rappelée dans la version du 20 juillet 1962 de l'Air Force Régulation, ou AFR 200-2 :

UNIDENTIFIED FLYING OBJECTS (UFO)^{131}

[.] Le programme UFO permet d'assurer une prompt transmission des rapports et une identification rapide, nécessaires pour le succès de la seconde des quatre phases de la défense aérienne-détection, identification, interception et destruction.

Toutes les informations disponibles montrent que ce programme ne pouvait pas être appliqué aux ovnis ; ils avaient des performances beaucoup trop supérieures à celles des intercepteurs de l'époque. Si le programme d'étude de l'épave récupérée près de Roswell et des débris ne donnait pas des résultats encourageants, il était de la première importance d'accumuler les informations sur les performances et les caractéristiques des disques volants. Les réglementations déjà étudiées^{132}, restées longtemps secrètes, confirment ce besoin vital d'en savoir plus.

Avant 1953, le niveau de confidentialité de ces règlements, destinés aux généraux commandant des régions militaires, aux attachés de l'Air ou aux chefs du renseignement, excluait la plus grande partie des officiers américains de la simple connaissance de leur existence. En 1953, même les pilotes de chasse de l'US Air Force ignoraient encore jusqu'à leur existence^{133}.

Il n'est pas certain que la découverte d'un engin procédant d'une technologie étrangère, au sens fort du terme, aurait constitué à elle seule un problème relevant de la défense nationale. Elle aurait certainement été cachée au public mais n'aurait pas modifié sensiblement le cours des événements, sauf si elle avait provoqué une révolution scientifique. C'est le problème des incursions inconnues et incontrôlables d'engins aériens au-dessus des bases

de recherche militaires et dans l'espace national des États-Unis qui représentait à la fois une menace et un risque.

La menace était surtout potentielle, car aucun exemple d'attaque ou de destruction d'un objectif survolé n'avait été rapporté. Elle pouvait néanmoins survenir à tout moment. Le risque d'une perte considérable de prestige des États-Unis aux yeux du reste du monde était indiscutable. L'existence d'une force techniquement supérieure, inaccessible donc invulnérable, aurait sans nul doute affaibli durablement la confiance des alliés de l'Amérique.

La désinformation des populations civiles

Une forme ou une autre de désinformation, à destination du public mais aussi de l'étranger, était prévisible. Nul ne devait prendre connaissance de l'inavouable secret.

La vague d'observations de 1952 et la mise en œuvre du projet Blue Book surviennent juste avant l'essai réussi de la première bombe à hydrogène, le 1er novembre de la même année.

Du 4 au 8 janvier 1953 se déroulent les travaux de la Commission Robertson. Les conclusions de cet organisme, largement diffusées dans la presse, sont une manœuvre d'action psychologique manifeste. Elle est cependant parfaitement légale dans la mesure où les autorisations nécessaires à l'entreprise des actions clandestines avaient été données à la CIA par le Conseil national de sécurité entre 1947 et 1951.

Après son élection le 4 novembre 1952, Dwight Eisenhower devient Président des États-Unis le 20 janvier 1953. Il était certainement au courant de la récupération de Roswell, puisqu'il était, en juillet 1947, chef d'état-major général.

Le 9 février 1953, le général Walter Bedell Smith donne sa démission du poste de Director of Central Intelligence, demande sa mise à la retraite de l'armée et devient sous-secrétaire d'État dans la nouvelle administration. Il connaissait forcément lui aussi, de par ses fonctions, le secret de Roswell. La continuité était assurée.

Les années qui vont suivre verront se développer une autonomie dangereuse de la CIA, mais aussi de l'état-major permanent du

Conseil national de sécurité. L'organisme centralisateur du renseignement, originellement chargé de la synthèse des données qui lui parvenaient des différentes agences nationales, organisait ses propres réseaux à l'étranger. Il obtint de surcroît, par mandat présidentiel, le droit d'intervenir sur le territoire même des États-Unis et d'agir sans l'autorisation du Département de la Justice. La CIA étant statutairement placée sous la dépendance du Conseil national de sécurité et de son état-major permanent, l'organisme chargé de gérer les séquelles de Roswell, si notre hypothèse est exacte, va pouvoir disposer, dès le début des années cinquante et pratiquement sans contrôle, de moyens d'action considérables et totalement secrets.

Par le décret NSC 5412/1, Nelson Rockefeller devient chef d'un « comité ad hoc » qui remplace, ou tout au moins complète, l'état-major permanent du Conseil national de sécurité. Cet organisme, le Spécial Group, modifie les règles qui s'appliquent aux opérations clandestines et en prend, de facto, la direction. Ses membres sont surnommés les « Mages ».

Il est probable que ce groupe a, sinon directement pris en charge, tout au moins suivi attentivement, pendant toute la présidence de Dwight Eisenhower, les problèmes induits par la présence sur Terre d'une force « étrangère ». Les possibilités d'actions clandestines de cet organisme, dans tous les domaines, étaient énormes, les moyens de maintien du secret redondants.

Les membres du Spécial Group étaient initialement des civils. Ils appartenaient tous à la nébuleuse des anciens les plus prospères des grandes universités américaines telles que Yale et Harvard. Bon nombres d'entre eux appartenaient au Council on Foreign Relations, groupe de réflexion proche de la famille Rockefeller. Ils disposaient ainsi d'un lien et d'une voie de communication supplémentaires. Les réunions les plus sensibles pouvaient se tenir chez n'importe quel membre. Les procédures fédérales ne s'appliquaient évidemment pas aux organisations civiles sans but lucratif et moins encore aux réunions d'amis.

Les moyens dont disposaient les personnes chargées de perpétuer la dissimulation commencée en juillet 1947 devaient, en tout état de cause, être énormes. L'US Air Force restait dans le projecteur de l'actualité. Le public et la plus grande partie de l'armée imaginaient qu'elle possédait un pouvoir de décision, une autonomie et une responsabilité qu'elle n'a jamais eus. Le projet Blue Book cristallisait toujours l'attention alors qu'il n'était déjà plus, vers la fin des années cinquante, qu'une entreprise de désinformation. Le véritable travail se poursuivait ailleurs mais il devint, par la suite, de plus en plus difficile d'en retrouver la trace.

L'Office of Scientific Intelligence, au sein de la CIA, conservait encore en 1956 un service, la « Division des sciences appliquées », qui s'occupait des « aéronefs de type non-conventionnel^[134] ». Rien n'indique cependant qu'il ait fait autre chose que classer des dossiers d'observations.

Vers la fin de son second mandat, le Président Eisenhower peut encore, théoriquement, demander des comptes aux services spécialisés qui gèrent l'ensemble du problème, mais il est bien improbable qu'il ait usé de ce droit. Il a lui-même approuvé par décret une forme d'organisation qui retire en pratique au gouvernement fédéral tout moyen de savoir ce que font certains services de renseignement et d'action.

La nécessité de protéger les secrets couvrant les problèmes de défense nationale, souvent invoquée pour refuser aux historiens la communication de documents classifiés, apparaît très largement comme un prétexte. Le ou les groupes inconnus qui contrôlent l'ensemble du paramètre « extraterrestre » utilisent en permanence les moyens considérables des différentes agences de renseignement, militaires et civiles, mais la relation est à sens unique. La supervision des élus de la nation, pourtant prévue par la loi, n'a pratiquement plus aucun moyen de s'exercer.

Le financement de l'opération

Le fonctionnement de certains organismes, qui n'apparaissent jamais sur aucun budget, dépend nécessairement, dans toute nation moderne, de financements occultes mais légitimes. Pour des raisons de défense nationale, il est souhaitable que nul ne sache exactement combien un pays dépense pour certains éléments de ses systèmes de protection, de télécommunication ou d'attaque. De même, l'organisation d'une large partie des services de renseignement doit rester totalement confidentielle. De ce fait, certaines dépenses échappent complètement aux contrôles parlementaires habituels. Elles sont le plus souvent imputées à d'autres ministères que celui des armées ou sont prélevées sur des comptes secrets.

La budgétisation des recherches occasionnées par les découvertes faites au Nouveau-Mexique en 1947 pouvait se confondre avec celle des organisations qui les mettaient en œuvre, Air Matériel Command, NEPA, Atomic Energy Commission, Brookhaven National Laboratory ou tout autre. Des organismes civils comme l'organisation RAND, qui travaillait ouvertement à des projets militaires sensibles, pouvaient contribuer ponctuellement à des recherches « exotiques » sans attirer l'attention.

La symbiose très fructueuse qui existait entre certains groupes financiers, les industries aéronautiques, celles de l'armement et le gouvernement fédéral, rend illusoire tout espoir de découvrir où les recherches ont été menées. L'imbrication systématique de la recherche fondamentale et du développement industriel, aux États-Unis, représente un énorme avantage pour ce pays. Elle contribue largement à sa prospérité mais rend très difficile toute enquête du genre de celle dont les résultats sont présentés ici. Un exemple découvert dans les documents déclassifiés par le FBI illustrera cette affirmation.

Un document relatant l'observation d'un objet lumineux au-dessus d'Oak Ridge (Tennessee) est adressé à un certain Mr William Frey. L'adresse de cet « assistant pour la sécurité » est révélatrice :

Air Matériel Command NEPA Division^{[\[135\]](#)}

Fairchild Engine and Airplane Corporation Post Office Box E Oak Ridge (Tennessee)

La compagnie de construction aéronautique bien connue, Fairchild, étudie donc des moteurs atomiques pour avions, ce qui est déjà surprenant, mais elle semble faire partie de l'Air Matériel Command ; le tout se passe à Oak Ridge où se fabrique l'uranium destiné aux bombes atomiques.

Ce surprenant mélange est courant et complique considérablement la tâche des chercheurs.

D'autres exemples d'osmose entre les recherches militaires et l'industrie civile existent. Ils ont, pour certains, un rapport évident avec les avions non-conventionnels. Au cours des années cinquante et soixante, par exemple, des études sur Y antigravitation auraient été entreprises par plusieurs constructeurs aéronautiques américains si l'on en croit un article de Donald Keyhoe, récemment confirmé par un article dans le Jane's. La physique ne permettait pas d'envisager sérieusement, à cette époque, la création d'une antigravitation artificielle applicable à des appareils de construction terrestre. Il est permis de penser que ces études étaient le fruit d'indiscrétions délibérées, révélant à quelques industriels triés sur le volet certaines performances des disques volants. Des firmes civiles de construction aéronautique participaient ainsi, peut-être sans le savoir, aux recherches suggérées par l'étude de l'épave de Roswell.

Ce bilan des recherches montre à l'évidence que le double problème de la récupération d'un vaisseau d'origine inconnue, effectuée au nord de Roswell en juillet 1947, et des « objets volants non-identifiés » ne comporte aucune incohérence, n'entraîne aucune contradiction. Si la situation provoquée par ces deux ensembles complémentaires d'événements est envisagée d'emblée sous l'angle de la défense nationale des États-Unis, elle devient aisément compréhensible. Les nombreux exemples de désinformation présentés ici fournissent des éléments supplémentaires de preuve car ces actions étaient rendues nécessaires pour protéger la confiance qu'une partie du monde avait dans les États-Unis. Les documents disponibles sont pour la plupart

militaires, même quand ils proviennent du FBI qui est pourtant une agence fédérale civile. Ils soutiennent sans la moindre réserve la thèse qui vient d'être développée.

L'essentiel des recherches a porté sur la, période qui va de 1946 à la fin des années' soixante c'est-à-dire, en gros, de la vague d'observation Scandinave à la publication du rapport Condon. Les plus récents développements que sont la publication du rapport de l'Air Force, rédigé par le colonel Weaver en 1994, et celui envoyé au député Schiff par le General Accounting Office en juin 1995, montrent à l'évidence que les problèmes posés par une probable présence non-humaine dans notre environnement demeurent d'actualité. En fait, aucune des barrières qui interdisent au public, depuis un demi-siècle, l'accès à des informations précises n'est tombée. De toute évidence, la situation créée reste, dans son ensemble, couverte par un secret d'État.

12 Objections et questions

De nombreuses polémiques se sont développées au sujet de Roswell. Certaines, à n'en pas douter, étaient artificiellement provoquées afin de compléter les manœuvres officielles de désinformation, comme la publication des conclusions de la Commission Robertson ou du rapport Condon. Leur seul but était de protéger l'essentiel du secret. Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'objections demeurent. Leurs arguments, psychologiques ou scientifiques, méritent d'être évalués.

Question n° 1

Un événement autre qu'une présence «étrangère» ne pourrait-il pas être à l'origine du secret ? Un crime contre l'humanité par exemple; ou une expérience scientifique ayant eu des conséquences désastreuses, expliquerait la discrétion officielle dont l'existence est amplement démontrée. Les histoires d'extraterrestres et de vaisseaux spatiaux auraient été inventées pour dissimuler l'inavouable.

Cette thèse a été sérieusement proposée à plusieurs reprises afin d'expliquer le silence embarrassé des autorités dès que Roswell est évoqué. Cette hypothèse est bien entendu moins bizarre que celle d'une visite venue d'ailleurs.

Plus le temps passe et moins cette éventualité apparaît comme vraisemblable. En effet, au cours des dernières décennies, les malversations les plus choquantes et les révélations les plus atroces ont été dévoilées par la presse ou par des commissions d'investigation parlementaires. Elles étaient souvent le résultat de décisions délibérées prises par des responsables politiques, ou d'initiatives plus ou moins tolérées de leurs services discrets. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours, les exemples ne manquent pas. Ces crimes ont pour la plupart été dénoncés dans les journaux ou vus à la télévision et leur réalité a été démontrée sans provoquer de réactions politiques excessives. Il est donc très difficile d'imaginer quel acte, commis en 1947 par le

gouvernement américain, pourrait excéder en horreur les révélations auxquelles nous nous sommes habitués.

L'opinion publique est conditionnée à voir sans réagir tous les génocides, toutes les forfaitures et tous les meurtres imbéciles, sans oublier les crimes les plus aveugles des fanatiques religieux. Il est difficile d'imaginer que l'on cherche encore, après un demi-siècle, à nous cacher une horreur de plus. Les promoteurs de cette thèse n'ont d'ailleurs jamais proposé le moindre exemple concret qui pourrait expliquer l'établissement vers la fin des années quarante et le maintien jusqu'à nos jours d'un tel secret d'État.

Question n°2

La découverte, dans la région de Roswell ou ailleurs, des preuves matérielles indiscutables de la présence d'une espèce intelligente inconnue, disposant d'une technologie supérieure à la nôtre, pourrait-elle expliquer, sinon justifier, l'institution, puis le maintien pendant un demi-siècle, d'un secret total sur cette présence ?

Un certain nombre de spécialistes, historiens, sociologues, experts en stratégie militaire, ainsi que des étudiants en histoire des religions, acceptent volontiers de discuter, en privé, des problèmes multiples que ne manquerait pas de poser, si elle était rendue publique, la découverte de notre planète par une espèce capable de voyages interstellaires. Selon les spécialités et les centres d'intérêt de chacun, les conclusions varient quelque peu. Nous pourrions cependant nous attendre, dans les pays occidentaux, à un choc conceptuel, c'est-à-dire à une remise en cause profonde de la vision que nous avons de nous-mêmes en tant qu'espèce.

Schématiquement, l'humanité contemporaine se considère comme dotée d'intelligence, au sens le plus général de ce terme. L'espèce humaine se situe indiscutablement au sommet de l'évolution animale sur Terre. Cette position dominante nous sert un peu d'alibi quand nous doutons de nos qualités foncières réelles. L'homme est ce qu'il est, mais il représente à ses propres yeux ce que la nature, ou Dieu, a réussi à faire de mieux.

L'idée d'un contact rapproché avec d'autres êtres, avec des entités biologiques qui pourraient être beaucoup mieux armées que nous intellectuellement, a de quoi inquiéter. Les exemples récents de primitifs rattrapés et submergés par notre culture occidentale abondent. Indiens d'Amérique du nord ou de l'Amazonie, Esquimaux et Papous, ont vu tous leurs acquis culturels s'évanouir au contact de l'alcool, des moteurs à explosion et des transistors. La preuve que notre « science » pourrait n'être qu'une approximation et nos techniques les plus avancées bonnes à mettre au musée avec la taille du silex et la navigation à voile, aurait sur nos sociétés des effets destructeurs. Le résultat serait certainement désastreux pour l'économie mondiale et cet aspect du problème ne peut pas laisser indifférents les responsables des pays modernes.

La présence possible d'êtres intelligents inconnus réveille en outre nos peurs ancestrales et peut-être des souvenirs archaïques. L'homme est beaucoup plus régi par son irrationnel, par ses désirs, ses craintes et ses phobies que par la logique dont il est si fier. Notre conscient est très largement dominé par nos préférences et nos croyances. Nous tenons beaucoup à ces vagues certitudes et tout ce qui pourrait remettre en cause nos convictions profondes se voit rejeté avec la dernière violence. Au contraire, notre isolement apparent nous rassure car il exclut toute comparaison. Il nous permet ainsi de conserver nos « valeurs » et nos habitudes les plus discutables.

Les nations développées bénéficient de standards de vie qui sont, matériellement, les plus hauts jamais atteints dans l'Histoire. Elles ne souhaitent pas voir ces avantages menacés par un choc culturel qui pourrait dépasser tout ce que nous avons connu jusqu'ici. Une visite venue de l'extérieur pourrait sonner le glas de la plupart des projets scientifiques ou techniques du moment.

En 1947, le problème se posait de façon très immédiate pour les responsables des Etats-Unis. La supériorité et le prestige de leur pays dans les domaines scientifiques et techniques risquaient d'être remis en cause si l'on découvrait qu'ils étaient incapables de protéger leur propre espace aérien contre des incursions inconnues. Par ailleurs, l'économie mondiale restait fragile et le souvenir de la

crise de 1929 était encore dans toutes les mémoires. La politique d'affrontement entre les nations occidentales et le bloc soviétique promettait bien plus de bénéfices que la reconstruction des dommages de guerre. On espérait des commandes militaires à venir un effet d'entraînement important sur les industries de pointe.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'énorme majorité des citoyens du monde aspirait à la paix. C'est avant tout sur cette idée que l'Organisation des Nations-Unies avait été créée. Une présence «extraterrestre», surtout si elle ne représentait aucune menace de conquête ou de conflit, risquait de relativiser nos oppositions terrestres et de montrer clairement leur ineptie. Les « colombes » auraient pu compromettre les contrats d'armement et la recherche dans l'aéronautique militaire, sans parler de l'énergie atomique à usage offensif. Dans un scénario un peu différent, la pression populaire dans le monde entier pouvait imposer une mise en commun des ressources industrielles et scientifiques pour faire face à une menace inconnue venue de l'espace. Toute politique d'affrontement Est-Ouest aurait été à priori exclue. La situation risquait même de déboucher sur une forme larvée de socialisme communautaire, odieuse aux décideurs américains.

Pour toutes ces raisons, la prudence des autorités, décidant de dissimuler à tout prix l'évidence d'une présence non-humaine sur la Terre, serait tout à fait compréhensible.

Question n°3

Peut-on admettre une coïncidence entre les premiers pas de l'homme dans l'espace et la découverte de la Terre par une espèce venue d'un autre système solaire ? De plus, il n'est pas possible d'envisager une relation de cause à effet entre l'explosion de la première bombe atomique et une éventuelle visite venue d'un autre système solaire.

Une quasi-simultanéité entre les premiers pas de l'espèce humaine dans l'espace et une visite provenant d'un système planétaire voisin serait en effet peu probable. La seconde éventualité, quant à elle,

est physiquement impossible si nos visiteurs viennent d'un autre système stellaire. Si le premier essai nucléaire, effectué au nord d'Alamogordo le 16 juillet 1945, avait alerté notre plus proche voisine, Proxima du Centaure, située à 4,2 années-lumière du Soleil, l'information ne pouvait lui parvenir qu'en 1949. Trop tard, même avec une baguette magique, pour que nos visiteurs puissent arriver au Nouveau-Mexique en juillet 1947. Nous devons donc supposer que les inconnus découverts à Roswell étaient déjà présents dans notre système solaire lors de notre première utilisation de l'énergie atomique. Ils ont pu alors détecter les trois premières explosions nucléaires de l'histoire de l'humanité et même observer les essais réalisés en 1946 dans l'atoll de Bikini, avant d'intervenir.

En parcourant le livre de MM. Ribe et Monnet, *La Vie extraterrestre*⁽¹³⁶⁾ nous voyons que la chaîne des astéroïdes, Mars ou la Lune pourraient sans difficulté servir de bases avancées à des astronefs d'origine terrestre dans quelques dizaines d'années. Elles pourront de même abriter des installations fixes et des exploitations minières permanentes. Il serait logique pour des visiteurs venus de l'extérieur de s'établir initialement aux mêmes endroits. Nous n'avons peut-être pas encore le moyen de détecter à coup sûr une telle présence.

À plus forte raison, si une occupation discrète du système solaire avait eu lieu bien avant le développement de l'astronomie, elle avait toute les chances de passer inaperçue. Cette éventualité est évoquée par Cari Sagan, conseiller scientifique de l'US Air Force. Il pense qu'une visite du système solaire pourrait intervenir avec une période de 150 000 ans.

Question n°4

Pourquoi n'y a-t-il jamais eu de contact officiel et public entre les visiteurs et nous ? Pourquoi, s'ils existent, limitent-ils leurs visites à des apparitions furtives ou à des passages rapides dans le ciel ? Le mélange d'ostentation et de discrétion qui semble ressortir des témoignages connus est incohérent.

Une expédition comme celle qui vient d'être évoquée pourrait être de très longue durée. Il est permis de concevoir un voyage sans retour qui se prolongerait pendant des siècles ou des millénaires. Une telle durée impliquerait une adaptation progressive à l'espace et probablement à une forme de pesanteur très faible. Par la suite, un séjour prolongé sur une planète massive serait à la fois difficile et inconfortable. Les « explorateurs » auraient le loisir de nous observer à distance et d'étudier l'incroyable richesse de la vie sur notre planète, mais pourraient être incapables, après de longues périodes en apesanteur, de vivre sur la Terre sans une adaptation prolongée.

Par ailleurs, il existe peut-être aussi des règles rigides qui interdisent aux cultures interstellaires d'entrer prématurément en contact avec des civilisations relativement primitives comme la nôtre afin, précisément, de leur éviter un choc culturel trop brutal. Il est possible de surcroît que notre recours aux guerres, aux génocides et aux oppositions armées, plutôt qu'à la diplomatie, ne nous permette pas encore d'être acceptés dans une communauté comme celle qui nous visite. Notre maîtrise élémentaire de certaines forces de la nature, comme par exemple la désintégration de l'atome, risque d'inquiéter ceux qui nous rendent visite et expliquerait une partie des manifestations qui se sont déroulées depuis la fin de la guerre. L'observation passive aurait alors cédé la place à des interventions.

Pour autant, nos progrès, les solutions originales que nous avons trouvées pour notre survie, nos organisations sociales et nos cultures si riches sont peut-être étudiées avec un grand intérêt, comme nous avons nous-même observé pendant vingt ans des tribus primitives de Nouvelle-Guinée. Elles ont été protégées pendant ce temps de tout commerce avec l'extérieur afin de permettre aux ethnologues de répertorier dans le détail leurs caractéristiques originales... avant leur destruction irrémédiable sous l'influence de la civilisation moderne.

Il n'est cependant pas impossible que des contacts plus ou moins permanents aient été établis avec des groupes humains sélectionnés. Des témoignages existent dans ce domaine mais il est

très difficile de séparer le bon grain de l'ivraie. Ce vaste sujet, difficile à cerner, nécessiterait à lui seul une étude particulière.

Question n°5

Les êtres réputés « extraterrestres » que les témoins décrivent sont en général humanoïdes et assez semblables à nous pour être des cousins proches. Est-il vraisemblable que des évolutions totalement séparées aboutissent à des structures presque identiques alors que la vie sur Terre semble avoir essayé des formes très différentes ? La science-fiction elle-même a bien souvent imaginé des monstres très divers.

Cette dernière remarque, souvent utilisée comme objection à la réalité d'une présence extraterrestre, va complètement à l'encontre des thèses défendues par certains sociologues comme Bertrand Méheust. Selon lui, les entités non-humaines décrites par les témoins ne seraient, dans la plupart des cas, que des souvenirs de livres ou de films d'anticipation scientifique. Cette théorie ne cadre pas du tout avec la réalité car jamais aucun monstre à tentacules ou aux yeux pédonculés n'a été observé par les témoins. Ce genre d'invention fut pourtant une constante dans les bandes dessinées et les nouvelles parues pendant et après la Seconde Guerre mondiale. La Guerre des étoiles nous a offert, elle aussi, une panoplie particulièrement riche d'extraterrestres qui va de l'ours en peluche à la baleine lubrique en passant par une galerie impressionnante de robots et d'hybrides de toutes sortes. Rien de tel cependant dans les souvenirs des « contactés ».

L'objection d'improbabilité opposée à la forme humanoïde, comme elle l'avait été en son temps à l'existence des météores ou au vol du plus lourd que l'air, n'a bien entendu aucune base scientifique. Nous ne disposons pour l'instant d'aucun élément de comparaison, moins encore de statistique, dans ce domaine, puisque nous ne connaissons aucun exemple d'évolution hormis celui que nous avons plus ou moins bien reconstitué sur Terre.

Il est possible, sans plus, que la forme générale qui est la nôtre libère les membres supérieurs, autorise le développement de la main, permette la vision en relief et assure un développement cérébral important. Il est aussi concevable que l'évolution de la vie organisée à base de carbone s'oriente systématiquement, pour une raison inconnue, vers une structure déterminée. Il est visible qu'un vélociraptor, un mégathérium, un lémurien et un homme ont des formes générales assez proches.

Une dernière possibilité a été évoquée. Les êtres découverts à Roswell, et d'autres observés depuis, pourraient être des hybrides ou des mutants artificiellement élaborés en partant de matériel génétique humain. Physiologiquement proches de nous, ils seraient mieux adaptés à des séjours sur Terre que leurs... « constructeurs ». Dans ce cas, leur apparence proche de la nôtre s'expliquerait aisément, mais celle de leurs créateurs resterait un complet mystère. Cette hypothèse peut être d'autant mieux envisagée que nous serons très bientôt en mesure de réaliser ce genre d'exploit. Les progrès de la génétique sont extraordinairement rapides. Alors que la structure des chromosomes n'était pas encore connue en 1955, quarante ans plus tard, des microbes sur lesquels étaient greffés des lambeaux de code génétique humain produisaient à bas prix de l'insuline et des hormones de croissance.

Question n°6

Est-il vraiment possible de maintenir pendant un demi-siècle un secret qui aurait été partagé par plusieurs dizaines, et plus probablement centaines, de personnes ? Certains conjurés auraient parlé et des traces existeraient au niveau des archives militaires. Il n'y a pas d'exemple de complot réussi qui soit resté inconnu du public pendant aussi longtemps.

Cette objection est tellement importante qu'un chapitre entier a été consacré à établir que les moyens de réaliser un tel exploit existaient bien au sein de l'administration américaine pendant les présidences de Harry Truman et de Dwight Eisenhower.

Il faudrait noter en outre que les conspirations réussies ou les secrets d'état correctement occultés ne parviennent jamais, par définition, à l'attention du public et que, de ce fait, les exemples sont difficiles à trouver. Cependant, dans le cas de Roswell et de la présence inconnue qui visitait les bases atomiques des États-Unis, si la confidentialité est presque restée sans faille pendant une trentaine d'années, elle n'existe plus vraiment aujourd'hui. Le débat n'est pas clos, il est désormais tombé dans le domaine public et des instances officielles y participent, bon gré mal gré. Faute de notes de service et de documents officiels mentionnant expressément les récupérations intervenues à Roswell, les témoignages recueillis ont permis une reconstitution probable des faits.

La destruction d'archives dont le GAO a pu constater l'ampleur est tout aussi révélatrice que la découverte d'un mémorandum oublié dont on pourrait toujours nier l'authenticité.

Thèses négligées

Un certain nombre d'objections et de thèses ont été passées sous silence. Elles paraissent toutes relever de la superstition, de l'ignorance ou de la mauvaise foi.

Il était inutile de citer quelques personnes qui semblent avoir fait carrière, depuis le milieu des années cinquante, dans la négation à tout prix du phénomène lui-même et le rejet de tous les témoignages le concernant. La démarche générale de ces auteurs paraît, au demeurant, fort simple : puisque les ovnis et les extraterrestres n'existent pas, les témoignages les concernant ne peuvent être que le résultat d'erreurs de perception, de mensonges délibérés ou de pures inventions de cerveaux dérangés. Certains' théoriciens ont échafaudé des thèses séduisantes mais s'appuyant sur une connaissance marginale des faits. Leurs conclusions sont à la fois logiques et fausses, car fondées sur des éléments incomplets. Il n'est pas nécessaire d'en dire plus.

Un important domaine n'a pas été abordé, c'est celui des objections scientifiques concernant l'impossibilité théorique ou pratique des voyages entre systèmes stellaires. Elles sont toutes fondées sur des considérations tirées de l'état actuel de nos connaissances. Elles

ressemblent toutes à la démonstration mathématique, en 1903, de l'impossibilité du vol d'un objet plus lourd que l'air. Non seulement les oiseaux et les chauves-souris volaient déjà de façon observable mais encore les frères Wright, qui n'avaient pas entendu parler de cette thèse magistrale, peut-être parce qu'elle était rédigée en français, osèrent cette année-là faire voler leur « objet plus lourd que l'air ».

Il suffit d'observer l'évolution de l'aéronautique en un siècle, celle de la physique entre 1904 et 1927 et l'utilisation commerciale actuelle des satellites artificiels, que l'homme a tout juste mis en œuvre pour la première fois il y a quarante ans, pour tempérer les certitudes. Que les scientifiques contemporains imaginent les réactions de Blaise Pascal ou d'Isaac Newton s'ils se trouvaient transportés à notre époque !

13 Conclusions

Tous les éléments recueillis et analysés au cours de cette étude confirment la reconstitution des faits suivants :

Au cours de la première semaine de juillet 1947, peut-être le soir même de la fête nationale des Etats-Unis, se produisit un événement d'une portée considérable. Un véhicule ne procédant pas d'une technologie humaine connue, suivi par plusieurs radars militaires pendant deux jours environ, s'écrasa à une cinquantaine de kilomètres au nord de la ville de Roswell au Nouveau-Mexique.

Dès le lendemain matin, une caravane de secours arrivée sur les lieux présumés de l'accident découvrait l'épave d'un engin aérien d'origine indéterminée, dont l'avant était enfoncé à la base d'une falaise. Des corps humanoïdes furent découverts près de l'épave et à l'intérieur. Les témoignages permettent de penser que quatre ou cinq cadavres furent ainsi retrouvés. Il est possible qu'il y ait eu un survivant.

La forme de l'aéronef et les matériaux dont il était fait suggéraient une origine exotique mais aucun témoin ne lui attribue l'apparence d'un disque. Suffisant pour contenir les passagers découverts, l'engin était trop petit pour imaginer qu'il puisse avoir été capable d'effectuer des trajets interplanétaires ou des vols spatiaux prolongés. En application des règles militaires habituelles, l'incident fut gardé secret et les témoins civils liés par serment et convaincus de garder le silence.

Si la première apparition se produisit, comme l'indique le témoignage de Frank Kaufman, dans la région de « Trinity Site », lieu de la toute première explosion d'une bombe atomique, cet endroit particulier suggère un lien logique avec les essais nucléaires que les États-Unis venaient d'effectuer, en 1946, sur l'atoll de Bikini. Le lieu même de la récupération principale, à proximité de la base aérienne de Roswell, semblait avoir un rapport avec l'arme nucléaire. La 509e escadre de bombardement y abritait en effet six bombes atomiques opérationnelles qui pouvaient être transportées

par des quadrimoteurs pressurisés B-29 à peu près n'importe où sur la Terre.

La date de l'accident, le 4 juillet, jour de la fête nationale des États-Unis semblait, elle aussi, avoir été délibérément choisie. Dans ce cas l'accident n'en était pas un. Cette entreprise devenait une manœuvre qui ne pouvait pas être prise à la légère. Une seconde zone située plus à l'ouest, sur le ranch Foster qu'exploitait un éleveur de moutons surnommé « Mac » Brazel, devait livrer une grosse quantité de débris d'origine exotique, probablement similaires aux matériaux qui constituaient l'engin récupéré l'avant-veille.

Des autopsies doivent avoir confirmé rapidement que les membres de l'équipage n'appartenaient pas à l'espèce humaine.

Les preuves obtenues furent sans aucun doute présentées rapidement aux autorités, c'est-à-dire aux chefs d'état-major et au Président des États-Unis lui-même. La décision de préserver à tout prix le secret de cette découverte ne pouvait faire aucun doute. L'espoir d'accéder à une technologie avancée et l'alibi d'un risque de panique dans le public ne pouvaient que renforcer la détermination du président Truman et de ses conseillers.

À cette série d'événements extraordinaires, survenus au milieu d'une vague d'observations d'engins circulaires inconnus, bien vite nommés « soucoupes volantes » par les journalistes, devait ajouter, moins de six mois plus tard, un nouvel élément beaucoup plus inquiétant. Les bases les plus secrètes, celles où les bombes atomiques futures étaient mises au point, Oak Ridge où commençait la fabrication industrielle d'éléments fissibles à usage militaire et la base aérienne de Roswell elle-même, furent survolés par des lumières intenses de couleur verte et des engins en forme de disque.

Ces incursions intéressaient exclusivement la défense nationale car elles menaçaient la sécurité des installations concernées. Elles firent l'objet de réunions de spécialistes du renseignement et du contre-espionnage qui sont confirmées par de nombreux documents. Cet aspect du problème devait être dissimulé à tout prix, au public américain, aux observateurs étrangers et aux ennemis déclarés des

États-Unis. Une entreprise nationale de désinformation à très grande échelle fut mise en place dès le début des années cinquante et fonctionne toujours aujourd'hui.

Des destructions non-réglementaires et anonymes de plusieurs années d'archives sont venues contrebalancer les effets de la loi sur la liberté d'accès à l'information, mais il fallut attendre l'année 1995 pour qu'une enquête du General Accounting Office finisse par les révéler.

Tous ces éléments permettent de conclure à l'existence, outre-Atlantique, d'un véritable secret d'État. Seule une action conjuguée de groupes restreints, dépendant à l'origine du National Security Council, a pu permettre d'en assurer la permanence.

Personne, jusqu'ici, n'a proposé d'hypothèse alternative plausible pour expliquer une conjuration du silence, dont peu d'observateurs aujourd'hui nient la réalité. L'embarras des autorités devant un problème sans précédent et les réflexes hérités de la Seconde Guerre mondiale ne pouvaient, logiquement, que conduire à la situation que nous connaissons.

Un nombre suffisant d'indices et de preuves indirectes permet d'affirmer que, selon toutes probabilités, nous ne sommes pas la seule espèce pensante dans l'univers et qu'une présence intelligente, probablement non-humaine, réside ou apparaît dans notre environnement proche depuis un temps indéterminé. Cette présence fut responsable, en juillet 1947, de ce que nous pourrions appeler l'affaire de Roswell. Depuis cette époque, en dehors des apparitions spécifiques observées au-dessus des bases de recherche atomique, elle se manifeste un peu partout dans le monde.

Le public n'a jamais été mis au courant officiellement des violations répétées des territoires nationaux de tous les pays du monde par des engins aériens d'origine exotique. De ce fait, la situation qui vient d'être démontrée pour les États-Unis est devenue depuis longtemps un problème planétaire. Le silence gêné de toutes les autorités est, lui aussi, une donnée fondamentale.

La situation dont les grandes lignes viennent d'être tracées comporte encore quelques zones d'ombre. L'affaire de Roswell et ses suites, même si leur matérialité peut être considérée comme démontrée, demeurent en partie énigmatiques. Les entités ou personnes responsables de la mise en œuvre des aéronefs non-conventionnels et autres disques volants restent non-identifiées. Espèce terrestre inconnue, mutants ou visiteurs venus de l'espace, manipulateurs adroits ou victimes, à l'époque, d'un véritable accident, nous ne savons pratiquement rien d'eux. Nous ne pouvons même pas être certains qu'ils sont les concepteurs des engins aux performances surprenantes qu'ils utilisent.

La supériorité technologique ne paraît faire aucun doute. Elle est évidente dans le mémorandum du général Twining et implicite dans le fait que ce sont eux qui nous rendent visite et non pas l'inverse. Notre ignorance est néanmoins telle que nous ne pouvons même pas savoir si les véhicules prodigieux que les témoins décrivent représentent le summum de leurs capacités en aéronautique, ou s'ils ne sont au contraire que des appareils primitifs, adaptés à notre environnement et ne risquant pas de nous faire bénéficier, dans le cas d'un accident, de transferts techniques jugés trop importants.

Il serait particulièrement imprudent de prêter aux êtres mystérieux qui sont intervenus dans les affaires des États-Unis d'Amérique des pouvoirs, des intentions ou des préférences humainement compréhensibles. Nous pouvons simplement remarquer, aujourd'hui, que l'affaire de Roswell n'a pas été, pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler, le prélude à une invasion armée de la Terre. C'est peu. Les rares communications que certaines personnes pensent recevoir de nos visiteurs ne contiennent que des informations pratiquement vides de tout contenu utilisable. Elles exposent des préceptes moraux et des conseils écologiques, certes respectables, mais dénués d'originalité. Ils sont tous archiconnus. Le moyen de convaincre les responsables terrestres de leur bien-fondé ne sont jamais précisés.

L'un des éléments les plus facilement vérifiables du problème posé par cette présence concerne l'espèce humaine dans sa majorité. Une cécité collective et individuelle frappe un pourcentage important

de nos concitoyens quand ils sont confrontés, directement ou non, au sujet qui vient d'être étudié. Parler de désinformation et de complot gouvernementaux est devenu un cliché particulièrement indigent car il n'explique pas la passivité ou le rejet actif du sujet manifesté par de nombreux contemporains. Les hypothèses les plus diverses peuvent être proposées pour expliquer cette attitude. Il est probable qu'elle a surtout des racines émotionnelles profondes, peut-être ancestrales. Aucune justification rationnelle ou logique ne peut être imaginée. Tourner le dos à une réalité, surtout si elle est perçue comme potentiellement dangereuse, apparaît comme une option risquée ou même suicidaire. Elle serait particulièrement inappropriée chez des spécialistes de la défense nationale, des agents du contre-espionnage ou des pilotes de ligne.

Les documents disponibles se comptent par dizaines de milliers. Ceux qui ont été retenus ici représentent une fraction infime de 1 600 pages d'archives qui proviennent du FBI, et couvrent la période allant de 1947 à 1972. Il en existe au minimum 45 000 autres qui peuvent être consultés à Washington DC car ils ont été légalement déclassifiés.

La recherche des preuves d'une présence étrangère à la Terre touche à nos convictions les mieux ancrées dans un certain nombre de domaines délicats. Les conceptions philosophiques et scientifiques qui prévalent en Occident considèrent que l'être humain est l'aboutissement de quatre milliards d'années d'évolution. Cela ne signifie aucunement qu'il a, pour autant, une quelconque supériorité sur ses voisins stellaires. Une démarche prudente, dans ce domaine, devrait être de rigueur. Nombre de certitudes valorisantes seraient balayées si l'humanité devait découvrir qu'elle n'est finalement qu'une espèce dotée d'une intelligence médiocre, au regard de ce que la nature a réalisé ailleurs.

Si l'énigme de Roswell garde en partie son opacité, aucune dénégaration officielle, aucune désinformation n'a réussi à la faire complètement disparaître. Il est de plus en plus évident que le temps, loin de diminuer l'intérêt qu'elle suscite dans le public, avive son envie d'en savoir plus. Les documents existants suffiraient à

convaincre les rationalistes les plus exigeants, pour peu qu'ils sachent lire l'anglais et qu'ils s'arment de patience.

Il est possible que le message originel que les visiteurs souhaitent transmettre aux autorités américaines ait été finalement très simple et très explicite, bien qu'utilisant un moyen détourné : «Vous n'êtes pas confrontés à une agence humaine. Vous ne pouvez pas évaluer nos possibilités, mais elles sont très supérieures aux vôtres.

«Nous savons que vous êtes responsables des destructions des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, effectuées par votre 509e escadre de bombardement qui est stationnée à Roswell. Votre campagne d'essais dans le Pacifique a de nouveau attiré notre attention.

« Nous surveillons de très près vos recherches sur les armes atomiques. Nous connaissons parfaitement les lieux où elles se poursuivent.

« Nous pouvons apparaître à vos populations où et quand nous le désirons. Si nécessaire, nous pouvons faire connaître notre présence et votre impuissance au monde entier. »

Il est de plus, évident, avec le passage du temps et la poursuite des apparitions, qui se manifestaient toujours avec une certaine discrétion, qu'un autre message était implicite : « Nous tolérons votre surarmement. Nous acceptons le fait que vous êtes la nation la plus puissante du globe. Nous n'entravons pas vos recherches militaires et la constitution de votre arsenal nucléaire.

« Ergo : Vos buts actuels ne nous paraissent pas trop ambitieux. »

En effet, si l'engin accidenté au nord de Roswell était bien apparu initialement au-dessus ou à proximité de Trinity Site, le symbole était clair et renvoyait les autorités à leur utilisation de la bombe atomique. Même si l'accident aérien de Roswell avait bien été imprévu, donc involontaire, les incursions répétées au-dessus des instituts de recherche ne l'étaient pas. Dans ces conditions, il est probable que toutes ces « communications » avaient une raison d'être et qu'elles n'ont pas cessé tant que les autorités américaines n'ont pas réagi favorablement.

Il est cependant peu probable que les liaisons entre les « visiteurs » et le gouvernement des Etats-Unis soient longtemps restées au stade de l'analyse transactionnelle. Les possibilités en électronique et en protection du secret des communications ont fait suffisamment de progrès, dans les années d'après-guerre, pour laisser imaginer que des voies de communication permanentes ont pu être établies depuis fort longtemps. Hélas, aucun message adressé par les « extraterrestres » aux responsables militaires américains n'a été déclassifié à ce jour.

La remarque trouvée dans le rapport du General Accounting Office, « le débat sur ce qui s'est écrasé à Roswell continue », est peut-être l'indication que les révélations vont se poursuivre à l'approche du cinquantième anniversaire de Roswell. En attendant d'autres publications officielles, le but de ce livre aura été d'éveiller l'attention du plus grand nombre à un problème qui n'est en rien théorique, même si son urgence reste difficile à évaluer. En tout cas, il semble qu'une approche raisonnable et simple, débarrassée de toute notion de paranormal, soit la seule qui convienne.

Nous nous habituerons certainement un jour au fait que, dans l'immense univers que la science nous a permis de découvrir, nous sommes probablement moins seuls, mais aussi moins exceptionnels, que nous le pensions.

Favières, 77-220, le 19 juin 1996 (derniers compléments novembre 1996).

ANNEXES

Fac-similés et traductions

Survols des bases atomiques aux USA (1947-1950)

Documents utilisés

1. Étude de Lincoln LaPaz (n° 7) du 25 mai 1950 (46 pages).
2. Documents concernant Oak Ridge du 21 octobre 1950 (22 pages).
3. Tous documents FBI portant la mention : Protection of Vital Installations [Bureau File # 65.58300].

Sites concernés par les survols

Los Alamos (Nouveau-Mexique) [site du Manhattan Project] 29,4 %

Albuquerque (Nouveau-Mexique)

Base de Sandia [Armed Services Spécial Weapon Project]

Kirtland Air Force Base [Spécial Weapons Command]

ensemble: 18,7%

Camp Hood (Texas) [Nuclear Weapons Storage Site]

Killeen Base (Texas) [recherches hautement sensibles]

ensemble : 15,3 %

Alamogordo (Nouveau-Mexique)

White Sands Proving Grounds Holloman Air Force Base
ensemble : 9,6 %

Base aérienne de Roswell (Nouveau-Mexique)*

[509e escadre de bombardement atomique] 1,4 %

Oak Ridge (Tennessee) [Atomic Energy Commission, non inclus
Nuclear Energy for the Propulsion of Aircraft] non inclus dans
l'étude de LaPaz

*Trois observations seulement (sur 209) sont mentionnées au-dessus de la base aérienne de Roswell, cependant l'une d'elles a eu 200 témoins environ. Ils ont observé un engin qui se déplaçait d'ouest en est à faible vitesse, à basse altitude (environ 600 mètres) et sans bruit.

U.S. Department of Justice Fédéral Bureau of Investigation

2nov. 1995

FOIPA No. 403177

Ref : Soucoupes Volantes

Cher...

La présente en réponse à votre demande [faite] en application de la loi sur la liberté de l'information (FOIA).

Les documents d'archives que vous avez réclamés ont été déclassifiés précédemment en application du FOIA pour un autre demandeur. Les documents disponibles se composent de 1600 pages.

En application du titre 28, Code des règlements fédéraux, section 16.10, une somme de dix cents par page est demandée pour le tirage. Aucun droit n'est perçu pour les cent premières pages. À la réception de votre chèque ou d'un mandat postal d'un montant de 150,00 \$, payable au Bureau fédéral d'enquêtes*, ces documents seront copiés et vous seront expédiés. Veuillez rappeler le numéro de votre demande sur votre chèque ou votre mandat.

Au cas où vous seriez dans la région de Washington DC, vous pouvez sans aucune charge étudier ces documents dans notre salle de lecture FOIPA, au quartier général du FBI, par simple rendez-vous pris quarante-huit heures à l'avance en téléphonant au (202) 324-3477.

Sincèrement vôtre,

J. Kevin O'Brien, chef de la section
« Freedom of Information-Privacy Act »
Division Information et Ressources

* FBI.

OceanofPDF.com

Ce document reproduit dans The CIA under Harry Truman, page 1737 apporte la preuve que l'amiral Sidney Souers, loin d'être retourné dans la vie civile et de ne plus être que consultant du directeur du Renseignement, comme l'affirment les mémoires de Harry Truman, était hiérarchiquement au-dessus de lui et lui transmettait les ordres du National Security Council dont il était lui-même membre et secrétaire permanent.

TOP SECRET

NATIONAL SECURITY COUNCIL

WASHINGTON

copie N° 2 de 3 copies

17 décembre 1947

MÉMORANDUM POUR LE DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT
CENTRAL

SUJET : Opérations psychologiques REFERENCE : NSC 4-A

Au cours de sa quatrième réunion, le Conseil national de sécurité a modifié puis approuvé la directive destinée au directeur du Renseignement central contenue dans NSC 4-A.

Cette directive, telle qu'approuvée par le Conseil national de sécurité, est transmise par la présente pour toute action appropriée.

SIDNEY W. SOUERS

Secrétaire exécutif

TOP SECRET

OceanofPDF.com

Office Mémorandum GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

À: DIRECTEUR DU FBI

DATE : 22 mars 1949

DE : AGENT SPECIAL SAN ANTONIO

SUJET : PROTECTION DES INSTALLATIONS VITALES

DOSSIER DU BUREAU # 65 - 58300

CONFIDENTIEL

Référence : lettre envoyée de San Antonio au directeur, datée du 31 janvier 1949, qui résumait une discussion qui avait eu lieu au cours d'une récente réunion hebdomadaire du Renseignement du G-2, de l'ONI, de l'OSI et du FBI dans la IVe région militaire et qui traitait des « aéronefs non-identifiés » ou « phénomènes non-identifiés », connus par ailleurs sous les noms de « disques volants », « soucoupes volantes » et « boules de feu ». Il est répété que ce sujet est considéré comme secret par les Officiers du Renseignement, tant de l'armée de terre que de l'Air Force.

G-2, IVe armée, nous avise du fait que le sujet mentionné plus haut est maintenant désigné sous le terme « aéronef non-conventionnel » et que les investigations concernant ce sujet ont reçu le nom de « Projet Grudge ».

G-2, IVe Armée, nous a avisé le 16 février 1949 qu'une conférence s'était tenue à Los Alamos, Nouveau-Mexique, afin d'étudier ce que l'on nomme le « phénomène des boules de feu vertes » qui a commencé aux environs du 5 décembre 1948. Il a été mentionné que cette question avait été classée « secrète » et que l'enquête était désormais sous la responsabilité principale du T-2* de l'US Air Force, Air Matériel Command.

Le Dr Lincoln LaPaz, de l'université du Nouveau-Mexique, a fait part d'une observation désignée sous le nom d'« incident du pic de

Starvation », qu'il avait lui-même effectuée et dont les caractéristiques suivantes montrent que le phénomène ne peut pas être classé comme une chute normale de météore :

1. La lumière était brillante dès le début (sans aucune période d'augmentation de l'intensité lumineuse) et son intensité a été constante pendant toute la durée du phénomène.
2. Lumière vert-jaune de 5 200 Angströms.
3. Trajectoire essentiellement horizontale.
4. Trajectoire parcourue à vitesse angulaire constante.
5. Durée d'environ deux secondes.
6. Aucun bruit n'accompagnait le phénomène.

* T-2 était le service chargé du renseignement scientifique au sein de l'Air Matériel Command.

HEADQUARTERS UNITED STATES AIR FORCE

WASHINGTON

THE INSPECTOR GENERAL USAF 17TH DISTRICT OF SPECIAL INVESTIGATIONS KIRTLAND AIR FORCE BASE. NEW MEXICO

DR/ms

Dossier n° : (24-8)-28 25 mai 1950

SUJET : Résumé des observations de phénomènes aériens dans la région du Nouveau-Mexique, décembre 1948 - mai 1950

À : Général de brigade Joseph F. Carroll Directeur des Enquêtes spéciales Quartier général USAF Washington 25, DC

1. Au cours d'une réunion de liaison avec d'autres agences militaires et gouvernementales de renseignement et d'enquête, tenue en décembre 1948, il fut conclu que la fréquence des phénomènes aériens inexplicables dans la région du Nouveau-Mexique était telle qu'un programme concerté de collecte de ces observations devait être entrepris. Le type d'organisation et la situation géographique des unités de ce district étaient particulièrement bien adaptés à la collecte de ces informations. De ce fait, depuis décembre 1948, ce district a assumé la responsabilité de la collecte et de la transmission des renseignements de base concernant les phénomènes aériens se déroulant dans cette zone. Ces rapports ont été distribués à l'Air Matériel Command, USAF, en application de l'Air Intelligence Requirement numéro 4, ainsi qu'à d'autres agences militaires et gouvernementales intéressées.

2. Vous trouverez ci-joint, faisant partie de ce résumé, une compilation des observations de phénomènes aériens qui ont été faites principalement dans la région du Nouveau-Mexique et ont fait l'objet de rapports de la part du Bureau de ce district à partir de décembre 1948. Cette compilation d'observations visuelles ne représente pas la totalité des rapports obtenus, mais comprend

seulement ceux dont un nombre suffisant de détails disponibles justifiait l'inclusion. Parmi les témoins de ces phénomènes se trouvent des scientifiques, des agents du Bureau des enquêtes spéciales (IG) USAF, des pilotes de ligne, des pilotes militaires, des inspecteurs de la Sécurité de Los Alamos, du personnel militaire et un certain nombre d'autres personnes ayant des fonctions variées mais dont la rigueur ne fait aucun doute. Cette compilation fait ressortir les caractéristiques les plus importantes de chaque observation et permet son évaluation et son classement dans l'une des trois catégories [suivantes] : (1) phénomène de boules de feu vertes, (2) disques ou variations de cette forme et, (3) météorites probables.

3. Joint à ce rapport se trouve une analyse des apparitions de boules de feu vertes effectuée par le Dr LaPaz. Le Dr LaPaz est directeur de l'institut d'étude des Météorites et chef du département de mathématiques et d'astronomie à l'université du Nouveau-Mexique. Il a été mathématicien chargé de recherche au Centre d'essais du Nouveau-Mexique au titre de l'OSRD1, et directeur technique des opérations, section Analyse, au quartier général de la 1^{re} Force aérienne, en 1944-1945. Depuis 1948, le Dr LaPaz est consultant de ce district à titre bénévole en ce qui concerne les enquêtes sur les boules de feu vertes.

4. Le 17 février 1949, puis de nouveau le 14 octobre 1949, des conférences ont été tenues à Los Alamos, Nouveau-Mexique, dans le but de débattre du phénomène des boules de feu vertes. Des représentants des organismes suivants étaient présents à ces réunions : 1^{re} armée, Armed Forces Special Weapons Project², université du Nouveau-Mexique, FBI, Commissariat à l'énergie atomique des États-Unis, université de Californie, Conseil scientifique de l'US Air Force, division de la recherche géophysique de l'Air Matériel Command, US Air Force et Bureau des enquêtes spéciales (IG) USAF. Aucune explication logique ne fut proposée en ce qui concerne l'origine des boules de feu vertes. La conclusion

générale fut, cependant, que le phénomène existait et qu'il devait être étudié scientifiquement jusqu'à ce que ces événements aient été expliqués de façon satisfaisante. De plus, les apparitions continues de ces phénomènes inexpliqués au voisinage d'installations sensibles provoquent une inquiétude [légitime],

5. La Division de recherche géophysique, Air Matériel Command, Cambridge, Massachussetts, a récemment signé un contrat avec Land-Air Inc., Holloman Air Force Base, Alamogordo, Nouveau-Mexique, pour une étude scientifique limitée des boules de feu vertes. Le résultat de cette approche scientifique au problème sera sans le moindre doute de la plus grande utilité pour déterminer l'origine de ces phénomènes.

6. Ce résumé des observations de [ces] phénomènes aériens a été rédigé afin de mettre l'accent une fois de plus sur le fait que de tels phénomènes se sont déroulés continuellement dans l'espace aérien du Nouveau-Mexique au cours des derniers 18 mois et qu'ils continuent de se produire, et, deuxièmement, sur le fait que ces phénomènes se produisent au voisinage d'installations militaires et gouvernementales sensibles.

DOYLE REES

Lieutenant-colonel, USAF

Commandant du District

Organisme chargé de la fabrication des ogives nucléaires sur la base de Sandia, près d'Albuquerque, Nouveau-Mexique.

pièces jointes :

1. Résumé des observations
2. Photo de l'observation 175 avec commentaires

3. Lettre du Dr LaPaz au Lt-col Rees, du 25 mai 50
4. Graphique indiquant les maxima

* OSRD signifie Office of Spécial Research and Development, c'est-à-dire Bureau de recherche et de développement spéciaux, soit l'équivalent de notre Direction des applications militaires.

OceanofPDF.com

Dossier n° : (24-8)-28

Sujet : Résumé des observations de phénomènes aériens dans la région du Nouveau-Mexique, décembre 1948 - mai 1950 25 mai 1950

DESTINATAIRES :

6 copies Directeur des Enquêtes spéciales (OSI), quartier général de l'US Air Force.

1 copie Général commandant l'Air Matériel Command, base aérienne de Wright-Patterson, Ohio, à l'attention du directeur du Renseignement technique.

1 copie Général commandant le Spécial Weapons Project³, Kirtland AFB, Nouveau-Mexique. À l'attention de J-2.

1 copie Général chef d'état-major de la IVe armée, Fort Sam Houston, Texas. À l'attention de AC of S, G-2⁴.

1 copie Officier commandant la base aérienne d'Holloman, Nouveau-Mexique.

1 copie Officier commandant le laboratoire de recherche de l'Air Force, Cambridge, Massachusetts.

1 copie Directeur de la Sécurité de la Commission à l'énergie atomique des États-Unis, Los Alamos, Nouveau-Mexique. À l'attention de Mr. Wells.

1 copie Bureau fédéral d'investigations (FBI), El Paso, Texas.

1 copie Bureau fédéral d'investigations (FBI), Albuquerque, Nouveau-Mexique.

1 copie Conseil scientifique de l'Air Force, le Pentagone, à l'attention du Dr Joseph Kaplan⁵.

1 copie Direction de la recherche et du développement, le Pentagone.

À l'attention du Dr Landsberg, directeur du comité de géophysique et de géographie.

1 copie Archives.

¹. À l'exception de la photographie, les photocopies de toutes ces pièces sont en ma possession. J.G.G.

². Il s'agit, bien entendu, du 17^s district de l'OSI.

³. Cf. note 2, page précédente.

⁴. Responsable du service du renseignement scientifique de l'US Army.

⁵. Président de cet organisme (NDT).

CONFIDENTIEL / DÉFENSE

DÉPARTEMENT DE L'AIR FORCE

QUARTIER GENERAL DE L'US AIR FORCE WASHINGTON 25 DC

Hon. J. Edgar Hoover

Directeur, Bureau fédéral d'investigation

Département de la Justice

Disques Volants

Cher Mr Hoover,

La lettre jointe, « Rapport d'informations sur les aéronefs non-conventionnels, » vous est transmise pour information et pour toute coopération que vous seriez en mesure d'apporter.

Ainsi qu'il est précisé dans la lettre, il est souhaité que le sujet soit mis dans une perspective convenable en tant que partie intégrante des besoins normaux de l'US Air Force en renseignements intéressant la technique aéronautique.

Respectueusement vôtre,

1 pièce jointe a/s

C.P. CABELL Major général USAF

Directeur du Renseignement

Voir la lettre #38 Series 1949 datée 25/3/49

Ce document contient des informations affectant la défense nationale des États-Unis dans le cadre des lois réprimant

l'espionnage, titre 18, sections 793 et 794 du Code des USA. Sa transmission ou la communication de son contenu sous quelque forme que ce soit à une personne non-autorisée est interdite par la loi.

CONFIDENTIEL/DÉFENSE

OceanofPDF.com

CONFIDENTIEL / DÉFENSE

DÉPARTEMENT DE L'US AIR FORCE

QUARTIER GENERAL DE L'US AIR FORCE WASHINGTON 25 DC

AFOIC-CC-1 8 septembre 1950

SUJET : Collecte des informations concernant les aéronefs non-conventionnnels

À : Généraux commandant les principales régions aériennes, zones d'identification, les [secteurs] d'outremer et tous les attachés de l'air [des ambassades] des États-Unis.

1. Les Forces aériennes des États-Unis ont un besoin permanent de rapports et d'analyses techniques concernant les observations d'aéronefs non-conventionnels qui pourraient dénoter l'avancée technologique d'une puissance étrangère. Un aéronef non-conventionnel, au sens de cette directive, est défini comme un aéronef ou un objet en vol qui, par ses performances, caractéristiques aérodynamiques ou particularités inhabituelles, ne correspond à aucun type d'avion connu.

2. Il est souhaité que les informations concernant les aéronefs non-conventionnels soient transmises comme suit :

a. Un rapport séparé sera transmis pour chaque incident. Aucune information autre que celles ayant trait à l'aéronef non-conventionnel ne sera incluse dans ce rapport.

b. La priorité de transmission accordée au rapport sera celle jugée adéquate par l'autorité qui le fera suivre, en fonction de son apparente authenticité et de l'importance des renseignements [militaires] qu'il contient.

c. Les rapports seront adressés au Général commandant l'Air Matériel Command, à l'attention de la MCIS.

(MCIS signifie probablement Matériel Command Intelligence Section.)

d. Les rapports acheminés par des moyens de transmission [radio-électriques] devront comprendre, dans la mesure du possible :

(1) une description succincte de l'objet (ou des objets) ; leur forme, leurs dimensions, leur nombre, le type de formation dans le cas d'un groupe, leurs caractéristiques aérodynamiques, la présence d'une traînée d'échappement ou de condensation, le système de propulsion, la vitesse, le bruit [associé], les manœuvres, le mode de disparition et toute autre caractéristique pertinente ou inhabituelle.

(2) L'heure de l'observation de 0 à 24, la zone horaire et la durée de l'observation.

(3) Le mode d'observation : visuel ou électronique, en vol (donner la vitesse, l'altitude et le type de l'avion) ou à terre. Tout type d'équipement optique ou électronique utilisé devra être décrit.

(4) La position du témoin pendant l'observation, en précisant aussi exactement que possible la latitude et la longitude et, ou toute référence à un point de repère connu. La position de l'objet (ou des objets) par rapport à l'observateur avec indication de distance, de direction et d'altitude.

(5) Des renseignements sur l'identité de l'observateur (ou des observateurs) et des témoins, une évaluation de leur crédibilité et de leur expérience ainsi que tout autre facteur permettant d'estimer la véracité de l'observation.

(6) Les conditions météorologiques et les vents (relevés sur télétypes) à l'heure et sur les lieux de l'observation.

(7) Toute activité ou conditions, météorologiques ou autres, qui pourraient expliquer l'observation.

(8) L'existence éventuelle de preuves matérielles de l'observation : débris, photographies ou autres.

(9) L'interception ou action entreprise pour permettre l'identification. (Une telle action devra être entreprise dans toute la mesure du possible en application des directives existantes de la défense aérienne.)

e. Les rapports transmis par des moyens [radio-]électriques devront être suivis dans un délai de dix (10) jours par un rapport écrit sur imprimé AF 112. Ce rapport contiendra les mêmes informations que celles spécifiées à l'alinéa 2d ci-dessus et, dans la mesure du possible, comprendra des croquis et des déclarations décrivant les faits, signés par les témoins.

f. Les rapports écrits des observations devront suivre la même procédure que celle décrite dans le paragraphe 2 ci-dessus, dans le cas où le rapport initial n'a pas été transmis par des moyens [radio-électriques].

g. Toutes preuves matérielles de l'observation devront être transmises le plus rapidement possible au général commandant l'Air Matériel Command, à l'attention de la MCIS, sous couvert d'une lettre d'accompagnement identifiant l'envoi comme faisant partie du rapport d'observation.

3. Il est souhaité qu'aucune publicité ne soit donnée à cette activité de collecte et d'analyse.

PAR ORDRE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR

C. F. CABELL Major général USAF

Directeur du Renseignement

Copies pour information :

- Directeur du renseignement, G-2, armée de terre
- Directeur du renseignement naval par intérim
- Commandant par intérim des gardes-côtes
- Assistant spécial pour la Recherche [scientifique],
Département d'État
- Directeur du FBI
- Directeur de la CIA

OceanofPDF.com

16 octobre 1950

La description de l'objet vu par le soldat Edward D. Rymer, affecté à une patrouille de sécurité du Commissariat à l'énergie atomique, qui approcha l'objet à la faible distance de cinquante pieds (50)¹, à environ 15 h 20 le 15 octobre est, en substance, ce qui suit : quand il fut observé pour la première fois à l'altitude estimée de douze (12) à quinze (15) mille pieds², l'objet ressemblait à un avion commençant à « écrire dans le ciel », La « traînée » qu'il laissait derrière lui est estimée à environ un quart (1/4) de mille de longueur³. L'objet commença alors une descente contrôlée, presque verticale, à une vitesse plus faible que celle d'un avion en piqué et la « queue » suivit l'objet. « Cela » sembla prendre la forme d'un gros projectile avec une traînée ou un ruban, aussi gros que le corps du projectile, qui suivait sa trajectoire mais restait attaché [à l'engin]. L'objet se mit en pallier, sa vitesse diminua, et il passa à 70 yards⁴ de Rymer et d'un autre observateur qu'il avait arrêté (John Moneymaker). Rymer avait communiqué par téléphone que cet objet « tombait ». Alors que la vitesse de l'objet devenait inférieure à celle d'un homme au pas, Rymer essaya de s'en approcher, mais quand il arriva à moins de cinquante (50) pieds de distance, l'objet s'éloigna vers le sud-est, à environ six pieds de hauteur au-dessus du sol ; il fit une manœuvre presque mécanique pour passer au-dessus d'une clôture à ouragan en grillage de neuf (9) pieds de haut⁵, fit une autre manœuvre similaire pour passer au-dessus d'un saule et d'une ligne téléphonique, prit finalement de l'altitude et de la vitesse et passa au-dessus d'une colline distante d'environ un mille⁶.

Quand Rymer se trouva à cinquante (50) pieds de l'objet, celui-ci lui parut de la taille d'une carte de 5 cm sur 12⁷ (similaires à celles qui sont délivrées aux véhicules qui doivent entrer dans la « zone de contrôle d'Oak Ridge ») portant une queue en ruban de vingt (20) pieds de long⁸, dont les deux premiers pieds étaient bien visibles et les derniers dix-huit (18) pieds presque transparents et divisés en plusieurs segments. Les segments de la queue puisaient

alternativement d'une faible « lueur ». Sur toute sa longueur, la queue était traversée d'une ligne noire qui pourrait être décrite comme un « fil ». La couleur de l'ensemble était d'un gris bleuté semblable à la couleur du dessus d'un « fourneau à bois ». Le « corps » de l'engin hochait doucement de haut en bas et la queue flottait dans la brise comme un ruban ou un ver et suivait la trajectoire du « corps » de l'objet. Il n'y avait pas de vent à ce moment-là ! (L'aéroport de Knoxville a relevé un vent de huit (8) milles à l'heure⁹). De plus, vu à une distance de cinquante pieds, l'objet ne semblait pas plus grand que quand il se trouvait à deux cent dix (210) pieds de distance, et quand il disparut au-dessus de la colline à un (1) mille de là, il avait toujours les mêmes dimensions apparentes qu'à seulement cinquante (50) pieds, mais le « corps » avait alors la forme d'une « vessie » ou d'une « poire ».

En étant interrogé plus avant, Rymer affirma que l'objet avait dû changer de taille entre la première observation et le moment où il s'est approché du sol ; il a fallu qu'il grossisse en passant au-dessus de la colline sinon il n'aurait pas été possible de le voir à de telles distances.

L'objet est apparu deux fois de plus pendant les dix (10) minutes suivantes et Rymer a pu obtenir de deux autres témoins qu'ils confirment avoir vu la même « chose ».

En dehors de Rymer, les trois observateurs **[deux lignes et demie censurées]**

¹. Quinze mètres.

². Trois mille six cents à quatre mille cinq cents mètres.

³. Environ quatre cents mètres.

⁴. Une soixantaine de mètres.

⁵. Trois mètres environ.

⁶. Seize cents mètres.

7. Il voulait probablement dire « une carte de cette dimension tenue à bout de bras ».

8. Six mètres.

9. Treize kilomètres à l'heure.

OceanofPDF.com

21 octobre 1950

FAO # 8, Boîte postale 379, Knoxville, Tennessee

OBJETS OBSERVÉS AU-DESSUS D'OAK RIDGE, TENNESSEE

(Référence : Résumé des informations [concernant] le sujet ci-dessus, en date des 13 et 17 octobre 1950.)

Onze (11) documents sont joints à ce résumé afin de clarifier les informations contenues dans les deux (2) précédents résumés d'informations sur le SUJET. Ces documents comprennent des déclarations signées par les témoins, des informations générales sur les observations précédentes d'objets étranges au-dessus d'Oak Ridge et des compte rendus d'observations radar. Les sources disponibles les plus sûres ont été utilisées pour la rédaction de ce rapport. Les archives du personnel et les rapports d'enquête du FBI concernant les témoins ont été étudiés afin de déterminer leur véracité, leur intégrité et leur loyauté vis-à-vis du gouvernement des États-Unis.

Les avis des responsables de la division chargée de la sécurité du Commissariat à l'énergie atomique, Oak Ridge ; du service de sécurité de la division de la NEPA¹, Oak Ridge ; du FBI de Knoxville ; des radaristes de l'Air Force et des escadrons de chasse, Knoxville ; et de l'OSI² de Knoxville, Tennessee, n'ont pas pu permettre d'arriver à une explication adéquate du SUJET. Néanmoins, les hypothèses fondées sur des plaisanteries de mauvais goût, une hystérie collective, des ballons de toutes sortes, des vols d'oiseaux (avec ou sans toiles d'araignée ou autres objets accrochés), des chutes de feuilles, des nuages d'insectes, des conditions météorologiques particulières, des reflets, des cerf-volants, des objets jetés depuis le sol ou portés par le vent, la folie et de nombreux autres phénomènes naturels ont été rejetées à cause de la simultanéité d'observations visuelles et de détections par radar ; à

cause de la compétence des témoins ; à cause des descriptions concordantes d'objets vus par des personnes différentes ; et à cause de leur impossibilité.

D'une manière générale, les opinions peuvent être classées en trois catégories. Premièrement, les objets sont des phénomènes physiques qui ont une explication scientifique ; deuxièmement, les objets sont des engins expérimentaux (provenant d'une source indéterminée) ; la troisième catégorie est similaire à la seconde mais avec la notion d'une volonté d'agression et de démoralisation. Les explications fantastiques ont été le plus souvent rejetées.

Ces objets ont suivi seulement deux séquences régulières apparentes. La première est que les objets ont été observés à la même heure deux jours consécutifs et la seconde que le vol se dirigeait vers le nord-est ou sud-ouest, qui sont des directions parallèles aux plissements de terrain locaux ou provenaient de cette direction.

3 cop. Général commandant la IIIe armée

1 cop. FBI, Knoxville, Tennessee

1 cop. Major Martin, Sect. du G-2,

1 cop. OSI, Knoxville, Tennessee

IIIe armée

1 cop. Division AEC, Oak Ridge, Tennessee

1 cop. Archives

1. Nuclear Energy for the Propulsion of Aircraft, division de recherche sur la propulsion nucléaire des avions.

2. Office of Special Investigations, service chargé du renseignement scientifique au sein de l'US Air Force.

OceanofPDF.com

AFFIDAVIT

(1) Mon nom est Sappho Henderson.

(2) Mon adresse est : 8338 Sale Ave. West Hill Ca. 92103.

(3) Je suis retraitée.

(4) Mon mari était Olivier Wendell Henderson, qui était surnommé « Pappy » car il était plus âgé que les autres pilotes de son escadrille durant la Seconde Guerre mondiale et que ses cheveux étaient prématurément gris. Nous nous sommes connus pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il volait avec le 446^e escadron de bombardement ; il avait piloté des B-24 et avait effectué 30 missions au-dessus de l'Allemagne pour lesquelles il avait été décoré de deux Distinguished Flying Crosses et de la médaille de l'Air avec quatre groupes de feuilles de chêne¹.

(5) Après la guerre, il rentra aux États-Unis et fut affecté à la base aérienne de Galveston, puis transféré sur la base de Pueblo avant d'être envoyé à Roswell (plus tard Walker Air Force Base), où nous sommes restés 13 ans.

(6) Pendant son affectation à Roswell, il dirigeait la Green Hornet Airline »² qui utilisait des C-54 et des C-47 pour transporter des personnes importantes, des scientifiques et du matériel entre Roswell et le Pacifique pendant les essais nucléaires³. Il avait une habilitation Top Secret à cause de ses responsabilités. Après avoir quitté l'armée, il dirigea une entreprise de construction à Roswell. Il est mort le 25 mars 1986.

(7) En 1980 ou 1981, il prit un journal dans une épicerie de San Diego, où nous vivions. L'un des articles décrivait le crash d'un ovni dans la région de Roswell, avec des corps non-humains découverts à côté du vaisseau. Il me montra l'article et il me dit : « Je veux que tu lises cet article, car c'est une histoire vraie. Je suis le pilote qui a transporté l'épave de l'ovni à Dayton dans l'Ohio. J'imagine que je peux t'en parler dans la mesure où ils le mettent dans le journal.

Cela fait des années que j'aurais voulu te le raconter. » « Pappy » ne parlait jamais de son travail à cause de son habilitation.

(8) Il décrivit les êtres comme étant petits avec des têtes [trop] grosses pour leur taille.

Il me dit que le matériau dont étaient faits leurs costumes était différent de tout ce qu'il avait vu auparavant. Il me dit qu'ils avaient une apparence étrange. Je crois qu'il a mentionné que les corps avaient été mis dans de la neige carbonique pour les préserver. À l'époque où il m'a dit cela, il n'avait pas connaissance du livre [The Roswell Incident¹ qui avait été publié au sujet de cet incident.

(9) Je n'ai pas été payée et n'ai reçu aucun objet de valeur pour faire cette déclaration qui est véridique au mieux de mes souvenirs.

Écrit devant moi sous la foi du serment

le 9 juillet 1991 [illisible], notaire public

dans et pour le Comté de Los Angeles, État de Californie

¹. Équivalent des palmes sur les décorations françaises. O. Henderson avait donc, en fait, reçu quatre « médailles de l'Air ».

². Allusion à un vengeur masqué de films et de bandes dessinées, le Frelon Vert.

³. Ceux de Bikini en 1946.

Extraits de la réglementation JANAP146 (E) Modification n° 2

LES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR

Washington, DC 20301 17 mai 1977

LETTRE NATIONALE DE PROMULGATION US POUR LA MODIFICATION N° 2 DE JANAP 146 (E)

1. LA MODIFICATION N° 2 AUX INSTRUCTIONS CANADA - ÉTATS-UNIS, POUR LA TRANSMISSION DES OBSERVATIONS VITALES POUR LE RENSEIGNEMENT (CIRVIS-MERINT), est un document NON-CLASSIFIÉ mis au point sous la direction de l'état-major canadien de la Défense et des chefs d'état-major des USA. Ce document est promulgué pour guider, informer et être utilisé conjointement par les forces armées du Canada et des États-Unis ainsi que par d'autres utilisateurs des réseaux de transmission militaires canadiens ou américains.

CHAPITRE I DESCRIPTION GÉNÉRALE ET BUT DES INSTRUCTIONS POUR LA TRANSMISSION DES OBSERVATIONS VITALES POUR LE RENSEIGNEMENT

101. But

Le but recherché par cette publication est de fournir des instructions standard pour la transmission des observations vitales pour le renseignement en temps de paix et leur acheminement vers les autorités militaires appropriées.

102. Champ d'application

a. Cette publication est limitée à la transmission d'informations d'importance vitale pour la sécurité des États-Unis et du Canada et celle de leurs forces armées et qui, de l'avis de l'observateur,

nécessitent une action défensive très urgente et, ou une enquête par les forces armées des États-Unis et, ou du Canada*1.

b. Les procédures contenues dans cette publication s'adressent aux :

(1) Avions civils et commerciaux des USA et du Canada.

(2) Avions militaires et gouvernementaux autres que ceux opérant sous des directives de transmission distinctes.

(3) Vaisseaux marchands opérant sous pavillon des USA ou du Canada.

(4) Vaisseaux militaires ou gouvernementaux autres que ceux opérant sous des directives de transmission distinctes.

(5) Certains autres vaisseaux des USA ou du Canada, y compris les bateaux de pêche.

(6) Les installations militaires recevant des rapports provenant d'observateurs civils ou militaires, au sol ou en mer, sauf s'ils opèrent selon des directives de transmission distinctes.

(7) Des agences gouvernementales ou civiles susceptibles de produire des rapports à la suite d'informations en provenance d'observateurs, au sol ou en mer.

103. Identification des messages

a. Les rapports provenant de sources [situées] en vol ou au sol seront identifiés par le mot CIRVIS, prononcé SEUR - VICE*2, utilisé comme premier mot du texte, (voir chapitre II)

b. Les rapports transmis par des sources [situées] en mer seront identifiés par le mot MERINT, prononcé MEUR - ENT', utilisé comme premier mot du texte, (voir chapitre III)

*1, Les comptes rendus d'observation qui ne nécessitent pas, de l'avis du rédacteur du message, une interception immédiate ou une

enquête urgente, ne doivent pas être transmis en utilisant la procédure CIRVIS.

*2. Les prononciations figurées sont partie intégrante du texte de la réglementation. CIRVIS est de ce fait prononcé, en anglais, exactement comme le mot « service », probablement afin d'entretenir une confusion volontaire. J'ai plusieurs fois entendu ce sigle pendant ma carrière de commandant de bord et j'ai toujours cru qu'il concernait des problèmes de maintenance ou de service, concernant l'organisation de la navigation aérienne, dans la zone que je survolais.

104. Photographies

Les plus grands efforts devront être faits pour confirmer les observations vitales pour le renseignement par des photographies en aussi grand nombre que possible. Les films non développés, les négatifs et les photographies devront être transmis avec un bref rapport écrit et toute autre information permettant son identification, comme il est précisé plus loin. Les films seront développés et un tirage de chaque photo ainsi qu'une bobine de film neuf seront retournés à l'intéressé.

a. Photographies de type CERVIS. Les faire parvenir au directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA/ [DC-6]), Washington, DC 20301, ou au quartier général de la Défense nationale, Ottawa, Ontario, KIA OK2, à l'attention du directeur général du Renseignement et de la Sécurité.

CHAPITRE II RAPPORTS CIRVIS SECTION I - GÉNÉRALITÉS

201. Informations à transmettre et quand les transmettre

a. Les observations visées par ce chapitre, telles qu'elles sont précisées aux paragraphes 102b (1), (2), (6), et (7), doivent être transmises comme suit :

(1) Pour les observateurs en vol ou sur des bases terrestres

(a) Missiles

(b) Objets volants non identifiés¹

(c) Sous-marins hostiles ou non-identifiés

(e) Groupes de vaisseaux militaires de surface, hostiles ou non-identifiés

1. Les caractères gras n'existent pas dans le texte original. Ils ont été rajoutés pour mettre en évidence le fait que les ovnis ne sont pas cités une fois mais deux. La première dénomination, UnidentifiedFlying Objects en anglais, est utilisée depuis 1952 environ, la seconde, Unconventional Aircraft, plus ancienne, était utilisée ainsi que celle de Flying Dises avant cette date.

(f) Vaisseaux de surface isolés, sous-marins, ou aéronefs de conception non-conventionnelle, soit se livrant à une activité suspecte soit observés dans des lieux ou sur des routes et pouvant être interprétés comme constituant une menace pour les États-Unis, le Canada ou les forces [armées]

(g) Toute activité inexplicquée ou inhabituelle qui pourrait indiquer une possible attaque contre le Canada ou les États-Unis ou à travers leur territoire, y compris la présence de tout groupe non-identifié ou suspect dans les régions polaires ou dans toute autre région reculée ou faiblement peuplée

(2) Après l'atterrissage

(a) Rapports qui, pour quelque raison que ce soit, n'avaient pas pu être transmis en vol

(b) Aéroports, bases, stations météorologiques ou aides à la navigation, non-répertoriés

(c) Tout objet en vol, en mer, balistique ou en orbite qui, d'après l'observateur, pourrait constituer une menace militaire contre les États-Unis ou le Canada, ou pourrait présenter un intérêt pour les autorités militaires ou gouvernementales

SECTION II - PROCÉDURES

202. Généralités

a. Les procédures de communication utilisées seront essentiellement celles prescrites par le système de transmission ou le service employé. Des efforts constants devront être faits par les avions transmettant initialement des rapports CIRVIS, pour vérifier que le message CIRVIS est bien reçu par la station appropriée.

b. Tous les efforts seront faits pour vérifier l'authenticité des rapports CIRVIS. Dans la mesure du possible, une authentification sera demandée.

c. Pour l'US Air Force, l'« autorité principalement responsable » de ce sujet (OPR)*1 est l'adjoint au chef d'état-major, Renseignement (AFIN), Washington DC 20330.

*1. OPR, acronyme de Office of Primary Responsibility, autorité responsable des prises de décision dans un domaine déterminé.

203. Préséance (priorité de transmission)

a. Pour éviter tout délai de transmission d'un rapport CIRVIS à une station au sol, le mot « CIRVIS » prononcé trois fois sera utilisé avant l'appel pour imposer le silence sur la (ou les) fréquence(s) utilisées, à l'exclusion des messages d'URGENCE ou de DÉTRESSE, afin d'assurer un acheminement rapide.

b. Dans les cas où cette procédure ne suffirait pas à faire obtenir le silence radio de toutes les communications en cours excepté celles prévues en 203 a, le signal international d'urgence « XXX » transmis trois fois ou « PAN » en phonie prononcé trois fois seront utilisés pour faciliter la transmission vers la station destinataire.

c. En transmettant ou en réexpédiant des messages CIRVIS par des compagnies de télécommunication commerciales, les organismes du gouvernement américain utiliseront le sigle de priorité XV

URGENCE / GOUVERNEMENTALE, les organismes du gouvernement canadien utiliseront le sigle RUSH.

d. Les priorités appropriées suivantes seront utilisées dans la transmission de tous les messages CIRVIS, en fonction des moyens de télécommunication utilisés :

Silence radio CIRVIS CIRVIS CIRVIS

Signal international d'urgence XXX XXX XXX ou PAN PAN PAN

Priorité militaire Z ou FLASH

Transmissions commerciales XV GOVT/EMERGENCY

pour les activités gouvernementales des États-Unis.

RUSH

pour les activités gouvernementales du Canada.

206. Adresses

a. Il est impératif que tous les rapports CIRVIS arrivent au commandement militaire approprié dans les délais les plus courts. De ce fait, les rapports doivent être transmis aussitôt que possible après l'observation. Pour les stations au sol, des procédures d'acheminement des rapports CIRVIS par les réseaux de télécommunication militaires et civils des États-Unis et du Canada ont été définies, de telle façon que les procédures en vigueur utilisées par les pilotes et le contrôle de la navigation aérienne puissent être suivies. Quand un pilote civil ou militaire ne peut établir aucun contact avec une station terrestre, il devra essayer de faire relayer le message CIRVIS par les autres avions avec lesquels il pourrait être en contact radio [...]

b. Stations de télécommunication. Les stations de télécommunication (comprenant toute installation civile ou militaire du Canada ou des États-Unis, telle que tour de contrôle, station radio navale côtière, contrôle d'approche, centre de contrôle régional

et toute autre installation [de ce type]) qui recevront un message CIRVIS devront l'acheminer comme suit immédiatement après la réception :

(1) À la réception d'un rapport d'observation CIRVIS, les stations militaires américaines fixes de télécommunication devront le transmettre aux adresses suivantes :

(a) Service de commandement opérationnel de la région considérée

(b) Commandant en chef du North American Air Defense Command (CINCNORAD/IN), base aérienne de Ent, Colorado Spring, Colorado.

(c) Commandant en chef du Stratégie Air Command (C INC-SAC), base aérienne de Offut, Nebraska.

(d) Chef d'état-major de l'US Air Force (CSAF/IN), Washington DC:

Deux pages d'adresses, qui comprennent en particulier celles des chefs d'état-major de la marine et les commandants des forces anti-sous-marines, permettent de comprendre l'étendue de la collecte des informations CIRVIS et MERINT.

SECTION III-SÉCURITÉ

208. Militaires et civils

La transmission des rapports CIRVIS est assujettie au Communication Act des États-Unis, de 1934, telle qu'amendée, et au Radio Act du Canada, de 1938, tel qu'amendé. Tout contrevenant peut être poursuivi en application de ces lois. Ces rapports contiennent des informations affectant la défense nationale des États-Unis et du Canada. Toute personne effectuant une transmission non autorisée ou dévoilant le contenu d'un tel rapport peut être poursuivie en application du titre 18 du Code des États-Unis 793, chapitre 37, ou du Canadian Official Secret Act de 1939, tel qu'amendé. Cela n'implique pas que les messages CIRVIS

doivent être classifiés. Le but [de ce rappel] est d'insister sur la nécessité de ne transmettre de telles informations que par les voies officielles, exclusivement.

La suite de cette réglementation, toujours en vigueur au 7 janvier 1994, concerne les vaisseaux de guerre et les navires de la marine marchande. Les différences essentielles concernent les destinataires des rapports, qui sont en général les autorités navales des États-Unis et du Canada. Du fait de la présence d'unités navales américaines dans le monde entier, c'est en réalité une couverture de la Terre entière qui se trouve assurée.

J.G.G. janvier 1997

OceanofPDF.com

Liste des documents utilisés

1 Lettre de Kevin O'Brien, Chief of FOIPA Section

2 nov. 1995

2 Office Mémorandum : Flying Saucers and Flying Discs

8 août 1947

3 Subject : Flying Saucer (2 pages), adressé au Commanding General, Army Air Forces

(AC/AS-2)

Référence au projet « MOGUL »

25 août 1947

4 Office Mémorandum : Instrument found on farm near Danforth (Illinois).

Quatre références à l'« opération « MOGUL »

23 sept. 1947

5 Général Schulgen à Liaison Section FBI

(« No project similar to flying discs »)

Headquarters Army Air Forces

5 sept. 1947

6 Office Mémorandum (lettre d'accompagnement du précédent)

16 sept. 1947

7 Reports of flying discs (2 pages)

Réserve au FBI l'étude des « ... ash can covers, toilet seats and whatnot. »

19sept. 1947

8 Lettre d'Edgar Hoover au major-général G. McDonald

FBI, US Department of Justice Réponse au document précédent

27 sept. 1947

9 Message à toutes stations du FBI : Flying Discs

Interruption de toute activité à ce sujet

6 oct. 1947

10 Mémoire du général Twining :

AMC Opinion Concerning Flying Discs

(2 pages)

23 sept. 1947

11 Office Mémoire : Flying Discs

Requête du général Schulgen transmise par

l'agent Reynold. (Mention manuscrite de Edgar Hoover)

7 oct. 1947

12 National Security Council Intelligence Directive N° 1

NSCID 1 CIA Duties & Responsibilities (3 pages)

13 Mémoire for Director of Central Intelligence :

Psychological Operations NSC 4-A (3 pages signées par Sidney W. Souers, Executive Secretary)

14 Investigating and Reporting of « Flying Disc » Incidents (2 pages)

HQ Air Defense Command, par ordre du Lieutenant Général Stratemayer

15 Flying Dises, Security Matter - X

FBI San Francisco, US Department of Justice

16 Mémoire for the Assistant Director for Spécial Opérations Galloway.

Fonctions additionnelles du bureau des

« opérations spéciales »

(5 pages signées R. Hillenkoeter, DCI)

17 Responsibility and Control for OPC. Responsabilité donnée à la CIA pour les « opérations noires »

Document CIA / TOP SECRET (5 pages)

18 Office Mémoire : Flying Dises (2 pages) Informations confidentielles sur les « disques volants » fournies au FBI par un membre de l'AMC, « ... who is the principal technician at the Nuclear Energy for the Propulsion of Aircraft Research Center at Oak Ridge (Tennessee) »

19 Protection of Vital Installations Bureau File 65-58300 (2 pages)

« ... Unidentified Aircraft,... Flying Dises.... This matter is considered top secret by intelligence officers of both the Army and the Air Forces. »

Confirmation du survol de Los Alamos

12 déc. 1947

17 déc. 1947

4févr. 1948

12févr. 1948 22 mars 1948

19 oct. 1948 24janv. 1949

31 janv. 1949

20 Dossier : Protection of Vital Installations

Bureau File 65-58300

Explosion d'un « disque » dans la région de Roswell, dans la nuit du 30 janvier 1949

21 Air Intelligence Requirements Mémoire 4,

Unconventional Aircraft (5 pages)

Headquarters US Air Force, Directorate of Intelligence

22 Office memorandum : Flying Dises

Confirmation d'un colonel appartenant à l'AMC, du fait que les ovnis sont considérés comme des missiles manufacturés

23 Dossier : Protection of vital Installations

Bureau File 65-58300

Le terme officiel devient « Unconventional Aircraft »

Annonce de la création du « Project Grudge » et Starvation Peak Incident (observation réalisée par le Dr LaPaz)

24 Summary of Aerial Phenomena in New Mexico

Office Memorandum, US Government

25 Summary of Observations of Aerial

Phenomena in the New Mexico Area,

Dec. 1948-May 1950

Inspector General USAF - 17th District OSI

(3 pages)

26 Anomalous Luminous Phenomena (Seventh Report)

Lincoln LaPaz, Director Institute of Meteorites

(39 pages)

27 Lettre du major-général Cabell à Edgar Hoover

accompagnement du document n° 28, ci-dessous

28 AFOIC-CC-1 Reporting Information on Unconventional Aircraft (2 pages)

10févr. 1949

15févr. 1949

14 mars 1949

22 mars 1949

23 août 1950 25 mai 1950

23 mai 1950

date censurée

8 sept. 1950

29 Observations au-dessus de Oak Ridge (Tennessee)

Vingt-deux pages concernant des incidents
de 1947 au 19 décembre 1950

30 Aerial Objects « Flying Saucers »

Office Memorandum, US Government

31 Air Force Régulation N° 200-2 Unidentified Flying Objects,
Reporting (4 pages)

Origine : Department of the Air Force

32 JANAP-146 (D) Joint Army and Navy Publication

CIRVIS (24 pages)

33 Air Force Régulation N° 200-2 Unidentified Flying Objects
(UFO) (7 pages)

34 Air Force Régulation N° 200-2 Unidentified Flying Objects
Intelligence Activities (7 pages)

35 JANAP 146 (E) Canadian - United States

(CIRVIS / MERINT) voir document 38

36 Air Force Régulation 80-17 Unidentified Flying Objects
Research and Development

37 UFO Fact Sheet (3 pages)
Department of the Air Force

38 CHANGE N° 2 to JANAP 146 (E) (45 pages)

39 Report on Air Force Research Concerning the
Roswell Incident (signé par le colonel Weaver)

40 Result of a Search for Records Concerning the 1947 Crash Near
Roswell, New Mexico

(Report to the Honorable Steven H. Schiff, House of
Représentatives) (19 pages)

United States General Accounting Office

21 oct. 1950

29 juil. 1952 12 août 1954

1 fév. 1959

14 sept. 1959 20 juil. 1962

mars 1966 sept. 1966

11 janv. 1977

17 mai 1977 juillet 1994

juillet 1995

41 AFFIDAVITS DES TÉMOINS DE ROSWELL

Bessie Brazel Schreiber (fille de « Mac » Brazel)

Helen Cahill (fille de Dan Dwyer, pompier de Roswell)

Glenn Dennis (employé des pompes funèbres, témoin direct)

Thomas Jefferson DuBose (général de brigade, retraité)

Barbara Dugger (petite-fille du shérif Wilcox) Kathryn Goode (fille de « Pappy » Henderson)

L.M. Hall

Walter Haut (officier des relations publiques de Roswell, retraité)

Sappho Henderson (veuve de « Pappy » Henserson)

Jason Kellahin (journaliste au Roswell Morning Dispatch)

Alicia Knight (épouse d'un témoin de l'accident principal)

John Kromschroeder (ami de « Pappy » Henderson)

William FD. Leed (colonel de réserve)

Phillis McGuire (fille du shérif Wilcox)

Arthur McQuiddy (rédacteur en chef du Roswell Morning Dispatch)

L.W. Maltais (ami d'un témoin de l'accident principal)

Jesse A. Marcel (fils de l'officier de renseignement de la base)

Bud Payne (juge de paix retraité)

Robert Porter (master sergeant retraité) Loretta Proctor (voisine de « Mac » Brazel) James Ragsdale (témoin direct)

John « Jud » Roberts (directeur de la station de radio KGFL)

Frankie Rowe (fille de Dan Dwyer, pompier de Roswell)

Robert Shirkey (lieutenant sur la base de Roswell)

Lydia A. Sleppy (employée à la station de radio KOAT)

Robert A. Slusher (participa au transport des débris)

Robert E. Smith (participa au chargement des débris)

Sally Stricland Tadolini (voisine de « Mac » Brazel)

Elisabeth Tulk (fille du shérif Wilcox)

David Wagnon (connaissait l'infirmière disparue)

George Walsh (directeur des programmes station de radio KSWS)

William Woody (témoin ovni et blocage des routes par l'armée)

Earl Zimmerman (barman du cercle des officiers de Roswell)

42 AIR FORCE POLICY DIRECTIVE 13-2

Précise que JANAP 146 (E) était toujours en vigueur, sans modification, à cette date.

7 janv. 1994

Bibliographie

ALVAREZ, Luis, Adventures of a Physicist, New York, Basic Books, 1987.

BERLITZ, Charles, MOORE William, The Roswell Incident, New York, Berkley Books, 1988.

BLOECHER, Ted, Report on the UFO Wave of 1947, introduction by James E. Me Donald, 1947.

CIA Historical Staff, Center for the Study of Intelligence, The CIA under Harry Truman, Michael Warner, Washington DC, 1994.

CONDON, Edward U. (Dr), Scientific Study of Unidentified Flying Objects, New York, Bantam Books, janvier 1969.

FOWLER, Raymond, UFOs, Interplanetary Visitors, New York, Exposition Press, 1974.

GOODSMIT, Samuel, The History of Modern Physics 1800-1950, vol I ALSOS, Tomash Publishers, 1947.

LANOUELETTE, William, Genius in the Shadows, Biography of Léo Szilard, New York, Charles Scribner's and Sons, 1992.

MARTIN, Pierre-Marie, Les textes du droit de l'espace, Paris, Presses universitaires de France (coll. Que Sais-je ?), 1993.

PFLOCK, Karl T., Roswell in Perspective, Washington DC, Fund for UFO Research Inc., 1994.

POUNDSTONE, William, Prisoner's Dilemma, New York, Doubleday, 1992.

RANDLE, Kevin, The UFO Case Book, New York, Warner Books Edition, 1989.

RANDLE, Kevin, The Truth about the UFO Crash at Roswell, New York, M. Evans and Company, 1994.

RICHELSON, Jeffrey T., The US Intelligence Community, Boulder Colorado, Westview Press, 1984 (3e édition, 1994).

RUPPELT, Edward, Report on Unidentified Flying Objects, New York, Doubleday, 1956.

SAUNDERS, David, HARKINS, Roger, UFOs ? Yes !, Cleveland (Ohio), The World Publishing Company, 1969.

Secretary of Defense Historical Office, The Department of Defense 1944-1978, Washington DC, US Government Printing Office, 1978.

TRUMAN, Harry, Memoirs -Years of Trial and Hope, New York, Mac Graw Hill, 1956.

United States General Accounting Office, Results of a Search for Records Concerning the 1947 Crash Near Roswell, New Mexico GAO-5- 187, Government Records, 1995.

WEAVER, Richard, Report of Air Force Research Regarding the "Roswell Incident", Washington DC, Juillet 1994.

WOLIKOW, Serge, ouvrage collectif sous la direction de, Histoire du temps présent, Gentilly (94), Messidor, Éditions sociales, 1992.

Remerciements

Je tiens à remercier un groupe d'amis dont les connaissances techniques, dans les domaines du renseignement scientifique et du contre-espionnage, ont été d'une aide précieuse. Nous avons, depuis plusieurs années, échangé des idées et confronté nos points de vue sur le sujet abordé dans ce livre. Tous ont participé à l'étude des documents militaires et contribué ainsi à débarrasser ce travail de certaines imprécisions.

Obligation de réserve, activité publique et quelques autres raisons, toutes aussi impérieuses, interdisent aux noms de ces amis d'apparaître ici comme ils le devraient. J'espère que, dans un futur proche, tous ceux qui ont contribué aux recherches seront connus.

En attendant ce jour, je les remercie de leur discrète contribution.

J.-G. G.

Cet ouvrage, composé par

PARIS PHOTOCOMPOSITION

36, avenue des Ternes, 75017 PARIS

Impression réalisée sur CAMERON

par BRODARD ET TAUPIN La Flèche

pour le compte des Éditions Ramsay en avril 1997

Imprimé en France Dépôt légal : avril 1997

N° d'impression : 1054S-5

ISBN: 2-84114-265-5 50-0811-5 RAR 806

OceanofPDF.com

[1] Dans l'appendix B de son livre, *The Truth about...* cité ci-dessous, Kevin Randle donne les noms de 46 témoins directs et de 75 témoins de seconde main (pages 192-198).

[2] Charles Berlitz, William Moore, *The Roswell Incident*, New York, Berkley Books, 1988. Kevin Randle, *The UFO CaseBook*, New York, Warner Books Edition, 1989. Kevin Randle, Donald Schmitt, *The Truth about the UFO Crash at Roswell*, New York, M. Evans and Company, 1994.

[3] Un document ou une information sont dits «classifiés » quand ils quittent le domaine public à la suite d'une décision ministérielle qui en restreint l'accès aux titulaires d'une autorisation spéciale ou « habilitation ». En France les premiers degrés pour les informations concernant la défense nationale sont confidentiel-défense, secret-défense, très secret-défense, etc. dont la connaissance est réservée aux titulaires d'une habilitation correspondante. Les classifications correspondantes aux États-Unis sont confidential, secret et top secret. La « déclassification » est l'opération inverse, qui diminue le niveau de classification d'un document ou le supprime purement et simplement. Tous les documents utilisés dans cet ouvrage ont été légalement déclassifiés.

[4] Cet ouvrage sera étudié en détail au chapitre 8.

[5] Freedom of Information and Privacy Act, ou FOIPA, loi sur l'accès du public aux documents classifiés. Promulguée le 4 juillet 1974, sous la présidence de Gerald Ford.

[6] I.W. Poundstone, *Prisoner's dilemma*, New York, Doubleday, 1989, p. 70.

[7] Déclarations du Sénateur de l'Idaho, Glen Taylor, le 24 Octobre 1945. *Prisoner's Dilemma*, p 72.

{8} Plusieurs atterrissages semblent avoir été répertoriés.

{9} Raymond Fowler, UFOs : Interplanetary Visitors, New York, Exposition Press, 1974, pp. 105 et 106.

{10} Harry Truman, Memoirs, vol.2, Years of Trial and Hope, pp. 56-60.

{11} CIA Historical Staff, The CIA under Harry Truman, Michael Warner Editeur, Washington, 1994, p. XXXVIII.

{12} Le G-2 et l'A-2 pour l'armée de terre, l'Office of Naval Intelligence pour la marine, l'AF-OSI et l'ATIC pour l'Air Force ainsi que le Département d'État, le FBI et le directeur du renseignement de l'Atomic Energy Commission. Les Army Air Forces deviennent l'US Air Force. L'armée de l'air acquiert ainsi son autonomie vis-à-vis de l'armée de terre.

{13} Atomic Energy Commission ou AEC.

{14} Warrant officer est un grade de transition entre sous-officier et officier.

{15} IFF ou Identification Friend or Foe, permet de reconnaître un avion ami par renforcement de son image radar.

{16} Affidavit de James Ragsdale, signé le 27 janvier 1993.

{17} D'après les enquêtes effectuées par Randle et Schmitt, plusieurs participants furent tellement choqués par cette expérience qu'ils ne s'en remirent jamais complètement (cf. chap. 1, note 27).

{18} Environ soixante kilomètres.

{19} Un témoignage indique cependant qu'elle avait reçu six mois plus tôt, à sa sortie d'école, le grade de sous-lieutenant.

{20} Voir Kevin Randle, The Truth about the UFO Crash at Roswell, p. 49.

{21} Soit 1100 mètres sur 60 à 90 mètres.

{22} New York, Berlitz et Moore, Berkley Book, Putnams & Sons, 1980, pp. 68 à 82.

{23} Membre de la police militaire.

{24} 1,2 m par 1,5 m par 1,6 m. 2. 1 200 à 1 500 m.

{25} 1200 à 1500 m.

{26} Environ 7 800 m.

{27} Étoile et surcharge manuscrite ont été rajoutées par R. Sluster dans le texte dactylographié.

{28} Le texte complet est traduit plus loin et nous nous contentons ici de quelques extraits.

{29} Elle devint plus tard Carswell Air Force Base.

{30} «Army Air Field» est l'ancienne désignation des bases aériennes militaires.

{31} Liste des témoins qui se souviennent avoir manipulé les débris, ou qui en donnent une description de seconde main [@ = affidavit] : le rancher William « Mac » Brazel ; Bessy Brazel Schreiber, sa fille @ ; le jeune William D. Proctor, qui chevauchait avec « Mac » Brazel ; ses parents Floyd et Loretta Proctor @ ; le major Jesse Marcel [The Truth... p. 27] ; George A. Wilcox, shérif de Chavez County, [idem, p. 34] ; Jay Tulk, son gendre, mari de sa fille Elisabeth [idem, p. 34] ; Elisabeth Tulk @ ; le capitaine Sheridan Cavitt, du contre-espionnage @ ; Jesse Marcel junior, âgé de onze ans à l'époque @ ; Viaud Marcel, sa mère [p. 38] ; le major Edwin Easley, provost marshall de la base de Roswell (titre officiel du commandant de la police militaire sur une base) ; le colonel William Blanchard, commandant la base de Roswell ; le brigadier-général Roger Ramey, commandant la VIIIe Air Force ; le brigadier-général retraité Thomas J. Du Bose @ ; Sally Strickland Tadolini @ ; Lewis S. Rickett, sous-officier du contre-espionnage.

{32} Selon un affidavit signé par David Wagon, l'infirmière, fraîche émoulue du collège, venait d'être nommée au grade de sous-lieutenant, trois mois plus tôt. Elle avait une vingtaine d'années et elle était brune.

{33} L'affidavit, complété d'une note manuscrite a été reproduit dans plusieurs ouvrages.

{34} Un mètre dix à un mètre quarante.

{35} Un peu plus de dix-huit kilogrammes.

{36} Cf. The Truth about the UFO Crash at Roswell, déjà cité, p. 71

{37} « They even found some bodies and one of them was still alive.

{38} Edward Ruppelt, Report on Unidentified Flying Objects, Doubleday, 1956.

{39} Blue Book fut le premier projet officiel d'étude des « disques volants » dont le public entendra parler, en 1952. Cet organisme sera étudié plus loin.

{40} Service du renseignement technique de l'Air Force, en bref ATIC.

{41} Elle fut initialement révélée au public en annexe R du rapport Condon, paru en janvier 1969, pages 894 et 895.

{42} Joint Research and Development Board.

{43} Rapport Condon, page 898, appendixT, Interprétation of Reports on Unidentified Flying Objects, Project sign, numéro F-TR-2274-IA

{44} Condon Report, oeuvre déjà citée, p. 506, § 2.

{45} Atomic Energy Commission.

[\[46\]](#) AF-OSI, service de renseignement technique de l'Air Force.

[\[47\]](#) Ils sont intitulés Department of the Army Collection Mémoire Number 7 du 21 janvier 1948 et lettre CIGID 425.1 du 25 mars 1948.

[\[48\]](#) Cf. Air Force Policy Directive 13-2 du 7 janvier 1994.

[\[49\]](#) Les amateurs ou les spécialistes du renseignement pourront étudier en annexe (pages 319 à 356) les fac-similés et les traductions de ces textes.

[\[50\]](#) Voir le fac-similé de ce document dans l'ouvrage de Jean Gabriel Greslé, Hypothèse extraterrestre, Paris, éditions de la Mesnie, 1994.

[\[51\]](#) Anomalous Luminous Phenomena (seventh report) file N° (24-8)-2825 May 1950. Ses destinataires précisés dans la lettre d'accompagnement sont : le directeur des Spécial Investigations, quartier général de l'USAF ; le général commandant l'Air Matériel Command, Wright-Patterson AFB ; le directeur du renseignement technique ; le général commandant le Spécial Weapon Command, Kirtland AFB ; le général commandant le projet d'armements spéciaux des forces armées, base de Sandia, (Nouveau-Mexique) ; le général commandant la IVe armée, Fort Sam, Houston (Texas).

[\[52\]](#) C'est dans sa partie septentrionale que la première bombe atomique avait été expérimentée avec succès. C'est aussi là que les anciens V-2 allemands étaient en cours d'expérimentation dès 1946.

[\[53\]](#) Mentionné p. 132.

[\[54\]](#) Cf. le mémorandum Top Secret du 12 juillet 1949, signé par l'amiral Hillenkoetter, Director of Central Intelligence, § 3, intitulé " Membres de l'IAC ».

[\[55\]](#) Il s'agit bien entendu de la branche judiciaire.

[\[56\]](#) Cf. The CIA under Harry Truman, p. 327 à 333.

[\[57\]](#) Los Alamos (Nouveau-Mexique) 29,4% des observations. Albuquerque et la base de Sandia, Spécial Weapon Project (Nouveau-Mexique) 18,7 %. White Sands Proving Grounds et Alamogordo (Nouveau-Mexique) 9,6 %. Camp Hood et Killeen (Texas) 15,3 %. Soit 73% au-dessus de sites stratégiques.

[\[58\]](#) La première, le 30 janvier 1949 avait eu environ deux cents témoins, qui avaient vu passer un mobile vert lumineux se déplaçant lentement à basse altitude.

[\[59\]](#) Quelques extraits du rapport du Dr LaPaz sont transcrits en annexe.

[\[60\]](#) Technical Report ISP 102-AC 49/15-100, d'août 1949, publié dans le rapport Condon, p. 509.

[\[61\]](#) La planète Vénus est fréquemment utilisée pour expliquer des lumières proches de l'horizon.

[\[62\]](#) Document N° 629-49 du 27 déc. 1949 (réf. Blue Book Spécial Report N° 14, page 7).

[\[63\]](#) Cf. pages 137 et 138, fac-similés et traductions en annexe (pages 333 à 337).

[\[64\]](#) Loi qui autorisait chaque soldat américain à bénéficier d'autant d'années d'études gratuites qu'il en avait passé dans l'armée.

[\[65\]](#) Captain Edward J. Ruppelt, The report on Unidentified Flying Objects, New York, Doubleday, 1956.

[\[66\]](#) Elles sont reproduites en appendice U du rapport Condon, pages 905 à 921. Le directeur de Blue Book, participa aux travaux de cette Commission, mais seulement à titre de témoin.

[\[67\]](#) Le Dr Marshall H. Chadwell, directeur-adjoint de l'OSI/CIA ; Ralph L. Clark, directeur-adjoint délégué de l'OSI/CIA ; le lieutenant-colonel L.C. Oder et Mr D. B. Stevenson, membre de l'état-major de l'OSI ; Mr Phillip

G. Strong, chef des opérations de l'OSI ; Mr Stephen Possony, chef du groupe spécial d'étude à l'AF Department of Intelligence ; le major Dexey Fournet, QG de l'Air Force Intelligence, UFO Project ; le lieutenant R. S. Neasham, du laboratoire d'interprétation photographique de l'US Navy.

[\[68\]](#) Cf. Report on Unidentified Flying Objects, déjà cité, pages 210-211.

[\[69\]](#) L'Air Force Régulation, ou AFR, 200-2 du 26 août 1953 reprend à peu près les termes de l'Air Intelligence Memorandum, numéro 4 présenté page 132.

[\[70\]](#) AFSC, Air Force System Command. Le (FTD) Foreign Technology Division, ou « département des technologies étrangères », pouvait s'intéresser à des technologies non-humaines ou, plus prosaïquement, se contenter d'étudier les avions russes ou chinois livrés par des déserteurs.

[\[71\]](#) Technology Division, section E. Le projet Blue Book n'est mentionné nulle part dans ce texte.

[\[72\]](#) Les initiales JANAP signifient Joint Army and Navy Publication, c'est-à-dire publication commune à l'armée de terre et à la marine.

[\[73\]](#) Nous possédons aussi la version JANAP 146 (D) et la version 146 (E) incluant la modification n° 2 du 17 mai 1977. De larges extraits de cette dernière sont traduits en annexe, pages 344 à 350.

[\[74\]](#) Canadian-United States Communications Instructions for Reporting Vital Intelligence Sightings.

[\[75\]](#) Il s'agit des Joint Chiefs of Staff qui regroupent les chefs d'états-major des quatre armes, Army, Navy, Air Force et Marine Corps.

[\[76\]](#) «Aircrafts of unconventional design ».

{77} North American Air Defense (commandement de défense aérienne de l'Amérique du Nord).

{78} CHANGE N° 2 dans le texte.

{79} Voir en annexe, pp. 344-350

{80} Elles sont très bien documentées et plusieurs copies sont données en annexe.

{81} Plusieurs sont tombés dans le domaine public depuis le début des années quatre-vingt.

{82} Voir David Saunders et Roger Harkins, UFO ? Yes, Cleveland (Ohio), The World Publishing Company, février 1969.

{83} Conseil scientifique de l'US Air Force dont faisait partie le Dr Carl Sagan, l'astrophysicien bien connu.

{84} Appendix A du rapport Condon, pages 811 à 818.

{85} La Foreign Technology Division ou «Division des technologies étrangères » est bien un organisme spécialisé dans l'étude des ovnis, ce qui donne un sens tout particulier à l'adjectif foreign, « étranger ».

{86} Ce dernier ayant perdu toute crédibilité, il ne jouait plus son rôle qui semble avoir été surtout de rassurer le public

{87} Voir en annexe, p. 321 une étude détaillée de ce sujet.

{88} Report of Air Force Research... p. 2, fin du paragraphe 4.

{89} SAF/AAZ, service d'audit interne attaché au secrétariat de l'Air Force.

{90} Rapport Weaver, page 4, premier paragraphe.

{91} Témoignage partiellement présenté p. 93 et p. 94.

{92} Elle devint plus tard l'énorme complexe de Wright-Patterson Air Force Base.

{93} Autre nom du ranch qu'exploitait « Mac » Brazel.

{94} Six à treize millimètres.

{95} Matière plastique isolante très ancienne qui était déjà utilisée dans les premiers postes radio.

{96} La répétition fait bien partie du texte de l'affidavit.

{97} Rapport Weaver, p. 10.

{98} Même document, p. 12, paragraphe 1 et suivants.

{99} Souligné dans le texte.

{100} Les termes sont, le plus souvent, « flying discs » et « unconventional aircrafts ».

{101} Page 844.

{102} Rapport historique de la 509e escadre de bombardement.

{103} Le début du prochain chapitre, consacré aux résultats de l'enquête menée par le GAO pour le compte du député Schiff, donnera le détail de ces disparitions.

{104} De la page 16, deux derniers paragraphes, à la page 20.

{105} AAF, Army Air Field fut remplacé vers la fin de 1947 par AFB : Air Force Base, quand l'Air Force obtint son autonomie par rapport à l'armée de terre.

{106} Air Matériel Command.

{107} «Project Mogul was a compartmented sensitive effort».

{108} Top secret / nofor, abréviation de NO FOREIGN National, interdit toute communication à un étranger.

{109} Voir page 18, troisième paragraphe: «Flight A through Flight 7 (November 20, 1946 - July 2, 1947) were made with neoprene meteorological balloons. »

{110} Voir les fac-similés en annexe.

{111} Une lecture attentive des déclarations des scientifiques interrogés par Weaver fait apparaître que ce sont les données

enregistrées par les appareils qui étaient classées TOP SECRET.

[{112}](#) Nous passons ici, sans la moindre justification, de la simple supposition à l'affirmation sans réserve.

[{113}](#) Weaver ne lit pas les journaux, sinon il saurait que de multiples exactions mortelles ont été dénoncées par la presse depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elles étaient imputées à des services officiels américains.

[{114}](#) Les guillemets sont dans le texte original : « in the fog of time ».

[{115}](#) De type « Secret Défense » ou au-dessus.

[{116}](#) Sigle de Roswell Army Air Field.

[{117}](#) Unité de transport aérien dont faisait partie « Pappy » Henderson.

[{118}](#) Nouveau nom de l'Atomic Energy Commission.

[{119}](#) Acronyme de Département of Defense.

[{120}](#) Pour la petite histoire, son service annonça au président Harry Truman, en 1949, qu'une première explosion atomique réalisée par l'Union soviétique avait été détectée. Le projet Mogul n'y était pour rien. La méthode utilisée était une mesure de radioactivité par des avions volant à haute altitude.

[{121}](#) Il ne s'agit pas ici d'une vague supposition mais d'une procédure normale, que j'ai étudiée, entre autres sujets, quand j'étais Aviation Cadet dans l'US Air Force en 1952-1953.

[{122}](#) Il pouvait difficilement refuser car son fils, devenu médecin, était lui-même dans l'armée à cette époque.

[{123}](#) Harry Truman, op. cit., p. 60.

[{124}](#) Voir pages 116 à 119 du présent ouvrage.

{125} Cf. A Prisoner's Dilemma, déjà cité, pp. 66 et 67.

{126} La fonction de la CIA était de collationner toutes les informations sensibles en provenance des différents services de renseignement militaires et civils et d'en réaliser la synthèse pour le compte du Conseil national de sécurité.

{127} Il s'agit de la directive NSC 10/2, qui remplace la NSC 4-A.

{128} Organisme qui regroupe des chefs d'état-major des trois armes, Army, Navy et Air Force.

{129} Cf. A Prisoner's dilemma, déjà cité.

{130} Mémoires de Harry Truman, volume 2, Years of Triât and Hope, p. 306.

{131} Objets volants non-identifiés.

{132} Department of the Army Collection Mémorandum, N° 7 du 21 janvier 1948 ; Air Intelligence Requirements Mémorandum N° 4, du 15 février 1949 ; AFOIC-CC-1, Reporting of Information on Unconventional Aircraft du 8 septembre 1950.

{133} Je puis en témoigner puisque j'étais à cette époque pilote de chasse breveté, affecté dans l'US Air Force.

{134} Non-Conventional Type of Air Véhicules.

{135} Groupe d'étude de moteurs atomiques pour la propulsion des avions.

{136} Édition Larousse, Paris, septembre 1990.